NOVEMBRE 1975 Nº 260

Rédacteur en chef:

Claude Julien

Prix: 5 F

Maroc: 5.00 dir. Roy.-Uni: 50 p. Suisse: 3 F.S. Tunisie: 500 mil.

Abennements : voir tarit page 12.

Publication mensuelle (vingt-denkième année) éditée par

It Monde

Fondateur: Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09 Directeur: Jacques Fauvet

diplomatique

LE MONDE

Lire pages 2 à 4 :

LES MINORITÉS **NATIONALES** EN CHINE

(ROLAND BERGER)

Idéologie

Por CLAUDE JULIEN

ETENTE idéologique »: pou de formales contiennent un tel concentré d'ambigaîtés. Le floa qui entoure le premier terme n'est plus à démontrer. Les tensions internes et les différents internationaux étant étroitement imbriqués, les propagandes surévaluaient hier les dangers de la « guerre froide » comme elles surestiment aajeard'hui les bienfoits de la « détente ». Pour abtenir l'engagament de dépenses militaires toajears plus iroportantes, il conveneit notumment d'entretenir une pour excessive que ue justificit pos un examen réaliste des couffits d'intérêts et des ropports de force. Anesthésièn por la « détente », cette peur s'est extompée, mais les

de torce. Anesthésies por la « détente », cette peur s'est extompes, mais les budgets militaires continuent de croître.

Le second terme de la farmule n'est pas moins trompeur. L'Ouest proclame depuis belle lurette que ses décisions politiques échappent à toute inspiration idéologique; l'idéologie, un contraire, dicterait à l'Est tous les cheix importants. Washington et Moscou échapperaient ainsi, le premier par la vertu d'un progmatisme tempérà de générosité, le second por la grâce d'une Méchaie fondée que l'une progmatisme per l'une lure programme des problèmes mondieurs, que péché idéologie tondée ear l'unolyse scientifique des problèmes mendiaux, au péché d'égoisme national, qui resteroit la merque distinctive des pays de moindre Importance : la Chine, en raison de son retard économique ; l'Angleterre et la France, par nostalgie de leur puissance perdue ; les notions « jeuses », par infantilisme historique et por inaptitude à comprendre qu'elles ne sauroient disposer à leur guisa de leurs ressources naturelles.

Assument des responsabilitrés mondiales, seuls les deux Super-Grands porteroient sur la planète un regard objectif, exempt de tout calcul d'intérét netional

P OURQUOI le leader d'une puissance mayenne s'est-il alors préoccapé de prêcher une « détente idéologique » ? Proposition sons abjet. Vailà déjà quiaze ans que Daniel Bel a annoncé (The End of Ideology, 1960) Fin du rôle joue par les idéologies dans la société américaine, — et celle-cl, de fait, procède par propagandes et par faits accoroplis sons avoir une philosophie, une vision du mende it proposer. A l'inverse, en Union soviétique, le discours idéologique devient d'autant plus péremptoire et solenuel que, dens les prises de décisions, il est nécessairement tenu compte de l'éternelle sagesse des actions... Ni à Wushington ni à Moscou, aucun commentaire « idélogique » ne salua les eatretiens Nixon-Brejnev pendant les bombardements américains sur le Vietnam du Nord. L'accord sar les livraisons réciproques de blé et de pétrole ne doit rieu non plus à l'idéologie. A cet égard, lo « détente » est

Si l'idéologie jave un rôle minear, les propagandes, en revanche, battent leur picin. Leur jeu est cependant trop sammoire, trop à ras de ferre, trop pesant, trop laurdand paur que l'oa puisse y voir une « lutte d'idées » (lo « Pravda », 17 actubre) an maa « compétition idéologique » (M. Giscard d'Estaing). Ce serait leur faire beaucoop d'honneur, tenir en piètre estima

ES propagandes, il est vroi, se déchainent beaucoup plus eu sein de chaque poys qu'entre nations. Lersqu'il déclaroit, à Moscou, que la politique octuelle doit se traduire par une « détente dans les esprits », M. Giscard d'Estaing précisait bien qu'il visait ce qui se passe « à l'extârleur de nos frontières > -- et il insistait sur ce point : « Je ne parle pos de l'Intérieur de nos frontières. » Car, là, tout est permis : pas de « détente ».

Mais lorsque M. Michel Paaiatowski reproche à Jocques Duclos d'avois représenté une doctrine « dépossée » et « impitoyable », torsqu'il accuse le parti communiste français d'être « un parti totalitaire de caractère fascisant », il atteint aussi, ou-delà de la cible visée, celui des Super-Grands qui se réclame de la même doctrine. Il devient alors difficile de réclamer d'autrai una « détente idéologique ». Distinguer le détente diplomatique et la détente idéologique est aussi iropraticable que de séparer la détente à l'intériour da la détente à l'extérieur. M. Georges Marchais de l'igaare pas larsque, retournent le compliment, il affirme que M. Poniatowski est « fascisant » : co le chaf de l'État, même reçu à Moscou par des représentants d'une idéologie « dépassée », échapperait-il à l'insulte qui le frappe à travers la parsoene de son ministre d'Etat?

Probablement impensable, la « détente idéologique » n'est même pas souhaitable. Il faut même daplorer que la « lutte d'idées » ait dégénéré en basse propagade fart éloignée des problèrees d'un monda en crise. Ce triste constat vaut pour la compétition Est-Quest comme paur l'affrontement entre « droite » et « gaucha » à l'intérieur da pays. Il vant encore plus, sans doute, pour les déchirements de la gauche. Pareille médiocrité de propagande peut être payante à court terme. Jamais elle ne fondera durable comp ou dans l'autre, une politique constructive.

LE DIFFICILE CHEMIN LA DÉMOCRATIE ESPAGNOLE

Avec l'agonie du general Franco et l'accession du prince Juan Carlos aux fonctions de chef d'Etat à titre intérimaire, l'Espagne est entrée dans une phase d'incertitude, aggravée par l'attitude de l'armée à l'égard de l'avenir du Sahara occidental.

Plutôt que de publier ici des commentaires d'abservoteurs étrangers, il nous a paru préférable de lais-ser la parole à des personnalités espagnoles de l'opposition. Ces textes jont ressortir les divisions des forces antifranquistes.

Au mois de mai dernier, le Monde diplomatique

A tragédie par laquelle le régime du général Franco avait pris naissance ne méritait pas cette fin burseaue, digne d'une farce de Valle-Inclan. Que doit-on le plus déplorer ? La manipulation macahre d'une avenie et par une famille et ser

d'une agonie par une famille et ses co-associés afin de retarder de quelques

jours un transfert devenn inévitable, ou bien l'attente, subie et bumiliée, des héritiers institutionnels, avides et inquiets ? Le scénario ubuesque auquel

inquiets? Le scénario ubuesque auquel nous avons assisté ne s'est pas déroule dans une lointaine petitie république « bananière » mais dans un pays de trente-cinq millions d'habitants qui vient au dinième rang des nations industrielles, an premier rang pour le tourisme, an aixième pour la construction navale, au neuvième pour les industries de transformations métalliques, un pays dont le revenu par habitant a dépassè les 2000 dollars, qui a été un des hauts lieux de l'histoire et auquel sa positioa-clef, à l'entrée occidentale de la Méditerranée, confère un rôle géopolitique de portée mondiale.

mondiale.

Cette opacité du pouvoir survenait à un moment où l'Espagne se trouve confrontée à de graves problèmes, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Ces derniers revéteat une extrême importance. Quarante ans d'un pouvoir personnel et absolu ont exacerbé les a difficultés d'être » de l'ensemble des communantés nationales que recouver l'Estat espagnel A

nales que recouvre l'Etat espagnol. A ess difficultés d'ordre historique vient s'ajouter aujourd'hui la erise économique mondiale dont les retombées seront plus particulièrement sensibles

Par JOSÉ VIDAL-BENEYTO * rence, de marges et de mécanismes de sécurité bien inférieurs à ceux des grands pays industriels du monde ca-pitaliste. Les trois pivnts du « miracle » économique espagnol — tourisme, rapatriement de fonds par les émigrés, investissements étrangers — ont déjà été touchés par la stapflation mondiale et le seroat encore bien davantage dans un proche avenir. Quant aux exportations industrielles, moteur indispensable au développe-ment du pays, elles commencent à se ressentir inurdement des effets de

cette crise. Par ailleurs, la violence répressive Par allicus, la violence repressive avec laquelle le régime a répondu aux affirmations des différentes nationalités et aux exigences de libertés démocratiques a amené inévitablement une contre-violence politique dont la lutte armée de l'ETA au Pays basque et les attentats terroristes du FRAP sont les manifestations les plus ennues.

Le franquisme, qui pouvait reveadiquer comme son œuvre l'établisse-ment d'une paix et d'un ordre public à toute épreuve, n'arrive plus désor-mais à garantir la sécurité des Espa-gnols maigré un ultime renforcement des mesures répressives. Et. selon des observateurs neutres, a otivistes d'extrême gauche, polices parallèles d'extrême gauche, polices parallèles et individus incoatrôlés parviennent à créer — par la multiplication des attentats, des menaces téléphoniques, des inscriptions sur les murs et des voitures piégées — un climat de peur et de désordre plus inquiétant que celui des années 1935-1936.

l'obstacle majeur au progrès écono-mique et qu'une nouvelle forme d'orga-nisation politique, plus moderne et plus conforme aux caractéristiques de

l'Espagne actuelle et de son contexte européen, doit, sans tarder, prendre la relève;

2. L'Espagne se trouve dans un état permanent d'infériorité sur le plan international en raison du dis-

plan international en ragime poli-crédit que connaît son régime poli-tique; son impuissance dans l'affeire de Gibraltar et ses bésitations à l'égard du Sahara en sont deux bons

du Sahara en sont deux bons exemples Mais encore plus significative

exemples. Mais encore plus significative est la volonté presque unanime des pays volsins de ne pas se compromettre publiquement avec le régime espagnol, même s'il faut, pour ce faire, renoncer à des traités très avantageux pour leurs signataires. Nous ne citerons ici que trois cas : le refus, que maintient le Vatican depuis cinq ans, de signer un nouveau concordat avec cette Espagne si catbolique : l'impossibilité permanente dans laquelie e'est

sibilité permanente dans laquelle e'est

Societogue, professeur à l'université de Madrid, risiting professor à l'univer-aité de Californie à San-Diego, président du Comité international des communica-tions de masse, socialiste.

en Espagne puisque son expansion est récente et qu'elle dispose, en l'occur-Quatre signes d'échec

Le désordre dans la rue est un indice de l'échec du franquisme. Car si ce régime est à sa fin, ce n'est pas tant parce que Franco se meurt, mais parce qu'il a échoué. Nous retiendrons quatre signes de cet échec.

echec:

1. Le franquisme a réussi à rallier contre lui les deux grands antagonistes sociaux par excellence: le grand capital financier et les forces du monde du travail. Tous deux considèrent en effet, mais chacun avec des modalités qui lui sont propres, que le régime constitue aujourd'hui

récemment choisi l'exil alors que l'autre continue d'exercer ses fonctions dans l'ormée d'active. trouvé le franquisme de s'intégrer à l'Europe politique, et son isolement total lorsque les trois grandes instances institutionnelles européennes — le Parlement, le conseil des minis-tres et la Commission — ont bloqué toutes les relations existantes avec

de la Junte démocratique : MM. Santiago Carrillo Iparti communiste d'Espagne), Enrique Tierno Gal-

van (spcialiste) et Rafpel Calvo Serer (monarchiste) On trouvern ici, outre l'analyse du projesseur José Vidal-Beneyta, des articles de M. Felipe Gonzalez,

premier secrétoire du parti socialiste ouvrier espagnol

(P.S.O.E.), et de M. Fermin Ibanez, membre du comité exécutif du Mouvement communiste d'Espagne, ainsi que les points de vue de deux militaires, dont l'un a

tres et la Commission — ont bloque toutes les relations existantes avec Madrid, y compris la signature d'un accord industriel servant pourtant les intérêts de la C.E.E.; enfin, le fait que le texte de l'accord entre l'Espagne et les Etats-Unis vienne d'être adressé au Sénat pour approbation, alors qu'il avait été donné comme déjà signé, laisse supposer que le département d'Etat ea avait demandé la suspension malgré les avantages qu'en retireraient les Américains;

3. Quarante ans de critique quotidienne de la démocratie libérale, d'endoctrinement fasciste, de répression constante, se sont traduits, dans tous les soadages d'apinion effectués depuis 1970, par 60 à 80 % de réponses en faveur de la démocratie libérale alors qu'ils avaient été réalisés cars des conditions peu lavorables à la liberté d'expression et étalent même parfois menés par des organismes gouvernementaux;

parfois menés par des organismes gouvernementaux;
4. Les grandes institutions sociales
— Eglise, grand capital financier, magistrature et armée — qui furent autrefois le support du régime, ont pris progressivement leurs distances, et ceci constitue peut-être l'élément le plus révélateur de l'échec du franouisme.

le plus révélateur de l'échec du franquisme.

L'Eglise catholique a été le principal agent de la légitimation du franquisme à ses débuts ea transformant en croisade un soulévement militaire suivi d'une cruelle guerre civile; par la suite, elle a conféré an régime un caractère de respectabilité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, d'abord grâce à l'aide des grands professionnels de l'Association catholique nationale des « Propagundistas » et, plus tard, avec l'appui des technocrates de l'Opus Del.

(Lire la suite page 7.)

(Lire la suite page 7.)

Dans ce numéro :

Espoirs et difficultés du socialisme tanzanien

(pages 10 à 12)

La diplomatie du Vatican

(pages 31 à 36)

VINGT ANS DE NEUTRALITÉ ACTIVE EN AUTRICHE

Préserver l'indépendance, favoriser la détente internationale

L'Autriche a célébre le 26 octobre le vingtième anniversaire de sa loi de neutralité. A cette occasion, M. Otto Eiselsberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, fait le bilan d'une politiqua de neutralité qui se veut fort éloignée du neutralisme. ORS de le récente campagne électo-

reie en Autriche, le chanceller

Kreisky a rappelé que le pays, par sa politique étrangère, avait réussi à e'attirer un maximum de confiance à l'Ouest tout en ne suscitant qu'un minimum de méliance à l'Est. Source d'inquialude, de crises et d'instabilité entra les deux guerres et juequ'à le signeture du trallé d'Elet an 1965, ce pays est devenu depuie lers un facteur de stabilité politique en Europa centrale. Jadis à peine viable politiquement et economiquement, parce que démantelée à la suite de l'effondrement de la monarchie eustro-hengroise. l'Autricha e connu ces deux dernières décennles un essor économique que l'en eime seuvent présenter à l'étranger comme le - miracle autrichien -, dans un climat de tranquillité sociale tel que les grèves y sont relativement rares aujeurd'hui encore. Grace à ces conditions favorables en politique intérieure, elle e pu deployar ses efforts en laveur de le

Située à la frontière des deux grands blocs politiques, ea neutralilé permanente Par OTTO EISELSBERG, ombassadeur d'Autriche en France.

essure la sauvegarde de sa souvereinelé et de son Indépendance nationales. Meis il est difficila de dàfinir l'étroit cheminemeni de la politique de neutralité permanenle entre les deux grands blocs d'une part, at le neutralisme d'autre part. Ouelques rappela histeriques sideront è le

mieux comprendre. Le 1ª novembre 1943, au terme de leur centèrence à Moscou, les minietres des ettaires étrangàres de l'Union soviá-tique, des Etats-Unis et du Royaume-Uni publialent une déclaration considérant comme nuite et non avenue l'annexion de l'Autriche par l'Aliamagne le 13 mars 1938 - et souhaitant qu' - une Autriche libre et indépendante soit rétable -. La République d'Autriche lut donc restaurée le 27 avril 1945. Mais l'occupation par les quaire peys aillés devait se poursuivre plusieurs années encore en raison de l'importance particulière du pays pour l'équilibre européen. Néanmoine, dès 1946, le geuvernement autrichien estimait que sa tácha première en matière de poiltique etrangère àtait de faire an sorte que l'enlière indépandance du pays soit rétabila. La lenelon née entre les grandes

puissances ne fevorisali pas ta progreselon des pourpariers en ce sens. Alors, à le conférence de Berlin en janvier 1954, la délégation autrichienne déclara, pour la première fois, que l'Autriche n'adhérerail à aucun pacte militaire et qu'ella ne tolèrerait pas l'instailatien de bases militaires sur eon territoire. ouvrant einsi le vole à un accord final : quelques mois plus terd, M. Melotov, siers minietre soviétique des affaires étrengères, laissait entreveir que la proposition autrichienne pourrait servir de base à un accord. Une sorte da déclaration d'intention de l'Autricha s'engageant à observer. sur le plan international, une neutralité permenente du genre de celle que pratique la Suisse était ensuite inscrite dans le mémerandum de Moscou en dete du 15 evril 1955. Le 15 mai sulvant, te traité d'Etst réleblissant la souveraineté et l'indépendance de l'Autriche fut eigné au châleau du Belvédère à Vienne. C'esi eprès le départ du dernier eeldat étranger que le Parlement autrichien edopta, le 26 octobre de la même année, la lei constitutiennelle sur la neutralité permanente qui fut ensuite netifiée à tous les Etals avec lesquels l'Autriche avait des relations diplometiques. Il e'agit denc d'une conception juridique et militatre de le neutralité, maie eurteut pae d'una idéo-

(Live in suite page 13.)

Cadeaux de classe

Prestigieux bagages de cuir

à la Grande Maroquinerie de Paris

156, rue de Rivoli (Métro : LOUVRE)

LES MINORITÉS NATIONALES EN CHINE

Diversité et autonomie, avec l'aide du pouvoir central

la Chine ne représentent que 6 % de 55 % du territoire da la République populaire. La plus vaste - celle des Tchouand - comprend sept millions d'émes, tendis que les plus petites - les Toulong, les Ehlouentchouen et les Penglong - en ont chacune moine de cinq mille (chiffres de

vent dans les régions trontallères (Nord-Ouest, Nord-Est, Sud-Ouest), maie partout dans le pays e'essaimont et a'anchevé-trent des populetions minoritaires. En fait, même lieu, lormant des communautés compactes et de dimensions eppréciables, na annt qu'une fraction d'un ensemble d'ethnies ellogènes qui doit se chiffrer eulourd'hul eux environs de cinquante millions. ll y e plus de Tibétains, par exemple, dans Setchouan, la Tsinghal, le Kansou et le Yunnan qua dans le Tibat proprament Enlouentchouen réaldant principalement dans les provinces de Kirin, Lisoning et de nationalités, dont les Mongols, les Houi, les Ouïgours, les Kazakhs, les Tonghsieng at les Khalkhases sont an Mongolie Intérieure, du Ningshle et du Kansou jusqu'au Sinklang. Les Tibétains. les Tou et les Sale habitent le pleteau du Teinghel-Tibet eu Tibet, le Tainghai et le Satchouan occidental. Les provinces du Sud-Ouest (Yunnan, Kovelichéou el Set-chouen), ainsi que le Hunan dans le Centre-Sud de la China, ebritant une vingtaine de nationalités, dont les Miao, les Yi, les Pouyi, les Tong, les Pal, les Toutsia, les Hani et les Tal. Pour le plus grande part, les Tchoueng, les Yeo, les Li et les Cheh vivant dans le Kouangsi, le Kouangtong et le Fouklen, tandis que les Kaochan eont dispersés dens toute le province de

Les Chinols expliquent que depuis 1840. c'est-à-dire depuis le moment où le Chine devint un pays semi-colonial, les Han eouffrirent eu méme bitre que les peuples minoritaires de l'egression impérialiste; les forces féodeles et le capitalisme bureaucratique exploitaient toute le population, sans distinction de netionalité. Toujours ecton les Chinois, les peuples sannes et lutté aux côtés des Han dans le guerre contre le Japon. Eux eussi furent fes victimes du Kouomintang et des seigneurs de le guerre et lis étalent tout eutant intéressés que les Han à renverser le domination des propriétaires terriene et des

De l'oppression

à la libération

féodale

Une politique régionale qui consolide les acquis de la révolution

- Par ROLAND BERGER

Etudient les révoltes paysannes en Chine au alécie dernier, Jean Chesneaux fait observer que el les grandes rébelllons musulmanes du Yunnan (1853-1873) et du Nord-Ouest de la Chine (1883-1873) avalent bier, un caractère ethnique et religieux, leur base sociele n'en était pas moins la paysannerie. De même, le révolte de le minorité Miao dene la province de Koueitcheou (1854-1872). Dans ces régions peuplées de minorités ethniques, l'entegonisma raciel ne s'est pes substitué à l'opposition des paysans face é l'alliance

naient ni les mules ni les porteurs et qu'ila payalent un lusta prix pour les moyens de transport mis é leur disposition produialt une protonde impression sur les gens de cette petita ville at a contribué sans eucun doute à les mettre d'humeur à eccueillir tevorablement toutes les forces communistes pouvant passer par ié é l'avenir. «

vivalent à l'époqua de la libération dens des régions où les structures socieles et

par les Han; près d'un million étalent

encore dane une société d'esclevage et

sept cent mille, ou plus, vivaient selon des

formes de société primitive, c'est-à-dire

collective. D'una région à l'autre, la situa-

tion différalt grandement, Parfola, comme

chez les Tchousng, les Ouigours, les Houl.

les Coréens, les Miso, les Pal et le Pouyi,

le niveau de développement économique et social n'était pas lellement différent

de celui des Hen. Dana d'eutres lieux, la

populetion en était eu stade de l'esclavage

et du féodelisme seigneurial, tandis que

gnauses - subsistalent diverses formes

de société primitive evec tantôt propriété

collective des terres, tantôt système de

distribution collectif, tantôt combination

des deux. Dans le province du Yunnan,

que l'ai visitée récemment, on put, jus-

qu'en 1950, observer des formes d'escla-

Aujourd'hui encore, on procède é des

enquêtes efin de déterminer l'idantité de

aix ou sept peliles communeutés de le

province du Yunnen et de savoir si elles

constituent un groupe ethnique distinct

ou si elles appartiennent en réalité à l'une

des minorités nationales délà dénombrées.

vege et da communisme primitif.

epécialement dans les zones monta-

sens devalent peyer à leurs seigneurs des loyers encore plus forts que dans le reste de le Chine, et les officiels leur Infilgealent un traitement encore plus sévére que partout ailleurs (1).

décrit le passage d'une division da la

Longue Merche dans le village de Chü-

tien de le province du Nord-Ouest : « Le

talt que les communistes ne réquisition-

Selon les Chinois, dès le période de l'unification sous les Tchine (221-207 evant J.-C.), le Chine lut un Elai C.P. Fitzgerald décrit ainsi l'extension de l'influence chinoise - ou han - du Centre vers le Sud : « L'axpansion des Chinois vers le Sud, dans les régions frontaliéres encienzes ou modernes, n'est donc pas l'histoire d'une conquéte Impériele par le violence qui aurait apporté dans son sillege une nouvelle culture dominante. Elle se produisit pluiôt eelon un scheme d'infiltration, de lent essalmage é pertir de ce grand réservoir qu'était le Chine et qui se grossissait encore eu fur et é mesure de l'absorption des enciennes régions fronta-Ilères, pour se déverser toujours plus loin dans de nouvelles régions. Ce fut une combi-

naison de pénétration commerciale et do colonisation paysanne et urbeine enrichie per l'injection d'exilés instruits, parachevée en demière instance par l'établissement d'une domination politique et par l'incorporation dans l'Etat chinole » (2).

Il est probable que cele se passa einsi. Mals, cela dit, il reste qu'eu moment de la libération le plupert des minorités nationales, même el elles avaient souvent ebsorbé une bonne part de le culture chinoise, furent enclines é assimiler le pauple han evec le Kouomintang et les propriétaires terriens qui les opprimaient, combats opposant entre elles différentes nationalités étaient fréquents. Au Yunnan par exemple, le peuple wa était dominé par des chefs tribaux tai. De viafiles querelles entre les Sibo, les Kazakhs et les Ouigours au Sinklang, ancouragées par les chefs féodaux, empéchalent pratique ment toute organisation de l'irrigation.

Menllesiement, à l'époque de le libération, la situation était fort complexe. Ainsi le Yunnan n'avait pas connu la même expérience de politiestion que d'autres provinces où des régions de base révolutionnaire avaient été créées. Néanmoins, la conduite exampleire de l'armée rouge dans sa Longue Marche

Dane une adresse à la Société royala da géographie (Londres) sur les Marches aap-tentrionales du Yunnen, relatant ees voyages de l'hiver 1937, C.P. Fitzgerald a

GROSPIRON

RADULT GROSPIRON SUCT

DÉMÉNAGEMENTS

EMBALLAGE

GARDE-MEUBLES

EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV

734-02-66

Le poids des coutumes

du passé

La mise en place des réformes démocratiques et la transformation socialista de l'économie, y compris le réforme agraira et le collectivisation de l'agriculture, intervinrent dans les régions de minorilés plus tardivement que dans les régions han. Le principe était de laisser les populetions locales décider elles-mêmes des les et traditions qu'alles entendalent conserver, et de celles dont alles voulaient se débarrasser. Manifestement, bien des pratiques edmises ne pouvaiant conve nir eu nouveau systèma socialiste, mais il fut antendu que ce ne serair qu'après avoir compris le véritable sens des mauvaises coutumes du passé que las popula-tions minoritaires prandralant le décision de les rélor-

A quelques exceptions près, la situation de le femme était encore pire dans les régions de minorités nationales que chez les Hen. Une jeune fille coréanne de le région autonome de Kirin m'e écrit ca qui se passa lorsque, avec l'élévetion du niveau da vie, les peysans

de leors bicyclettes pour rentrer du champ à le maison, laissant les femmes qu'illo trouvalent le foyar vide at qu'il leur fellait attendre l'arrivée des lemmes pour que la repes soit préparé. Alore, lle les ramenèrent evec eux sur leurs porte-bageges. Devenus politiquement plus conscienta, mais toujours souclaux do leur rapas du soit, ils leissèrent ensuite les femmes se sorvir des blcyclettes, euxmêmes rentrant à pled. Aujourd'hul que les moyene se sont amállorés, hommes et rentrent ensemble à bicyclette et. dans un meilleur esprit de compréhension. les tâches du ménage sont partagées. Toutefois, devalt ajouter la jeune fille, il y e encora des vestiges de cet esprit de supériorité masculine : davantage d'efforts d'éducation, devantage de luttes seroni

Dens le communeutà tai, on pensait que c'était un eigne de matheur pour une femme de toucher une épée. A Hsishuang-Panns (Yunnan), au mole de mai démier, l'al pu constater que des femmes figuraient parmi les tireurs d'élite de la milice locale alles pouvalant donc fort bien tenir un

Au Tibet, c'étalent les femmes qui assumaient la plus grande partia du travall dans le domaine de l'élevage et de l'egriculture. Les hommes s'adonnalent à la dentellerio et é lo broderie, ce qui na algnifiait pes pour eutent que les premières louissalent d'un clatut plus òlevé. Elles n'avaient aucune Idée du montant du revenu de la famille at, si elles croisaient un homma, elles devalent e'affacer et s'excuser pour le laisser passer. Avec l'introduction des rélonnes sociales et da la culture collective, les femmes disposèrent d'étouts que n'avalent pas les hommes. grâce à leurs meilleures connaissances en agriculture, el II n'est pas rare d'observer eujourd'hul, dans les bricades et les équipes communales, que les cadres téminins sont plus nombreux que les cadres masculins. Selon un rapport récent, il y e maintenant au Tibet dix mille cadres

féminins de nationalité t/bétaina ou appar

tenant à une autre minorité. Dans les régions de minorités comme partout allieurs en Chine. l'egriculture était, et demeura, le principale ectivité trouvent dans ces régions, de talle sorte que l'élevage du bétail prédominait eo Sinklang, en Mongolie-Intérieure et au Tibet. Les populations minoritaires rési-dant le long du fleuve Oussouri e'adonnalent principalement à la chasse et à la pêche. Dans certains lieux, le forêt était la principale source d'activité éco-nomique. Partout dans les régions des minorités, l'egricultura restait des plus primitives. Les seigneurs féodaux et les despotes locaux possédant, en Mongolie-Inténieure et dans les prairies du Sinklang, le plus grande partie du bétall, le mejorité des habitants étalent de pauvres bergers manant une misérable vie de nomades. A défaut d'une irrigetion efficace, o'étali une batellle perdue d'avance contre les

éléments que de cultiver les régions désertiques du Sinklang, et Il n'était pas rare de voir des villes entières et des villages situés le long de la route de la soie disparaître sous les sables (selon un rapport établi par les Chinole en 1965, 6 millions d'hectares de terres arides au Sinkiang pourraient encore être mis en valeur). Sauf dans les villes côtières et dans le Nord-Est, l'industria était quant é ella peu développée en Chine evant le libération: mais, dans les régions de mino-ntés nationales, elle n'existait pratique-ment pas, ou bien se limitait à l'extraction

en 1949 qualque activité d'extraction de l'étain et du cuivre. L'une des motivations importantes de le construction par les Français en 1907 du chemin de far à voie unique de Haiphong à Kunming fut le transport de l'étain des mines de Kochlu, produit par des esclaves faisant partie des minorités locales. Au dix-septième et eu dix-huitième siècle, la Yunnan était considéré comme un centre important de production de culvre, maie la commerce décline au milieu du dix-neuvième siècle. Selon le géographe britannique T.R. Tregear, la production était passée de 1 600 tonnes par an en 1727 à moins de 500 tonnes dans les années 30. Quelles que soient les richesses naturelles de leurs régions, les populations minoritaires menalent une vie bien plus peuvre que les Han, dont on connaît la faiblesse du niveau de vie evant 1949.

"Surmonter le chauvinisme

La politique mense a segard des minorités nationales s'est fondée sur le précepte de Meo : « En première analyse, le lutte nationale est une question de lutte de surmonter le chauvinisme han. En même temps, il faut eussi faire des efforts pour surmonter le netionalisme locel chaque fois qu'il existe parmi les minorités nationales - (3). Pour les Chinois, le question netionale doit être résolue en eccord evec les impératils du développement de la société tout endère et avec les impératils de le lutte de classes menée par le proiétariat pour construire le socialisme. Les deux Constitutione de 1954 et de 1975 stipulent

que le République populaire de Chine est un Etat unitaire multinational dans lequel loutes les nationalités sont égales. La Chine n'est donc pas une fédéretion de Républiques autonomes, mais elle forme un seul État socialiste dens lequel les nationalités minoritaires vivent au sein d'unitée eutonomes, dont le taille varie depuis le province jusqu'eu chou (l'équivalent de le région administrative dans les zones hen) et au comié, ecton l'importance numérique et le concentration des diverses

Dans l'optique chinoise, non seulement l'autonomie régionele et locale permet de satisfaire eux aspirations des minorités nelionales qui veulent se libérer du système d'oppression d'une nationalité par une autre et de le domination des réachomaires de leur propre groupe, meis elle fevorise sussi le création d'un Etat pement économique et serve les intérêts des masses dans l'ensemble du pays.

Cette manière de concevoir le problème des minorités netionales en termes de classes e trouvé une Illustration frappante eu Yunnan, où toutes les minorités nellonales aussi blen que les Han vivant dans le région se trouvent associés é le campagne actuellement menée pour faire misux comprendre aux populations le caractère de la dictature du prolétariat et pour inciter ouvriers et paysans à prendre leurs effaires en main de plus an plue activement.

Pour créer pas à pas un Etat socialiste nationalités jouent leur rôle, le méthode chinoise semble plus adéquate que la lormule du système fédéral, qui pout evoir tendence à perpétuer, einon à exacerber, les différences et les contradictions entre les groupes selon qu'ils sont plus taibles ou plus pulssants, et qui, en même tamps, peut ouvrir le vole é une division du travail eux dépens des populations minoritaires.

La méthode semble eussi s'accorder avec les vues de Lénine, qui déclarait en 1913 que - tant que diltérentes nations constitueront un Etat unique, les merxistes tance, ni le principe tédéral ni le décen-tralisation... Mais li serait impardonnable d'oublier qu'en prônant la centralisma c'est exclusivement da centralisme damocratique qu'il s'agit pour nous... Loin d'axchure la formule du gouvernsment local doié da l'eutonomie pour des régions qui connaissent des conditions économiques et sociales spécifiques, une com-position netionale distincte da la popuistion, etc., le centralisme démocratique exige les deux « (4). Plus tard, en mars 1918, il acceptalt apparemment la tédération comme formule tranoltoire : « Dans un système réallement démocratique, at

d'autant plus s'il s'egit de l'organisation soviétique de l'Etat, le tédération n'est très souvent qu'une simple mesure transitoire dans le voie du centralisme réellement démocratique » (5).

Sous la direction unifiée du gouvernement populaire chinois, les organes eutonomes n'assument pas seulement les fonctions d'un gouverne jouissent aussi de droits eutonomes dans les domaines financier, économique, cuiturei, en matière d'instruction et dans l'organisation des milices locales - ce qui n'est pas le cas pour les régions exclusivement han du pays (l' « Inté-rieur », comme disent les Chinois). Concrètement, cette autonomie s'exerce soue eix espects : 1) les minorités administrent les affaires internes de leure propres nationalités et sont représentées à tous les niveaux au Congrès do peuple; elles ont compétence pour décider de le formation et de l'empioi des cadres minoritaires : 3) elles ont le droit, garenti par le Constitution, d'utiliser leur propre langue écrite et periée ; 4) les rélormes sociales sont menées en tenent compte des conditions réelles ; 5) dans le cadre du plan de l'Etat unitié, les régions possèdent leur propre plan de construction économique : 6) la culture, l'art, l'instruction et la esnté sont développés en fonction des conditions locales apéci-

Dans ses « Dix Grendes Relations » (1956). Meo Tse-toung inclut le reletion entre le nationellté han et les minorités nationales: « Nous Insistons sur la nécessité de combattre le chauvinisma han. Le nationalisme local existe, mais co n'est crucial, c'est l'opposition eu chauvhisme han... Nous devons tavoriser une vaste prise de conscienco permi la netionalité han da le politique prolétarienne des

(1) Jean Chemeaux, Peasant Revolt in China, 1840-1849, pp. 36-37 ds l'édition angiaise. (2) Southern Expansion of the Chines (3) « De la juste solution des contradic-tions au sein du peuple », (évrier 1957. (4) Œuvres complètes.

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

e -17 de

و. نجي-

هيان المعاجب

er a vere verifig vilger

A Section of

والهدو مومسه فالمدافقة

100

10 mars - 10mg

and the stage.

11.39 Care

....

 $\mathcal{H}(\operatorname{const}(\mathbb{Q}_n))$

and the second

and the second

A Transfer

Committee Annual Contract

en yes

P res: 13 1.17

50000

ment Paris. directo faisci

EN CHINI

» Les régions peuptées de minorités nationales sont vastes et riches an ressources. Si la nadonalité han représente une population nombreuse, les régions de minorités nationales recèlent dans leur soi des richesas qui sont nécesariras à la construction du socialisme. Le nationalité han doit sider activement las minorités nationales à mener é bien la construction socialiste de leure économies et de leure cultures et, en améliorant les relations antre las nationalités, elle doit mobiliaer tous les éléments, humaine at metérieta, qui sont bénéliques pour la construction du socialisme.»

Sur le base des principes énoncés per Meo dans ses « Dix Grandes Relations », on é est efforcé systématiquement, é partir de 1956, de corriger les disperités héritées des dix-nauvième et vingtième etècles entre les régions côtières, reletivement développées, d'une part, et le Nord-Est et l'errière-pays, d'autre part, et d'instaurer un équilibre réet entre l'industrie et l'egriculture, entre l'industrie tourde et l'industrie légère. Dans les régions de minorités, celle politique e bénéficié d'une assistance eupptéméntaira de l'Ests destinée à les aidar à ratiraper les régions purement hen. Compte tenu de jeura

Budget national

et finances

locales

richesses minérales, les régions autonomes cont ainsi en mesure da se développer dans la cadre du plen national, mels tout an accordant una attention apéciale è leurs propres besoins économiques

Cette conception semble radicalement différente de celle des responsables coviétiques. Salon un document américain traitent des incloances géogréphiques du développement industriet dans las diffé-rentes régions de l'Union soviétique (6). « le développement industriel des répu-bliques d'Asie centrele et des régions économiques à l'est de l'Ourat continuere d'accorder la première place à l'extrac-tion et au trahement das ressources naturelles, en particulier du pétrole at des métaux non larreux, tendis que le dévetoppement des régions et républiques européennes se concentrere principaleaur l'eccrolssament de la cepacité. . Le rapport eloute : . SI le crois sance industrielle... doit dépendre d'abord d'une élèvetion de la productivité, les différences régionelas dans la production Industriella par lête continueront é augmenter, les républiques les moins déve icppées voyant l'écart se creuser encore par repport au reste do paye.

En Chine, l'effort linancier da l'Etat pour aidar les régions da minorités è rattraper leur retard économique aur les zones han de l'intérieur e pris des dimensions massives. Au bureau das alfetrea budgétaires du ministère des finances, en evril 1973, on a insisté, devant moi, eur le fait que l'un des cinq principaux éléments prie en considération lore de l'élaboretton du budgal nationale était l'elde tinancière en laveur des minorités nationales, compte tenu du principa qua les régions autonomes disposaiant à laur gré, dans une vasta mesure, de leurs budgets et d'autres arrangamants linancière. Ce qui étail conforme, me fut-il précisé, é la politique du parti à l'égard des peuples minoritaires, tondée sur « l'unité, l'aida at l'affection mutualles » (7).

Bien qua le Yunnan ne compte pas parmi las cinq régions autonomas, il bénéticle des mêmes mesures d'assistance économique et financière qu'une région autonome, en raison de la forte proportion — un tiers — des minorités nationales se irouvent dans ta province

Les autorités provinciales chargées da ta planification é Kounming et tec responsables du chou autonome de Hsishuang-Panna m'ont expliqué en mal dernier les caractériatiques de cetta assistanca.

Le fonds da réserves financières, qui se situe en marge et au-dessus du plan économique de la nation, est calculé dans les régions han sur la base de 3 % des dépenses totales : ca pourcentage est plus élevé pour les régions de mino-ntés — 5 %, pa- example, pour te Yunnan.

En outre, tes régipns sutonomes (et le Yunnan) spnt autorisées à conserver toutes les économies réalisées sur tes dépenses prévues annuellement, ainsi qu'une partie des surplus de revenus prévus pour l'année. Une atlocation spéciale est varsée aux régipns da minorités, calculée sur les coûts de l'administration et des services — au Yunnan, alle est de 5 40. Des subventions spéciales sont eussi accordées aux districts frontallers at aux régions de haute altitude et de climat particulièrement froid.

Ces mesures s'appliquent d'abprd, dans le cadre du plan de finances de le nation, au niveau de la tégion autonome (ou de la province dans le cas du Yunnan), qui, à son tour, en fait bénéficier le chou eutonpme, et du chou elles passent eu comté autonome. Elles ne jouent pas en faveur des zones han à l'intériaur de la région ou de la province.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans un précédent article (8), dans le plan de finances de la nation, les dépanses et les revenua de cheque province ou municipalité sont absolument séparés. Dans les plus richès, comme Changhal, Liaoning et Klangsu, les prévisions de cépenses sont moins élevées que les prévisions de revenua at pariols d'une façon très sensible : ainsi à Chenghal, pà en 1972 etles ne représentaient que 10 %. En revanche, au Yunnan, le revsnu financier n'atteint que 85 % du montant das dépenses (1975).

Dans chaque région ou province, des dispositions prévoient que t'impôt agricola sera moins lourd pour les populations minoritaires. Pour l'ensemble du Yunnan, cet impôt représente en moyanne

5 ou 6 % de la production de céréales, tendis que. pour les minorités nationales, il n'est plus en moyenne que da 1 é 3 %. Par repport à la lista des articlas essujettie à l'Impôt dana l'intérlaur, 55 % seulement sont frappés de taxes, et encore le plua souvent, à un taux rédult. A Haishuang-Panna, par exemple, les taxas imposées sur le papter de production tocale, sur le sucre raffiné, le tabac coupé sont de 25 à 50 % moins élevées que dans tes régions han. Tenant compta des besoins apécifiques des minorités nationates, la Banque populaire s'inspire d'une politique plus libérale pour octrover des dons et des préts en vue de l'installation de coopératives de crédit rural. Les fonda que l'État a alloués au Tibet pour l'aider à construire des installations hydrauliques et à eméliprer la santé publique, l'egriculture, l'élevage, l'assistance sociale et l'instruction publique furent, de 1960 à 1974, quatre fois supèrieurs au montant des impôts percus dans

Avec le cumul des ans, l'alde finencière directe de l'Etat prend des proportions vraiment substantielles. Alain Bouc e ainsi pu noter (9) que la Mongolle-Intérieure evait reçu depuis 1949, 2 200 millions de yuans pour financer ses dépenses courantes. Depuis 1962, la chou eutonome de Hishuang-Panna (Yunnan), pauplé de six cant mille habitante (dix nationalités), e reçu 37 millions de yuans de eubventions (da l'Etat et de la province). Entre 1963 at 1974, leur ventilation fut la sulvante:

- 700 000 yuana de subventions en tant que région da minorités ;

950 000 yuans de subvention spéciale pour le chou et aes trois comtés;
 1 530 000 yuans pour les régions de haute altitude, /roides et montsgnauses;
 2 000.000 de yuans de subvention à titre de région frontallère.

Pour 1975, les prévisions de revenus se chiffrent pour Hsishuang-Panna à 8 miltions de yuans, tandis que les prévisions de dépenses cont de 14 millions: la différence sera couverté par des subventions de le province qui, à son tour, reçoit des subventione par le cenal du plan de finances de la nation.

Rôle majeur des investissements de l'Etat

chemins de lar et das routes, l'Etat e donc mis l'accent sur les besoins des régions da minorités. En Mongolie-Intérieure, par exemple, la longueur das voles larrées s'ast mulipilée par cinq depuis 1950. Le construction des voles terrées de Kwaiyang (Koualtchéou) à Kunming al de Chengtu à Kunming, einsi qua l'aménagement d'un vaste réseeu routier, ont complétament transformé le système des communications dans la provinca da Yunnan, dont on diseil qu'elle n'avait pas de vola carrossable evant le construction da la route Birmane.

celle des régions kan,

Dans le même esprit, l'Etst e apporté son soutien financier à des prolata de conaarvation des eaux at de mise an valeur des terres pour encouragar las régions de minorités é « compter sur leurs propres lorces ». Ainsi, dans le Sinkiano du Sud, où les précipilations na dépassent pas une moyenne annuelle de 50 mitlimétres, la corpa da production et de construction de l'Armée rouge a transformé de vastes étendues du désert Gobi sn oasts. Maintenant, sur 800 000 hectares de tarres autrefois désertiques, on produit da grendes quantités céréales, ds coton et de betterave aucrière. Après de pénibles traveux de canatisation des eaux de fonte des neiges dea monts Tianshan, te région du bassin du Tourfan, le plus chaude de Chine le température da l'air y ettaint 47° centigrades et calla au sol 75" - a désormals aes vargers et ses vignobles et alle produit deux récoltes da céréales par an. Ou encore, en Mongolia-Inlérieure, 660 000 hactares da tarres ont élé rendua cultivables dans tes déserts de

Dans l'industrie, parmi las projets situés dans des régions de minorités qui ont été financés par l'Etat, on pourrait citar les puita de pétrole de Karamat au Sinktang, te complexe d'industrie du fer et de l'acier de Bsotou — l'un des plua grands da China, — l'uaine de construction de mechinerie lourde en Mongolle-Intérieure et, plus récemment, l'entreprise de gaz naturet du Yunnan. Pour la aeule annéa 1974, cent vingt usines nouveillas ont été mises en place dana des régions de minprités, avec l'atde de l'Etal. De nouveilles cliés industrielles y ont surgi.

Meowusu et de Kubuch, où 113 000 hec-

tarea sont consecrés à l'élevaga du bétall.

tandis que des milliers d'hectares sont

couverts de vargers et da pépinières.

Du riz, du mais et du aorgho y sont

Sauf au Tibet, où les efforts de développamant devalent êtra plua tardifs. sprès l'introduction des réformes sociales, l'Industrie lourde et l'Industrie légère ont connu un essor remarquable dans les régions autonomes. En Mongolle-Intérieure, au Kouangst, au Ningshla, eu Sinklang et dans la province de Yunnan, une industrie lourde e été mise sur pled dans la plupart das seciaurs : construction de machines, fer et aclas, charbon, métaux non ferreux, énergle, production de camiona, cimenteries et produits chimiques. Le Sinkland est devenu l'une des principales régipns productrices de lions de tonnes an moyanne. Non seulement il produit suffisamment da charbon pour couvrir ses besoins, mais il an exporte vers d'autres provinces ou régions, it a ses cités induatrielles, aes Industries lourde et légère, ses etalters de filature et da tissage; una usina chimique y produit de l'acida sulturique,

La Mongolie-Intérieure, qui fut la première région autonome établie en mel
1947, est aujourd'hui un cantre important
de production d'acier, de métaux non
terreux et de charbon. La mine de charbon da Wuhushan, entrés en exploitation an 1970, alimente le complexe d'indusirie du fer at de l'acier da Baotou
conatruit durant le premier plan quinquannal, elnsi que d'autres entreprises de
méme nature, mais da dimensions pius
restreintes. Les quatre principaux centres
induatriels da la région — Huhehot, Chining, Baotou et Hetpowan — produisent

oes machinsa jourdaa, des équipaments miniers, des camiona et des tracteura.

Trente-trois valnea chimiques journissent

Outre catte assistanca financière, et an marga d'alle

Il laut compter las investissamants effectués par l'Etal

dans les travaux d'équipement at dans les principales entreprises industrielles, investissemente qui ont joué

un rôle majeur dana la développement économiqua das régiona da minorités. La part des investissements qu

revint aux régions autonomas, au titre du plan écono-

miqua da la nation, lut relativament plus lorte que

Dana sa planitication pour le dévaloppement des

solxante-dix variatés de prodults divers. Au Kouangsi Ja vataur ou proouit Inoustriel a triplé de 1965 à 1972. Richa an manganésa et en átain, cette région eutonome compla aujourd'hul quatra milia usinea de toutes dimensions. Outre la capitale, Nanning, de nouvalles villes industrialles sont nées, comme Wuchou et Liuchow, dans te cadre du plan d'en-sembla 0a la région. El même Kuetin, célébra par son sits marveilleux, et qui ne possédait que quatre usines et quelques atsliars d'artisanat avant 1949, disposa maintenant de deux cont solxante usine dont un complexe métallurgique et sidérurgique. Pour le plupart, allea turent misaa en construction au coura du Iroisième plan guinduennai (1966-1970).

Dans la région autonome houi du Ningshia, deux millions el demi da parsonnes vivent sur un tarritoira dont la auparficie équivaut é peu près au cinquième de la France. Avant la libération, il n'v evail qu'une seula cantrala élactriqua, qualques ateliers d'artisanat at, melgré de riches gisementa da charbon, qualques mines de petites dimansiona, Dapuis lors, sapt cent cinquante usines ont été mises en chantier. Oont huit entreprises métallurgiques de petites ou moyennes dimensiona, une usine d'engrela d'une capacité annuella da 6 000 tonnes, atc. Quatre-vingts pour cent de la production charbonnière de la région, qui est aujourd'hui près da trois cenia fois celle de 1950, proviant de mines construiles avec l'aide des inves-

tissements de l'État. Dâjà réputé pour la richesse da ses ressources minérstes, la Yunnan epplique la principa da la ligne da masse pour cétenter de nouveaux gisements: à la suita d'une mobiliestion populeire orgenisée per le département da géologie an 1971, cent mille rapports ont été établia, qui ont révélé l'existenca de trente nouveeux gisaments importants, et 0'innombrablaa autres plus petits pouvant être exploités é des fins d'utilibation locale. En 1973, Oeux cants autres gisemants de minerais ont été tocalisés. Una industrie diversifiée est venue se greffer aur cas ressourcas, dana une région qui était evant le libération l'une des plus misérables da la China.

Les Oifférentes minorités nationales du Yunnan ont Industrialiae leurs prefectures autonomes (chou) à un rythme remarquabta. Les Tai st les Tsingpo, dans te chou autonome de Tehong, ont cinquante et una usines. Les Hanl et laa Yi, dens te chou autonome de Hungho, diaposent de daux cent aoixente dix usines, proprié tes de l'Etat ou propriéléa du peuple entieux et de cinq cents autres gérées par les communas ou les brigadas. Le chou autonoma tai de Hsishuang-Penna, è le frontière avec le Lacs et te Birmania, est peuplé de aix cent mille habitants : il n'avalt avant 1949 ni induatria ni roula. Autourd'hul, il exploite des mines de cuivre, de ter et de manganèse; cant sept usines y sont gérées par le chou et see troia comtés, et cent quatre-vingts autres de petites ou moyennes dimansions le aont par les communes ou les b*r*igades.

Enfin, malgré son démarraga plus tardi/ et lea difficultée géographiques, le Tibet a'est doté d'industries de conatructions mécaniques, de minea da cherbon, de centrelas électriques, d'uaines de matériela da conatruction et da nombreuses industries légèrea. La mina de Machala, aménagée é 5 200 métrea d'altituda par la peuple libétsin, saton le principe compler sur aos proprea forces =, et les nombreux autres pults de patiles ou moyennes dimensions qui ont été mis en exploitation ont apporté le plus cinglant démenti aux - experts - qui avaient décrété qua te plataau tibétain na recelsit paa de charbon. Outre la grande station hydroélectrique de Nachin, prés de Lhasea, cent autres centrales plus petiles fournissent à l'induatrie l'énergia nécessaire : grâce é eltes, les saris émancipés des communes ont pu mettre au rancart laurs lampes à beurre et leurs torchas da

Traiter sur place les produits du sol

Il semble que las minorités nationales ont latt preuve d'une ardaur exceptionnalle dans l'application de cette infonction de Mao Tse-toung : - Si vous avez le vil désir da développer l'industria lourde, vous accorderez elors plus d'attentipn au développement de l'industrie légère et de l'agriculture, it en résulters davantage de besoins quoildiens qui, à leur tour, significant davantage d'accumutation et, après quelques années, davantage de tonds encore seront investis dans l'industrie lourde. - (Les Dix Grandes Relations.)

Dans la logique de ce raisonnement, las industries se sont multipliées pour le traitement des matières premières qui, event 1949, étaient toules enveyées dans d'eutres régions de le China pour y être transformées. Le Kouangsi, qui ne produisait même pas de pâla dentifrice, s'est dolée de mille nouvellas Industries légères, de 1989.

La région eutonome (chouang du Kouangs), qui ne produisait même pas de pâta dentifrice, ni une seule bouteille fiermos, s'est dolée de mille nouvellas Industries légères, de 1989 à 1973. Tannarias at filaturas ae sont multipliées dans las zones d'étavega du nord-ouest. Industrias alimentaires et consarvaries ont aurgi un peu partout, au fur al à mesura de l'axpansion de la production da l'élavege (au nord-ouest), da la planietion de vergers dens les anciennas tarras désertiques et d'arbres à truits tropicaux dans la sud-ouest.

Tibet at la Sinklang reffinent aujourd'hul ta plus grande pert du aucre qu'ils produlsant Laques, porcelaines, verreria, papier, savon, bicyclettes, appareils de redio et de télévlaion..., les régions auto-nomes tendent de plus en plus à febriquer elles-mames les blens da conso tion qu'elles ulilisent : en 1974, le Yunnan a couvert 60 % de ses besoins. la Mongolie-Intériaure 40 %. On weille aussi adapter le production aux goûta et coutumes dea populetions minori-taires. C'est sinal que l'État laur a consenti des livraisona apecialas - don les régions han n'ont pas profité - d'argeni, da cuivre el de zinc pour laur permettre de fabriquer laurs ornements et leur matériet de décoration traditionnels En egriculture, les régions autonomes

La Mongolie-Intériaura, la Ningshia, le

leur matériet de décoration traditionnels. En egriculture, les régiona autonomes étalent encore plus arrièrées peul-être que le reste de te Chine au moment de la libération. Dans ce secteur, le dévetoppament e eulvi la mise en place des réformes sociales, ta collectiviazifon, ta diversification, l'infroduction des méthodes da culture acientifique et de la mécanisation. Le tout complété par des investissements massila de l'Etat pour financer l'inflation, la conservetion des eaux.

l'élactritication et la construction de routes el de voies ferrées. La collectivisation du attendre la réa-

lisation des réformes sociales, dont la táchs délicate lut confiée à des cadres han, qui devaient blen sa garder, dans leurs relationa avec les minorités nationales, de tout paternalisma et de tout chauvinisme. Dans les păturagas da Mongolia-inièrieure, les entreprises collectives sont epperuaa an 1958. Au Yunnan, las équipes d'entraida et las coopératives élémentaires evalant commencé é se dévalopper dès la fin des années 50. mais Il semble que Llu Shao-chi at ses partisana sient activement tenté d'Interrompre le mouvement, en prétaxtant de l' - arrièration - du pays. Les élémente les plus politisés leur tinrent téta par les armas, d'autres cédérent. Et il tellut attendre 1968-1969 pour que les pramiéres communes populaires fessent leur appa-(Lire la sutte page 4.)

(5) Compendium of Popers of the Joint Economic Committee of U.S. Congress, Julia 1973.
(1) Cf. le Monde diplomatique, sout 1973. pages 2 et 3.
(5) Le Monde diplomatique, sout 1973.
(6) Le Monde du 21 mars 1973.

de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



Voyagez Air Algérie. 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa) 14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

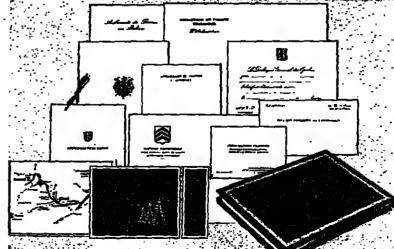
Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

> النظوط البوية البزائرية AIR ALGERIE









98, FAUB[©] S^T-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO 27 ⁸¹⁰, BOUL^D RASPAIL - PALAIS DES CONGRÉS P^{TE} MAILLOT PARIS

(Suite de la page 3.) En revanche, eu Tibet, après l'abolition de l'esclavage el l'introduction des réformes démocratiques en 1959, le processus de collectivisation a commencé aussitot avec la formation da quelque vingt mille équipes d'entraide. Aujourd'hul, des communes populaires on élé installées dans 90 % des communes

Upe Importants Innovation pour les régione de minorités ful la réduction de l'écart entre les prix payés par l'Etat pour les produits de l'agriculture locale et ceux auxqueis les régions rurales devalent importer leurs blens de consomécart ful réduil de plus de moitie entra 1952 dl 1974 : c'est-à-dire que ei, en 1952. il y faliali 100 yuana de produits agricoles pour se procurer une certaine quantité de biens manufacturés, il n'en lellall plus que 46 en 1974. Au Sinkiang, en 1964, le prix d'achat par l'Etat de la production par rapport à 1969, tandis que celut des blens manufacturés evait balssé de 20 %. mation at des équipements livrés aux régions rurales a encora balssé.

La production de céréales dana les régiona autonomes a progressé plus rapldement que dens l'intérieur, où le rythme de croissance annuel e été de 5 % eu cours de la dernière décennie. Avec la région prévoit maintenant trois récoltes en deux ans, et même deux récoltes per an dane certaines zones de basse altitude. Grâce à une bonne récolle, le Ningshia a presque couvert ses besoins en 1974. Avec l'extension dea auperficles à haut rendement, la Mongolle-Intérieure eccru sa production de grein de 20 % entre 1969 et 1972. Le Kouangsi e eu une récolte record de riz précoce l'an dernier, tandia que ses surfaces ensemencées en riz tardif elteignaient des dimensione

Yunnan a augmenté de 17 400 hectares le superficie de ses lerres à blé et de 13 000 hectares celles des zones productrices d'une double récoite de riz. Plus oe 40 % des communes populaires eu Tibat produisent suffisamment de céréales pour leur consommation et au total la production de la région était en 1974, deux foie et demie celle de 1958, année qui a précèdé l'introduction des réformes

Avec la diversification el la pleine utilleation des ressources humeines et metérielles, se développent les cultures secondaires el industrielles. Ainsi le thé du Tibet el au Yunnan, le tabac et le caoutchouc au Yunnan, le coton au-Singklang,

Finalement, en menant de front le développement de l'industrie lourde, da l'industrie légère et de l'agriculture, les régions autonomes disposent déjà, pour la plupart. - comple tenu d'un départ plue tardif au Tibel - d'une base qui leur permettre de construira una économie solide et équilibrée dans le cadre du plan national global. Toute tendance chauvine à considérer ces régions du pays comme sources de matières premières et de produits alimentaires au profit des Han a été scrupuleusement

Quatre are avant la libération, Mao Tse-toung faisait observer, à propos du problème des minorités, que « la langue, l'écriture, les mœurs el les coutumes des minorités netionales, ainsi que leure croyances religieuses, seroni respectées » (10). Les Constitutione de 1945 et de 1975 attirment l'une comme l'autre que « toutes les nationalités ont la liberté d'utiliser leure propres langues écrites et parlées » et cette dieposition n'est pas restée lettre morte. Des langues écrites ont été créées pour certaines minorités netionales qui n'en avaient pas avant le libération, tels les Tahouang, les Pouyl, les Miao, les Yl et les Lisou. Les Mongols, les Tibétains, les Coréens el lea Sibo avaient leurs tangues écrites et parlées. Les Tai ont deux langues, chacune possédant son

alphabet propra. Dans le Sud-Ouest, lee Louhous et les Taingpo ont un alphabe romanisé. On e commencé en 1950 à étudier le réforme de l'ouigour et du kazakh, qui utiliealent alora dee caractères arabes. Après une longue consultation des populations locales, une nouvelle écriture e été créée pour ces deux tangues : d'abord întroduite eu nivezu expérimental au Sinkiero en 1960, elle ful formellement adoptée en lanvier 1965.

dana les écoles, el les deux fournaux -le Quotidien du Singkiang (ouigour) et le Quotidien d'Ili (kazakh) — l'utilisent aussi. La radio d'Ouroumtsi diffuse ess àmissions an sibo, en ouigour et en

Une presse moderne a été instaurée au Tibet en 1972, et plus d'un million d'exemplaires ont été imprimés en tibétein,

en 1974, les journaux paraissent à la fois en mongol et en han, et tous les programmes de radio sont bilingues. Les ouvrages en mongol coûtent moins cher que les mêmes livres en han.

L'institut central pour les minorités nelionales é Pékin et les Instituts de chaque région autonome et du Yunnan ont chacun joué un grand rôle pour identifier les langues des minorités el pour transcrire celles qui étalent non écrites.

La politique de planification familiale de la Chine est bien connue - utilisation de contraceptifs, mariages tardifs, familles de deux enfants. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est que les Chinois se sont efforcés evec constance d'accroître la population des minorilés netloneles. Les règles de limitation n'oni dono pas été introduites dans ces régions, bien que toua coux qut y souheitent avoir recours aux contraceptils, à l'evortement ou à des conselle en metière de planifi-cation famillale alent toute facilité pour

Se combinant evec la lutte contre les maladles et l'amélioration des régimes allmentaires, du logemant et des services eociaux, cette polifique a abouti à un accroissement de la populadon dans En 1974, le nombre des Mongola (dont la libération est plus ancienne) s'étalt Quigours e'était accru de 42 % et le population tibétaine avait augmenté d'en-Iltés de moindre importance, le population yukou e double, toul comme celle

Enfin. on s'efforce de tormer des cadres permi les populatione minoritaires, et, là encore, les résultats cont appréciables Les postes de direction sont eujourd'hul occupés, dans une très grande mesure, par enfants, tant é l'échelon Inférieur de la production à l'usine qu'à celui de le

région elle-même. Par exemple, le Sinkieng possède quatre-vingt-quatre mille cadres outgours ou d'autres nationalités, dont seize mille fammes. Au Yunnan, j'al constale que 80 à 90 % des cadres à tous les échelons, de la commune au chou eulonome, appartenalent eux minorités nationales et, parmi eux, il y avait, au moment de mon séjour, neuf mille sept cents femmes, dont colxante douze é des postes supérieurs de direction, au niveau du comté et eu-dessus. Au Tibet, la moitié des cadres cont des Tibétains ou appartiennent à d'autres minorités netio-

Un bon nombre de tous ces cadres onl reçu leur formation dans les divers Instituts nationaux. Mais, pour le majorité, ils se sont formes « sur le tas », avec l'aide de cadres han. Au début, c'était un Han les unités de production, en tent que président ou secrétaire, avec pour adjoint un représentant des minorités nationales. Au bout d'un certain temps, les rôles se sont Inversés. Puia le cadre han devenu adjoint a cédé la place à un autre représentant des minorités netionales. On est parfols frappé, au Yunnan, de voir travallier ensemble, à tous les échelons, dea cadres appartenant é différentes natidnalités qui, autrefois, étalent ennemies. Il est bien évident que chaque nation

dans le monde doit trouver sa propra voie. Mels pour ceux des pays qui ont comme l'Inde, les Etats-Unis ou l'Irlande, pour ceux également qui, dans le tiersparaissant insurmontables, l'expérience que le Chine a acquise dans la goestion des minorités nationales mérite d'être prise en considération, car elle est riche

ROLAND BERGER.

(t0) « Du gouvernement de coalitioo », avril 1945. Œumes choisies, vol. III. page 272 (Editions en langues étrangères, Pékin).

Entorse

au contrôle

des naissances

Malgré le retrait du corps expéditionnaire

Les Américains n'ont pas renoncé à leur emprise

laires en tibétain y sont en outre édités

é l'Intention des écoles primaires. Outre

t/dien tibétain et la station de radiodif-

fusion populaire libétaine utilisent le

langue tibétaine. En Mongolla-Intérieure.

où cinq milliona de livres en langue mon-

gole ont élé imprimés en 1972-1973, et

cinquante-qualre nouveaux titres publiés

LA fin du mois d'octobre, les Etats-Unis ont redutt à 16500 hommes les effectifs combattants de leur corps expéditionnaire en Thallande, lesquels étaient de 19500 hommes précédemment et de 27000 avant juin dernier (50000 au plus fort de la guerre d'Indochine, en 1969). Toutes les unités combattantes américaines devront se retirer d'ici au 19 mars prochain Teurolais contraits 19 mars prochain. Toutefois, ce retrait, qui devrait affecter plus de 100 000 Thailandais dans leur emploi ou leur revenu (1), ne présage nullement la fin de le présence et, a fortiori, de

Seules les unités combattantes doivent quitter le pays. Après un entre-tien, le 28 août dernier, avec l'amhas-sadeur américain à Bengkok, M. Charles Whitehouse, le prince Kukrit Pramoj, premier ministre thailandais, déclarait que « les autres unités et effectifs américains — lels que JUSMAG et MAGTHAI — peuvent rester dans le pays en tant que « conseillers ». Ces deux organismes ne comptaient alors pas moins de 2900 personnes, dissèminées dans tout le pays (2).

Précédemment, en juin dernier, 7000 hommes avaient été évacués. Dans le même temps, 42 chasseurs-bombardiers F-4 Phantom quittaient la Thailande pour des bases périphériques, à Guam, aux Philippines et en Corée du Sud, tandis que les 29 der-

riques, à Guam, aux Philippines et en Corée du Sud, tandis que les 29 derniers F-111 (chasseurs-bombardiers à géométrie variable) regagnalent une base au Nevada. L'aviation thaliandaise, traditionnellement sous-équipée, se trouvait disposer, dès lors, de quelque 250 appareils de combat.

Le retrait d'octobre a entrainé la suppression des facilités dont disposait l'aviation américaine à la base aérienne de Nakhom-Phanom, dans le nord-est du pays. Toutefois, les Etats-Unis continuent de disposer de quatre bases aériennes IDong-Muang, près de Bangkok, Korat, Udorn) ou aérons-vale IUtapao-Sattahip). Il est probable qu'ils continuent ne de se servir au moins des deux dernières de vir au moins des deux dernières de ces bases blen après 1976. Le dépla-cement géographique de l'appareil de

ć:

den. Prési

:erme

victo: dires:e guerre classique va de pair, en effet, avec la consolidation, dans le pays, d'un réseau complexe de surveillance et d'espionnage faisant de la Thallande un avant-poste continental du système de défense américain en Asie. Udorn et Utapao en sont les épicantres. épicentres.

A Udorn et à Korat sont actuellement basés plusieurs Phantom F-R-5 et F-R 5-1, avions de reconnaissance et F-R 5-1, avions de reconnaissance à moyenne eltitude équipés d'appa-reils de prise de vues. En outre, jusqu'à ce que l'un d'entre eux s'écrase dans le golfe de Thallande au large de Pattani, en août dernier, les Etats-Unis disposaient de quatre avions espions U-2, basés à Udorn et à Utapao, où se trouvent également quatre P-3 Orion. Officiellement des-tinés à seconder le a bureau de nar-cotiques » (N.D.B.) dans la recher-che des chalutiers de contrebande et à assurer le transport de fournitures d'Utapao à la base de Diego-Garcia, dans l'océan Indien, les « Orion », affectés à le marine américaine, ser-vent, en fait, à la détection des sousmarins et des navires en haute mer. Ils sont équipés de détecteurs électroniques et de missiles anti-sous-ma-

Cet appareil de surveillance aérienne est complété par une série d'installa-tions terrestres dont les principales s'étirent en arc de cercle dans les régions frontalières thallandaises, au sud de la Chine, au nord du Cam-

bodge. L'installation radar de la station L'installation radar de la station aérienne de Koh-Kar, près de Lampang, dans le nord du pays, sert de aupport au programme d'espionnage par satellite de l'armée de l'air américaine et reçoit, en particulier, les données communiquées par les satellites en orbite an-dessus de la Chine et de l'Indochine. Près de la base d'Udorn, point de départ des vois des U-2, la station d'écoute secrète de la NS.A. (National Security Agency, la « C.I.A. du Pentagone ») à Ramasun, dans le Nord-Est, capte, depuis des années, toutes les communications radio militaires et civiles de la région. Enfin, les Américains sont en train de construire une nouvelle station de construire une nouvelle station de

radar et de télécommunications à Doi-Intanon, sur le plus hant sommet du pays, dans le Nord (province de Chiang-Mai). Ce complexe ultra-secret serait plus particullèrement spé-cialisé dans les transmissions à très basse frequence et pourrait servir de relais-radio pour les bombardiers ato-

CET ensemble d'installations (et d'une douzaine d'autres moins importantes) est relié par un réseau de communications militaires améride communications militaires améri-caines appelé Integrated Communica-tion System, construit il y a une dizaine d'années par la Philco-Ford Corporation (coût : 200 millions de dollars). C'était alors une extension du réseau opérant ou Vietnam, qui assurait une liaison directe des quar-tiers généraux de Bangkok à Vien-tiane et, via satellite, à Washington et oux autres bases américaines dans le monde. Le contrat de la Federal Electric Company, filiale d'I.T.T., qui faisait fonctionner ce résean depuis 1970, est arrivé à expiration le 31 août

Par MARCEL BARANG

1975. Le gonvernement américain s'étant opposé à ce que même une par-tie des services soient confiés à une compagnie thallandaise, depuis cette date le fonctionnement est assuré par des civils (une centaine d'Américains et six cent trente-six Thallandais)
recrutés directement par l'armée
américaine, qui dispose, en l'occurrence, d'un budget spécial de 9 millions

de dollars.

L'ensemble de ces réseaux relève de L'ensemne de ces reseaux reieve de la N.S.A., qui semble ainsi renforcer considérablement son influence. La C.I.A., toutefois (dont le « chef de station », M. Hugh Tovar, est offi-ciet ement attaché d'ambassade), n'est

station s. M. Hugh Tovar, est officiel ement attaché d'ambassade), n'est pas en reste 13).

En août dernier, le député socialiste Suthas Ngern-mnen déclarait publiquement que des mercenaires (appelés localement « rangers ») étalent recrutés à la base aérienne désaffectée de Nam-Phong, dans le Nord-Est, où se trouve le gros des réfugiés hmong (méos) fidèles au général Vang Pao, pour « se battre ca Laos et au Cambodge ». Chaque volontaire recevrait une somme de 100 000 bahis 15 000 dollars) et un salaire mensuel de 4 000 bahis (200 dollars) (4). Selon d'autres informations, plusieurs officiers supérieurs de la droite laotienne réfugiés en Thallande auraient été intégrés au « Commandement 333 » à Udorn, dans le nord-est de la Thallande, qui fut, pendant la guerre d'Indochine, le quartier général des mercenaires thallandais au Laos et le point de départ de toutes les opérations clandestines en Indochine. Le « Commandement 333 », dirigé par le général thallandais Pattoon Inkaranuwat, opère à partir des bâtiments attenant à la base aérienne d'Udorn, où la C.I.A. disposerait d'un important centre résident se servier de la contrart de la résident des mercenaires résident de courser de la résident de courser de la résident de la partir des bâtiments attenant à la base aérienne d'Udorn, où la C.I.A. disposerait d'un important de la courser de la courser de la courser de la course de la résident de la course de la résident de la course où la C.I.A. disposerait d'un important centre régional, sous le couvert de l'armée de l'air américaine. On peut penser que, plutôt qu'une armée de mercenaires constituée sur le mode dn K.M.T., les effectifs ainsi recrutés sout destinés à des opérations de com-mando (espionnage et sabotage) dans les pays indochinois.

L A discrétion étant plus que jamais de mise, les Etats-Unis ont égale-ment adopté un « profil bas » dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre-insurrectionnelle, L'USOM (United States Operations Mission), qui gère les programmes d'assistance économique, essentiellement orientés vers la contre-insurrection, réduit son personnel. Employant 540 personnes (dont 120 Américains) deux ans auparavant, l'USOM n'evait plus que 157 employès en septembre dernier et prévoyait de réduire, en un an, ses effectifs à 60 personnes. Son direc-teur, M. Roger Ernst, affirme avoir a mis un terme, au cours de l'année fiscale 1975, à tous les précédents programmes orientes vers la sécurité; de nouvenur projets ne sont lancée programmes orientes pers la securite; de nouveaux projets ne sont lancés que si leurs mérites économiques et sociaux peuvent être démontrés n. Toutefois, l'aide économique américaine requise par l'USOM pour la Thallande pour l'année fiscale 1976 (12,135 millions de dollars) est plus de deux fois supérieure à celle de l'enpée précédente (496 millions de missons de mérédente (496 millions de née précédente (4,96 millions de dollars).

dollars).

Les développements récents ne doivent pas faire oublier les liens traditionnellement étroits tissés par les divers organismes civils et militaires américains avec jeur clientèle thailandaise. Cette influence s'est portée, noparticulier la police frontalière (Border Patrol Police) mais aussi et surtout sur l'ISOC, International Security Operations Command, le service de contre-insurrection thallandais. Or de contre-insurfectaon trianandais. Or les lies de cet organisme avec les dirigeants tant du Nawapol que des Krating Daeng, deux organi-sations civiles paramilitaires d'extrême sations civiles paramilitaires d'extrême droite qui, par des méthodes coercitives, tentent de rallier toutes les forces conservatrices dn pays Ivoir le Monde diplomatique d'août 1975), ne sont un mystère pour personne 15), tandis que les activités de « contresubversion » du Nawapol, surtout dans les campagnes, s'effectuent de plus en plus par le biais des projets USOM « dont les mérites économiques et sociaux peuvent être démonirés ».

SELON une personnalité progres-siste qui entretient des relations suivies avec les milieux militaires thallandais, la pénétration de ces mi-lieux par les Américains s'est accéthallandais, la pénétration de ces milieux par les Américains s'est accédérée depuis la chute des dictateurs. Thanom et Prapass en octobre 1973. Ces derniers, en effet, auraient fait leur possible pour conserver le contrôle direct des forces armées, se pliant par ailleurs aux désirs américains en échange d'une aide substantielle (quelque 2 milliards de dollars entre 1951 et 1974). La génération montante des officiers, souvent formés aux États-Unis, en Australie ou en Europe occidentale, s'est aguerrie sur les champs de bataille indochinois et les modés de pensée et d'action occidentaux ini sont familiers. En outre, ce n'est peut-être pas un effet du hasard si la dernière promotion au sein des forces armées 130 septembre 1975) a porté le général Kriangsak Chamanand un poste d'adjont an commandant suprême. Cet ancien élève de Fort-Leavenworth, resté très proche des Américains, devra s'occuper des affaires internationales, notamment la normalisation des relations avec les pays indochinois sur le retrait américain de Thallande.

Ainsi, dans les sphères tant militaires que diplas les texts.

le retrait américain de Thalande...

Ainsi, dans les sphères tant militaires que civiles, les États-Unis — qui cont, en outre, le second investisseur étranger en Thaliande et son second partenaire commercial (après le Japon) — affermissent leur emprise sur la Thaliande, sous le couvert d'un retrait militaire. La fin de la guerre d'Indochine ôtait sa raison d'être au maintien d'un corps expéditionnaire important dans le pays; en revanche, l'émergence de régimes hostiles dans les pays voisins impliquait le renforcement de l'appareil de surveillance aux portes de l'Indochine, tont comme les incertitudes politiques et les déboires économiques du royarme invitent à un contrôle encore plus étroit.

Le repli militaire tactique des Amé-Le repli militaire tactique des Amé-ricains donne à la Thailande le rôle

d'avant-poste continental dans la triple barrière de défense établie autour de l'Asie et dans le Pacifique. Utapao-Sattahip, en particulier, apparaît ainsi comme une relais vital entre Guam et les bases du Pacifique à l'Est, Digeo-Garela et les bases de l'océan Indien à l'Ouest. Les ajustements auxquels-se livre la puissance américaine dans le pays sont destinés non à assurer son effacement graduel, mais blen au contraire à perpétuer son maintien. Si le Pentagone s'est refusé à laisser ses allies thallandais gérer son coûteux système d'espionnage, à plus forte raison ne tolèrera-t-il pas plus forte raison ne tolèrera-t-il pas qu'il tombe entre les mains de l'adversaire « communiste » intérieur. Dans ce pays où démocratie est de plus en plus synonyme de chaos, la tentation d'intervenir en faveur d'un retour à la loi et à l'ordre grandit. En dépit des leçons de l'histoire, Washington n'entend pas voir, sans réagir, tomber cet autre « domino » et prend ses pré-cautions. La question est de savoir si, ce faisant, il n'en précipite pas la

d'avant-poste continental dans la

(1) Selon une étude du National Eco-nomic and Social Development Board thallandais, quelque 50 000 employés thallandais des Américains se troliveroot sans travail; un nombre eu moins égal de parsonnes dépendant indirectement de ta présence américaine seront sans res-sources.

12) Quant aux effectifs de l'ambassade américaine à Bangkok, la liste diplomatique et consulaire de janvier 1974 ten établut à 77 personnes. Ils scraleot, eo fait, dix fols supérieurs.

établit à 77 personnes. Ils scraleot. eo fait, dix fois supérieurs.

13) C'est pourtant par l'effacement souhaité de la C.I.A. que le ministre thallandsa des finances, M. Boonchu Rojansstien, expliquait réoe m'm e n't l'inclusion d'un fonds secret de 965 millions de doilars) dans le budget prévu pour l'année discale 1976.

(4) Selon le Bangkolt Post du 16 juillet 1975, le gouvernemeot américain aurait accordé 3 milliards de bahts 115 millions de dollars) pour la constitution d'un fonds secrat d'aide aux réugiés hmoog (méce) en Thallande. Toujours selon ce journal, le général Chatlichai Choonavan, ministre des affaires étrangères, a précisé qu' « on se battait dans l'armée pour administrer es fonds ».

15) Le colonel Butsal, chef présuné des « Krating Daems », émarge à l'ISOC, et Watans Kiswvimol, le secrétaire échéral du Nawapol, est lui-même un conférencier attiré d'u service de contre-insurrectioo thallandals.

Le Monde

réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ETRANGER

Numéro spécimen sur demande

5, THE des Italians 75627 PARIS - CEDEX OF

présente ce comptueux décor de bureau contemporain en cuir havane SE, FG ST-HONORE - 26, AV. VICTOR-HUGO - 27 BIS, BD RASPAIL PALAIS DES CONGRES PTE MAILLOT - PARIS

SUCCES DIPLOMA

LES INCERTITUDES DU NOUVEAU RÉGIME AU BANGLADESH

Le coup d'Etst militaire de Dacca le 15 unit dernier, dans lequel Sheik Mujibur Bahman trouva la mort, marque la fin de la deuxième révolution, qu'il avait inaugurée au débot de l'année. Mais la nature du nouveau régime restait mai définie. L'intervention do la hiérarchie militaire, qui e évince le 3 novembre les jeunes officiers euteurs du puisch du mois d'noût, n'e pas levé ces incertindes, en particulier quant aux choix de politique étrangère.

E renversemant du régime de Sheik Mujibur Rahman pouvait être interprêté comme un revers infligé è la stratégie soviétique en Asle méridionale, dont le Bangladesh était on élément essentiel. Comme les dirigeants du parti communiste prosoviétique du Bangladesh, qui étaient les plus proches partisans de Sheik Mujibur et de son modèle politique, le Conseil mondial de le paix è Helainki devalt dénoncer le coup d'Etat comme une fabrication de la C.I.A. Et le parti communiste prosoviétique de l'inde fit éche à cette accusation, tandis que son équivalent du Sri-Lanka (Ceylan) y voyait le produit d'une conspiretion de l'impérialisme et des maoistes.

Un revers pour la stratégie soviétique en Asie méridionale?

Tel qu'il fut oréé en 1947 (é la suite de le partition de l'inde en deux Etats de religione distinctes), le Pakistan était une ebsurdité géographique. Ses deux orovinces, en mejorité musulmanes, ételent é 1 500 kilomàtres de distance, séparées par une terre indienne peuplée d'une majorità d'hindous. Aucune des deux régione n'svait de base industrielle.

En 1954, le Pakistan es trouvait enrôlé dena le système d'alitance anticommuniste monté par les Etats-Unis : li était membre du CENTO et de l'OTASE et avait déjà commencé à recevoir une alde : économique et mititaire substantielle des Etats-Unis oi de l'Occident. On voulait en faire un exemple réussi, une « vitrine » de le politique de développement prônée par des organisations comme la Banque mondiale. Meis toutes les réalisations industrielles dans is province occidentale turent le résultat d'une domination systématique exercée sur l'elle orientala du ceys.

De la revendication autonomiste à la sécession

L netionalisme bengali e'affirme dès 1948, articulé sur une revendication linguistique pour le défense du bengali contre l'imposition de l'ourdou comme langue officielle.

En 1954, lors des /premiéres élections au ecrutin universel des eduites, la ligue nationale Awami, parti des netionalistes bengali, remporta une victoire éclatante dans l'Est. Alermés, les dirigeants procé-dérent à la dissolution des assemblées locales et du Parlemant central. Avant que d'sutres èlactions n'alent pu evoir lieu, le général Ayoub Khan s'arrogesit le pouvoir par un coup d'Etat en 1958, Ineugurant une décennie de domination militaire. Cette période, connue sous le nom de - décennie du développement -, fut celle d'una industrialisation relativa de la province occidentale qui exploitait l'autre moitié du pays: Un soulévement populaire en 1968 entraîne la promesse d'élections, qui ne devaient toutefois être organisées

Non seulement is lique nationale Awami de Sheik Mujibur Rahman devalt remporter un succès massif dans la désigna-tion des députés da l'assemblés locale de la province orientale, mais elle emporta aussi la majorité des sièges au Parlement national. Elle aval; axé sa campagna sur l'autonomie régionala de la province orientale : l'ella occidentala ne pouvait se résoudre à se laisser dominer par l'Est, ni à lui laisser une autonomia économique. Après plusieurs semaines de négociations. il devini évident que le général Yahya Khan et M. All Bhutto e'étaleni entendus pour refusar à Sheik Mujibur Rahman et à son parti les fruits de ls victoire élactorale. On se trouvait dans une impasse constitutionnella at politique. Au début de mars 1971, Sheik Mujibur préconisa la désobèlesance civile pacifique. La 25 mars, l'armée frappait.

qu'en décembre 1970.

fique. La 25 mars, l'armée frappait.
Si la ligue nationsle Awami s'était bornée jusque-là à ne réclamer qua l'autonomie, c'est qu'elle éavait la province crientale, dépourvue de bourgeoisla, dans l'impossibilité de re développer sans l'side des capitalistes de la province occidentale et de l'étranger. Mais, devant l'intransigeance des dirigeants de l'elle occidentala, les Bengati en vinrent è exiger le sécession et la création d'un État bengati

souveratn et Indépendant. Après l'intervention de l'ermée. Sheik Mujibur lut déporté et interné dans l'Ouest, tandis que les autres dirigeants da la ligue Awami e'en/uyalent en inde, où lis formsient un gouvernement provisoire du Bangladesh en exil. A l'intérieur du Bangladesh, une pelits résistance commença è se battre contre l'armée.

Pour la oremière foia dans le sousconlinent un mouvement de résistance erméa de le part d'une population civile lut reconnu comme légitime par un gou-vernement, celut de l'inde, qui ne jui eccorda pas seulement un soutien moral, maia suasi une sida melérfella massive. Les ectivités de résistance se poursuivant, is direction politique de la ligue Awami, è le tête du gouvernemani provisoire. voulut oblenir une solution repide qui lui permit de regegner Decca sans plus tarder, creignant que la direction militaire à la lête des Mukti Bahini (les forces de résistance) ne la supplantât. Celle-cl ecuhaltali au contraire la poursulta de la lutte jusqu'à sa conclusion logique. De lait, si la lutte avait continué, si la guerre Indo-pakistanaise de décembre 1971 n'étail pas venue y mettre un terme; les dirigeants politiques auraient dû e'effecer. Liberé en 1972, devanu la chef de la

Diere en 1972, devanu la chei de la nation nouvelle, Shaik Multibur Rahman proclama que la socialisme, la nationalisme, la sécularisme et la démocratic étaient les quatre principes directaurs de l'Etat. Mais il a'agissait, au miaux, d'un socialisme dans la manière des travaillistes britanniques.

La lique Awami était un parti amorpha, sans cohésion politique. La seula, autre formation oul comptait était cella du Maulana Bhashani, le parti national Awami, fondé an 1957 et connu pour ses positions anti-imperialistes et pro-chinoises, Par la sulte la parti netional Awami devatt se ecindor en deux, les scissionnistes prenant le nom de parti national Awami, groupe de Muzaffar Ahmed, qui représentait an fait le parti communiste du Pakistan-Oriental, tanu dens l'illégalité depuis vingt ans. A la naissance du Bangledesh, la parti communiste du Bangladesh out a'affirmer comme un parti légal. Les groupes medistes, nombreux au Bangledesh, furent quant à eux maintenus dans la clandestinité.

Par MOHAN RAM

Au debut, le parti communiste du Bangladesh - reconnu par les Soviétiques tout comme le oarti national Awam. - groupe Muzaffer - ne se lit pas laute do critiquer le gouvernement de Shaik Mujibur cour aon absence de radicalleme et pour l'sido économique massive qu'il recevah des Etats-Unie et d'eutres pays occidentaux. Pourtani lorsque Sheik Mujibur organisa des élections en mars 1973. ces deux formations s'efforcèrent de conclure une alliance avec son parti. En vain. Le tigue Awami de Shelk Mujibur triompha avec 73 % des suffreges, remportant 292 des 300 sièges eu Parlement Lee deux autres partis n'avaient ces un seul" député.

Après ces èlections, les deux partia prosoviétiques concentrèrent leur ection aur l'unité des « forces patriotiques nationales
et démocratiques » pour combattre les
« réactionnaires de droite » et les « aventuristes de gauche » qui menaçalent la
vole de la transition pacifique au socielisma de Sheik Mujibur Rahmsn Ce dernier déclare la guerre eux deux tendances
extrémistes et monta même une opération
militaire pour liquider la guérilla maoîste.
Avec le parti communiste du Bangladesh
et l'alle Muzalfar Ahmed du parti nistional
Awami, son propre parti forme un tront
uni pour laire leca è le doubla menece.

A la fin de 1974, l'économie était oratiquement paralysée en dépil de l'aide économique massive lournie par le bloc soviétique, l'inde at l'Occident, sana compter celle d'egances comme la Banque asietique de développement el le Banque mondiale (1).

Mais tandis que l'side afflualt, la corruption se développait, et les conflita de tendance s'aggravalent au sein du parti au pouvoir. Après l'indépendance, les Mukti Bahini avaient été Invités à randre leurs armes ; certains, soigneusement fiitrés, furent sdmis dans la force paramilitaire du parti, les Jatiya Rakhi Bahini. Cette ermée privée su service d'un perti politique raçut blentôl sa légitimalion en étani plecée sous le contrôle du gouvernemant ; on l'utilisa è lout propos contra les opposants politiques, en particullar contre les maoïstes. Une atmosphère de violence politique a installali, d'autant que des miliars de Bengelala n'avaient jameis randu leurs armes.

Avec l'approbation évidante des Soviétiques, le parti communiata du Bangledesh propose en décembre 1974 un « modèle » destiné è susciter un mouvement politique fevorebla à : 1) un changement accial radicel; 2) une vigoureuse mobilisation des ressources; 3) une amélioration da le production; 4) une plus luste répar-tition du produit national: il proposail la formation d'un gouvernement présidentiel comprenant des - miniatres progressistas, efficaces et honnéles -, issus des partis démocratiques et de la gauche, c'esi-à-dire de la ligue Awami, du parti communista du Bangladash el du parti netional Awami groupe Muzaffar Ahmed; une formation eimiliaire, en queique sorte, à celle de l'Irak, où des communistes prosoviétiques modérés lont partie d'un gouvernement

Le parti communiste ne voulait pas d'un système parlementaire pour le Bangladesh qui aurait conduit, seton lui, en l'ebsence d'une classe puissante de grands propriélaires terriene et do capitalistes, à la stratification des classes et au biocage de tout progrès aocial

En réalité, ces orpossitions étaient calquées sur la formule précontsée par les Soviétiques dans certains pays du tiersmonde, comme l'inde, lo Sri-Lanks ou l'trak, pour assuror la transition oscifique au eoclalisme, dans un « modéle » qui, on le sait, confie un rôlo de direction à le bourgeoisie nationale dans la lutte antilmoèrialiela al antiféodele. Aux yeux des Soviétiques, l'inde est le type même du pays oost-colonial ongegé dans cette voie succ le soutien diplomatique el économique du cemp socisiisto, Et, en proposant son « modéle » oour le Bengledesh, le osrti communiste de ce pays espérsit blen qu'uno alde identiquo viendrait soutenir le dévelopoement do l'économile.

A la grande déception des partis prosoviétiques, Sheik Mujibur deveit déclator l'état d'urgence on décembre 1974
el laire voter eu Parlement, un mois plus
terd, une Constitution qui leisait de lui
un orésident concentrant d'immenses oouvoire entre ses mains. Il étebit aussi un
système de parti unique de tyoe tanzanien.
La tigue netionale Awami prenatt le nom
de ligue du Bangladesh Krishik Shremik
Awami, tandis que toue les autres partis
se voyalent inierdits, y compris le parti
communiste du Bangladesh qui, pourtent,
ne réagil pas : il espérali s'arranger d'une
manière ou d'une autre svec le gouver-

Ce que Sheik Mujibur eopele la deuxième révolution - trouva sa pramière

Rien de tout cela cependant ne résolvait les oroblèmes économiques. La massa e d'argent en circulation evait augmenté de six à dix fole, provoquant le trojement des prix. L'industrie du jute, pollar de l'àconomie, a'effondrait. La treude était cartout. Alors Shelk Mujibur lança une campagne contre les fraudeurs et dévalue les billets de banque de veleur àtavée. Mais l'àconomie continueit de s'écrouler maigré l'accroissement do t'alds occidentais depuis le début de la « deuxième

forme concrète dans le nouveile Constitution. Les journaux lurent suspendus el le gouvernement commonça à en oublier

quelques-uns de lui-même. Les droits lon-

dementaux du citoyen et le droit des tribuneux à les lairo respecter restaient

Le 25 mars dernier. Shelk Mujibur Rahman édicis un programma on quaire coints : élimination de la corrugilon, eccroissement de la oroduction, planification des nsissances et unité nationale. Depuis lo soulèvement contre aon gouvernement à le lin de 1974, un service d'esplonnage efficace avait été mie en place, ainsi qu'un corps de police secrète. Ce dernier étail devenu, avec les Jetiya Rakhi Bahiri, le orincipal moteur du régime Mais la résistance a'organisait. Au momant où la « deudème révolution » tut jetée é bas, olus de trenta mille travaillaure avaient été emprisonnés. La polarisation politique éteit totalo, toute l'opocsition se trouvant rejetée dans is clandestinità. Et, maigré lours divisions of leur lragmentation, les maoïstes restatent une

force importante.

Les causes immédiates du coup d'Elat ne furent pas très ciaires. Au lendemain du 15 août, un alogan epperul eur lea mure de l'université de Dscca : « Ssiuons la tin de Mujib, Mala ne laissons pae is C.I.A. s'insteller à sa place i »

Détente avec Pékin?

T'UNION soviètique s'était efforcée de décrire le Bangladesh de Sheik Mujibur Rahman comma un pays « pacifique, démocratique, indépendant » el à le politique étrangère non alignée. De lait, le Bangladesh ne laisait partia d'eucun bloc hostille à l'U.R.S.S. En mai 1973, il svalt accueilli une conférenca infamationala da la paix ob le plar soviôtique de sécurité collective an Asia avail été présenté avec une nouvella vigueur, et l'on sail qua, de l'avia des Chinols, l'Inde et la Bangladash oni aouscril au principe du plan Brejnev de sécurité collective en Asia.

En U.R.S.S., les organes d'information avalent toujours tanté da dépeindre le China comma una puissance hostile au Bangladesh et désintégration. La China n'avail pas soulenu la lutta du Bangladesh pour l'indépendance; lout au contraire, alla avail accordé son soutien è l'intarvention pakistentaise. En outre, elle n'aveil pas reconnu la régime de Mujibur Rahman, alors qua le Pekistan lui-méme l'evsit fait. Mais Pékin a reconnu le nouveeu régima deux aeusines après la coup d'Elal.

L'Union soviétique aouheite le rétablisement de reletions normales entre l'Inde, is Pakisten et le Bengladesh dans un sous-conlinent restructuré. De son côté, le nouveau régime de Dacca se montrait soucleux d'améliorer ses retations avec le Pakistan et d'établir des liens evec la Chine : une détente entre Dacce et Pékin ne sembleit donc oas impossible.

Tous ces fecteurs ont db peser lorsque les dirigeents soviétiques ont arrêté leur ettitude à l'égard du nouveau régime do Decca. Tout en prenant note de la déclareion des nouveaux dirigeants bangalals

selon lequelle ils poursulvrelent le même politique étrengère et honorerelent lous les accords al treités, la Pravds écrivait dans son éditorial du 22 eoût : - Les observateure politiques de divere pays doivent ea poser la question : les forces hostiles su mouvement da libération nationale dane son ansemble et opposées su vœu du peuple bangalais de promouvoir la paix, les relations de bon voisinage et le progrès économique et social n'auroniellea pas una influance aur les développemenis tuture dans le pays ? Cette inquiétude d'est psa injustillée puisque ces lorces existent réellement. Ca sont l'impérialiama, la meoisma et le réection Intériaure. - Soulignant l'Importance de l'Asia' méridionale pour le climat général des relations internationales, le Pravda ajoutalj : • Il importe de na pes leissar les événements récents du Bangladesh angendrar un renforcement de l'activité des sdverasires de le normaliaation sur la sous-conlinent de l'Asia méridionale, peuple da 700 millions d'hommes, et y créer ux fovars de tension.

Cet éditorisi reflétait le dépil des Soviétiques aorès le coup d'Etat, el leur crainte de voir una détente s'insteurar entre la Chine et le nouveau régime — el cels avant même que le Chine ait lormalisment reconnu le Bangledesh, le 31 août. C'étsit, an somma, reconneilre implicilement qu'avec ce coup d'Etal l'Union sovièliqua venait d'assuyer un grand revèrs pour ses intérêts siretégiques an Asia méridionale.

(1) Le Bangladesh manque chaque année de 2 millions de tonnes de oroduits alimentaires. Il ne colure qu'un quart de ses besoins en dorises, le reste représentant une aide étrangère.

SUCCÈS DIPLOMATIQUE, ABSOLUTISME DU POUVOIR

= Mme Indira Gandhi, de la parole aux actes ====

E diral que notre plus grando réussite est d'avoir survécu en tant que nation libre et démocratique », déclarait il y a deux ans Mme Indira Gandhi, à qui on demandait d'énumèrer les principales réalisations de son pays depuis t'indépendance. Elle devait préciser, à peu près à la même époqus : « Le type de démocratie que aous connaissons, une sorte do société ouverte, augendre certes des problèmes et permet à un grand aombre d'opinions de s'exprimer ; mais elle renforce

Alors que cette démocratie, la plus peuplée du monde, est en train de se transformer en un Etat où la presse n'a même plus le droit de rendre compte des débats du Partement, Zarer Masani oubito une biographie attentivo de sou premier ministre, la femme la olus puissante du monde, et nous donne, sans rhétorique mors-lisatrice, les moyens de juger sa politique actuello à la iumière de ses propres déclarations et de ses propres actus (1).

e Je ne puis m'imaginer en dictateur s, avait-elle dit un jour. Et pourtant, la manière dont ello s'est arrogé tous les pouvoirs, l'appatition autour d'ello d'une clique qui prêta à comparaison avec la cour des Mogols, sont sans donte les traits les plus frappants de son mandat, depuis soo accession an pouvoir an débot de 1956. En politique, Mme Gandhi a toujours fait preuve d'une extrême souplesse : elle a développé le pouvoir central, tout en approuvant la régionalisme linguistique; elle a encouragé l'autodétermination du Bangladesh, tout en refusant les plébiscite an Cachemire; ello s'est gagné le soutien de la ganche, tout an écrasant les grèves; elle a prôné le non-alignement international, tout en signant des traités avec Moscou; ello a reproché leur militarismo aux cuper-puissances, tout en encourageant la production d'armes nucléaires; elle a gouverné en respeciant à la lettre la Constitution fédéralo de l'Inde, mais ello u'a cessé de réduire le rôle des autres organes du pouvoir, do la direction du parti do Congrès et de l'opposition parlemeu-

taire aux gonvernements des Btats et à la présidence de la République indienna. De cet amaigame de contradictions se dégagent ses plus briliantes réussites: la libération du Bangladesh do la présence do l'armée pakistansise; l'éviction des vieilles momies qui dominalent le parti du Congrès; ses propres triomples électoraux, massifs et répétés. Et, par-dessus tout, Muse Indira Gandhi a permis l'émergence do l'Inde — après les humiliations de la confron-

e mettre à profit un long séjour en prison pour refaire leur intégrité », comme eite le dit un jour à propos du sort fait aus choûs de la lutte contre les Britauniques. Elle n'a clus rieu à envier aux rice-rois des Indes sous ce rapport. Elle eut beau affirmer à maiutes reprises que. de préférence à un dictateur, elle aurait aimé « être un écrivain (ou) peut-être faire de lo recherche historique ou... anthropologique — j'aurais pu faire de le décoration intérieure...

Par T.-D, ALLMAN

tation avec la Chine, sorès les décennlee do rivalité incertaine avec la Cakistan — comme la Quissance dominante en Asis méridionale : elle en a fait un Etat qui pèse plus lourd aujourd'hui dans les calculs des grandes puissances qu'il ne le fit jamais du temps de son père, Jawaharial Nehru, qui avait essayé d'asseoir la puissance nationale sur la forca morale.

OUS ces succès, acquis an prix d'une renonclation de plus en plus marquée aux principes qui firent do l'Inde le pays qui offrait une solution de rechange aux idéologies fondées sur la puissance de feu et sur la destruction massive, tous ces succès ont aussi permis à Mme Gandhi de tomber dans l'erreur fatale de tous les puissants: lis se jugent personnellement indispensables, et toute mansce dirigée contre leur position personnelle est assimilée à un complot contre la mécurité de l'Etat.

complot contre la sécurité de l'Etat.

Et tandis que l'on suit avec Zareer Masani
les manœuvres politiques qui se déroulent dans
les salons de Delhi, sans que cela change
quoi quo ca soit aux problèmes économiques es
sociaux du pays, sans cesse revient à l'esprit
le vieux grief des nationalistes indiens à l'encontre des Britanniques : le Roj avait une force
impressionmante, mais à la manière d'un immense baulan. Elen ne poussait dans son ombre.
Le cercle est bonclé. Voilà que Mmo Gaudot
offre maintenant à son opposition l'occasion de

J'aurais même pu devenir danseuse s... sa vie, telle que la reconstitue M. Masani en y apportant des détails inédits, montre qu'elle ent peu de soums majeurs et constants eo debors de res mêmes préoccupations qui avaleut toujours guidé l'administration impériale : l'accumolation, la

esuvegardo et, surtout, l'extension du pouvoir.

Si, de cette lecture, une impression se dégage
quant à la politique indienne — et celle de
Mine Gandhi en particulier, — e'est le gouffre
qui sépare l'étite riche, intellectuelle et largement anglopbone, du reste de la ustinu, misérable, opprimé et l'itottré. Selon le commentairo
B'on de ses détracteurs après son électiou comme
premier ministre de préférence à Moraji Desai,
te rboix était entre le pritanisme et la monarchie. An fur et à mesure quo la petite élite
à la tête du pays c'adounait aux subtillités de la
démocratie, les procédures parlementaires comoliquées de New-Delhi et des capitales provinciales étaient de moins en moins capables
d'affronter tant les problèmes des masses que
la mosopolisation du ponvoir central, de plus
en plus concentré dans les mains de Mine Gandhi.

E calme relatif dans lequel la déclaration de l'état d'urgence a été accneillio est peutêtre on signe ancera plus affilgeant de la fragilité de la démocratie ludienno que les dispositions de Mine Gandhi à la brimer. Précisément, c'est l'inadaptation du système démocratique qu'a tuvoquée le premier ministre pour justifier ses luitlatives. Poortant l'Inde est maintenant déponillée de ses libertés civiquee et l'ou se demande quelle justification à loug terme Mme Gandbi va pouvoir invoquer pour sa défense, el ce u'est eetle qu' découle de la vieille logique de toue les potoutats orientaiux; la préservation de sou proore pouvoir. Tandle qu'elle promet aux pauvres on progrès écouomique et social radical, sou poovoir reste foude sur les secteurs traditinonels de la société relativement privilégiés, qui ont toujours sonteon le Congrès sous la ronpe d'une sente persouncilité ebatismatique. Si les paysans révèreut Mme Gandhi, comme M. Massul le fait remarquer, ce n'est pas qu'ils voleot en elle le chef oin d'une démocratie, mais bico plotôt l'héritière do trôue

de son père.

Evioummeot, les oroblèmes écrasants de ce pays peoveut loujours se prêter à des manipulations, spécialement si le plus haot responsable est expert danc l'art de la manipulation, comme Mme Gandhi. Mais il ne semble pas qo'ils ecroot pins farliement résolue par un régime autoritaire que par le démocratie. Et, pendant ce temps, l'absolutisme du poovoir continue de corrompre ceux qui l'exerceot; l'impression la plus décoorageante qu'on tire de ce livre est celle-d'ame dégénérescemee morale et intellectuelle au sein d'une dynastio qui ne semble pas avoir mis la même ferveur morale ul le même talent technique à user de l'Indépendance nationale qu'ello o'en avait eo pour arracher cette indépendance aux Britanniques.

Finalement, à la lumlère de cette biographie,

aux Britanniques,
Finalement, à la lumlère de cette hiographie,
ies plue récentes initiatives de Mmc Gandhi
o'apparaissent pas comme des aberrations surorsnantes, cootrairement à ce que certains ont
cru voir, mais comme l'aboutissement logique de
tendences inhérentes an système politique indien
— et à la personnalité du prémier ministre —
qui s'étaient affirmées depuis des années déjà.

(1) Zareer Masani : Indira Gandhi : A Biography, Hamish Hamilton, Londres, 1975, 331 pages, 850 lives

ar emprise

L'OPPOSITION FACE AUX HERITIERS DE FRANCO

POUR déroutent qu'il soit, le spectacle, pendant des jours et des jours, d'un pouvoir politique entièrement suspenda à une longue agonie, a quelque chose de réconfortant : dans un anivers hautement technologique, l'homme, quel qu'il soit, resterait-il le centre de tout un système? Une vision plus sobre introduit le doute : malgré le secours des techniques médisoles, cet bamme lui-même a'est plus que l'ombre et le souvenir de ce qu'il fut. Pourtant, les fouctions « temporaires » de Juac Carlos la prouvent, l'autorité reste accrochée a cette dérisoire et sinistre illusion de vie. Incapoble d'exercer la roulité da pouvoir, Franca en demeare aécanoias le seul authentique détenteur. Du moins les hammes desquels dépend so succession l'on considèrent-ils somme l'anique dépositaire, jusqu'au constat du décès. En plein vingtième

siècle, la puissance cesse d'obéir à la raison pour basculur dans le domaine da rite, da signe, de la magie. Identifié au Caudillo, le régime reste immuoble alors que son chef a'est déjà plus lai-même. D'imprévisible manière, ce régima chaagera après la disporition du masière, ce régima chaagera après la disporition du géaéralissime : aoa pas sa disporitioa réelle, qui date da début de son artificielle sarvie, mais sa disporition saloa des formes vides de sens. De quelle puissaace dispose donc cette embre do chef d'Etat ? Pendoat quarante ans, il a régaé et gouverné por la force qu'il n'est plus en état d'ordonaer, por le jea d'équilibres qu'il n'est plus

capable de doser savamment. Alors que tout en lui n'est plus qu'illasian, sa paissance survit à sa lacidité et à sa volonté. Réduit au dernier souffle, dépouillé de l'énergie qui imposait au régime de fer, il garde intacte une poissance qu'il ne lai apportient plus d'atiliser. Loag cauchemar où l'Espagne est gouvernée par ua néant qui, naguère, faisait trembler, embastiller, fusiller.

Qu'est-ce donc que le pouvoir ? Les forces du l'ardre, Qu'est-ce donc que le pouvoir ? Les forces du l'ardre, sans doute, et l'appareil de l'Etat, et les groupes qui prospèrent dans sou arbite, et la peur qui poralyse, et les querelles qui divisent — mais tout cela existait depuis quarante ans et ne suffisait pas : il y fullait, an ceatre et au-dessus, un esprit calculatear, une voloaté lacide, une poigne impitoyable qui organisaient cette délicate gravitation. Dispares l'esprit, la volanté et la poigne, lo gravitation a contiagé autour d'au fantôme, proche acticipation du la mort, reflet blafard d'uon paissance perdue. On sait ce qu'était le franquisme : il poraissait ne pas pouvoir fonctionner sans le grand dispensateur des fuveurs du régime, pourvoyaur des prisens et des pelotons d'exécution, moteur essentiel d'une machinerie qui foisait tourner la pays en broyaut ses libertés. Le qui foisait tourner la pays en broyaat ses libertés. Le moteur brisé, la mochinerie continue de tourner : énorme est toujours le port du faux-semblent dans le pouvoir.

Lo prolongation de l'agonie de l'hamme abrécera

celle du régime fasciné par son symbole. La possession da ses moyens, le Caudillo pouvoit organiser la transmis-sion des pauvoirs. A défaut d'humilité, une énorme dose d'argueil aurait dû l'inciter à passer la main avant de rendre le dernier saupis. Pareil argueil est le privilège d'hommes exceptionnels, de visionnaires assez ambitieux pour reiuser d'entraîner avec eux, dans ce naufrage auquel la viuillesse a été comparée, le pouvoir par lequel ils vivoient. vivaient. Fraaco n'était pas de ces bommes-la.

Lorsqu'aa siège de Valence la mort da Cid Compeadar seme le désarroi dans les troupes et racime l'espoir des Maures, la partie paraît perdoe. Illusion : aa dresse la Matres, la partie parair perdoe. Musion : da dresse la dépoullle da Cid, ceint de son armare, sur son cheval et, à la tête de son armée, le cadavre avance vers la grande porte, dans les remports. A sa vue, les Maares prennent lo fuite. Mort, le Cid Campeador remporte sa dernière victoire. Eucore vivant — à peine vivant, — Franco pour la première fois perd une bateillu décisive, dant sa mort le pareire par le cent le course de la cent le cent ne pourra plus chaager le sort. Le pauvoir s'éteiat avec l'homme qui n'en étuit plus que le signu devena inintelli-gible. L'Espagne se retrouve face à elle-même : elle a perda la source d'une douteuse légitimité conquise par les armes. Un cadavre n'a pas de légitimité à transmettre. Seule la souveraineté populaire pont restituer au poys celle qui fut écrasée por la violence.

La voie la plus directe

Par FELIPE GONZALEZ *

Le pouvoir

et

la magie

A disparition physique de Franco suppose quelque chose de plus que la mort d'un dictateur. Elle implique l'inexorable liquidation de la superstructure qui est née avec lui et qui, depuis plusieurs années, pré-sente de graves symptômes de crise. Dès la commencement de l'ère franquite, le parti socialiste ouvrier espa-gnol (P.S.O.E.) lutta contre les institutions sociales et politiques qui, au service exclusif d'une classe sociale, ont permis de contrôler et de reprimer

ont permis de contrôler et de reprimer les aspirations du peuple espagnol.

Dès 1946, alors que bon nombre de ceux qui, aujourd'hui, claironnent des attitudes démocratiques se trouvaient encore dans une phase intransigeante de totalitarisme, de quelque obédience que ce soit, les socialistes espagnols affirmaient, au cours de leur premier congrès d'après-guerre, la nécessité d'effectuer un changement démocratique total, de rétablir les libertés sans exclusive, de rendre sa souveraineté au peuple espagnol.

Depuis quelques années, on observe, au sein du régime, que des groupes d'intérêts et des personnes attachés à la droite classique évoluent vers des positions démocratiques. Certains pa-

positions démocratiques. Certains paraissent sincèrement démocrates, blen qu'an fond leur évolution réponde peut-être à la défense d'intérêts éco-nomiques qui leur paraissent devoir être mieux protégés par la stabilité d'un système pluraliste que par le

• Premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

maintien aveugle de la dernière des dictatures européennes. D'autres, changeant simplement de chemise, décro-chent avec opportunisme d'une position où ils sersient perdants, pour se joindre aux éveutuels vainqueurs.

Ao moment actuel, où chaque jour n'est qu'un simple épisode de l'histoire, les premiers adoptent des positions prudentes et généreuses face à un changement qui pourrait devenir vertigineux. Chez les seconds, uouveaux défenseurs d'occasion de la démocratie, on note des griffiques aussi alexantes. on note des critiques, aussi alarmantes que bruyantes, à l'égard de leurs amis d'autrefois comma à l'égard de ceux qui, comme nous, out toujours lutte avec ténacité pour la conquête de ces libertés, — et ils a'y emploient aujourd'hui à grand renfort d'opportunisme et de cris.

Mais dans les moments graves de Mais dans les moments graves de l'histoire — et l'Espagne se trouve à l'un de ces moments — les organisations politiques responsables se doivent de procéder à une sévère analyse des solutions possibles, sans céder aux tentations de l'opportunisme.

Aujourd'hui comme hier, le P.S.O.E. Aujourd'inil comme hier, le P.S.O.E. lutte pour que notre peuple — le premier à avoir pris les armes pour se soulever contre le fascisme, le dernier à combattre toujours pour la liberté — sorte avec le moins de dégâts possible de ce long tunnel où l'histoire l'a plongé pendant quarante ans. C'est pour cela que, tout en maintenant sans réserve la nécessité de préparer une alternative réelle, élaborée dans un engagement de toutes les forces démo-cratiques, politiques et syndicales, on se doit de procéder à une analyse objective de la comjoncture et d'anvi-sager les éventuelles solutions qui peuvent s'offrir aussi blen à l'oppo-sition qu'an pouvoir actuel.

sition qu'an pouvoir actuel.

Le changement historique en cours a un sens profond; pour la première fois, la droite, qui, pendant de longues années, a gouverné en méprisant et en écrasant la gauche, doit se rendre à l'évidence; aucun projet politique ne peut être stable sans l'apport et le consensus des organisations démocratiques qui composent la gauche. Tel est le résultat logique de la lutte tenace que la gauche a menée pendant les trente-six dernières années. Cette situation uouvelle conditionne nécessairement tout examen politique que pourrait faire la monarchie.

Si le pouvoir étabil aurès la mort

si le pouvoir établi après la mort de Franco cherche simplement à continuer le franquisme, s'il pense que ses
institutions peuvent encore être utilisées pour dominer le pays, s'il tente
d'élaborer un projet politique tournant
le dos à l'histoire et faisant frout à
l'immense majorité du peuple et aux
organisations qui le représentent, il
sera isolé du monde, ajoutant encore
à un climat chaque jour plus drama-

tique dans le domaine des relations sociales et politiques. S'il tente une expérience de pseudo-démocratisation, s'il accorde des liber-tés réduites, s'il en exclut certaines des forces qui composent le spectre poli-tique de toute démocratie occidentale, tique de toute démocratie occidentale, il se trouvera très vite Cépassé par la capacité qu'ont les travailleurs, les travailleuses et les secteurs populaires politiquement organisés de récupérer les libertés. Il tombera de ce fait dans le piège destructeur qui résulte de toute fausse politique de démocratisation : l'inéluctable dislectique libéralisation-

imeliciable dialectique liberalisation-répression.

Enfin, si le pouvoir, accordant la liberté aux détenus politiques, rouvrant les frontières aux dizaines de milliers d'exilés politiques, reconnaissant la liberté d'association politique et syndi-cale, ainsi que toutes les libertés qui font partie d'une réelle démocratie et conduisent à l'élaboration d'une Cons-titution, si nar ces movens le pouvoir conduisent a l'elacoration d'une Cons-titution, si par ces moyens le pouvoir lance ce que l'on pourrait appeler un défi démocratique à toutes les organi-sations politiques, et syndicales du pays, alors il pourra trouver la seule issue concevable dans la dignité et la etablité.

Fondamentalement, il faut le souli-gnar, ce problème du pouvoir politique est posé à la monarchie plutôt qu'à l'opposition démocratique. Celle-ci. en effet, a déja son projet démocratique et, pour le construire et le consolider, elle utilise les armes à sa portée : mobilisation populaire, renforcement et développement des organisations de

masses dans la voie unitaire. Il ne lui manque peut-être qu'une chose : donner homogénété à ce projet en parvenant à un « compremis de transition » qui apporte les solutions aux problèmes concrets de l'alternative démocratique. Si, dans la ligne d'un héritage dont la légitimité u'est pas acceptée par l'opposition, le pouvoir qui sera créé tournait le dos à la volonte populaire, il ne pourrait tenter de manière rationnelle l'atterrissage sur la piste des libertés démocratiques attendues par l'immense majorité de notre peuple. A moins qu'il ne préfère courir le risque d'un atterrissage de fortune, quitte à échouer à court ou à moyen terme.

Les forces démocratiques ont des objectifs blen clairs. Elles pensent tout simplement que, quels que soient les obstacles dressés sur son chemin, le pays marchera dans le sens de l'histoire et obtiendra le cadre de libertés dont jouissent les autres pays européens. Son problème est uniquement

toire et obtiendra le cadre de libertés dont jouisseut les autres pays européens. Son problème est uniquement de trouver la voie la plus directe pour que son projet se cristallise.

En résumé, le P.S.O.E. rejette toute formule qui continuerait le régime et les institutions qui l'ont caractérisé, — ces institutions qui ont rendu possible la continuité sous la forme monarchique au mépris des autres formes de gouvernement.

Le P.S.O.E. réaffirme sa volonté de

gouvernement.

Le P.S.O.E. réaffirme sa volonté de rupture démocratique et la nécessité d'unir autour d'un programme de transition toutes les organisations politiques et syndicales implantées dans l'ensemble du pays et représentées aujourd'hul au sein de la Plate-forme démocratique, de la Junte démocratique et des plates-formes unitaires catalane et basque.

Les grandes tendances au sein de l'armée

Quand le régime dévore son dernier soutien

1

P

10% 517 517

·c::

::: !'d;

2110 2110

L'article ci-dessous a été rédiae par un officier en activité dans l'armée espagnole.

'ESPAGNE et les forces armées se trouvent à nouveau à la fin d'une étape historique et au début d'une autre. Ce sont des moments difficiles et d'une importance cruciale. L'attitude de l'armée fece au changement influencera beaucoup sa réalisation et son contenu. Ses résolutions dans l'immédiat seront également décieives pour l'evenir même da l'institution militaire. C'est pourquoi il est intéressant de connaître da l'intérieur l'étal réel da l'armée espagnole, da voir les coordonnées politiques dans lesquelles elle évolue, et de se demander quelles

L'armée espegnole, surtout depuis la dix-neuvième siècle, possède une claire Iradition interventionniste, sinsi qu'una forte vocation à prandre en cherge les effeires de l'Etat. Elle a été, on le sait, l'instrument qui s permis d'imposer le régime de Franco, et le aoutien fondemental gul contribua é maintenir pendant les quarante dernières années le pouvoir sutoritaira du Cauditio. Mais, avant même la mort de Franco. l'usura du système établi en 1939 est évidente. L'ensemble de le ecclété espagnole propose eujourd'hui de nouvelles options et, l'une après l'autre, les principales institutions con entrées an crise : le Phalange, réduile à sa plus simple expression ; l'Eglise, déjà très éloignée du franquisme ; la demiére d'entre elles, l'armée, d'ebord lentement, puis de plus en plus vite ces demiers temps.

On peut dégager à coup eûr plusieurs treits généraux dans l'armée. La plupart des officiers n'ont pas pris part é la querre. Ils se considèrent comme des professionnels de le défense, et rejettent fermement le rôle répressif que Franco et son régime leur ont fail louer.

L'échec de la récente tentable d'instaurer l'état d'urgence constitue une preuve concrète de cette ettitude. On observe un mécontentement général; eurtout parm les officiers de grade moyen, pour les raisons sulvantes : le corruption eu eein de l'administratico ; le rôle peu digne que l'Espagne joue eur la scène mondiale ; t'état lamentable des forces armées, de eur organisation et de leur ermement; l'absence d'une politique de défense et même d'un commandement unifié, ainsi que d'un ministère de le défense; et enfin le difficulté d'obtenir une promotion

L'unilormité que Franco e pu imposer à l'armée duront des années n'existe plus. L'indifférence politique s considérablement diminué : divers courants politiques le traversant, et certains d'eatre eux plus important étant l'Union militaire démocratique - se sont cristallisés en organiextions et ont fait surface (le portée de ce phénomène na peut se mesurer qu'à la lumière de ees difficultés). Les arrestations d'officiers, les nombreuses eanctions, détentions et destitutions - celles, par exempla, infligées récemment aux membres du Consell auprême de Justice militaire - rendent évident que le régime franquiste a commence é « dévorer « le dernier pilier important qui lui restait. La division polifique de l'armée espagnole est

Ce processus da division et de désintégration de l'institution militaira sera brutalement eccéléré par la disperition du dictateur. Pour avoir délenu le pouvoir de décision pendant tant d'années, sa mort ou sa totale incapscité leisse l'armée sans colonne vertébrale. Son influence reste encora grande chez les uns, · :rtout ceux de la guerre civile, è csuse de le pulssance du « mythe « et, en général, à cause de le crainte qu'inspira un homme impliscable avec ses ennemis et avec tous ceux qui n'exécutent pas aveuglément ses

En fonction de ces données, on ne peut concevoir une initiative politique globale de l'ermée et qui entraînerait l'ensemble de ses forces. Un certain sectsur peut de son côté le tenter. Cependant, les possibilltés de auccès eujourd'hul restent très faibles. Sur l'essenuel, le gros de l'ermés va se définir par rapport eux deux options principales qui s'affrontent eur la scène politique : continuité du franquisme eans Franco, ou changement démocratique.

Le continuisme se présents de deux points de vue : celul des ultras fascistes et celul du prince Juan Carlos.

La continuité eur le base d'une opération « ultra « aurait peu de chances d'êtra viable. Vu l'extrême faiblesse des Influence est liée à la personne de Franço. - le continuité devrait être dirigée par les «ultras» de l'armée. Maia leur isc ment et leur influence rédulte sur les officiera ont déjà été démontrés. Une tentative de cette neture se heurterait donc au gros de l'armée et trouverait

La continuité de Juan Carlos est assez blen vua par un secteur de l'armée, surtout parmi les grades supérieurs. Ses possibilités, surtout é moyen terme, sont plus apparentes que réelles. Cette iesue devrait compter dès le début avec le refus décidé des secteurs les plus réaction-naires. Le peuple n'eccepterait pas non plus -- mēme s'il y avalt une certaine ouverture - una situation qui, eu fond, signifierail le maintien de la situation ectuelle, fondé eur le « légelité constitutionnelle », qui, pour le peuple espagnol, ne représente qu'une confiscation du pouvoir de décision. Or cela, comma le démontrent ces derniers jours les déclarations des secteurs démocratiques, ne sera pas toléré plus longtemps par la

société espagnole. Cette situation exigerail donc un recoura é la force, et l'armée se verrait poussée é poursuivre un rôle répressil qu'elle s'est montrée déterminée à ne plus assumer. Le « Juan cartismo « se heurteralt dans l'armée espagnole é l'opposition des ultras. Le secteur le plus conscient des officiers, groupé autour l'Union militaire démocratique, e'est déjé prononcé pour une solution démocratique. SI, meigré tout, Juan Carlos succède effectivemant é Franco, le processus de division et de désintégration de l'armée se poursuivra, et il peul conduire è son écietemeni — avec les graves conséquences que cela euppose — el, dans ce processus n'intervient pas auparavani le changement

La solution démocratique, qui implique

que la société civile soil le protagoniste, compte eujourd'hul sans aucun doute avec l'appui de le grande majorité des Espagnols et, au sein de l'armée, avec un secteur, surtout jusqu'aux grades intermédialres, qui e'élergit rapidement. Etabli sur un eccord unitaire de toutes les lorces démocratiques, de droita comme de gau-

che, sans eucune discrimination, représentent l'ensemble de la société espegnole, et conçu comme l'ouverture d'une nouvelle étape de l'histoire espagnole, fondé sur la coexistence civique des Espagnole et sana aucun esprit de revanche, le changement pourrait gegner sans eucun doute la mejorité de l'ermée. L'avenir immédiat de l'Espegne dira dene quelle mesura cetta vision de l'armée correspond à la réalité.

A deux pos des INVALIDES Immouble do prestige Studio, 2, 3, 5 et 7 pièces livrobles deuxième semestre 1976. Prix fermes et définitifs. Il bis, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Renseignements et vente sur place, tous les jours, sauf dimanche, de 14 à 19 h. GEPRO, 20, rue Jacques-Dalud, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE Tél.: 747-43-00.

Muralinus:

erise act

7 ... = 4.44.00 a - 1, 4.7%

4.50

تغوفها وموجورين na da la salah Salah da salah da

145 17 15

 $\frac{1}{2} \frac{2^{2} \cdot 2^{2} \cdot 2^{2}}{2} = \frac{1}{2} \cdot \frac{2^{2} \cdot 2^{2}}{2^{2}} = \frac{1}{2} \cdot \frac{2^{2}}{2^{2}} = \frac{1}{2} \cdot \frac{2^{2}}$

La crise actuelle n'est pas encore révolutionnaire

OPPOSITION e'est montrée unanime pour condamner le tentative de per-pétuer le trenquisme en la parsonne du prince postiche Juan Carloa da Bourbon : alle e'est prononcée non moins una-nimement pour le liquidation du système fasoista de gouvernement et pour la pro-clametion des libertés démocratiques. Avec des nuances diverses, la Piete-forme de convergence démocratique, is Junte démocratique et certaines forces qui n'appartiannent à aucune de ces deux eltiences — l'ETA, par example — ainsi que l'Union militaire démocratique se

sont prononcées dans ce même sens. Pourtant, cet accord pénéral est loin da s'appuyer eur une même évaluation de la elituation politique et, eurtout, ti ne répond pas à un unique projet politique. A cet égard, l'attitude des forces rèvolu-tionnaires (parmi lesquelles nous pensons qua te Mouvement communiste d'Espagne e un rôle capital) mérite peut-être un commentaire à part.

Compte tenu du rapport des forces entre partisans de la révolution et partisans de aimples réformes, l'option pré-sente e pour rôle positif le proclamation des libertés démocratico-bourgeoises et non pes la destruction de l'Etat bourgeois tui-même. En tant que révolutionnaires, et en perticulier en tent que communistes suthentiques, nous sommes parteltement conscients du fait que le crise que traverse aujourd'hul l'Espagne n'est pas ancore une crise révolutionnaire.

C'est pourquoi noue savons bien que, dane l'Immédist, notre lutte - pour le liberté » ne peut être qu'un combat pour les libertés démocratico-bourgeoises. Nous luttone dpnc sciemment pour oblenir ces libertés bourgeoises, mais non pas a le feçon des libàreux bourgeois, des social-démocrates ou des réformistes du parti de M. Sanliago Cerrillo. Notre combst est nettement différent et sa différenco essentielle découle de ses deux principales caractéristiques ;

1. Nous participone à cette lutte en nous efforçani d'en feire une vreie lutte ds masses. Evidemment, cele est néces-saire afin de priser la résistance des Immobilistes accrochés eu pouvoir ; mais aussi pour que les conquétes démporaliques solent élargles, pour briser les limites que la bourgeolsie ne voudrait pes voir dépassées, pour essurer noe conquêtes (car ce que les travailleurs stracheront evec leur lutte sere toujours beaucoup plus solide que ce qui teur eura été « consenti » par la pouvoir), pour que les classes travallieuses assument un rôle de protagoniste et non pas un rôle passif, et pour éviter qu'elles ne servent comme simple force de choc des plans politiques da la bourgeoisle - réformatrice -.

2. Nous essayons de ller la lutte pour la liberté et la lutte contre ceux qui ont établi le fascisme en Espagne, contre la

* Membre du comité exécutif du Mou-rement communiste d'Espagne (M.C.E.), organisatioo marxiste-léniniste faisant pertie de la Plateforme de convergence

Par FERMIN IBANEZ *

classa qui est su pouvoir at ees servileurs politiques, militaires et policiers, afin da euscitar un mouvemant ou un courant combatif susceptibles d'éduquer potitiquement le peuple. Nous nous efforçons einsi de fatre en sorte qua tes masses trevalllauses donnent è leur lutte una Orlantetion aptilesciata consécu qu'elles na solent pas submergées au aein du mouvement libéral-bourgeols et qu'elles solent à mame de passer de l'ection contre la torme fasciste da le comination du grand capital. è l'action contra catte domination elle-mame, quelle que eolt le forme politique qu'ella puisse

Cetta orientation de le lutte pour les libertés démocratiques nous a permis de nouer des liens avec des secteurs de plus en particullar dana les zones politiquement tes plus avancées du pays, évitant ainsi qu'on nous laisse de côtà eu momant où la lutte pour des réformes, et non pae pour un pouvoir révolutionnaire, occupe le centre de l'ettention.

Il exista des gens qui estiment que, al les torces révolutionnaires espagnoles ont aulourd'hui un polds politiqua réel, cela tient à l'existence du pouvoir fasciste et à leur melileure préparation su travail ciendestin; meis ils croiani que nous tdt que les liberlés politiques seront proclamées et que nous devrons mener une action légale.

Ceux qui pensent de la sorte ont auttcut en vue certaines expériences européennes, male ils ignorent l'aculté des

sous-estiment notre aptitude à donner une solution concrèto aux problèmes concrets da le révolution espagnola, et méprisent le potentiel révolutionnaire da notre

Les torces bourgeoises vont nous livrer une dure bataille pour nous isoler et pour briser nos liens avac les massae du peuple travailleur; mels nous pouvons veincre et

D'ores et déjà, nous avone ces précieux atouls qua cont las capirations dàmocratiques protondément enracinéas dans le cœur da centalnea da milliera d'Espegnola et qu'sucune des forces réformistes et libéral-bourgeoises n'est aincèrement dis-posée à edopter dans is lutta qui se tivre actuellement. Parmi ces aspirations, nous pouvons mentionner la libération des nationalités opprimées par le vole d'une autonomie plus lerge at l'exercice du

des vieux corps répressifs fascistes (tri-bunaux spéciaux, polica potitiqua secrète, Guardia Civil, polica portiqua secrate, Guardia Civil, police ermée, etc.) et le châtiment des responsables de crimes contre la peupla; l'investigation et le sanction des délits économiques perpétréa sous la dictature tranquista ; la lutte contre la présence militaire américaine an Espagno et, sur un plan plus général, te combat pour tever les hypothèques qui pesent eur la souvereineté netionele

Les vraie communistes continueront à assumar la représentation des vastes secteurs populaires qui poursuivent, chacun à sa façon, ces objectifs et que personne d'autra que nous-mêmes n'est prêt à défendre jusqu'au bout; et ces escteurs continuaront da nous accordar leur sou-

Noue sommes égalament persuedés que nous esurons faire comprendre à des secieurs da plus en plus vastes de notre psuple que nous sommes, an fin de compte, is seule force prête à aller jusqu'eu bout dans le combat pour empêcher la retour au tascisme et à élargir le domeine des libertés ; que nous sommes la seule force importante dont l'action politique n'est pas hypothéquée par d'iniques compromissions avec le classe

Le difficile chemin de la démocratie

(Suite de la première page.) (Sutte de la première page.)
Or, à l'heure actuelle, elle est devenue un des grands vecteurs de l'opposition. Entre les positions modérées mais clairement réticentes de la Conférence épiscopale et les objectifs révolutionnaires postulés par les chrétiens de l'Organisation révolutionnaire du travail, il existe un vaste éventail d'opposants qui réunit les Tacites (1), les différentes démocratie chrétiennes, les Avant-Gardes ouvrières, les Conféries ouvrières d'Action catholique et les Chrétiens pour le socialisme.

lique et les Chrétiens pour le socialisme.

Le capital financier articulé autour
des grandes banques privées (2)
contrôle directement on indirectement, mais toujours de façon paradigmatique, pour reprendre la qualification des experts (3), presque
toute la vie financière du pays et une
très large partie de son activité industrielle. Il constitue le sommet de ce
que les marxistes appellent la classe
dominante et est, à ce titre, le principal bénéficiaire — certains prêtendent même le vral « maître » — du
franquisme. Or depuis la démission de
M. Barrera de Irimo (4) du poste de
ministre des finances, les grands
groupes financiers ont commencé à
marquer, par une série d'actions
certes subtiles et discrètes mais sans
équivoque, leur volonté de se désolidariser d'un régime qui ne va plus
dans le sens de leurs intérêts et dont
ils tiennent à se détacher avant sa
disparition finale. Cect ne tient pas
compte des contacts — et dans certains cas de l'aide — qui existent
depuis déjà longtemps, sous une
forme confidentielle mais permanente,
entre les dirigeants économiques et la
plupart des groupes et des partis de plupart des groupes et des partis de l'opposition démocratique. Si l'on considère les conditions du fonctionnement institutionnel de

l'Espagne franquiste, nous pouvons affirmer que la magistrature a toujours été relativement indépendante du pouvoir politique, à l'exception, bien entendu, des juridictions spéciales chargées de la répression politique. Cette indépendance relative n'a fait que s'étendre et se confirmer au cours des années et elle a donné lieu, depuis quelque temps, à un militantisme démocratique dont la principale expression semble être l'organisation of Justice démocratique », à laquelle appartiennent des juges, des procuappartiennent des juges, des procu-reurs, des secrétaires de tribunaux — dont certains relèvent même du Tri-bunal suprème — et qui fait partie de binal supreme — et qui lait parse de la Junte démocratique d'Espagne. Ce comportement n'est pas exceptionnel au sein de l'administration publique, et la politisation des fonctionnaires est

et la politisation des fonctionnaires est aujourd'hui chose courante et géné-ralisée, comme le prouve l'existence de juntes démocratiques dans presque tous les ministères et dans divera sec-teurs de l'organisation de l'Etat. Enfin, l'armée a été généralement considérée comme le pilier du régime. Cette hypothèse repose sur la condi-tion militaire du chef de l'Etat, sur la présence permanente des forces armées au sein du gouvernement et dans d'autres instances de l'adminis-tration, et surtout sur le caractère tration, et surtout sur le caractère militaire de la victoire qui, aux yeux des vainqueurs, a légitimé le pouvoir franquiste, Malgré les difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de se prononcer sur une institution qui fait de la discrétion — si ce u'est du secret — sur principe premier il est proporter. la discrétion — si ce n'est du secret — sou principe premier, il est néanmoins possible d'affirmer que les caractéristiques dominantes de l'armée espagnole sont les suivantes :

a) Son statut professionnel revendiqué de façon presque unanime, tant au niveau global qu'individuel;

b) Sa volonté de renforcer une

perspective technologique jugée insuf-fisante, et de moderniser la structure des rapports internes entre les diffé-rents niveaux dont elle se compose; c) Sa neutralité à l'égard de la société civile, vis-à-vis de laquelle elle n'entend jouer aucun rôle pro-

d/ Son refus d'endosser toute acti-vité répréssive et policière que l'on vondrait lui confier;

e) La reproduction en son sein des caractéristiques et des valeurs de l'univers social auquel elle appartient, et figurées entre antres par une vo-lonte de progrès économique et social, de modernité, d'homologation à l'Eu-rope, de réformisme.

Le franquisme venant à dispa-raire, quelles vont être les chances des différentes options politiques? L'extrême droite n'a, à l'heure actuelle, qu'une fonction de diver-sion dans la mesure où elle sert d'épousion dans la mesure où elle sert d'épouvantail à ceux qui, sous couvert d'èvolution progressive du franquisme, cherchent, en définitive, le maintien du statu quo. Le complot de l'extrême droite est nifiisé à des fins très diverses par des franquistes qui se défendent de l'être et on lui attribue donc, sans discrimination, l'attentat contre Carrero Blanco, l'accident mortel de Herrero Tejedor, l'attentat de la rue du Correos, les menaces mortel de Herrero Tejedor, l'attentat de la rue du Correos, les menaces proférées à l'encontre des partisans d'une ouverture du régime, etc. En réalité, il s'agit d'un petit rassemble-ment de personnes dans lequel l'au-dience des principaux personnages politiques — Blas Pinar, Sanchez Co-visa, José Antonio Giron, Fernandez de la Mora, Oriol — semble, en fait, très réduite et dont la force éventuelle résiderait plutôt dans la présence d'un petit novau de « généraux bleos » (5). petit noyau de « généraux bleus » (5), dans une traction de la « Confrérie

des sous-lieutenants » de la guerre civile, et surtout dans la police poli-tique et les polices parallèles. Mais il ne semble pas que cet amalgame de nostalgles fascistes et impériales, auxnostalgies fascistes et impériales, auxquelles s'ajoutent la voracité de la famille et le « Syndicat de la Corruption », puisse constituer autre chose qu'un foyer permanent de désordre public; il n'a, en effet, aucune hypothèse viable pour le futur et ses objectifs et procédés sont aux antipodes de ce que réclame et attend le rage.

(Live la suite page 8.)

(II) Cette désignation correspond au pasudonyma «Tacito», qui est epparu pour la première fois dans le quolidico catholique va et sons lequel s'abrite un groupe très important de membres da l'Associatico catholique nationale da « propagandistes». Ce groupe cherche à se différencier ainsi des autres secteurs da l'ACN.P. so revendiquant une plus grande indépendance à l'égard du régime. Ses têtes da file sembleot être Marcelino Oreia. José Luis Alvarez et Alfonso Ossorio.

(2) Les principaux groupes bancaires sont ceux représentés par le Banco Español de Crédito, la Banco Central, Banco de Vizcaya, Banco de Bilbeo, Banco de Santander, Banco Popular Español. Banco Atlantico, Banse Ruimass.

(3) Es reporter à Juan Muñoz, El poder de la Banca en España, Zyz, Madrid 1988, et à Rainco Tamanuez, La lucha contra les monopolios, Ed. Tecnes, Madrid 1988, et à Rainco Tamanuez, La lucha contra les monopolios, Ed. Tecnes, Madrid 1988, et à Rainco de Sconliance des grands groupes linanciers, suxquels il semble très lié à travers le Banco Hispano-Américano.

(5) Cu les sppelle « bleus à an raison de laur attachement à la Phalange et de leur participatio à la « division bleue », qui lotta aux côtés des oazis contre les troupes soviétiques. Citons parimi eux les généraux Campano, Carcia Rebuil, Merry Gordon, Perez Viñete st Iniesta Cano.

Le rôle de l'Union démocratique militaire

Par JOSE-IGNACIO DOMINGUEZ MARTIN-SANCHEZ *

S I l'on veut parler de l'armée espagnole d'aujourd'hui, il est ind'spensable de commencer par montrer les tendances qui la divisent. Au sein des forces armées espagnoles, il existe une différence très nette entre les militaires qui ont pris part à la guerre — qui ont à prèsent les grades de général, colonel et lieute-nant-colonel — et ceux qui, comme mol-même, sont entrès dans l'armée après 1939. Les premiers constituent le secteur « utira », étroltement lié au régime sur le plan politique. Les seconds sont à la base du secteur démocratique, qui est aujourd'hui en train de s'organiser au sein de l'Union militaire démocratique.

Les différences entre les deux secteurs ne sont pas seulement politiques, mais aussi d'ordre humain et professionnel. Les officiers issus de la

* Capitaine de l'armée de l'air, actuel-lement en exil, porte-parois de l'Union militaire démocratique (U.M.D.) pour l'étranger.

guerre sont généralement d'un niveau culturel très bas (quelques colonels n'ont même pas le niveau du baccalauréat), et cela se reflète sur le plan professionnel. Leur manque de compétence se fait surtont sentir dans les branches les plus techniques, telles que l'armée de l'air. Les aviateurs de la guerre, par exemple, sont à peine en mesure de piloter de petits avions dans des conditions météorologiques très favorables. C'est pourquoi ces officiers se sont totalement discrédités dans l'esprit de leurs subordonnès, qui ont conscience d'avoir des chefs de dernier ordre.

En raison de leur âge avancé, le souci le plus immédiat de la plupart des chefs « ultras » est de prendre leur retraite. Il existe toutefois un dangereux quarteron de jeunes géné-

dangeroux quarteron de jeunes géné-raux — parmi lesquels se distingue le général Campano — qui ne sont sans doute pas prêts à renoncer à leurs privilèges.

Pour mieux comprendre le fait que les généraux sont réactionnaires sans exception, il faut tenir compte du mécanisme de sélection en vigueur :

exception, il fant tenir compte du mécanisme de sélection en vigueur ; pour être promu, tout colonel est sonmis à une enquête politique exhaustive ayant pour but de confirmer sa fidélité totale au régime franquiste. Evidemment, le fait d'avoir passé cet examen implique une certaine complicité politique.

Il faut aussi tenir compte des rapports qu'entretiennent les généraux avec les milieux économiques. Rares sont les généraux (en service actif ou à la retraite) qui n'ont pas de poste de direction dans une entreprise. En particulier, les généraux de l'armée de l'air accaparent les consells d'administration des compagnies d'aviation et des industries aéronautiques.

Bien sur, le secteur « uitra » an sein de l'armée englobe des groupes plus larges que celui des généraux « uitras ». Pourtant, il faut concentrer notre attention sur ces derniers, car les autres militaires franquistes ne sont pas à même de faire quoi que ce soit sans l'accord des généraux « uitras ». Telle est la conséquence de l'esprit de discipline fasciste qu'ils ont toujours gardé et qui les rend incapables de prendre des initiatives en dehors des directives de leurs supérieurs.

Four sa part, le secteur modéré se

rieurs.
Pour sa part, le secteur modéré se caractérise, dans une large mesure, par son refus de tout ce que représente le secteur « ultra ». Formé par des jeunes militaires, son but essentiel est de faire que l'armée cesse d'être le pilier d'un régime corrompu rieurs.

et périmé, avec lequel ils estiment nécessaire de rompre. Il aspire à un régime de démocratie basé sur la reconnaissance de toutes les libertés fondamentales et impliquant la léga-lisation de tous les partis politiques. lisation de tous les partis politiques. Blen sur, plusieurs conceptions coexistent au sein de ce secteur mo-

déré. L'U.M.D. a affirmé à maintes re-démocrate authonprises qu'aucun démocrate authen-tique ne pourra accorder son soutien à Juan Carlos, dans la mesure où son accession an pouvoir serait imposée par le régime.

sée par le régime.

Il est vrai que Juan Carlos n'inspire pas davantage de confiance aux généraux du « bunker », car ils craignent qu'il ne puisse, nolens volens, ouvrir la porte à un avenir démocratique. Cette crainte pourrait les pousser à une nouvelle intervention dans la vie politique. Il est inutile de dire que les jeunes officiers — qui ont le commandement direct des troupes — s'opposeraient, le moment venu, à une s'opposeraient, le moment venu, à une telle action.

s'opposeraient, le moment venu, à une telle action.

Au cas où, malgré l'opposition des jeunes officiers, la droite militaire réussirait à se servir de l'armée à ses propres fins, l'UMD, plutôt que de contre-attaquer immédiatement, laisserait passer un certain temps afin de permetire que mérissent les contradictions entre les « ultras » et la majorité des officiers de l'aprèsguerre. Ce résultat atteint, il nous serait très facile d'évincer les premiers dn pouvoir définitivement.

Il est difficile, par contre de pré-

miers de pouvoir définitivement.

Il est difficile, par contre, de prédire exactement quelle attitude vont prendre les généraux face aux heures graves qui approchent. Je ne crois pas que le groupe « ultra » accepte de renoncer de bon gré à sa position politique actuelle. Pour l'instant, les milieux politiques avec qui les généraux entretlement des contacts sont ceux du régime, y compris les soidisant « aperturistas » (partisans d'une ouverture). Cependant, certains généraux ont eu quelques contacts timides avec l'opposition et avec l'U.M.D.

l'UMD.

Les idées de l'UMD, qui ont récemment été rendues publiques, définissent notre position face à la situation présente. Toutefols, il se peut que certains points méritent une explication plus précise, car ils ne semblent pas avoir été bien compris.

Il en est ainsi de ce que l'on a dit à propos de notre position vis-à-vis du prohlème des nationalités en Espagne, sujet que j'ai évoqué dans ma conférence de presse dn 13 octobre. Le programme de l'UMD, n'inclut pas la formation d'un Etat fédéral, ce qui

ne veut pas dire que l'UMD. soit opposée à ce type d'organisation de l'Etat. Nous ne nous sommes pas prononcés dans ce sens parce que nous estimons qu'il serait prématuré d'agiter maintenant cette question au sein des forces armées. Dans l'immédiat, parler de fédéralisme risquerait d'éveiller des sentiments contradictoires chez certains de nos camarades. Le centralisme que nous a inculque noire éducation garde encore beaucoup d'influence sur nous. Mais nous pensons que, dans un proche avenir, il sera possible de prendre position de façon précise sur le problème des nationalités.

On m'a aussi posé des questions

On m'a aussi posè des questions sur le problème que représentent les bases américaines en territoire espa-gnol. Le sentiment anti-américain est gnol. Le sentiment anti-americain est très fort, aussi bien dans les secteurs de droite que dans les secteurs démo-cratiques. Il existe le sentiment que la présence de ces bases porte atteinte à la souveraineté nationale. Dans ce sens, je crois que la suppres-sion de ces bases serait parfaitement acceptée. Des questions n'ont pas manqué non plus au sujet du général Manuel Diez Alegria, que l'on peut considérer comme l'un des premiers officiers à avoir fait l'objet de représailles en raison de ses opinions politiques. Les jeunes officiers apprécient ses compétences professionnelles et intellectuelles. Le rôle qu'il pourrait jouer dans l'Espagne démocratique de demain dépendra essentiellement de sa position par rapport à la rupture avec le régime actuel.

Je voudrais enfin dire deux mots sur l'importance que présente l'appa-rition de l'Union militaire démo-cratique dans la situation actuelle. L'UMD. cherche à organiser le sec-teur démocratique de l'armée et donne municular les companies. teur démocratique de l'armée et donne en même temps une formation poli-tique aux officiers qui ne l'ont pas ou qui en ont très peu. En ces mo-ments démisifs pour l'Espagne, notre importance est énorme. L'armée est le pilier fondamental du régime; si nous réussissons à faire en sorte qu'elle lui retire son soutien, la dic-tature s'esfondrera définitivement.



timité institutionnelle, dû à la rupture de l'ordre de succession au sein de la dynastie; b) l'absence de sentiment monarchiste chez les Espagnols; c) son peu de prestige personnel; d/ la situation extrêmement grave et complexe dans laquelle il va se trouver; e) sou manque de crédibilité démocratique étant donnés les liens qui l'unissent au franquisme — son serment de au franquisme — son serment de fidélité aux « Principes du Mouve-ment» en étant l'expression la plus acbevée.

En fait, Juan Carlos aura trois pos-

Un film clandestin après les exécutions du 27 septembre

"Espagne, un'

Dee tranquistes, Pablo Neruda lançait, dès 1937, un appel aux rémoins du monde : » Regardez l'Es pagne blesaée. Venez voir le sang dans les rues. - Les cinéastes ciandestins qui ramènent aujourd'hut, d'une Espagne toujours meurtrie, ce tilm si polgnant répondent encore é l'appel du poéte. Ils savent eussi que, depuis le guerre, les valnqueurs interdisent eux temmes ou eux mères des républicains morte de porter leur deull. Ce tilm reconte la résistance d'un peuple, ee souffrance rentrée. Et la douleur

Deux heures aprée l'exécution, la sœur de José Sanchez Bravo e les yeux lourds de peine, les lévree errondies par les pleurs. Son visage baigne dans une lumée de cigarette incessante qui eccrolt l'imprassion d'ebeence de sa voix, protonde et réveuse. La cemère s'atterde avec pudeur sut ce visage, ettend les rares mots, laisse coular les silencee : » Il était triste. Sa femme attend un enlant. Il ne le connaîtra pas, Il aurait voulu faire plus pour le peuple. - Ette décrit son trère an cellule, chantant mélancollquement des hymnes révolutionnaires, entouré par une quarenteine de geôliers goguenards.

La mère d'Angel Otaegul, son tils unique, n'e plus de larmes. Pour perler de son entant, elle aligne des photos de famille qu'elle commente vite, sans pethétique, et qui conetituent, à allee eaules, une séquence documentaire d'une force saisissante. Dane ce tiim grave, andeulilé, elles nous tont voir les seuls sourires, les ceules têtea ; on y remarque le jeune Angel, toujours antouré d'amis, prallquant des sports, remportant des coupes, densant é des noces, plaisantant è des anniverseires. Et se mort paraît soudein blen brutale, plus barbare : - On l'e tué é coups de fusil. Ils ont tiré au visage. Pour le déflaurer. Six coups é la tête et un au bras. » Elle reconte eussi le dernier entretien evec son fils, la veille de l'exécution, dans le lugubre prison de Burgos ; elle lui e seulement dit : - Sois fort - Et Angel e répondu : - Je vais à le mort pour le peuple et pour les Basques, » Situetion et dialogues de tragédie antique, pour-

Les propos de le méra de Txikl soni plus véhéments, plue pessionnés (elle e d'ailleurs été arrétée é cause des décleretions laites durant les funérailles de son tile). Elle reppelle comment, evec son mari et leurs cinq enfents, ils ont quitté l'Estrémedure, où ils étaient journeliere. Dès leur errivée à Zarauz (Paya basque) ils ont été aidos par le population; les

entants n'ont plus tréquanté que des Basques. Txiki est entré, à l'âge de quatorze ens, dans une usine de plastiques. Elle relate son veuvage, ses difficultée, le nécessilé de es placer romme lemme de ménage chez les Frères et, en été, chez une mar-quise; le constante solidarité des gens de Zarauz : » Ils ont tué mon tila par haine. Perce qu'il était Castillan maie se considérait Besque et ae battait pour les Basques. - Elle a rédigés la vellla de son exécution. Elle est ellée le voir à Barcelone : » On l'avelt beaucoup bettu. Cele se voyait. On l'a crucifié evant de le Iravail echerné de l'avocat de le délense, dénonce les témoine adverses, - tous vendus -; - lie n'ont pu fournir

Dans son très beeu Chant pour les mères des miliciena morts, Peblo Neruda proclamait : » Méres / lis sont - debout dans le bié haut comme le midi profond, dominent les grandes · étendu es | Sœurs abettues comme la - poudre. Cœurs ébranlés. Ayez foi » en vos enfants morts. - Cee mères ont, de manière tiegrante, la plus granda ini an leura tila lualilés ; il n'y L dans leurs peroles ni heine, ni ran-cœur, ni déseepoir, male la certitude essurée que leura enfanta luttefent pour un monde plus juste.

une seule preuve. C'est un assassi-

Pour donner eu tilm un encrege plus directement politique, les euteure ont interceté des entrations avec une militente out révêle l'Importance des grévee et des manifestations de protestetion contre les exécutions; une ménegére, je vleage voilé, témolgne par ellleurs de la dureté des cherges de police contre les menitestants paci-

Alors que l'émotion execitée par les événements du 27 septembre nous enveloppe encore, ce film, per son témolgnage exceptionnel, par le repldité de se réalisation, surait pu abuser de son cerectére de « scoop » ; Il n'en e, heurausement, ni l'arrogance, nl le présomption. Avec on intini respect envers l'affliction de ces femmes, les euteurs ont réalisé un montaga qui s'elface devant le grevité des paroles, devant l'expression choiel l'humilité pour faire un tilm Intime, à voir dans le recuelllement et è partager comme une douleur

IGNACIO RAMONET.

Pour des projections débats : Espagne, un. Réalisation : Collectif « Vidéo-Out ». Bande vidéo, noir et blanc, 60 minutes, Diffusion : « Mon Chi », 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Téi. : 331-69-00.

sibilités : la stricte continuité du sibilités : la stricte continuité du régime politique du général Franco; l'installation d'une pseudo-démocratie; et le plein rétablissement des libertés démocratiques. Il semble fort douteux qu'il retienne la troisième possibilité, laquelle l'obligerait à soumettre sou propre pouvoir à la volonté du pays et comporterait donc son éventuelle disperition immédiate de la scène politique. Par ailleurs, l'irrecevabilité nationale et internationale du franquisme, à laquelle uous nale du franquisme, à laquelle uous nous sommes référé, exclut sa perpé-tuation pure et simple et postule des modifications en surface. Donc, Juan Carios tentera de reblanchir sa façade au moyen d'une « démocratie limitée a qu'une bonne équipe de relations publiques cherchera à « vendre »
eu utilisant les arguments habituels
de l'entrainement progressif à la
liberté, etc. Mais il est à prévoir que la
dynamique de la démocratie débordera rapidement ces demi-mesures génératrices de tension et de conflits
supplémentaires et, par suite, d'insécurité politique et sociale.

L'option d'extrême gauche implique,
quant à elle, la transformation radicale
et immédiate, par tous les moyens, du
système politique et social en vigueur.
Cette volonté révolutionnaire suppose
la possibilité d'un changement radical
à n'importe quel moment, pourvu qu'on limitée » qu'une bonne équipe de rela-

à u'importe quel moment, pourvu qu'on ait recours à des moyens également révolutionnaires — tels que la l'utte armée, — tout autre comportement

politique apparaissant de ce fait comme un compromis avec les ennemis de classe et comme le renforcement du capitalisme. Cette attitude ne se trouve représentée aujourd'hui en Espagne que par l'ETA et le FRAP, puisque la participation du parti communiste d'Espagne et du Parti du travail d'Espagne à la Junte démocratique, et celle de l'Organisation révolutionnaire du travail et du Mouvement commu-niste d'Espagne à la Plate-forme de convergence. (Piata/orma de Conver-gencia) les différencient de la perspective anterieure.

L'ALTERNATIVE démocratique,
L'est-à-dire l'établissement en
Espagne d'une démocratie pluraliste,
paraît être l'option la plus viable, car,
mieux que toute autre, elle répond
aux possibilités et aux exigences de
la situation actuelle. Il va de soi que
cet établissement de la démocratie
doit être fait par les peuples d'Espagne
sous la coordination des forces politiques démocratiques : entre autres et
en premier lieu, les juntes démocratiques, la Plate-forme de convergence
et les organismes unitaires de Catalogne, du Pays basque et de Galice. et les organismes initiares de Cata-logne, du Pays basque et de Galice. Des informations suffisantes ent déjà été poblées sur la composition et les objectifs de ces diverses organisations dans ce même journal, au mois de mai dernier, et à diverses reprises dans le Monde (25 octobre).

Le Junte démocratique, qui apparaît en juillet 1974, ao moment de sa création, comme une instance de représentation symbolique de partis et personnalités politiques, s'est convertie en un vaste mouvement de juntes qui convert tout le partis aux onse regits couvre tout le pays; aux onse partis ou groupes politiques et syndicaux et aux nombreuses personnalités poli-tiques qu'elle réunit, est venn s'ajoutar un contingent fourni de formations un contangent tourn de formations sociales — la plupart d'entre elles légales — qui constitue peut-être aujourd'hui sa tête porteuse. La capacité de mobilisation des juntes a été mise à l'épreuye pour la première fois mise à l'épreuve pour la première fois lors des « actions démocratiques » de Madrid les 3, 4 et 5 juin dernier, de Sérille et de Malaga au mois de juillet, etc. Le Figoro décrit ces actions madrilènes le 4 juin 1975 sous ce titre: « La province de Madrid paralysée par les journées de lutte pour la liberté.

Le parti communiste (et la problé-matique qu'il pose en ce qui concarne son intégration à l'ensemble des forces démocratiques) constitue la pierre de touche de toutes les analyses portant sur l'avenir du pays. L'objection que l'on rencontre le plus fréquemment à son encontre est son éventuel manque de loyauté à la démocratie espagnole lorsque le franquisme aura pris fin.
Objection dépourvue de sens, car le
problème ne réside pas dans l'authenticité démocratique du P.C.E. mais
dans l'impossibilité de refuser son existence. Car qo'il comple douse mille membres, comme l'affirme un bebdomadaire, ou plus de quatre-vingt mille comme le prétendent certains experts,

En réalité, si nous falsons abstrac-tion du Pays basque, où la lutte armée, même si elle u'est menée que par une faible minorité, jouit d'un vaste appui populaire. l'instance révolutionnaire tout comme l'action violeute collective tout comme l'action violeuse collective semblent être totalement impossibles dans le reste de l'Etat espagnol. C'est à cet état de fait, et au comportement réformiste qui en découle chez l'ensemble des travailleurs, que l'on doit attribuer la modération du parti communiste et non, comme on le prétend, à des calcule très subtils de tactique. muniste et non, comme on le pretend, à des calculs très subtils de tactique et de strategie politiques. Il s'ensuit que l'hypothèse radicale semble avoir de très faibles chances de succès, an moins au niveau des faits patents, si les conditions socio-économiques actuelles et les rapports entre les classes ne se dégradent pas de façon notable...

Une voie pluraliste et européenne

il n'est guère discutable que c'est à l'heure actuelle, dans l'opposition, le parti politique possedant les plus forts effectifs et disposant de l'organisation effectifs et disposant de l'organisation la pins efficace, et que son influence sur la classe ouvrière est pour le moment, déterminante. Dans ces conditions, aucun type de démocratie ue peut exister en Espagne si elle ne lui confère pas une pleine légalité. Et s'il veut ensuite attaquer ou non cette démocratie. À supposer que cela dépende de quelque chose, ce serait plutôt parce qu'il u'aurait pas pu prendre part an processus de son implantation ou parce qu'il se sentirait écarlé de toute possibilité de l'exercer. Prétendre que la collaboration actuelle avec le parti communiste affaiblit les chances de la démoniste affaiblit les chances de la démocratie en Espagne ne résiste pas à la moindre analyse.

Le premier objectif de l'opposition Le premier objectif de l'opposition antifranquiste est de constituer un front uni où seront présentes toutes les forces en lutte contre la dictature. Les communiqués communs de la Junte démocratique et de l'Assemblec démocratique de Catalogne, d'une part, et de la Conférence socialiste libérique, démocratique de Catalogne, d'une part, et de la Conférence socialiste lhérique, de l'autre, qui portent sur la collicidence de leurs objectifs et leur volonté de coopération dans une action conjointe, marquent à cet égard un pas important. Par ailleurs, l'accord nécessaire entre la Junte démocratique et la Plate-forme de convergence a trouvé, au mois de septembre dernier, un premier point d'entente à l'occasion de la condamnation de l'escalade répressive du gouvernement du genéral Franco. Il ne subsiste plus entre elles que deux divergences : l'une est relative à la nécessité de former un gouvernement provisoire — gouvernement que la Junte, contrairement à la plate-forme, juge indispensable pour l'établissement de la démocratis : l'autre présente un caractère structural et dépend de la nature de le urs 'organisations respectives, à savoir : la Plate-forme considère que seuis les partes et les groupes politiques doivent participer à l'organisme unitaire, alors que la Junte insiste sur le fait qu'il est capital d'inclure directement les corps et les formations à caractère social. Il semble néanmoins que ces divergences pourront être surmontées et que la disparition physique de Franco accélérera de façon considérable le processus unitaire.

unitaire. unitaire.

Il est nécessaire d'insister sur le rôle fondamental que jouent les forces sociales dans l'alternative démocratique espagnole. Cela tient à l'éclosion, dans l'Espagne des années 70, d'un vaste ensemble de formations sociales qui solt au niveru professionnel (6). qui, solt au niveau professionnel (6/, soit à celui de la vie quotidienne (7),

(6) Comme l'ordre des médecins, les associations d'ingénieurs civils. l'ordre des avocats, les essociations d'architectes, les associations de licenciés et docteurs és sciences et lettras, l'ordre des pharmaciens, etc.

17) Nous nous référons à des entités talles que les commissions de quartier, les associations de maîtresses de maison, les groupements de consommateurs, les associations culturelles, sportives et artistiques, etc.

Le général Franco aux enfers

(Poème de Pablo Neruda)

Maudit, que ce qui est seulement humain te poursuive, Que dans le jeu absolu des choses Tu ne le consumes pas- et ne le perdes pas Dans l'échelle du temps. Que le verre brillant et la jéroce écume No te dispersent pas.

Seul, sois seul par les larmes Seul, sois seul par les tarmes.

Toutes réunies, par une chaîne de moins mortes.

El d'yeuz pourris, seul dans une cape.

De l'enjer, mangeant sûencieusement le pus et le sang.

Pour une élernilé maudite et solitaire.

Tu ne mérites pas de dormir Bien que les yeux soient déchires d'aiguilles : tu dois être Eveillé, général, éveillé éternellement Entre la pourriture des jeunes accouchées Mitralliées en autonne. Toutes, tous les tristes enfants Ecartelés, brisés, roides, sont suspendus. Ils atlendent dans ton enfer Ce jour de sête froide : ton

Enfants noirs par l'explosion, Rouges lambeaux de cervelle, couloirs De douces entrailles Tous t'attendeni, tous dans La même attitude que dans la vie, Comme s'il s'agissait de traverser la rue De jouer à la balls. De manger un fruit, De sourtre ou de naitre.

(Extrait de l'Espayns au casur, Denoch, 1938, trad. Louis Parot.)

Les grandes tendances au sein de l'armée -

Une longue tradition d'intervention dans la vie politique

stén sun na tion Tius

ودحت

directe fian

EPUIS les débuts du dix-neu-vième siècle, l'armée espagnole a été l'institution déterminante des principales mutations politiques. Aujourd'hui, elle constitue la base même du pouvoir franquiste, et pourtant demeure très peu connue; on s'interroge sur ses décisions possibles; on guette ses mouvements; on plaque sur l'armée actuelle des analyses datant de la guerre civile.

Un livre récent a apporté sur un certain nombre de points (composition

sociale, idéologie, intégration à la société espagnole, etc.) un éclairage définitif. Il s'agit de l'ouvrage is Múltaire de carrière en Espagne (1) qui a valu à son anteur, Julio Busquets, capitaine du génie et professeur de sociologie à l'université de Barcelone, que s'est de de Barc queiques déboires avec la justice mili-

Dans une première partie, consacrée à analyser le comportement historique de l'armée de 1808 à 1936, l'auteur rappelle la très baute frèquence des interventions militaires dans la vie politaque espagnole (par exemple : de 1814 à 1874, il dénombre plus de trente pronunciamientos importants). Il note que la plupart de ces potechs étalent dirigés par des officiers libéraux en vue d'objectifa progressistes. Il explique cela par l'attachement des officiers à l'idée de Nation (opposée dans leur esprit à celle de Roi ou de Monarchie) et anssi par leur méfiance à l'égard du clergé (un très grand nombre d'officiers étaien t francs-maçons). Comment cette armée libérale du dix-neuvième aiècle est-elle deveuue si profondément conservatrice? L'auteur l'explique en studiant les quatre générations de militaires qui se sont succédé de 1898 à nos jours.

La première — génération de 1898 — ue joue plus aucun rôle dans l'armée d'aujourd'hui, mais ses membres ont d'aujourd'hul, mais ses membres ont parfois marqué profondèment des officiers qui ont eu une participation déterminante à la politique espagnole contemporaine; elle est constituée par les militaires qui perdirent les derniers lambeaux de l'empire colonial espagnol (Cuba, Porto-Rico, Philippines, Guara); les sentiments dominants chez eux sont le pessimisme, l'amertume, l'impression d'être incompris, la méfiance envers les politiciens; on peut y inclure des

(1) El Militar de Carrera En Espana par Julio Busquets, Ediciones Ariel, Coleccion Demos. Biblioteca de Socielogia. hommes comme Primo de Rivera, San-jurjo, Quelpo de Llano...

Le deuxième génération — celle de la guerre du Maroc — va être déter-La deuxième génération — celle de la guerre du Maroc — va être déterminante dans le changement d'attitude général de l'armée; certains de ses membres occupent encore des charges importantes. Elle est constituée par les officiers qui participèrent à la longue guerre du Maroc (1909-1927); ils ont eu généralement une formation militaire brève et se sont aguerris durant les dix-buit ans de combats; face au discrédit général dont faisait l'objet l'armée, face à l'hypertrophie des partis politiques, an déscrite social, ils ont développé une idéologie conservatrice reposant sur deux pfliers essentiels : la loyauté et l'ordre; la création d'un corps nouveau, la légion, a favorisé l'éclosion de ces valeurs; en son sein, les jeunes officiers ont puexaiter les sentiments virils; cultiver les rituels héroliques et mépriser la raison. Cette génération fournit la phupart des généraux de la guerre civile : Franco, Mola, Yagüe, Millan Astray, Currero Blanco...

Avec le début de la guerre civile (1936) apparaît la troisième génération, celle des « sous-lieutenants provisoires » engagés très jeunes (entre dix-sept et vingt ans) au nombre de vingt-neuf mille vingt-trois dans l'armée de Franco; fanatisés, par la duraté des combats ils que dévaleures dureté des combats, ils ont développé une idéologie extremement dogmatique faite de nationalisme outrancier, d'an-ticommunisme et d'antilibéralisme. Très nombreux encore aujourd'hui (il y avait; en 1970, trois mille sept cent y avait, en 1970, trois mille sept cent dix officiers appartenant à cette génération). Us ont représenté, an début des années 60, une réelle force politique organisée autour de l'« Association des sous-lieutenants provisoires » dont l'influence fut plus tard limitée par l'ex-chef d'état-major Manuel Diez-Alegria. C'est indubitablement su cette génération que se recrusein de cette génération que se recrutent les cfancons » actuels et futurs, c'est elle qui entoure et soutient José Antonio Giron, président des associations d'anciens combattants, de récente création.

La dernière génération — celle de la post-guerre — est aujourd'hui majoritaire. Ses imembres sout plus nombreux que l'ensemble des officiers appartenant aux générations précédentes : dans l'actuel état-major, il y a plus de cinq cents officiers de cette origine face à moins de trois ceut cinquante appartenant à d'autres générations. Ils proviennent tous des académies militaires où ils ont été éduqués, par les vainqueurs de la guerre civile, dans le souvenir de la victoire. Cepéndant, l'oubli progressif des événements tragiques, le niveau élevé des études, la dégradation progressive de la condition militaire, font que cette génération est assez différente de celles qui l'ont précèdée. En particulier, Julio Busquets met en relief l'importance d'une minorité d'officiers éduqoés ou infinencés par le lieutenant-colonel Luis Pinilla, qui créa dans les années 50, avec le jésuite José M. Llanos, le club catholique séculier Forja (forge) dont firent partie un grand nombre d'officiers et d'élèves-officiers.

Forja avait des préoccupations religieuses, professionnelles et sociales : le club créa des revues et même une école de préparation militaire à Madrid; il fut dissous par ordre des autorités militaires en 1868 et, comme il s'était regroupé autour d'une revue militaire. (Pensamiento y Accion), il fut à nouveao dissous en 1962. Les officiers influences par Luis Pinilla constituent actuellement une sorte d'élite intellectuelle de l'armée ; la plupart sont diplômés d'état-major et ont suivi une carrière universitaire ; idéologiquement, ils se caractérisent par leur estholicisme conciliaire, un pulssant esprit critique, de fortes pré-La dernière génération — celle de

par leur catholicisme conciliaire, un pulsant esprit critique, de fortes pri-occupations sociales, un amour du dialogue, une grande ouverture idéologique et un mépris aigu pour le nationalisme étriqué. Ce groupe constitue une minorité et une exception dans

l'armée espagnole. Julio Busquets constate qu'en général

les officiers sont coupés de la société civile : il trouve à cela plusieurs ral-sons dont la principale est le très haut sons dont la principale est le très haut degré d'auto-recrutement qui caractérise la société militaire espagnole : plus de 80 % des élèves officiers qui entreut dans les académies sont fils d'officiers ou de sous-officiers (seulement 0.5 % sont fils de travailleurs); l'endogamie est également très importante : plus de 50 % des officiers épousent des filles d'officiers; ils recolvent aussi une éducation différente, dans des internats; ils travaillent dans les casernes, sans contact avec le dans des internats; ils travaillent dans les casernes, sans contact avec le public, habitent des logements militaires et cont, généralement, une vie intellectuelle assez pauvre. A ce sujet, l'auteur donne un renseignement très significatif: la moitié des officiers de Catalogne sont abonnés à la revue Fuerza Nueva (que dirige M. Blas Piñar, leader d'extrême droite, chef des « guérilleros du Christ-Rol ») qui est très peu lue dans le reste de la société.

Les conditions financières des militaires se détériorent sans cesse, ils sont
assez nombreux à pratiquer une
deuxième profession : 65 % des officiers obtiennent ainsi un salaire
d'appoint qui leur permet de vivre
décamment. Julio Busquets volt là une
possibilité pour les officiers les plus
jeunes de prendre conscience des disparités économiques, et de l'exploitation des classes les plus humbles. Cela,
pense-t-il, peut favoriser l'apparition
d'un courant militaire de gauche, car
ces jeunes ont une idéologie democratique, progressiste et supra-nationale.
La création récente de l' s Union

tique, progressiste et supra-nationale.

La création récente de l' « Union militaire démocratique » (qui compte, selon les déclarations du capitaine d'aviation José Ignacio Dominguez, entre trois cent cinquante et quatre cents membres effectifs et plus de ax cents sympathisants actifs) semble donner raison à Julio Busquetz, qui reste convaincu que « l'histoire de l'Espagne est remplie de militaires patriotes qui attendent, impatients, le moment de servir le peuple ».

entre 200 · · · ~ and the street

المتواشق

2 (معبدي

-- 24

Sec. 2010.

of the to

ont acquis un poids souvent décisif. Ces corps sociaux, gagnés à la démocratie tant dans leur mode d'organisation et de fonctionnement que dans seur dimension publique et politique, représentent un apport essentiel à la cause démocratique. Ajoutons que la nécessité de compter directement sur ces forces sociales, sans la médiation habituelle des partise et des groupes politiques, est une conséquence des conditions particulières que connaît l'Espagne d'anjourd'nui. Il est surprenant que, sur les quelques millions de mots publiés pendant ces deux dernières semaines sur la situation espagnole, mention n'ait été faite, ne serait-ce qu'une seule fois, de l'impossibilité d'identifier militantisme pour la démocratie et militantisme pour un parti déterminé. Car il est inévitable qu'après quarante ans d'absence de vie démocratique, et de propagande constante contre les partis, le citoyen moyen soit quelque peu perplexe au moment de se décider pour un parti (dont il est difficile de connaître la nature et les objectifs, l'efficacité possible de son action, etc.) et préfère en conséquence se limiter, dans un premier temps, à une affiliation génériquement démocratique.

Ce double phénomène - présence non médiatisée des formations sociales dans la lutte politique et différen-ciation entre attachement démocratique et/ou socialiste d'une part et détermination partisane de l'autre — est le seul capable de rendre compte de la spécificité du comportement politique espagnol actuel ou de permettre des formulations prospectives ayant quelque sérieux. Le méconnaitre espileur en le composition de la composition del composition de la composition de la composition de la composition del ayant queique serieux. Le meconnaitre explique en partie que l'on continue à présenter l'ensemble des juntes démocratiques comme étant réductible au parti communiste ou que l'on fasse reposer tous les espoirs démocratiques sur la capacité de mobilisation de références symboliques déterminées, telles que la démocratie-chrétienne, le parti explaitre ouvries expensel, été. telles que la démocratie-chrétienne, le parti socialiste ouvrier espagnol, etc. Or, précisément, la perplexité à laquelle nous venons de faire allusion et les conditions particulières de la vie politique espagnole permettent de comprendre le faible militantisme actuel dans les partis sans pour autant réduire les chances de la démocratie, et peuvent laisser présager un nouveau cilvage des différentes affiliations partisanes relevant de la démocratie pluraliste. pluraliste

La démocratie espagnole ne peut être Le démocratie espagnose de pluraliste et européenne, car que pluraliste et européenne, car l'Europe démocratique constitue, depuis fo l'horizon indépassable les années 50, l'horizon indépassable des libertés des peuples d'Espagne. Déjà, en juin 1982, à l'occasion d'une réunion du Mouvement européen, l'opposition espagnole dans son ensemble affirmat à Munich sa vocation européen, l'account de la communication de la commu européenne. Au mois de mars dernier, une délégation de vingt-trois diri-geants de la Junte démocratique

d'Espagne déclarait solennellement au Parlement européen l'irréversible volanté de l'Espagne réelle de participer à la construction de l'Europe sur un
pied d'égalité avec les autres pays et
prenaît date pour son intégration, que
seul le franquisme et ses éventuels
successeurs peuvent encore retarder.
Mais la condition européenne de la
démocratie espagnole n'est pas seulement fonction du vouloir des forces
politiques, elle est aussi déterminée

C OMMENT pourra se produire la transition du franquisme, ou de la e démocratie limitée » qui aura pour ambition de lui succéder, à une vrale et pleine démocratie?

L'expression a rapture démocratique a utilisée pour la première fois par la Junte démocratique dans son manifeste initial, largement admise depuis, désigne à la fois le processus qui y conduira et le but qu'elle se propose d'atteindre. La rupture démocratique sera nécessairement pacifique, car li est difficile d'imaginer que la mobilisation de masses qu'elle comporte puisse s'opérer antrement que par des actions non violentes.

Les juntes démocratiques, qui sem-hent être l'instrument privilégié de ce processus, ont annoncé leur volonté d'organiser, d'une façon systématique

par une géographie, un passé politique et culturel, des structures économiques et sociales qui situent définitivement l'Espagne dans le contexte européen. L'Europe, de son côté, perçolt la situation de façon identique et estime l'enjeu trop important pour qu'elle puissé accepter d'autre hypothèse durable que celle d'une Espagne organisée démocratiquement, et faisant partie, de plein droit, de tontes ses institutions communautaires.

La rupture démocratique

et réltérée, des « actions démocratiques » par lesquelles elles se pro-posent de manifester la volonté de changement et d'exiger les libertés démocratiques.

Ces « actions démocratiques » feront appel à la lutte des Espagnals tant sur leurs lieux de travail que dans les différents secteurs de leur vie quotidienne; aux grèves dans les usines et dans les chantlers viendra le leur vient de leur vie se joindre le boycottage des transports et antres services publics, des achats, des manifestations culturelles et artistiques, des enseignements primaire, secondaire et universitaire, etc.

Il n'est pas à exclure que des forces Il n'est pas a excurre que des forces répressives résiduelles du franquisme essaient d'interrompre ce processus. L'hypothèse de l'opposition démocra-tique est que la neutralité active des forces armées empêchera le massacre et les risques de guerre civile, et per-mettra ainsi que ja rupture démocra-tique se développe sans heurts dra-matiques jusqu'à son terme.

Une fois opérée la rupture démocratique, tout porte à croire qu'il sera
necessaire de former un gouvernement
provisoire auquel participeront toutes
les forces démocratiques sans exception. Son rôle principal sera d'éviter
la vacance du pouvoir qui se produira
nécessairement à la fin du franquisme ou de son remplacant autoritaire, et de préparer des élections libres dans les plus brefs délais.

Cette période de pacte constitution-nel exigera une trêve idéologique et sociale qui permettra de limiter sa durée au temps minimum et de créer les conditions les plus favorables pour qu'une consultation populaire authen-tiquement démocratique puisse avoir lier

Même si certains groupes de l'oppo-sition démocratique ne semblent pas partager ce point de vue, il ne paraît pas douteux qu'un tel gouvernement soit indispensable. De l'efficacité de sa gestion, de son respect pour la fu-ture volonté populaire, à laquelle il ne saurait, en aucun cas, se substituer, et de sa fidèlité serupuleuse aux et de sa fidelité scrupuleuse aux résultats des élections dépendra de façon capitale l'avenir de la démocra-

tie espagnole.

JOSE VIDAL-BENEYTO.

LOIS DU MARCHÉ A L'OUEST, CROISSANCE PLANIFIÉE A L'EST

quand l'établissement de relations C.E.E. et le COMECON? entre la

Les pays du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle) sont-ils plus avancés sur la vule de l'intégration économique que ceux de la Communanté économique européenne? C'est ce que des économiques, venant des deux parties de l'Europe, se sont efforcés d'établir à l'occasion d'un colloque de deux jours en Belgique (les 8 et 9 octobre à Louvain). Organisée par le Centre d'étades européennes de l'université catholique de Louvain, cette rencontre était placée, manifestement, sous le signe des futures relations entre la C.E.E. et le COMECON. Son thème officiel : « Les efforts d'intégration dans la C.E.E. et dans le COMECON. »

E terme d' « integration » ne recouvre pas les mêmes réalités dans les deux organisations économiques régionales. Alors que, du côté de la C.E.E., on parle d'intégration économique et politique, au COMECON, l'intégration n'englobe que l'économique. La C.E.E. est une entité qui, à l'origine, s'était proposée des objectifs fédéralistes, tandis que le COMECON est une organisation internationale de type inter-étatique. internationale de type inter-étatique. Cette différence se reflé modalités de vote : en effet, sauf en cas de compromis sur des questions de caractère vital, la Commission de la caractère vitali, la Commission de la C.E.E. adopte ses décisions à la majo-rité qualifiée, les voix des pays mem-bres étant pondérées, tandis que les organes du COMECON, appliquant le principe « un pays, une voix », votent les décisions à l'unanimité.

les décisions à l'unanimité.

Cependant, ce principe est fortement atténué par la règle dite « du pays intéressé ». Cela veut dire que si un pays membre n'est pas intéressé par un projet il peut se retirer et laisser les antres en poursuivre la réalisation. Par la suite il a toujours la possibilité de recepir en arrière et de se joindre. de revenir en arrière et de se joindre à ses partenaires. De tels cas sont fréquents dans la pratique du COME-CON. La Roumanie, par exemple, s'est abstenue lors de la fondation de la abstenue lors de la fondation de la Banque internationale d'investissement, mais, quelques mois plus tard, avant même l'entrée en vigueur de la convention, elle est revenue sur sa décision. De même, l'U.R.S.S., la Bulgarie et la R.D.A. se sont jointes à l'orga-nisation « INTERMETAL » (Organi-sation de coopération dans le domaine

sation de coopération dans le domaine de la sidérurgie) qui avait été créée initialement par la Hongrie, la Po-logne et la Tchécoslovaquie. Que se passe-t-il lorsqu'un pays membre se déclare intéressé par une mesure ou par un projet, mais n'est pas d'accord avec ses partenaires quant aux modalités? Cette question a doné l'occasion au professeur quant aux modalités? Cette question a donné l'occasion au professeur Oussenko, de l'institut d'Etat et de droit de Moscou, de faire la démons-tration de l'ingéniosité des juristes socialistes. La difficulté serait sur-montée en faisant la distinction entre « intéressement positif » et « intéres-sement négatif ». Si l'intéressement est conforme aux buis de l'organisa-tion, il est considéré comme « positif » et dans ce cas on en tient compte; tion, il est considéré comme « positif » et dans ce cas on en tient compte; s'il leur est contraire, on passe outre. D'ailleurs, le principe de l'unanimité n'est pas sacro-saint dans le fonctionnement de toutes les organisations du COMECON; il y a des exceptions et tel est le cas, par exemple, avec la Banque internationale d'investissement où les décisions pour toute une sèrie de questions sont prises à la majorité qualifiée. De l'avis du promajorite qualifiée. De l'avis du professeur H. de Finnel, de l'institut des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences, le vote majoprotonaise des sciences, le voic majoritaire counaîtra probablement une extension dans l'avenir, surtout dans les organisations spécialisées de la région qui pourraient être créées. Antre trait distinctif de l'intégration

Antre trait distinctif de l'integration économique à l'Est et à l'Ouest: dans le cadre du COMECON, elle s'effectue essenticilement au niveau macro-économique, c'est-à-dire par la coordination des plans nationaux des pays membres, alors qu'au sein de la C.E.E. c'est au plan micro-économique que c'est au plan micro-économique que les relations entre entreprises (géné-ralement privées) se nouent. D'un côté,

ralement privees) se nouent. D'un cote, nous avons un processus d'intégration qui se déroule selon une des lois fondamentales du socialisme, la loi « de la croissance économique planifiée dans des justes proportions »; de l'antre, ce sont le principe de la libre entreprise et les lois du marché qui

Impossible convergence

CEST là une réalité qu'on ne devrait pas perdre de vue dans tout effort d'établissement de relations de coopération entre les deux groupements. M. Alexandre Bykov, directeur à l'institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences de l'U.R.S., l'évoque en ces termes : « Comme la nature socialiste des relations publiques ne permet pas d'emprunter entièrement les méconismes du marché de l'intégration capitaliste, qui ne jonctionnerait plus dans les conditions d'une économie planifiés et du monopole de l'Etat du commerce extèrieur, l'intégration capitaliste n'est pas capable, de son côté, d'utiliser tous les letters, toutes les formes et méthodes propres à l'intégration socialiste. Il va de soi que chacun des groupements d'intégration est constitué par des pays de formation socio-économique semblable, ayant des objectifs de développement identiques, adaptés à des méthodes et des formes d'interaction économiques céterminées et inhérentes au système donné. C'est pour cette raison également que les deux types d'intégration ne peuvent converger puisqu'une telle contergence significant un emprunt économique de procédés et d'instruments incompatibles et qui provoquerait inéctiablement un rejet par un organisme éfrauger. "

Evainer le degré d'intégration atteint par les deux groupements est fort difficile. Apparemment, les pays du COMECON sont plus avancés en ce qui concerne la coordination des politiques économiques puisque, depuis au moins 1960, ils procédent à la coordination de leurs plans nationaux et qu'ils sont même parvenus à élaborer des plans prospectifs de quinze à vingt ans. Du côté de la C.E.E., on le saft, l'accord des gouvernements pour ce

oui est de la coordination des politiques économiques ne s'est pas fait au-delà du court terme, c'est-à-dire, des politiques conjoneturelles.

des politiques conjoneturelles.

De part et d'antre, on ne dispose pas de données précises quant à la part de la production spécialisée (ayant fait l'objet d'accords de spécialisation) dans le total des livralsons mutuelles. Et pourtant, une telle précision constituerait le meilleur moyen pour mesurer le degré d'imbrication des économies nationales.

des économies nationales.

De même, le professeur Oussenko n'a pas été très convaincant lorsqu'il a voulu opposer la C.E.E. et le COME-CON au sujet de la création d'une monnaie commune. Il est vrai que, depuis 1954, les réglements entre les pays membres du COMECON s'effectuent en roubles transférables par le truchement de la Banque internationale de coopération économique, mais cela ne veut pas dire obligatoirement que le rouble transférable est une véritable a mounaie collective de réserve de la communauté socialiste ». véritable a mounaie collective de ré-serve de la communauté socialiste ». Même parmi les spécialistes des pays socialistes, bon nombre sont de l'avis qu'à détaut de convertibilité le rouble transférable joue plutôt le rôle d'unité de compte, enregistrant tout simple-ment les opérations matérielles entre les pays membres du COMECON.

les pays membres du COMECON.

Si l'incertitude an sujet du degré
d'intégration dans les deux groupements n'est pas tout à fait dissipée,
on est par contre convaincu que le
COMECON possède maintenant tous
les pouvoirs necessaires pour tratter
avec des pays tiers et des organisations internationales. En effet, dans
sa nouvelle version (1), le paragraphe
2 de l'article 3 des statuts du COMECON stipule:

CON stipule :
« Le Conseil d'assistance économique

Par NICOLAS FAKIROFF *

mutuelle, conformément aux présents statuts; a) A le droit de faire des recommandations et de prendre des décisions par l'intermédiaire de ses organes agissant dans la limite de leur compétence; b) Peut conclure des accords internationaux avec les pays membres du Conseil, avec d'autres pays et avec des organisations inter-

Mais lequel des organes du COME-CON possède les compétences pour conclure des accords avec des parties

Une volonté évidente

DOUR ce qui est d'un éventuel e accord avec la C.E.E., certains auteurs objectent que le COMECON n'a pas de compétence en matière commerciale. Cependant, le professeur H. de Fiumel estime qu'on pourrait se baser sur le texte du Programme complexe, qui, dans son chapitre I point 3. envisage a la coordination des politiques économiques extérieures des pays membres dans l'intérêt de la normalisation des rapports commerciaux et économiques internationaux. ». En tout état de cause, dans le cas où l'on contesterait

* Docteur és sciences économiques.

c'est le secretaire general qui repre-sente l'organisation vis-à-vis de l'ex-térieur. Le professeur H. de Fiumel estime que le secrétaire général est également compétent pour signer des egalement competent pour signer des accords avec des parties tierces. Et d'ailleurs la pratique de l'organisation aurait été dans ce sens. Mais est-ce que les accords doivent être signès uniquement par le secrétaire général? Pas obligatoirement: ainsi en ce qui concerne la Yongoslavie, différents organes du COMECON peuvent intervenir pour la conclusion de certains accords.

tierces ? Est-ce le comité exécutif ou le secrétariat ? Les statuts disent que

c'est le secrétaire général qui repré-

le droit du secrétaire général à signer un accord personnellement, il pourrait toujours le faire au nom des pays membres par une délégation de pouvoirs ad hoc.

Quant à la nature d'un éventuel accord avec la C.E.E., il ne saurait, selon le professeur A. Bykov, s'agir que d'un cadre fixant en termes généraux les modalités d'une coopération entre les deux parties de l'Europe. En aucune manière, il ne peut être question d'un traité commercial car les pays socialistes préférent avoir les mains libres dans ce donaine.

Le désir des pays socialistes d'établir des relations avec la Communauté

économique européenne est évident. Ce qui les gêne, c'est le caractère supranational de cette Communanté : M. E. Kamenov, membre de l'Académie bulgare des sciences, s'est leve pour déclarer en substance : a Nous autres marxistes, nous sommes pour l'intégration économique, mais dans le strict respect de la souveraineté nationale, car il n'y a pas d'Etat sans souveraineté nationale, car il n'y a pas d'Etat sans souveraineté nationale, » Cette déclaration de M. E. Kamenov, reprise avec force par le professeur Oussenko, trahissait la très grande méfiance des pays de l'Est à l'égard de tout projet d'union politique en Europe occidentale.

Au terme de cette réflexion, la question qui se pose à l'esprit est la suivante : puisqu'il n'y a plus d'obstacles de caractère politique et furidique, à quand donc, l'établissement de relations entre la C.E.E. et le COMECON? Un élément de réponse a été apporté avec l'annonce de la prochaine visite à Bruxelles de M. N. Fadeev, secrétaire général du COME-CON. Le dialogue reprend donc, son aboutissement n'est peut-être qu'une question de temps.

11) Cet âméndement, ainsi que plusicura autres modifications mineures sus statuts du COMECON, a été adopté lors de la vingt-huitième session du Conseil en juin 1974, à Sofia. (Voir l'article de Marie Lavigne « Intégration et ouverture vers l'extérieur » dans le Monde diplomatique d'août 1975).

Bibliographie

LES INSTITUTIONS SOVIETIQUES. - Michel

Lesage. * P.U.F., collection a Que sals-le? n, 1975, 128 pages, 5.50 F.

1975. 128 pages, 5.56 F.

Dans une première partie, l'auteur décrit et analyse les institutions soviétiques, corps immusble des principes et
application du socialisme, qui derseure
encore un modèle pour nombre de purtis communistes dans le monde. Dans
une dernière partie, sont miscs en évidence
l'évolution et la poursuite de nonveaux
objectits qui, tout en laissant intact le
monnment institutionnel, aménent à des
transformations seusibles dans la manière
de l'utiliser et de l'habiter.

1'ART DE LA GUERRE ET LE MARXISME. -Trotsky.

★ Editions de l'Herne, traduit du russe, atroduction de P. Naville, Paris, 1975,

Etranger aux choses militaires, Trotaky les considéra d'un œu neuf quand il eut à les diriger pendent toute la durée de la guerre civile. It int registre de ses réflexions sur la théorie et la stratégle, lesquelles reposent sur la conviction qu'il n'y à pas de a science o de la guerre comme le prétendent les professionnels; mais qu'il n'y a pas non plus de a doctrine prolétarienne a comme le croyaient les réventitionnaires. Reste toujoura, au fond, cet a art tout d'exécution a défini par Napoléon. Les rapports de la doctrine militaire et du marxisme n'en sont pas moins certains; la mellieure part de ces écrits ont pour objet de les éclairer.

L'AFFICHE ROUSE. - Philippe Ganier Raymond

* Fayard, Paris, 1975, 256 pages, 32 F.

Cotte affiche rouge qui recouvrit les
murs de Paris le 1° mars 1944 représentait dix des viogt-trois partisans communistes fasilés dix jours plus tôt an Montvalérien : une infructueuse tentative de
la propagande nazie pour détourner la
population des « Ubérateurs» de 1° sarreés du crime»: an l'occurreces, cette
poignée d'étrangers en soi français qui
participalent à la résistance. Ce que fut
la vie, l'action — et la mort — de ces
partisans, Ganier Raymond, après une
longue enquête, en rend compte sous une
forme romancés et à un rythme haistant.
C'est l'occasion pour lui de ressusciter
quelques-unes des heures les plus sombres
et les plus hérolques de la résistance et
plus précisément de ces marginaux de
l'ombre que furent les partisans étrangers.

M. Bg. * Payard, Paris, 1978, 250 pages, 32 F.

BOUKOVSKY, LE CONTESTATAIRE - André Martin

* Albatros, Paris, 1975, 212 pages, 24 F. En ces temps e soljenitsyniens », ce livre retiendra l'attention. Bonkovsky, après un séjour de sept ans dans un hôpital psychistrique, nvalt fait passer hors d'Union soviétique un dossier con-cernant les internemente « spécieux ». L'acceptation pour sol de risques graves. non provoqués par la violence, est tou-jours estimable. Condemné à douze ans de camp de redressement, puis ouhilé, il provoque un soudain et vif regain d'intérêt. Le fils de Litvinov témoigne qu'il est a l'une des pins belles figures de la démocratie russe ». C'est cette histoire que rapporte l'anteur, en l'ap-puyant de documente.

AGE ET CONTRAINTES BE TRAVAIL - OU-

vrage collectif * N.E.B. Editions scientifiques, Paris, 1975, 374 pages, 85 F.

1975, 374 pages, 85 F.

Cet ouvrage rassemble les actes principeux du colloque sur la « charge de trevail de l'opérateur vieillissant» organisé à Paris en septembre 1973 sous les auspices du CORDES (organisme de recherche du commissariat général au plani. Ce colloque réunissait ecclologues, psychologues, physiologistes, médecins, ingénieurs et ergonomistes tudustriels. Ces communications — sonvent fort techniques — avaient pour objectif essentiel de a permettre aux personnes responsables de l'emploi, de la conception des ontile de production, de l'organisation du travail, de définir des moyens propres à attènner les éléments critiques des situations de travail, pour les travailleurs de plus de quarante ans ».

M. Bg.

LE RACISME - François de Fondette # PUF 1975, a Que sais-le? », 128 pages, 5,50 F.

Le pramier intérêt de ce petit livre est qu'il précise la notion même de racisme, appitquée aujourd'hui un peu à n'importe quot et qu'il définit la réalité scientifique de race, lort étrangère au racisme, corame d'allieurs à l'antiracisme qui perfois la nie Ainsi fondée, l'étude est rigoureuserent historique : elle discerno et décrit la racisme strictement entendu, à travers l'histoire : de l'esclavage romain au nazisme, an passant par l'antisémitisme traditionel, et elle conclut eur l'examen a clidique » de la psychosociologie de l'homms contemporain.

QUE LIRE? BIBLIOGRAPHIE DE LA REVOLU-

Etndes et documentation interna-tionales, Paris, 1975. A Etndes et documentation internationales, Paris, 1975.

Rédigée par un collectif (1), voict une très utile hibilographie centrée sur le littérature marxiste, des fondateurs de in Première internetionale à nos lours. Elle recense, en commentant avec des notices en général fort hen fettes, la quadi-totalité des ouvrages fondamentaux de 1848 à la révolution russe et une honne partie de ce qui s'est écrit d'important depuis. Bibliothèques, dictionnaires, histoires des monvements et partis ouvriers en langue française sont passés en revue : l'ouvrage s'artirulant de façon cohérente autour de quelques thèmes : critiques de la realité capitaliste : objectifs et voies : obstacites et contradictions : moyene et formes de lutte. L'ensemble est aérieux, solide, résolument antistalinien (peut-être pas toujours asses critique à l'égard du tratekisme) et constitue un important outil de travail et de référence. Les points faibles sont a Guérilla et lutte ermée : et a internationalisation des intres : qui t'ennent peu comput des expériances nes vingt-cinq dernières années dans le there-monde.

G. C.

G. C. (11 Constitué par Y. Bourdet, J.M. Brohm, M. Dreyfus, R. Paris, J. Piuet, J. Rigachen, D. Woronoff, D. Berger, etc.

Le Monde deleducation

Le numéro de novembre est paru

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

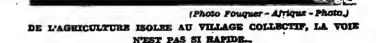
- UNE INTERVIEW
- de M. Jean-Pierre Soisson CHOMAGE : l'opération

cinquante mille jeunes. Le numérn: 5 F. Abonnement (11 numéros par an) : Prance, 50 F. Etranger (vote normale) : 68 F.

LA TANZANIE

Espoirs et difficultés d'un socialisme africain

Associer les hommes dans un effort communautaire pour leur apprendre à mieux vivre: un peuple à la recherche d'une nouvelle forme de démocratie.



Reportage de CHRISTIANE CHOMBEAU et PIERRE HASKI

ONGTEMPS méconnue, vaire dédaignée, la « vaie tanzenienne vers le socialisme » se voit soudain engée en ma de le pour

La personnalité de M. Julius Nyerere, qui êté réélu le 26 octobre à la présidence de la République, n'est pas étrongère à cet engouement subit pour ce socialisme tonzanien qui avance sons bruit. Cet ancien instituteur, que tout le monde appelle familièrement, mais aussi respectueuse-ment, « Mwalimu » (moitre), a danné san empreinte au mode de développement suivi par

Ujamaa (terme swahili signifiant famille at sens large, et aussi socialisme), la doctrine de M. Nyerere, traduit la constatation qu'une pali-tique socialiste qui ne bénéficierait qu'aux seuls citadins, à la classe ouvrière à peine noissante, égulvaudroit à renforcer l'exploitation de l'Immense majorité du peuple, Des 15 millions de Tanzoniens, 95 % travalllent la terre, et c'est parmi cette population dispersée, qui vit d'une agriculture de subsistance, que le président Nyerere veut édifier le socialisme.

« Dans natre société africeine traditionnelle, nous éticas des iadividus à l'intérieur d'une communeuté. Nous prenions soie de la communauté et la communeuté prenaît soln de naus, Naus n'avions pae besoin et nous ne sauhaitions pas exploiter les eutres », écrivait le président Nyerere

« Ujamee, au la famille (familyhood), corresqui cherche à construire une société heureuse sur la base de l'exploitation de l'homme por l'homme, comme il s'appose ao socialisme doctriagire, qui cherche à bâtir sa société à portir d'un coaflit inévitable des bommes entre eux » (2).

Selon Iul, « le véritable socialisme africoin ne considère pos qu'il existe une classe d'hommes qui spient ses amis, et une outre constituée de ses

ennemis naturels ». (En Tonzanie, en 1962, la bourgeoisle africaine étalt quasiment inexistante).

famille qui, estime-t-il, ne peut se limiter à une tribu ou une nation... « Je crois à la frateraité hamaine et à l'unité de l'Afrique. » Il fout donc puiser dans Ujamaa le socialisme africain, puiser dans les valeurs traditionnelles pour bâtir l'avenir, professe M. Nyerere.

Les villages ujamaa, dont il souhaite voir le pays se recouvrir, consistent en des coopératives de production, où les poysans « vivent et travailemble pour le biea commun », et jouisl'eau patable, la santé, l'éducation.

M. Julius K. Nyerere, fils d'un chef de tribu des Wazanaki — qui eut plus de vingt épouses, — naquit en 1922 dans la région du lac Vic-toria. Il n'a commence ses études primaires qu'à douze ans. Pourtant, foit sans précédent au Tangonyika, il abtient une bourse d'études et passe trois ans à l'université d'Edimbourg.

De retour dans son pays, M. Nyerers enseigne. Mals son action palitique commence presque aussităt. D'abard ou sein de la Tanganyika African Association (T.A.A.), puls comme président, dès sa fondation, le 7 juillet 1954, du parti nationaliste Tanganyika African National Union (TANU). A la tête de la TANU, vainqueur de plusieurs consultations électorales, il obtient des Britanniques l'autonomie Interne, puls l'indépendance totale en 1962.

Chrètien protiquant depuis l'age de vingt ons, M. Nyerere a su éviter le pièce du culte outran cier de la personnalité, bien que son portrait sait dans toutes les demeures. Préférant la chemise africoine au costume européen, il mêne une vie plutôt austère et consacre une bonne portie de son temps à des toumées en Land-Rover dans diverses régions du pays pour entretenir un contact direct avec la population.

Depuis la création de la TANU, Il y a vingt

et un ans, la pensée politique de M. Nyerere a coin = auquel le chef du nouvel Etot se référait qu moment de l'indépendance correspondait à un pale réformisme, et encore fortement influence por une conversion tordive au catholicisme. Ainsi l'élaboration du premier plan de développement de la Tanzanie « en voie vers le socialisme » fut « inspiré » par la Banque mondiale, et la restructuration du secteur industriel fut confiée au très copitaliste consultant américain Kinsey... (3).

Lo déclaration d'Arusha du 5 février 1967 illustre publiquement une rodicolisation. Ce texte marque le début de la campagne de villages ujamaa, qui entraîne immédiatement la nationatisation des banques, des assurances et des principales industries. De nombreuses manifestations de masse viennent appuyer ce programme.

Adoptée à l'issue d'une réunion du comitéexècutif notional du parti (4), la déclaration d'Arusho se prononce pour la construction d'un Etot socialiste et se centre outour de trois thèmes : « self reliance », que l'on peut traduire par Independance, ou par le « compter sur ses propres forces » des Chinois; le contrôle de l'Etat sur les ressources et les moyens de production du pays; la réarientation du développement vers les papulations ruroles.

Hult ans ont passe. Le pays a-t-il évolué dan le sens souhaité par M. Nyerere ? L'année 1975 est en tout cos une année Importante. Sur le plan constitutionnel, la suprematie du parti a été reconnue et vatée par le Parlement, Economiquement, la Tonzanie troverse sa plus grove cr depuis l'Independance, due en grande portie à des éléments qui lui échappent (sécheresse, housse du prix du pétrole...), et les objectifs initiaux du gouvernement ont du être révisés. Enfin, oprès avair misè au début sur un passage direct de l'agriculture isalée au village vianne, le gouvernement a du tempérer ses ambitions et prévoir

nombre atteint la cinquantaine. Le village abrite un petit moassin cooperatif.

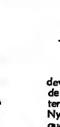
Lwomi n'a pas reçu une goutte de pluie depuis deux ons sur 20 000 hectares mis à la disposition du village par le gouvernement; 3 000 hectares ont déjà été défrichés et ensemencés, mois rien

Quelques dizaines de kilomètres plus loin, le village ujamas de Chekeleine - auquel on accède en traversant les immenses étendues de cannes à sucre de la Tanzania Planting Company, dont l'Etat vient d'ocquerir 100 % des ports - est plus « riche ». Ce village, aul compte cent soixante-treize fomille, est devenu une société coopérative en 1973, trois ons après sa création. Le gouvernement l'a aidé au démarrage en instollant un système d'Irrigation, en fournissant des toits de tôle pour les cases, etc. L'Union coopérative du Kilimandjora, la plus importante et la plus ancienne union du pays, a offert une petite minoterie, effaçant ainsi cette scène traditionnelle du village africain : les femmes pilant le mais ou le mil. Aujourd'hui, l'assistance du gouvernement se limite à attacher ou village un inspecteur coopératif, qui alde à tenir les comptes,

lci, les cases d'habitation en terre rouge battue s'alignent Impeccablement, respectant entre elles des espaces réguliers où les poules cherchent leur moigre pitance... Quatre jours de la semaine sont réservés ou travail collectif, comme d'ailleurs dans la plupart des villages ujamea. Le reste du temps, les wajamos premient soin de l'hectare de terrain qu'ils conservent en propriété privée. Une serie de comités, elus choque année, dirigent le village tandis que l'ensemble des habitants se réunissent en assemblée générale une fois par an, et lorsqu'une décision importante doit être prise. Les bénéfices sont réportis entre les membres de la collectivité, proportionnellement aux journées de travall fournies. En 1974, à Chekelene, certoins paysans ont pu gagner jusqu'à 1 050 shil-

Le mouvement ajamaa s'est surtout développé dans les régions pouvres, et 11 n'a eu, jusqu'à présent, aucun impact sur la production agricole nationale. Pour améliarer les techniques agricoles et activer la formation de villages viernae, le gouvernement agit essentiellement au niveau des régions por d'importantes campagnes d'aide ou de sensibilisation, comme celle arganisée depuis 1974 dans la règion de Kigoma, ovec l'alde financière de la BIRD et du Fonds d'équipement des Nations

Malgré tous ces efforts, le rythme d'adhésion au mouvement ujamaa reste trop lent. Devant la necessité, mointes foie soulignée par M. Nyerere, de structurer et de moderniser le monde agricole, afin notamment de créer des égulpements collectifs, le gouvernement a décidé de temporiser et d'établir une étape : la « villagisation ». En 1973, il a été cendu obligatoire pour tous les poysans de vivre dans des villages ordinaires de deux cent cinquente familles environ, étant entendu que leur transformation ultérieure en village ajamaa demeure volontaire.



La lente multiplication des villages

Prenant la parole devont la conférence de la TANU en sep tembre 1973, M. Nyerere annoncait que cinq mille cinq cent cinquante-six villages u je ma a comptant deux mil-

lions vingt-huit mille membres (environ 15 % de la papuletian), aveient été recensés en mers la même année, « Cola représente un développement formidable ea six aas, depuis l'adaption de la politique ujaman en 1967 », avait alors commenté le président.

chiffres. Si les permanents du porti assurent que la progression se paursuit sans problèmes, un membre du cobinet du premier ministre nous d expliqué que de « nauvegax critères » allalent prochainement être établis pour l'attribution du s lobel ujamaa ». « Dans actre immense poys (deux fois la Francel, aŭ les poysans vivent en général isolès, an a cru au dèbut qu'il suffisuit de se regroaper pour former un village ujamaa »,

En foit, estime un expert agricole International, « seuls peuvent être considérés comme authentiquement ujamon, c'est-à-dire au l'essentiel de l'activité est collectif, les villages qui atteignent un aiveau de développement suffisant pour être enregistrés comme sociétés coperatives. On en comptait au début de l'année eing cent quarantetrois. Les autres en sont au stade des inten-

direct,

Si on ne peut pas porler d'échec de la poli-tique ujamaa, il fout admettre que le mouvement a progresse mains vite que ne l'esperalent les dirigeants du pays. A cela plusieurs raisons, la principole étant peut-être que, molgre les références à la société ofricaine traditionnelle. les mentalités paysannes évoluent lentement, D'autant que, en Tanzanie, il ne s'egit pas de mobilisation contre des « kaulaks » — l'Etat ayant nationalisé « en douceur » les grandes exploitations, mais autour d'un changement radicol de mode de vie. Les paysons, en majorité analphabètes, ne perçoivent pos toujours très bien la nécessité du

Dans les régions les plus favorisées, on note egalement peu d'enthousiasme...

S'y ajoutent des erreurs et des moladresses telles que l'installation de villages ajamas sur des terres impropres à la culture. Par ailleurs, si en principe le regroupement en ujamag s'effectue volontairement, on a pu signaler plusieurs cas de coercition. Mais, en Tanzanie, on évoque publi-

quement ces « erreurs ». Une brochure éditée por le département de sciences politiques de l'université de Dar-Es-Salaam relevait, à la suite d'enquêtes menées par des étudiants, les principales difficultés rencontrées par les villages ajamas: la sélection des sites, le recrutement, la direction du village, la coordination avec l'administration (6).

Pour encourager les villages alamae les plus déshérités, le gouvemement attribue annuelle-ment dans chaque région un prix de 5 000 shillings (7). En 1975, Lwami a été le « meilleur village ujamoa » du district de Pere, dans le nard de la Tonzanie.

Pour rencontrer le président du comité du village, il fout aller sur le chantier de l'école primaire, aù il trovoille en compognie d'autres wajamaa. Seul bôtiment en brique du village, cette école est édifiée par tous les habitants, qui ont acheté eux-mêmes les matériaux, le gouvernement fournissant les portes et fenêtres, ainsi que la taiture de tôle. « Mwalima a premis d'envoyer un instituteur dens chaque village construisaat lui-même saa école », explique le président du

Crèé à l'initiative de trois familles, Lwoml en compte aujourd'hui soixante-dix-sept, et espère encore s'élargir. Le village possède cent deux

"Un idéal ne peut être imposé"



La décision de regrouper tous les paysans en villages prévait une échéance : 1976. Ainsi 1974 a donné lieu pulation touchant plusieurs millions de personnes, Selon les statistiques officielles, neuf millions de Tanzoniens vivent désormais en vil-

lages, soit plus de la moltié de la population. L'opération devait se poursuivre cette année, après les récoltes.

Un membre du gouvemement tonzonien nous a confiè qu'il espérait que l'opération pourrait être terminée dès 1975. Cette aptimisme n'est visiblement pas portagé par les fonctionnaires gouvernementoux locaux...

Le président Nyerere auroit-il renancé aux principes de libre choix de sa philosophie? Il s'en est expliqué à plusieurs reprises au cours

d'Interviews : pour « Mwallmu », vivre en villages est obligataire..., « comme la vaccination au l'école primaire en Europe ! » Regrouper les paysons, précise le président Nyerere, c'est avoir possibilité de leur foumir le minimum de blenêtre sociel, l'eau patable, l'éducation et la sonté. De plus, c'est la condition sina qua non de la modernisation de l'agriculture (8).

(I) Le République unle de Tansanie est née de la fusion entre le Tanganyles et Zansther le 26 avril 1964. Elle a une Constitution fédérale, et chaque parti, la TANU sur le continent, l'ASP. (Afro-Shirazi Party) sur les lles, est «maître chez lui». La phase « bransitoire» instaurée en 1964 dure toujoura, et aucun progrès n'a été accompli sur la voie de l'accification totale. En raisce des différences importantes dans les modes de déraioppement des deux composantes de la fédération, cour nous limiterous à l'étude de la Tanzanie continentale

tale
(2) « Ulamar, the basis of African socialism »
(1962) in Exacts on Socialism, Oxford University
Press, Dar-Es-Sulaam, 1968.
(3) Voir les critiques que portent, notamment
eur cette période, des étudiants radicaux, dans une
série d'articles publiés en 1970 dans la revue de
l'université de Dar-Es-Salaam, et édités en 1974
sous le titre collectif : The Silent Class Struggle.
Les étudiants appuient leur argumentation de
citations de Marz, Lénine, Mao Tes-toung, E. Man-

De son côté, le ministre de l'information, parte-parale du porti, M. Daudi N. Mwakawago, ironise en nous offirmant que la e villagisation » n'est « riea de plus que de la restructuration capita-

Les dirigeants tanzanlens ont déterminé trois étapes dans « la longue marche vers la sociali-sation de l'agriculture ». La première, en cours,

det, A Cabrai, et même de... Nyerers (Tanzania Publishing Bouse, Dar-Ex-Salaam, 1974).

14! La TANU est devenue parti unique de droft en 1965, après l'avoir étà de fait depuis 1958 en remportant les 3/10 des néges dans les diverses assamblées élues. Plusieurs partis ont tenté sans succès, avec parfois l'appul de la puissance colonisle, de s'opposer à cette supremetis.

(5) Une étude de l'UNESCO publiée en 1973 faisait état de la création de deux mille villages ujeman depuis 1967, mais précisait : « St. l'on s'en tient d'une déjinition stricte du village socialiste, il existe peut-être à l'heurs cotucile moins de deux cents villages ujaman authentiques en Tanzanie, a Deux-études sur les relations entre groupes etimiques en Afrique : Sénégel, République unie de Tanzanie. UNESCO, Paris, 1873.

(6) Building Ujamaa Villages in Tanzania, université de Dar-Ex-Salaam, 1972.

(7) Un shilling tanzanien = 0,60 P.

(8) Voir notamment la revue African Development, Londres, Juliet 1974.







c'est « vivre ensemble », la seconde « travailler ensemble », et l'abjectif est « travailler pour le bien commun », c'est-à-dire l'ajamos. Certaines régions, précise le ministre, en sont déjà au deuxième, voire au troisième stade.

Mais si une échéance a été fixée pour la premiére phase — 1976, — il n'y en a aucune pour les deux autres. Ne court-on pos le risque de voir la suite du processus également rendue abligataire dans l'avenir? « Ujamoa est un idéal, et an se peut forcer les gens à occepter un et an me peut forcer les gens à occepter un ideal », répondent inlassablement tous les responsobles interrogés. Il s'agira ensulte d'un travail d'education, ajoutent-ils.

Les déplacements de population ne se sont pas produits sans bavures. Abstraction foite des « rameurs sangiantes » qui circulent dans les milieux diplomatiques occidentaux de Dar-Es-Salaam, plusieurs témoignages concordants font Stidam, piusieurs termoignages concordants tont état de vialences à l'égard de possans réfusant de quitter la « terre de laurs ancêtres » pour rejaindre des « villages placifiés » — selon la terminologie officielle, et qui ne sont parfois rien d'autre qu'un terrain en friche au tout est à bâtir. Salon ces témologies conservers course et écologies bâtir. Selon ces témoignages, cases et récoltes incendlées, intimidations physiques ont porfois été employées, dans le Sud, dans la région du lac Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, dans la Malawi, et dans la région de Mwanza, de la région de la région de Mwanza, de la région de le Nord-Ouest.

Des coopératives de distribution

DANS la pluport des cas, nous a expliqué un responsable gouvernemental regianal, ces exactions sont dues au «zele» mis por un commissaire régional (équivalent du préfet français) à foire appliquer les décisions du parti. Il s'agit pour eux, dans l'espoir d'être bien natés, « de présenter le plas fort pourceotage de « villogisa-

tion » du poys », poursuit notre interlocuteur, qui nous assure que ces responsables ont été limogés. Un important mouvement s'est effectivement pro-duit en janvier 1975 dans l'administration. Il semble bien, en tout cas, que de tels actes — qui ant parfais eté suivis de jacqueries paysannes — sont restes exceptiannels, comme poroit l'indiquer un débat au Parlement, en juin demier, et rop-porte por la presse, à propos de l'indemnisation des paysons dont les biens furent détruits pendant la compagno.

D'autre port, la coîncidence dans le temps entre l'impressionnant transfert de papulation et une vertigineuse de la production agricale due bequeoup plus à deux années consécutives de sécheresse — a incité certains experts internationaux, natamment ceux de la Banque mandiale à conseller l'arrêt provisoire de la « villagisation ». Ils estiment que, lorsque cette demlére est mal planifiée, la production agricole est bouleversée par une saison. En tout cos, ils n'ont pos été entendus por la gouvernement, qui paroit déterminé à conduire l'apération à son terme.

Parollèlement à la « villagisation », le gouvernament doit complétement réorganiser le secteur du commerce et de la distribution, traditionnellement aux moins de la minarité asiatique, comme dans les Etats voisins. Ce quasi-monapale, acquis du temps de la présence britannique, a toujours été contesté par les Africoins. De plus le mode de vie en vose clas des Pendjabi et des Goujrati a vite fait de transformer le problème economique en question rociale (9). C'est ainsi que, en Ougando, le président Amin, à la suite rêve, a expulsé en 1972 taute la communauté asiatique du pays (soixante mille personnes) dans le cadre de sa « guerre économique ». Cette decision demogogique, que M. Nyerere qualifia courageusement de « rociste », ne devait pas changer la nature sacio-économique du problème puisque, en Ouganda, c'est une bourgeoisie africoine qui contrôle desormais le commerce.

En Tanzanie, l'approche fut plus prograntique : ment à ce qui s'est produit dans d'autres poys moleure portie des quatre-vingt-dix mille Asiatiques ont apté pour la nationalité tanzanienne plutot que britannique. Cela se manifeste aujourd'hui par la présence d'un des leurs au gouverne ment, M. Amir Jamoi, ministre du commerce et de l'industrie, qui affirme ne porter qu'une longue,

Ensuite, le gouvernement a décrété en 1970 la socialisation du commerce, prononçant ainsi à terme la condamnation du secteur privé que contrôlent les Asiatiques. Leur première reconversion fut de se limiter au commerce de détail, des affices de commercialisation et les coopératives se chargeant des achats. Et malgré le sursis que leur laissent les difficultés de la mise en place à travers le poys, dans les villes comme dans les villages, de réseaux coopératifs de distribution et de vente, les Asiatiques se lancent maintenant dans les professions libérales ou, plus rorement, dans l'agriculture.

Les difficultés des coopératives viennent essen tiellement de l'impréparation des responsables à la gestion et au fanctionnement économique Ainsi, la plupart des magasins coopératifs des villes sont en faillite au maintiennent un équilibre précaire. De plus, la presse tanzanienne rapparte un nombre impartant de cos de détoumements de fonds par des responsables de coopérotives (10).

Les « bavures » de la « villagisation », comme les « difficultés » des coopératives, posent le problème du « leadership ». D'où proviennent les abus, les erreurs? Le président Nyerere, dont l'attitude personnelle, le mode de vie, attestent du dévouement à la couse qu'il défend, a tenu à mettre en place des « garde-faus » pour éviter la formation d'une bureaucratie et d'une « nauvelle

paix »), ovec ses quatre cent mille habitants, a grandi trop vite. Cette ville, soumise à l'influence musulmane, de même que taute la côte arientale, n'évoque certes pos une « métropole-vitrine », camma Nairobi au Abidian. Le contraste oppose les nambreux vestiges de l'époque colontale alle-monde Ivillas, ministères, hópital...) parmi les-quels se perdent quelques bâtiments modernes, et reste des habitations, pas taut à fait un bidonville. Dar-Es-Salgam demeure malgré tout une cité africaine. Mais sa craissance ne peut s'accamplir harmonieusement, tant jusqu'à présent elle a été anarchique.

Cependant le caût du tronsfert à Dodoma (3 700 millions de sh. sur dix ans) a fait réfléchir. Une visite à Dodoma en 1975 peut omener à se poser quelques questions sur l'opportunité de la décision, alars que l'an s'oriente plutât vers une diminution des dépenses d'Infrastructure au profit d'investissements directement productlfs. Le chemin de fer relie certes Dodoma à Dar-Es-Salaam et à Kigoma à l'auest. Mais avec ses vingt mille habitants, ses rues paussièreuses et son minuscule aéroport, elle ne possède pas l'infrastructure nécessaire à une copitale légauts, transports en commun, aéropart international...l. Habitué à rencontrer des détracteurs du projet,

porte-parole de l'administration chargée de bôtir la nauvelle capitale, M. Mapunda, se « justifie » aisėment : « La nouvelle ville — qui obritera environ trois caot mille personnes — illustrero la philosophie du pays. Ses futurs habitonts vivront dons des communautés de buit mille à dix mille personnes. Nous ne bătirons pos uoc immense metropole, mais une ville centrée outour de l'horamo. Dans cotre projet, les gens iront travailler à pied ou à bicyclette.

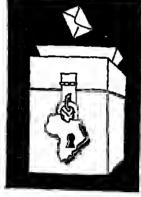
» De plus, la construction de lo capitale per-mettra de développer la région qui est particulièrement pauvre. Quent oux dépenses, environ la moitié d'entre elles étaient de toute façon nécessaires, le quartier géoérol de la TANU, le Parlement, plusieurs ministères ayant besoin de bâtiments oeufs. Ao lieu de les édifier à Dar-Es-Salaam, ville eogorgée, noos les construisons à Dodoma. D'autre part qui peut nous reprocher de créer un reseau de communications modernes reliant entre elles les régions du pays ? »
« Le climat est meilleur à Dodomo », nous

a affirmé de son côté un haut fonctionnaire, à court d'arguments!

Bien que le plan d'édification de la ville solt achevé et adopté, les travaux ont pris du retard. Paur le moment, la quartier général de la TANU — le seul bâtiment moderne de la cité — et les services du premier ministre ant fait le voyage à Dodoma. Et les fonctionnaires mutés à Dodoma n'accueillent pas taujours cette mesure comme une promotion!

Si la pénurie de ciment a considérablement ralenti les travaux, c'est la crise économique qui a porté le caup le plus dur ; en juin demler, le couvernement a décidé de suspendre pour un an l'ouverture de tout nouveau chantier.

La TANU, lieu de débat démocratique



« Un dirigeant de parti ou du vraiment être un soint! », estime un Européen qui a longtemps travaillé en Afrique de l'Ouest avant de s'installer en Tanzanie. « Le plus étonnant, ajoute-t-II, c'est que les Tanzaniens respec-

tent en grande partie le draconiea « code des dirigeants. » Adopté par le comité exéculif de la TANU en même temps que la déclaration d'Arusha en 1967, ce code Interdit à un dirigeant du parti au du gouvernement de percevoir deux soloires, d'occuper un poste de directeur dans une entreprise privée, de passèder des maisons qu'il louerait, etc.

Et le mot «..dirigeant » est pris dans un sens large, puisqu'il concerne, autre les responsables de rong élevé, les permanents des argonisations affiliées ou parti et les fonctionnaires des organisations para-étatiques. La direction de la TANU n'a pas hésité, à plusieurs reprises, à limoger des responsables coupables d'infractions au code.

Cette moralisation de la vie tanzanienne s'accompagne d'une politique des revenus et des impôts plus égalitaire, pulsque l'échelle des solaires, qui allait de 1 à 80 à l'indépendance, n'est plus, aujourd'hul, que de 1 à 15 (11).

Obsedés por le risque de voir se développer l' a africanisation des privilèges », comme presque partout ailleurs sur le continent, le président Nyerere et la direction du porti ont pris plusieurs décisions.

En 1973, les pouvoirs ant été décentralisés dans les régions et les districts, permettant ainsi d'établir des plans de développement et des budgets régionoux. « Plus proche du peuple, le pouvair se prête davaatage à la critique », commente le ministre de l'information et porte-porole du porti, M. Mwakawago. En juin de cette année, d'autre part, la Consti-

tution a été modifiée, instituont la supremotie de jure du parti sur toutes les affaires de l'Etat. Le réambule de la Constitution précise aussi que la Tanzanie cherche à créer un Etat socialiste. ≈ Plus d'ambigaîté, abserve le ministre, la philasaphie du parti condaira toat. Par ces changements constitutionnels - qui ne font qu'enteriner ua état de fait, - nous renforçous le pouvoir du peaple. »

De plus, une grande enquête publique a été lancée en 1975 afin de modifier le systéme judicipire.

Mais quel type de porti est danc la TANU, et quels sant ses liens avec le peuple? Nous recevant le porte-parole du parti vêtu d'un strict costume « man », explique que « la TANU vise avont tout à des changements rodicoux dans les zoaes ruroles au vit l'essentiel de notre peuple ». Qualle est l'idealogie de la TANU, pourquoi rejette-t-elle le marxisme? a Le socialisme artbodoxe a'a pas de place ici car notre peuple est à 96 % constitué de poyseus. Il n'y a pas de prolétariat en Tanza-

La TANU compte près de trois millions d'adhèrents, selan M. Mwakawago, qui souligne qu'elle n'est pas a an porti d'avant-garda, mais un parti de masse ». « Riea que le nombre de nos membres prouve que nous avans largement dépassé le cadre urbaia », remorque-t-il. C'est un fait que, dons de nombreux villages, le lang des rautes et des pistes, an aperçoit le petit drapeau vert borré de noir qui, planté sur le tait d'une cose, indique la maison du chef de cellule de dix habitations de

Né au caurs de la lutte nationaliste pour l'indépendance, la TANU, devenue parti unique en 1965, a cherché à carserver un fonctionnement democratique. Ses règles ant été établies par une commission d'enquête présidentielle chargée en 1964 d'établir un rapport sur l'établissement d'une « démocratie à parti unique » (12). Après une large consultation de la population, la commission a préconisé le système actuel : à chaque consultation, les électeurs ant le chaix entre deux candidats apportenant à la TANU, sur proposition des cellules de base. A plusieurs reprises, an a vu alnsi des ministres au vice-ministres se faire battre dans leur propre circonscription (13).

Un exemple du fonctionnement démocratique interne du parti naus est affert avec la déci-

sian de transférer la capitale de Dar-Es-Salaam, port industrieux sur l'océan Indien, à Dodomo, petite cité agricole située en plein cœur du pays. Un vaste débat national, engagé en 1973, qui s'est finalement soldé par la victoire des partisans du changement de copitale. La décision été ocquise, au niveau des branches de la TANU, par mille-dix-sept votes contre huit cent

Aujourd'hul encore, des rencontres avec des cellules du parti permettent de constater que le débat d'apinian a été réel et que les positions des uns et des autres sont blen ancrées

L'idée d'installer le centre de décision à Dodomo n'est pas nauvelle. Elle avait été plusieurs fois repaussée pour des raisons financières. Mais aujourd'hui un autre facteur, psychologique celui-là, a jauè. Dodama se situe en effet dons une région particulièrement pauvre, et ou, grace à une opération de grande envaraure lancée en 1971, plus de la maitié des poysans vivent en villages ujamaa. Depuis que la palitique du pays s'ariente en priarité vers le développement rurol c'était une raison nouvelle de transférer la capi-

En outre, Dar-Es-Salaam (la a maison de la

La sécheresse et le déficit commercial

Après une longue hésitation, le gou-vernement a finalement pris la décision ou mois de juin d'un an le demorrage du troisième plan quinquennal, la Tanzanle traversant

sa crise economique la plus grave pendance. Cette crise a plusieurs causes : d'abord le triplement de la facture pétrolière (600 millions de sh. en 1974 et 700 millions en 1975); l'inflation mondiale (20 % de majoration de prix pour tous les produits monufactures importes); et peut-être, surtaut, deux années de sécheresse qui ant rendu nécessaires des importations massives de céréales. La Tonzanle a dépense 800 millions de sh. pour les produits alimentaires en 1974, et 550 millions en 1975,

contra 220 millions por an entre 1970 et 1972. Mais le désastre a été évité. En navembre 1974, le président Nyerere lançait un appel dramatique : « S'il ae pleut pas l'année prochaine, nous risquans une famine terrible. » Il demondait aux Tanzaniens de tout mettre en œuvre oour profiter de la maindre gautte de pluie. Le parti arganisait alors une grande compagne intitulée « l'agriculture ; une question de vie au de mort », au moyen de la radia, de réunions...

Ce 5.0.5. fut pielnement entendu et, en juin 1975, la direction de la TANU pouvoit « adresser ses félicitations » oux poysons. Les résultats dépossaient les espérances : dans des villes comme Moshi au Bukoba por exemple, qui ont les plus forts taux de pluviosité, an pauvait voir, à cette époque, des plants de mais de 4 mètres de haut jusque sur les ronds-points... Le maindre jardin était planté, et les experts prévoyaient des récaltes recards dans certaines régions, permettant de compenser le déficit de celles au la pluie a encore fait défaut cette année.

Les estimations afficielles fant état d'une récolte de 1 million de tonnes de mais — l'allment de bose — contre 700 000 tonnes les meilleures années précèdentes.

Première conséquence de cette situation, les réserves monétaires étaient tombées en décembre 1974 à 56 millions de sh., salt moins d'un mals d'impartations. Cette année, les achats à l'étranger ont êté limités au strict minimum. Le déficit prévu de la bolonce des paiements pour 1975 bat tous les records : 770 millions de sh. C'est là le problème le plus préoccupant pour la Tanzanie, cor il l'oblige à recourir à des la félipation d'Aprillo 15 TANLI emprunts (dons la déclaration d'Arusho, la TANU insistait particulièrement sur l'aspect d'appoint que devait constituer l'aide étrangére).

Lorsqu'en décembre 1974 les réserves mané-taires sont tombées à leur niveau le plus bos, Tanzanie a été obligée de se taumer vers la Banque mandiale qui a immédiatement débloque un crédit de 30 millions de dallars. Au tatal, au cours de l'exercice financier 1975, le groupe de la BIRD lui a accordé des prêts d'un mantant de 76,7 millions de dollars, soit deux fais plus qu'au caurs de l'exercice précèdent. Au tatal, depuis 1963, la Tanzanie a reçu quelque 276 mil-

lians de dollars de la Banque. Ces demières années, les emprunts étrangers finançaient enviran 30 % du budget de l'Etat (contre plus de 60 % avant la déclaration d'Arusha), et le service de la dette n'accupait que 6 % du budget. Mais il semble inévitable que ces proportions augmentent sensiblement au cours des années 80 en rolson de la crise économique, Déjà en 1975-1976, les ressources extérieures contribuent à rolson de 55 % un financement du plan, et le service de la dette est passé à

La Chine papulaire, avec notamment la construction du chemin de fer TANZAM (cout : 400 millions de dollars prêtés à des conditions très favorables à la Tanzonie et à la Zambie), se place en tête des pays qui apportent leur aide à la Tanzanie (14). Majaré l'achèvement du chemin de fer en 1975, la Chine reste active, foumissant par exemple des systèmes d'adduction d'eau à plusieurs dizaines de villages L'U.R.S.5. el les pays eurapéens de l'Est, par contre, ne soni présents que quosi symboliquement (15).

Les pays scandinoves, de leur câté, sont d'autant plus appreciés qu'il s'agit de pays développes sans posse colonial en Afrique. Ainsi la Tonzanie arrive en tête sur la liste des pays aldes par la 5uède (16) et la Narvège.

Ces emprunts, accompagnés d'un réajustement de la stratégie économique, devraient, selan de nombreux experts économiques, permettre de troverser la crise actuelle.

120 dollars par tête

SI les arientations du traisième plan prévoyaient dejà une forte augmentation des investissements dans les secteurs agricole, industriel et minier (40 % contre 16 % les dix dernières années), celle-ci sera plus sensible encare au cours de cette année de transition (jusqu'à 46 %). « Le secteor agricole, explique un économiste tanzanien, n'était pas jusqu'à présent suffisemment arganisé pour que les investissements gou-vernementeux soient rentables. Aujourd'hai il devient possible de créer une infrastructure commune (puits, irrigation, dispensoires...) car les gens sont réunis au en voie de l'être. »

Jusqu'à 1973, l'économie connaissait une craissonce roisannable, mais sans daute Insuffisante en raison de la port importante donnée aux dépenses d'Infrastructure et sociales. Depuis 1973. et probablement pendant encore un au deux ans. il sera à pelne possible de compenser l'augmentation de la population (2,7 %).

Mais quels sont les atauts de la Tanzonie? Classée parmi le groupe des vingt-cinq pays les plus défavorisés du monde, ovec un produit notio-nal brut par habitant de 120 dollars par an, la Tonzanie a cependant de réelles possibilités de

D'abord la production alimentaire paurrait, avec des conditions climatiques favorables, aug-menter ropidement. L'autosuffisance en sucre pour 1977 et en céréales (surtout mois) pour 1980 constitue les abjectifs du gauvernement. Paur y parvenir, la production, qui a augmenté de 3 % an en moyenne depuis l'indépendance jusqu'en 1973, devrait croître de 6 % par an. En consacront 25 % de ses investissements à l'agriculture, la Tanzanie semble s'en danner les moyens.

D'autre port, la hausse des prix du pétrole a au moins une conséquence bénéfique : l'aux mentation des coûts de revient des produits synthétiques a entraîné un accraissement de la demande sur le marché international paur certaines productions du pays. Par exemple, le sisal et le pyréthre, dont la Tanzanie est l'un des premiers producteurs du monde, ou encore les peaux, au elle figure dans le groupe de tête pour l'Afrique. La Tanzanie produit également du café,

du thé, du coton, des noix de colou, etc., mais ne s'attend pas, pour ces produits, à des hausses sensibles des cours mondiaux

La plus grande usine du monde de transformotion du sisal len ficelle, sacs, baches...) est actuellement en construction en Tanzanie, en e joint venture » avec le Mexique. Deux usines de traitement du pyréthre (en insecticide pour l'agriculture) sont également en cours d'édificotion oinsi que deux tanneries supplémentaires qui permettront de traiter dans le pays 80 % des peaux auparavant exportées brutes.

Mais à côté de cette industrialisation de substitution oux Importations et d'utilisation des matières premières agricoles, un grand projet d'industrie lourde voit actuellement le jour grâce à l'aide chinaise. En effet, le trocè du chemin de fer TANZAM, reliant Dar-Es-Salaam à la « copper belt » zambienne, passe a 250 kilomètres de gisements de charbon et de mineral de fer situés à Tukuyu et Chunya, dans le sud-est de la Tanzanie, et qui n'avaient jamais été explaités en roison de leur élaignement.

Aujaurd'hui Pékin a accepté de construire le raccordement de chemin de fer et d'aider la Tanzonie à manter son industrie sidérurgique

Cela contredit, sl besoin était, l'affirmation por certains de l'Inutilité économique de la ligne de chemin de fer depuis l'accession à l'indépendance du Mazambique, et danc de l'auverture de ses frontiéres au transit du auvre zambien. D'abord la Zambie, qui est engagée paur moltié dans le financement du TANZAM, n'a aucun intérêt à y renoncer; d'autre port, la liaisan va permettre la mise en valeur de nouvelles régions enclavées des deux pays et l'explaitation des richesses minières de Tanzanie.

(Lire la suite page 12.)

(9) Voir plus précisément l'étude de l'UNESCO déjà citée sur les relations ethniques en Tanzanie. (10) Par exemple, le Daily News de 18 mai 1974 annonce le limogeage de mille huit cent trente-trois responsables de coopératives coupables de pertes financières dans la région de Mwanza. L'édition du 21 mars 1974 éroque de son côté les immenses difficultés des magasins coopératies. (11) Arrivan development, juillet 1974. (12) Report of the Presidential Commission on the Establishment of e Democratic One Porty State, Dar-Es-Salaam, 1973.
(13) Sur les élections, voir l'article de Denis Martin Cans la Revue française de science politique, n° 4 août 1975.

Martin Cans la Revue française de satence politique, n° 4 soût 1975.

[14] En 1971, l'alGe chidoise, eq comptant le TANZAM, représentait 70 % Ou total de l'aide étrangère En 1975, cependant, autoure sourre d'aide de représente plus de 25 % du total.

[15] Paisant en 1973 une prospective sur l'aiGe étrangère à la Tanzanie en 1975, M. Mauya, ministra ces finances, avait ainsi énuméré les acurces C'aide privisibles Chine, pays scandinaves, Banque mondisie, R.F.A., Pays-Bas, « et peut-être les Etats-Unis et l'U.R.S.S. »...

[16] L'aiGe suédoise est passée de 335 millions de sh en 1974 à 450 millions en 1975.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : ret, directeur de la publication. 5, r. des Italie PARIS-IXº Reproduction interdite de tous arti-cles, sauf accord avec l'administration

L'organisation du secteur industriel qui ne fournit encore que 10 % du P.N.B., et aù les investissements sont pour 84 % le fait de l'Etat, parfois en association majoritaire avec un graupe étranger — a subi une totale mutation

d'Arusha. Avant 1967, la porte était ouverte aux capitoux étrangers, et l'Etat se contentait, par l'intermédiaire de sa Corporation nationale du développement (N.D.C.), de combler les trous laissés par le secteur

Depuis le changement de cap, la N.D.C. est chargée de créer un « secteur ladustriel socia-liste ». La Corporation reçut d'abord la tache de gérer toutes les entreprises nationalisées. Puis, la charge étant trop laurde, de nouvelles corpo-rations ont été créées, la NAFCO (agriculture et alimentation) en 1969, la STAMICO (mines) en 1973, la SIDO (petites industries) en 1974, etc. En six ans, sept carporations pora-étatiques ont été instituées, disposant chacune d'un plan de dévelappement propre à sa branche, sous la responsabilité d'un ministère.

De plus, l'occent est également placé sur la creation de petites industries dans les villages, en utilisant des matières premières locales.

Mais l'étatisation ne représente pas une fin en sol. Plusieurs décisions, ces dernières années, tendent à donner à l'entreprise tanzanienne un visage quasi unique en Afrique.

Dès 1970, des comités et conseils de travoilleurs sont apparus dans les usines. Décision venue d'en haut? Peut-être, mais la vague de confilts dans les entreprises en 1972-1973 a bien montré que les ouvriers entendaient jouir de la possibilité de prendre la parole. Le conseil de travailleurs, sans disposer — encore — de pouvoir de décision, est consulté par la direction sur laquelle il exerce un contrôle permanent. Ainsi, par exemple, dons les usines dirigées par des étrangers, il existe un comité des «expatriés» chargé de vérifier s'ils effectuent honnêtement leur travall. Les conseils ont plusieurs fois obtenu le départ de responsables — tont tonzaniens qu'etrangers.

Lies arganiquement à la centrale syndicale unique, la NUTA (Union nationale des travailleurs du Tanganyika, créée il y a douze ans pour rem-placer la fédération des travailleurs dissoute en raison de l'appui de ses dingeants à une rébellion de l'armée), les conseils élus se sont imposés en quelques années comme un élément important du pauvoir dans l'entreprise.

Le président Nyerere lui-même avait donné le coup d'envoi de la compagne de création de comités et de conseils de trovailleurs, en inqu-gurant en 1970 l'usine textile « Friendship », construite par la Chine populaire.

Un an plus tard, une nouvelle directive présidentielle décidait qu'une heure par jour, prise sur le temps de travail, serait désormais consacrée à l'éducation des ouvriers.

Progressivement mis en place à travers le pays, ce système semble actuellement appliqué dans presque toutes les entreprises. Le « worker's education officer > rencontré dans une usine du nard du pays nous en explique les applications. Agé d'une trentaine d'années, il a décidé — après quelque temps dans l'enseignement — de se consocrer à la « farmation professionnelle » dans le but, dit-il, de « danner aux travailleurs les moyens de participer à la gestian de l'entre-prise et aux prises de décision ». Le programme de formation répond à des situations très variables. Alnsi, sur deux cents ouvriers, huit n'avaient jamais fréquenté l'école. Deux ouvriers parvenus en fin de scolarité se chargent de leur apprendre à lire et à écrire. Ensuite une solxantaine d'ouvriers suivent des cours de chimie directement liés à leur travail quotidien. Les cours sont donnés par... les chefs d'atelier. D'autres encore s'initient à la mécanique, à la sténa, à la comptabilité, etc.

En tout, cent soixante-dix solaries de l'entreprise participent, comme enselanants ou élèves, à la formation professionnelle. « Pea de pays déve-lappés consagrent autent d'efforts à la promotion des individus », lance fièrement le responsable du programme dans l'usine!

Certains dans le pays se plaignent évidemment de la charge trop lourde que cette heure de travail en mains foit peser sur les entreprises. De même ils déplorent que, pendant quatre-vingt-dix jours par an, tous les membres de la TANU, hommes et femmes, quittent leur travail deux heures plus tôt pour participer à l'entralnement de la milice populaire qui, depuis sa création en 1971, comprend tous les adhérents du parti et des volontaires. s'engageant à fournir le matériel scolaire et les

enseignants.

Mais an manque de professeurs. Le vice-ministre de l'éducation, M. Mbembele, a récemment déclore qu'il faudrait quarante mille sept cent vingt-trais nouveaux enseignants pour que chaque jeune Tanzanien puisse suivre les sept années d'enseignement primoire. Pour pallier cette pénu-rle, le gouvernement offre une formation accélérée aux jeunes bachellers. Il envisage de faire appel aux retraités et de mobiliser les élèves des classes supérieures pour aider leurs cadets.
La Tanzanie, comme tous les pays du tiers-

monde au lendemain de l'Indépendance, a hérité d'un système d'éducation de type colonial ne tenant pas compte des réalités du pays. Dans un texte intitulé « Education for Self Reliance », publié en mars 1967, le président Nyerere trace les grandes lignes de la politique qu'il prêconise. Il part tout d'abord d'un postulat : la Tanzanie est un pays essentiellement agricole et l'agnculture restera pendant de nombreuses années encore la ressource principale du pays. La plupart des Tonzoniens doivent donc se tourner vers ce

Les établissements scolaires s'inspirent du système ujamaa. Ils doivent être productifs et se suffire à eux-mêmes. Actuellement, chaque école, chaque lycée possède son shamba (champ), que les élèves viennent régulièrement cultiver. Certoines écoles se consacrent également à des pro-ductions artisanales, d'autres élèvent du bétail. En réalité, les établissements porviennent rare-

ment à subvenir à leurs besoins. L'arganisation des études montre chez Nyerere un désir d'éviter la création d'une couche d'intellectuels coupés des masses et cultivant un mépris du travail manuel, ainsi qu'une volonté de former des travailleurs et non des « intellectuels frastrés », seion sa propre expression.

A quinze ans, les Tanzaniens quittent l'école dans leur grande majorité. Il faut donc que l'école primaire constitue un tout, qu'elle forme les jeunes à la vie et au travail — agricole principalement — et ne soit pas une simple préparation à l'ensei-gnement secondaire, comme c'est le cas actuelle-ment dans les pays industrialisés.

Ce même souci de valoriser le travail manuel a poussé la TANU à décider qu'à la rentrée 1975 seuls les étudiants ayant travaillé au moins deux ans pourraient s'inscrire à l'université de Dar-Es-Salaam. La sélection d'entrée se fait désormals à partir de rapports établis par l'emplayeur, par la TANU, et ensuite sur examen de la scolarité

La plupart des étudiants logent dans des cités universitoires. Tous reçoivent 400 sh. par mois ; 20 sh. de plus que le salaire minimum, faisait récemment remarquer la TANU à ceux qui réclamaient une augmentation...

« De la naissance à la mort, chaqua cier de l'éducotion... » « Un pays

dont le peuple n'appread pas an n'utilise pas ses connais ua peuple pouvre et arriéré. Cette nation sera toajoars ea danger d'être explaitée, contrôlée par es autres... Vivre c'est apprendre, - et apprendre,

« Mwalimu » a toujours sculigné l'importance de l'enseignement, qu'il considère comme une condition « sine qua non » du développement économique. L'éducation, dit-il encore, concerne les jeunes, mais aussi les adultes. « Nos enfants n'auroat pas d'effet sur aotre développement économique avant ciaq, dix au même vingt ans. Ea reveache, l'attitude des adultes influe des à présent », devoit-il expliquer en 1961 au Parlement, lors de la présentation du premier plan du pays. Mais il fallut attendre 1970, décrété « année de l'éducation des adultes », pour le lancement d'une opération d'envergure nationale. A cette date opparaissent un peu partout, au bord des routes, au pied d'un arbre, dans les villages, des tableaux noirs sur lesquels un instituteur, un étudiant ou un volantaire enseigne à lire à un groupe d'adultes.

En 1971 , on comptait plus de 70 % d'analphabetes. Selon l'abjectif fixe, tout le monde devalt pouvoir lire et écrire à la fin de 1975. On peut déjà dire que le port n'a pos été tenu. « Il ne faut cependant pos conclure à un échec, abjecte le révérend Daniel Mbunda, directeur de l'institut pour l'éducation des adultes, bien au contraire : malgré le macque de prafessours et de moyens, nous avoas alphabétisé plus de 50 % de la population. >

Un large appel à la radia et dans les journaux a permis de recruter des valontaires, et quelque quotre-vingt mille ensaignants ont été formés dans des séminaires de deux ou trois semaines. La campagne a touché plus de cinq millions de personnes, « Le véritable mouvement de masse en faveur de l'éducation des adaltes ainsi créé qu'à la disparition totale de l'ignarance », explique le reverend Mbundo.

Les enseignants emploient l'alphabétisation fonctionnelle, méthode liée aux projets de développement économiques et sociaux. Chaque programme correspond aux besoins particuliers du groupe d'élèves : ainsi le matériel des ouvriers d'usine diffère de celui des paysans ou des pêcheurs. Ils utilisent la langue nationale, le swahill. Journaux, radio, livres,... tous les moyens nationaux sont mobilisés. Les programmes servent éaalement de support à des campagnes de sensi-

.

2001

tan Taus

n. .:

1225

rietn=

"Apprendre, c'est essayer de vivre mieux"

bilisation, telle que « la nourriture, c'est la vie », lancée cette année pour attirer l'attention de la population sur la malnutrition et lui Indiquer les

En 1969, le président Nyerere estimait qu'il faudrait attendre 1989 pour que tous les enfants aillent à l'école. En novembre 1974, cette date a été avancée à 1977. A cela plusieurs

raisons : 50 % des jeunes Tanzanlens ne sont toujours pas scolarisés. Il faut fournir un sérieux effort pour que l'idéal de l'école universelle dant se réclame « Mwolimu » devienne réalité... De toute façon, si la « villagisation » s'achève en 1976 comme prévu, la scolarisation obligatoire dans le primaire devient possible. En effet, chaque village qui se crée dalt construire son école, l'État

Entre la Chine, le Kenya et l'Afrique blanche

Le prestige et l'influence de la Tonzanie, à l'échelle de l'Afrique mals aussi au-delà, est hors de proportion a v e c l'Importance situation strate-

Alors qu'elle combattait pour l'indépendance du Tanganyika, la TANU a toujours professé un panafricanisme militant.

Ainsi Nyerere avait-il proposé de retarder de quelques mais l'accession de son pays à l'indépendonce ocur que les trois Etats d'Afrique arientale (Tanganyika, Ouganda, Kenya) deviennent souverains le même jour et forment une fédération. Cette Idée ayant échoué, le 26 avril 1964 le Tanganyika et Zanzibar décidalent de créer la République unie de Tanzonie, un des seuls regroupements sur un continent qui se mar-

Le marché commun institué entre les trois pays d'Afrique de l'Est, dès leur indépendance, fonctionne aujourd'hui à grand-peine. Si le renversement en 1971 de Milton Obote par le général Amin (devenu depuis maréchal) a gelé les relations entre la Tanzanie et l'Ouganda, ou point que les deux pays ont failli entrer en guerre en septembre 1972, les principaux blocages viennent en fait du Kenya, aù un capitalisme sauvage a livré aux Interêts étrangers les principaux leviers de l'économie, tandis qu'en Tanzanie le socialisme réformiste du début se radicalisait de plus en plus. A tel point qu'oujourd'hul la rupture opparaît

Les nombreuses propositions tanzaniennes de créer une fédération politique ont toujours reçu une fin de non-recevoir de la part de Nairobi. Et, en juin demler, l'attorney general du Kenya, l' « homme fort », Charles Nianja, déclarait au Parlement que « tous ceux qui souhaitaient voir la création d'aue fédération palitique en Afrique arientale devaient oublier à jamais leur rêve »...

Pourtant, la Communauté d'Afrique de l'Est était parvenue à une intégration économique assez avancée, qui en faisait un des principaux regroupements regionaux du tiers-monde (17).

Aux controdictions entre les modes de pement, s'est ajauté le problème (di Amin. Tout, dans le tempérament comme dans la politique, oppose en effet Nyerere au président pugandals, et l'absence remarquée de la Tanzonie ou « sommet » de l'O.U.A., en juillet dernier à Kampola, n'a surpris personne. Le maréchal a d'ailleurs profité de l'occasion pour inviter en Ouganda l'ancien ministre tonzanien des affaires étrangères, Oscar Kambona, qui vit en exil à Londres depuis le virage socialiste de la Tanzanie en 1967 (18).

Aux côtés des nationalistes

CEST vers le sud que se toume désormais la Tanzanie, vers le Mozambique et la Zambie. Les liens tissés entre dirigeants tanzaniens et nationalistes mozambleoins pendant les douze années de guérilla, au cours desqueiles le siège du FRELIMO se trouvait à Dar-Es-Salaam, ont créé une amitié durable. Somora Machel a réservé à Nyerere sa première visite afficielle en tant que chef d'Etat, et « Mwolimu » fut le premier à faire le voyage à Can-Phumo (ex-Lourenço-Marques) oprès l'indépendance, où il était occuelli comme un « fidèle compagnon d'armes ».

Avec la Zambie, au-delà des affinités per-sonnelles entre les deux humanistes que sont Kaunda et Nyerere, c'est l'engagement commun oux côtés des notionalistes d'Afrique oustrale qui favorise le rapprochement. Dar-Es-Salgam et Lusaka abritent, la première, le comité de libération de l'O.U.A., la seconde le siège des mouvements de libération d'Afrique du Sud, de Rhodésie et de Namibie. En outre, une grande œuvre commune les unit, le chemin de fer TANZAM, grâce auquel le culvre zambien ne dépend plus pour son acheminement des deux Etats de « Afrique blanche ».

Si les trois pays n'ant pas exactement la même position sur le règlement de l'affaire rhodésienne et sur le « dialogue » avec Pretaria pour tenter d'y trouver une solution pacifique, ils ont malgré tout agi de concert, avec aussi le Baiswana, pour tenter d'unifier les quatre tendances des natio-

Sur le plon international, souvent qualifiée de « pro-chinoise » ou de « satellite de Pékin », la Tanzonie, bien que liée à la Chine papulaire par un traité d'amitié signé à Pêkin par Nyerere en 1965, mêne une politique étrangère farouchement indépendante. Elle en a donné la preuve à plusieurs reprises, et c'est ainsi que le chemin de fer vers la Zambie, souvent présenté comme le symbole de l'influence chinaise, se double d'une route construite par..., les Etats-Unis (19).

Par les changements radicaux qu'elle a introduits à l'intérieur, et malgré ses immenses difficultés, l'expérience tanzanienne peut apporter plusieurs enseignements, notamment à des États comme le Mazambique ou les Comores, au le mode de développement reste à définir. Il ne fout toutefols pas sous-estimer les porticularités du pays (qui lui ont été favorablesi comme l'inexisnce d'une bourgeoisie nationale au moment de l'indépendance, l'absence d'un groupe tribal dominant, l'unité linguistique...

Dans un rapport sur l'agriculture tanzanienne que lui avoit demandé en 1967 le président Nyerere, le prafesseur Dumont décrivait ainsi les nécessités du développement socialiste : « Un haut niveau de moralité, le contrôle de l'economie par l'Etat (mais pos sa gestion totale), et une élite capable de promouvoir la développe-ment (...) (20). » Le développement socialiste, disait-il, est « ane tache nable et difficile ». cher, tirant des leçans de ses échecs, mais sans s'écarter des abjectifs qu'elle s'est fixés.

(Copyright le Monde diplomatique, Christiane Chombeau et Pierre Haski.) (Dessins de PLANTU.)

(17) Voir à ce aujet le Monde diplomatique d'août 1972 : « Les difficultés de l'intégration économique sur le continent efricain. » (18) Voir le Times de Londres, 14 août 1975. (18) Alan Hutchison, qui e longtemps été le seul correspondant de la presse occidentale à Dar-Ex-Salasm, donne plusieurs exemples des manifestations d'indépendance de Nyorze, même à l'égant de le Chine populaire, dans son livre très documenté : Chine's African Revolution, Ed. Hutchinson, Londres, 1975.

Londres, 1975.

(20) Tentanian Agriculture after ther Arusha Declaration, par René Dumont, publié en 1969 par le ministère des Affaires économiques et de la planification du développement, Dar-Es-Salaam.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur Ce la publication : JACQUES PAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en france) Stranger 73

PAR AVION (Abonnement et taxes) Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algèrie, Maroc et Tunisis

Maroc et Tunisis 57

Afrique francophona, Guadaloupe, Guyane française, Martinique, Beunion 96

Comorsa, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonia, Nouvelles - Hébrides, Polynésie française, Camboda, Saint-Pierre - et - Miquelom, Wallis et Puruna 116

Arabie Sacudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 191

Birmanie, China, Corés, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malise, Mongolie, Philippinas, Singapour, Taiwan, Timor, Thallande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays G'Océanie 148

Autres pays d'Afrique, d'Amé-

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 (Cheque postal: Paris nº 4207-23) Tel. Rédaction : 770-91-29 Tél. Publicité : LAF. 05-02 élex : Le Monde 650-572 Paris Adr. télégraphique : Jourmonde Paris

automobiles PEUGEOT Distributeur officiel pour la vente : aux Merabres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales aux Clients se randant en Franco. Exclusivement immatriculations speciales CD et TT CAMBACÉRÉS ● 75362 PARIS CEDEX 08 ● 🕿 742.77.39 ● Telex Peujoxa 280.426

A CONTRACT OF THE PARTY OF

No. of the second

West war a pre-Same of the

VINGT ANS

··:· -.

LES TROMPE-L'OEIL DU DÉSARMEMENT

E 20 décembre 1961, sur proposition des États-Unis et de l'Union soviétique, l'Assemblée générale des Nations: unies adoptait la résolution 1722 ; XVI) approuvant la déclaration commune par laquelle ces deux puissances avaient, le 20 septembre précédent, énuméré les principes d'un chies des dix-huit puissances sur le désarmement qui, plus fard, s'élargirait et se rebaptiserait Confèrence du comité des dix-huit puissances sur le désarmement qui, plus fard, s'élargirait et se rebaptiserait Confèrence du comité du dérarmement (C.C.D.), Celle-ci ne constitue pas un organe de l'ONU, mais l'Assemblée génerale lui communique ses recommandations et étudie son rapport annuel.

annuel.

Four qui connaît l'importance de la présidence dans les assemblées internationales, il est significatif de noter que la C.C.D. est soumise à une coprésidence occupée en parmanence

par un Soviétique et un Américain. Ainsi, dès le départ, le ton était donné : rien ne serait élaboré qui n'aurait l'agrément de Washington et de Moscou. Dès lors, eucun projet de traité ne sera engendré dans cette enceinte sans avoir été précédé d'une proposition déposée en commun par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Ces instruments de portée universelle contiennent ce que l'on appelle des « mesures collatérales » de désarmement, terme abusif qui ne recouvre, jusqu'à oe jour, aucune réduction significative des armements. Leur fonction réelle a été soit de consacrer en droit des inégalités de fait, soit, sous couvert de quelques limitations, de donner une assise légale à la course aux armements dans des secteurs où elle était jusque-là juridiquement contestable. Cela explique que ni la France ni la Chine n'ent souhaité a'associer à ces travaux.

Fermer l'accès au "club nucléaire"

Le traité de Moscou du 5 août 1963
L'interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans
l'espace extra-atmosphèrique et sous
l'eau est moins le résultat des travaux du comité des dix-huit puissances que de la négociation menée
directement entre Washington, Londres et Moscou. Ses signataires renoncent à effectuer toute explosion
nucléaire ailleurs qu'en milieo souterrain (article premier). Cela ne pouvait
guère gèner les trois grandes puissances nucléaires de l'époque: leur
technologie avancée les dispensait de
poursuivre les expériences en atmosphère et leur permettait de se limiter
désormais à des essais souterrains.
Pour les autres Etats, ratifier le traité
équivalait à remnecer à la mise au
point de l'arme nuclèaire ou à la
retarder considérablement.

Après cette première étape, les deux super-puissances vont accentuer leur effort pour fermer l'accès au « club nucléaire ». Celà aboutira à la signature, le ler juillet 1968, du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dont la philosophie, profondément inégalitaire, saute aux yeux du lecteur le plus distrait. Les puissances nucléaires signataires s'engagent à ne transfèrer à quiconque des armes nucléaires et autres dispositifs nucléaires explosifs ou leur contrôle, et à ne pas alder ou inciter d'autres Etats à les fabriquer ou à en acquérir le contrôle (article premier). Les Etats signataires non nucléaires s'engagent à ne pas accepter le transfert et à ne pas fabriquer ou acquérir la possession ou le contrôle d'armes nucléaires et de dispositifs uncléaires explosifs. Ils renoncent, de même, à rechercher ou recevoir une aide pour leur fabrication (article 21. Ils doivent, en outre, négocier avec l'Agence internationale de l'énergie atomique un accord permetiant à celle-ci de vérifier que l'énergie nucléaire utilisée à des fins pacifiques n'est pas détournée vers des

Transfer White

Ancune procédure de contrôle ne s'applique, évidemment, aux activités des puissances nucléaires. On proclame le droit inaliénable de chaque partie de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et chaque Etat s'engage, d'ailieurs, à faciliter l'échange d'équipements, de matières et de renseignements sclentifiques et technologiques l'article 41. Cette disposition était primordiale pour les puissances moins avancées

dans le domaine nucléaire. Elles pouvaient espérer l'invoquer pour obtenir qu'en échange des privilèges obtenus les Grands leur accordent une assistance réelle dans le développement de leurs activitée nucléaires pacifiques. M'a l'heureusement, l'exploitation de l'énergie atomique à des fins civiles a été, en grande partie, accaparée par des firmes privées, qui définissent leur attitude en fonction des règles habituelles de la compétition commerciale. Les échanges ont, en outre, été entravés par le secret entourant la production de l'uranium enrichi.

Par l'article 6, « chacune des parties s'engage à poursuivre de bonne joi des népocintions sur des mesures efficuees relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficuee ». Cette disposition devrait, évidemment, pesér plus lourd sur les puissances nucléaires qui assument les plus grandes responsabilités dans la course aux armements et la conduite des négociations. Elle pourrait, elle aussi, constituer un contrepoids aux avantages concédés par les puissances non nucléaires dans l'intérêt de la paix. Sur cette base, le traité constituerait un engagement réciproque entre puissances nucléaires et non nucléaires, les dernières pouvant se libérer de leurs obligations si les premières violent les leurs, c'est-à-dire ne s'orientent pas vers le désarmement nucléaire, seul susceptible d'offrir à tous un commencement de sécurité.

Au cours de l'examen du traité par l'Assemblée générale des Nations unies, en 1968, de nombreuses délégations insistèrent sur les obligations ainsi contractées par les grandes puissances et demandèrent qu'elles se concrétisent par l'interdiction complète des essais nuclèaires, l'arrêt de la fabrication des matières fissiles et des armes atomiques, l'interdiction d'employer celle-ci, la destruction des stocks. Les grandes puissances sont évidemment beaucoup plus réservées quant à la nature et à l'étendue de leurs obligations. Leur désinvolture, à cet égard, s'affirma tout au long du débat au cours duquel l'Assemblée générale des Nations, unies décida de recommander la signature et la ratification du traité. En effet, à cette occasion, de nombreuses délégations exprimèrent de vives préoccupations

Par MICHEL VINCINEAU *

relatives à leur sécurité dens une situation où l'inégalité des nations était
juridiquement consacrée. En guise de
réponse, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne affirmèrent, dans une déclaration identique, qu'une agression nucléaire contre
un Etat non doté d'armes atomiques
ou la menace de pareille agression les
condulrait à agir immédietement, au
sein du Conseil de sécurité, pour prendre les mesures prévues dans la
charte des Nations unies. De même,
le Conseil de sécurité adopta, le
19 juin 1968, par dix voix contre zéro,
avec cinq abstentions, la résolution 256,
où il reconnaît qu'une agression nncléaire ou la menace d'une telte
agression contre un Etat non doté
d'armes atomiques créerait une situation lui imposant d'agir immédiatement, conformément aux obligations
contenues dans la charte.

De nombreuses délégations estimèrent ces textes insuffisants et superfétatoires par rapport à la charte. Cespromesses suscitérent aussi le scepticisme de ceux qui rappelèrent le droit de veto dont sont dotés les membres permanents du Consell de sécurité, c'est-à-dire, précisément, les puissances nucléaires. Beaucoup auraient préféré que ces dernières s'engagent clairement à ne jamais utiliser l'arme atomique contre des Etats déponrvus de celie-ci.

La philosophie et les arrière-pensées des grandes puissances apparaissent aussi dans les autres mesures
dites collatérales de désarmement,
notamment dans le traité relatif à l'espace, plus encore dans celui
qui concerne le domaine maritime.
Le traité du 27 janvier 1987 sur les
principes régissant les activités des
Etats en matière d'exploration et
d'utilisation de l'espace extraatmosphérique, y compris la Lune et
les autres corps célestes, prohibe toute
militarisation des corps célestes, dont
l'utilisation est expressèment et excinsivement réservée à des fins pacifiques. Il est notamment interdit d'y
aménager des bases et installations
militaires ou des fortifications, d'y
effectuer des manœuvres ou des essais
d'armes de tous types, d'y placer des
armes nuclèaires ou de destruction
massive. En ce qui concerne l'espace,
les parties g'engagent à n'y placer ou
mettre en orbite autour de la Terre
aucun objet porteur d'armes nucléaires ou d'armes de destruction
massive (article 4) : ici l'interdiction
ne s'applique ni aux armes classiques,
ni aux satellites de reconnaissance, ni
aux manœuvres ou expériences militaires, ni même au transit d'armes de
destruction massive.

Ainsi donc, s'il ne faut pas negliger ce qu'interdit le traité, il convient de rester attentif à tout ce qu'il autorise par ricochet. En effet, il est certain que ses inspirateurs ne manqueront pas de considérer désormais comme permis ce qui n'est pas expressement prohibé. Cela n'était pas nécessairement possible auparavant. En effet, dans la résolution 1962 (XVII) du 13 décembre 1962, l'Assemblée générale des Nations unies avait déclaré que l'espace extra-atmosphérique devait être utilisé dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ceta ne semblait certes pas inclure les seuls Etats

* Chargé de cours é l'université de Bruxelles. techniquement très avancés, c'est-àdire, au premier chef, les grandes puissances nucléaires.

sances nucléaires.

Les mêmes remarques peuvent s'appliquer au traité du 11 février 1971 interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur soussol. Le principe de liberté sous-tendant le régime juridique de la haute mer ne doit pas se confondre avec une anarchie permettant à chacun de faire n'Importe quoi. La convention de Genève du 29 avril 1956 précisait blen que chacun doit exercer cette liberté en tenant compte de l'intérêt d'autrui. Peut-on concilier cet article avec la construction d'installations militaires? La chose était d'autant plus douteuse que l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté, depuis 1967, diverses résolutions réservant l'utilisation du lit des mers et du fond des océans à des fins uniquement pacifiques et au bénéfice de tous. Nombre d'Etats, notamment du tiers-monde, étalent donc encilns à considèrer comme illégaux les usages militaires du fond des mers et de leur sous-sol.

Le traité de 1971 s'inscrira dans une

Le traité de 1971 s'inscrira dans une optique relativement différente. Les signataires s'engagent à ne placer ou installer sur le fond des mers et des océans, et dans leur sous-sol, aucune arme nucléaire ou de destruction massive, ni aucune construction ou installation comçue pour le lancement, le stockage, les essais ou l'utilisation de telles armes. Il fut bien précisé, au cours des négociations, que l'interdiction ne s'appliquait qu'anx installations permanentes, ce qui excluait les sous-marins lanceurs d'engins nucléaires, même si les possibilités actuelles de la technique leur permettent de s'ancrer et de s'immobiliser durant des périodes fort longues. Inutile d'insister sur l'importance de ces sous-marins, difficilement repérables. Ils donnent aux puissances qui les détiennent la quasi-certitude de pouvoir riposter à toute attaque, aussi surprenante ou massive soit-elle. Les prohibitions édictées par le traité ne s'appliquent qu'au-delà d'une bande de douze miles calculés à partir des côtes (article 2). On avait demandé qu'à l'intérieur de cette frange, seul l'Etat riverain soit habilité à placer des installations militaires. Les grandes puissances s'y opposèrent, afin de se réserver la possibilité de se livrer à de telles activités au large des côtes de leurs alliés. Nombre de délégations à la C.C.D. relevèrent que seules quelques puissances maîtrisent actuellement les techniques de la stratégie maritime : dès lors, un accord entre

elles auraient suffi. Mais un traité à participation quasi universelle donne à ces activités une licéité que ne pouvait leur conférer un accord limité à quelques participants.

Cet instrument aurait pu acquérir un caractère vraiment multiletéral dans le domaine du contrôle. On comprend, en effet, l'intérêt que revêt pour toutes les puissances le possibilité de vérifier la nature des activités qui se déploieraient au large de leurs côtes. Mais toutes ne possèdent pas les moyens techniques indispensables pour y procèder. En conséquence, plusieurs Etats demandèrent aux grandes puissances de leur garantir leur aide dans cette surveillance. Ils n'obtinrent qu'une vague promesse de consultation et de coopération, avec un appel possible au Conseil de sécurité (article 3), ce qui n'ejoute rien aux compétences dont la charte des Nations unies investit ce dernier. Tout aussi significative se révèle l'ettitude des grandes puissances qui s'opposèrent longtemps à l'introduction, dans le traité, d'une clause prèvoyant la poursuite des négociations de bonne foi, afin de prévenir une course aux armements dans le domaine maritime. Il failut une pression extrêmement vive des Etats du tiers-mondie pour que les Etats-Unis et l'Union soviétique consentent à inclure cette disposition dans la quatriéme mouture de leur projet commun (article 5).

Enfin, par le traité du 10 avril 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) nu à toxines et sur leur destruction, les parties s'engagent à ne jamais mettre au point, fabriquer, stocker, acquérir ni conserver des agents microbiologiques et des toxines non destinés à des fins pacifiques. Le même engagement est pris en ce qui concerne les armes, l'équipement et les vecteurs destinés à l'emploi de ces agents et toxines à des fins hostiles ou dans des conflits armés l'article premier). Des engagements sont pris en ce qui concerne la destruction de pareils produits et leur non-dissemination. Le traité ne prévolt pas, à proprement parler, de procédure de contrôle. Chaque partie constatant une violation peut déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité en prouvant son bien-fondé; celul-cl entreprend alors une enquête à laquelle chacun s'engage à coopérer. On peut évidemment nourrir certains doutes sur l'esprit de coopération d'un Etat qui enfreindrait les dispositions du traité. Remarquons, en outre, que cet instrument constitue un recul par rapport au protocole de Genève du 17 juin 1925, qui prohibait l'emploi de teiles armes.

Un regain de compétition

Les conventions multilatérales poursuivent, en définitive, et atteignent
le même but que les accords sur la
limitation des armements stratégiques
(SALIT) issus du dialogue exclusif des
deux super-puissances. Les unes et les
autres répondent au souci manifesté
par Washington et Moscou de s'assurer la mellieure position dans leur
confrontation, tout en accroissant leurs
privilèges par rapport aux autres
Etats. Le désarmement n'y trouve
certes pas son compte; en effet, cet
euphémisme ne recouvre que quelques
limitations sectorielles qui ont souvent
eu pour effet de déclencher un regain
de la compétition dans les domaines
de la course aux armements échappant
aux accords conclus. Dans ces conditions, comment s'étonner de l'eugmentation continue des dépenses mili-

taires mondiales, qui ne cessent de se développer, au détriment de la sécurité générale et des conditions de vie des plus pauvres? On peut, dès lors, se demander si la charte des droits et devoirs économiques des Etais, adoptée par l'Assemblée générale le 12 décembre 1974, constitue plus qu'un vœu pieux lorsqu'elle précise en son article 15 : « Tous les Etots ont le devoir de promouvoir la réalisation du désarmement général et complet, sous un contrôle international efficace, et d'utiliser les ressources libérées par des mesures effectives de désarmement aux fins du développement économique et social des pays, en affectoir une part substantielle de ces ressources, en tont qu'opport supplémentoire, oux besoins de développement des pays en voie de développement. »

VINGT ANS DE NEUTRALITÉ ACTIVE EN AUTRICHE

(Suite de la première page.)

Aujourd'hul encore, on se demende pourquot les quatre grandes puissances ont tinalement eigné le treité d'Etat en 1955. Il est probable que le gouvernement soviétique voulut einsi donner aux Etets-Unis le preuve de sa volonté de détente, par une concession qui n'angendrait pas de désavantages majeurs pour lui. C'était l'époque où la fin de la guerre troide « commençait à se descripte.

La loi constitutionnelle stipule pour l'essentiel que : « En vue du malatien parmenant de son indépendence extérieure et de l'inviolabilité de eon territoire, l'Autriche proclame par la présente loi, librement et de sa propra volonté, sa neutralité permenente qu'elle est résolue à maintanir et é détendre par tous les moyens dont elle diepose. A cette tin, l'Autriche renoncera à tout jamais à achérer à des pactes militaires, et ella ne tolérara pas l'établissement de bases militaires de puissances étrangères aur son territoire. »

Mais pourquoi proclamer la neutralité pour maintenir l'indépendence dans un monde où les super-puissances ellmêmes ne sont plue complétement indépendentes ? C'est que, dans le cas de l'Autriche, l'indépendance a une signification bien précise : il s'egit pour elle de ne pas tomber sous l'influence prédoninante d'un autre Etat ou d'un groupa d'Etats, éviter de devenir un salallits. La garantie, c'est alora une neutralité militaira et ermée, meis dans eucun cas une neutralité idéologique nl économique. L'engagement démocratique de ce pays est tout à fait clair : l'opposition nette de l'actuel gouvernement sociel-démocrate é toute idéologie dictatoriale de droite et de geuche est suffisamment connue.

Ité de l'Autriche comme une attitude de politique étrengére qui, « en raison de sa elluation géographique et des expériences historiques de se population, correspond le mieux à l'Autriche ». Il tallait que le pays trouve une ligne da conduite qui n'aboutisse pas é son isolement dans la politique internationale, mais lui permette au contraire de participer aux actions an teveur de la détente et de la paix. Sana

surestimer les possibilités d'un petit pays, on peut constater que la neutralité autrichienne s évolué depuis l'evènement au pouvoir du gouvernement Kreisky, en 1970, dene le sens d'une « neutrelité active » et non dene la vole du neutralisme, c'est-édire que sa politique étrangère vise é le détante, à l'équilibre at à la médiation. Cette neutrelité facilite, en outre, une coopèration active svec les Etats ayent d'autres régimes politiques.

Pour la coopération européenne

D ANS ce contexte, le répartition de notre commerce extérieur est elgnificetive : 44,9 % de noa exportations vont vers le Marché commun, 18,1 1/a vers l'Association européenne da libre-échange (A.E.L.E.), 16,9 % vera les pays du COMECON (chiffres des six premiers mola de 1975). Il taut souligner que touta discrimination économique da la pert de l'Autriche gourrait mettre en péril le développement de son économie et sa prospérité, et partant la continuité d'une polltique de neutralité libre et Indépendente. En vue de la nécessaire participation à l'intégration économique européenne, il fallait respecter non seulement les engagementa découlent du atatut de neutrelité, mais eussi les dispositions du traité d'Etat. en particulier son article 4, Interdigent toute forme - directe ou Indirecte d'union politique ou économique entre l'Autriche et l'Allemagne. C'est ainsi qu'après avoir pria part é la création de l'Association européenne de libre-échange en 1960, l'Autriche a conclu un sccord de libre-échange avec la Communauté économique suropéenna et le Communsuté européenne du cherbon et de l'acier (22 juillet 1972).

Rian ne e'opposeit, dès 1956, à l'adhé-

aion de l'Autriche au Consell de l'Europe, blen au contraire : cette institution est particulièrement importente pour nous perce qu'elle e favorisé une large coopé ration juridique et technologique. On peut d'ailleurs conetater que, depuie la fin de la deuxième querre mondiele, le rôle des le plan international. L'exemple le plus récent en est la rôle actit et parfole médiateur des pays neutres à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. La Sulese, la Suède at l'Autriche s'y sont accordées pour trouver des formules, notamment en metière de coopé ration industriella et dane la question du libre-échange des personnes et des informetions, de nature à faire progresser les

Membre des Nations unles depuis vingt ane, l'Autriche a pu, an lent que tel, déployer une activité humenitaire sur un plen universel. En trente ans, elle e accueilli, comme terre d'asite ou de tranelit, des réfuglés venant de tous les coins du monde, entre autres da la Hangria an 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968, de l'Ougande en 1972 et finalement en 1973 du Chill (eu total depuie. 1945 : 1,5 million de personnes). Dans cet ordre d'idées, il

faut rappeler que l'Autriche n'a jemais cessé de faciliter le transit des juifs soviétiques se randant dens d'autres paye.

L'Autricha e eussi epporté ee contribution eux opérations des Nations unles pour le meintien de la paix : aujourd'hui encore, elle participe aux unités de l'ONU etetionnées à Chypre sous la torme d'un contingent sanitaire et d'un détachement policier. Des troupes autrichiennes de l'ONU sont aussi en action dans le cadre de l'opération pour le maintien de la paix en Proche-Orient, En 1973, quelqua six cents volontaires de l'armée eutrichienne occupèrent des positione en Egypta d'abord, ensuite au Golan entre la Syrie el Israel, où ils sont toujours atallonnès. Il tellut chaque fols conclure un traité particuliar stipulant les conditione de mise en service de l'unité et le répartition des compétences pendent l'opération afin de prendre en considération les obligations découlant de la neutralité autrichienne.

L'Autriche a même èté membre non permanent du Conseil de sécurité da l'ONU de janvier 1973 é décembre 1974, ca qui euscita les critiques da ceux qui craigneient que le politique de neutralité soit inlise en danger lors d'un conflit, et que la délégation eutrichienne na puiese mêms pas se sauver par l'abetention sans choquer l'une ou l'autre pertie. En tait, elle a participé é quarante-sept scrutins eu Conaeil, et n'e eu recoura que deux lois à l'ebstention. En outre, quarante-deux de ses projats de résolutiona ont été adoptés. SI l'on admet que le neutralité da ce peys e pour objectit de servir la communeuté sorte que l'extension des conflits soit évilée, Que « la paix mandiale et la sécurité internationale soient eauvagardées ». les craintes étalent injustifiées. Le préal-dent de le République avait eu l'occasion

de le préciser, en tani que ministre des affaires étrangères, devant la XXIIª Assemblée générale da l'ONU : la neutralité autrichienne est « un moyen de garder l'indépendence de l'Autriche et, en même temps, un élément stabilisateur au sein de

la communauté des nations - (1). Trente ene se sont écoulés dapuie le fin de la querre mondiala, vingt ena dequis le rétablissement de la souverainelé lotale de notre paye : ce qui prouva que l'Autriche n'est pas seulement vieble, maia qu'ella est é même d'accomplir sa tâche envers les eutres nations. Elle est devenue un lieu de rencontres où se déroulant des conférences internetionales : les pourparlers sur la limitation des ermements stratéglques (SALT), caux portant sur la réduction multilatérale des troupas stationnées en Europe centrale, ou - pour ne citer qua quelques évenemanta de l'année en cours - la contérence sur Chypre, présidée par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Netione unies et ancian ministre autrichien des effaires étrengéres, la rencontre dee ministree des affairee étrangèree de l'Union soviétique et des Etats-Unia en juin et calle des chefe d'Etel d'Egypte et des Etats-Unis à Saiz-

OTTO EIRELSBERG.

(I) Récemment, l'Autriche a été étus membre du Conseil éconnmique et social de l'ONU pour une période de trois ans à partir du le Janvier 1878. Vienne est d'alleurs le siège permanent de l'Agence intérnationale de l'energie atomique et de l'Organisation des Netinns unies pour le développement industriel; elle a été odmise au schéma des conférences des Nations unies, el l'on est en train de construire une vaste cité des Nations unies sur la rive gauche du lanube. Près de Vieone se troure aussi le siège de l'ILASA (Institut international d'analyse des systèmes appliquée), arganisation unissant des savants de l'Ouest et de l'Est dans la recherche.



es démantrent que, contrairement aux idées recues, elle no fait pas vendre davantage. Même larsqu'elle est massive (1). En naus, d'importe quai, les marelistes fourairaient paradoxalement le seul argument qu'exploitent les hammes de publicité pour convaincre leurs cliants de l'efficacité de leurs campagaes. Si la publicité était tellement efficiente, elle suffireit à pro-

voquer, en période de Crisc, une relance de la consammation et donc, en portie, de l'activité économique. Elle screit indispensable. Or, actuellament, la plupart des entreprises qui luttent contre la récession rognent en priorité sur leur budget publicitaire ; les agencas de publicité sont curieusement les premières victimes de la crise. En 1974, les dépenses publicitaires ant diminué de 12 %, les cinquate principales agences ant du licencier 15 % de lenrs effectifs et le production de films publicitaires a subi une chute de 40 % par rapport aux années 1971-1972 (2).

Taut cela prouve une indifférence certaine à l'égard du discours mercantile de la part d'un public par ailleurs assez friand de films publiciteires (en Frence, 86 % des spectateurs de cinéma declarent regarder ces films à l'estracte). Attitude apparemmen cantradictaire mais qui s'explique par la possibilité de séparer mentelement taut spot publicitaire en deax termes distincts et

Le spot est souvent un exercica filmique de virtuosité que l'an peut apprécier indépendamment du message commercial, d'ailleurs généralement relégué à la fia, aa appeadica, et donc focilement amputable.

C'est le support fictionnel, d'ardinaire tena pour innocent, que aaus aimerians ici analyser. Ses reses sont efficaces, elles le drapent dans une sympothie qui a pour arigine cette figure augaste du film publicitaire ; le gag, sur lequel, por sa brièveté,

Comme il flaurit dans les marges des discours plains, sériaux, realistes (avant et après la lang mètrage, avant et après les informations à la télévision), le film publicitaire, par contreste, mise sur la ten badin, espiègle, irrespansable; renfarcé, dans les solles, par les conditions insolites d'une projection qui s'effectue teutes lamières allumées, au milieu des conversations, des déplacements, des cris des ouvreuses vendauses d'esgaimaux. Ambiaace ludique



qui reppelle celle qui présideit à la représentation des populaires intermèdes dans les théâtres au dix-septième siècle.

Il auterise ainsi aae vision distraite, complice, non vigilante, qui lui permet de déjauer la surveillence critique. Il constitue par ailleurs (ponr le public qui n'a pas payé pour la voir) du par « film ajouté » ; images faciles, plaisir pour l'œli : le spectateur e pez d'efforts à fournir, la commentaire off assure une lecture, garantit

d'efforts à fournir, la commentaire off assure une lecture, garuntit au ordre, un sens, à ces images rapides de micro-fiction.

La fréquence du trucage, du fard, du dessin animé, montre une certaine fescinotian pour la «magie » da cinéma à laquelle les autears de « spots » poblicitaires sacrifient voloutiers lorsqu'ils postichent les genres hollywoodiens on bien des scènes de films célèbres. Exemples: la « comédie musicale » dans un film pour célèbres. Exemples: la « comédia musicole » dans un film paur Parly 2, le « burleaque » pour Paugeot, King Kong paar La Samoritaine, West Side Story panr Wrangler, Autant en emporte le vent pour Gold Tea, etc. Des réalisateurs importants oublient an instant lour corrière par apparter leur cancours à au cinéma dant ils na peuvent ignorer la perversion idéologique. Ainsi William Klein a réalisé plusieurs films pour les collents Dim et paur Air France; Robert Enrica paur le riz Uncle Ben's; Jacques Demy pour les prodaits Roja; Dusan Makavajev pour Pathé-Marconi; Sergio Leone pour Gervois. etc.

eone pour Gervais, etc. Ils présentent de la sorte à notre regard quotidien aa monde en vacances perpétuelles, détendu, souriant, insouciant, peuplé de personnages étus, fiers d'être rusés, qui possèdent enfin la produit qu'i les rand beaux, an heureux, ou libres, ou sains, an désirés,

sortout, moderees.
Si les messages publicitaires s'annulent en général les uns les autres, les supports fictionnels, par contre, renforcent l'un après l'autre les clichés les plus sclérosés ; ainsi la femme reste enfermée dans an discoars qui ae la reconnaît que comme objet de plaisir ou sujot domestique; l'exotisma continue de c'exprimer avec le vieil arsenal da la psychologia des pauples qui maintient figés dans des comportements éternels les hommes d'un ailleurs qu' commence parfois aux portes de la graade ville.

Structurellement réducteur, la film publicitaire recourt volon-tiers à des stéréotypes pour affrir une vision condensée, schéma-tique, simple, de la vie ; il circonscrit des ensembles immuables an sein de la diversité sociale ; il ignore les luttes politiques, aie l'apposition des classes, enphorise la conjoncture, édulcore les problèmes et pétrifie la peasée.

IGNACIO RAMONET.

(1) Cl. Communications, nº 17 (1971), auméro spécial sur c les Mythes de la Publicité ». (2) Chiffres fournis par le Film français, nº 1585, juin 1975.

Femmes vendre

A TOUT homme producteur et cumulard, il faut son tonnean des Danaides, la femme consommatrice, la femme «panler perce». Les rôles sont figés, idéalement, une fois pour toutes. Un exemple suffirait; le flash « esquimau » de l'entracte où c'est presque toujours la femme qui est représentée comme la Gorgone, bouche sans fond réduite à la jouis-

bouche sans fond reduce a la jouis-sance orale où s'engloutissent l'argent et l'énergie d'un surhomme. S'il est donc un être privilègié par la publicité, c'est bien la femme ; nul domaine où elle ne soit plus cajolée, plus mythifiée, cette femme en trip-tyque de la classe moyenne ; nourrice, métadria et chief serviel. Nul domaine menagère et objet sexuel. Nul domaine où l'on ne fasse plus parler « ses »

En cela, le cinéma publicitaire ne renvoie pas an réel, c'est-à-dire à l'être féminin économique, mais se situe an-delà, puisque l'utopie qui le fonde est la femme « libérée » du travall salarié et qui consacre 'out son temps de loisir à la jouissance instan-tanée de ce qu'elle à acheté. Ce fel-sant, elle se réconcille avec sa « vrale » nature, la garde des enfants, l'entretien du foyer, la satisfaction du mari, présentés aon comme tâches mais comme plaisirs.

De la cette forclusion à l'écran du travail féminin exterieur au foyer, sujet tabou por excellence, alors que tant d'eutres annonces (celle du Cré-dit lyonnais, par exemple) n'hésitent pas à présenter le « col blanc » mas-

Néanmoins, sous la poussée des mœurs, le cinéme publicitaire e modifié sa rhétorique : « Moulinez libère la femme » (grâce, entre autres, e l'ouvre - boîtes automatique!). Autre message symptomatique qui dessine le futur type féminin publicitaire, les bottes Eram qui présentent une jeune fémme, genre M.L.F., haranguat les « naas » par un arrogant « nous avons décide de réagir ! »; mais la modernité insolemment pro-gressiste du personnage et du discoure n'est la que pour ancrer davantage la femme dans son rôle traditionnel de machine e séduire avec des arguments pervers du type « Soyons libérées, puisque les hommes aiment les temmes libérées ». Cette publicité détonne, pres-que agréablement, dans la masse des autres où la femme-nouvrice reste un puissant archétype grâce à une chaîne signifiante qui lie donceur, chaleur, légèreté, fraicheur et naturel à fémi-

ė,

viete:

direste

JAMAIS le surmoi télévisuel ne se trouve investi de tant de pouvoir qu'entre 7 heures et demi et 8 heu-res moins le quart le soir, puisque se déroulent deux scènes parallèles (étran-foyer) dont l'une sert à l'autre de référence et de modèle en multide référence et de modèle en multi-pliant les ressemblances tyrannisantes de par la familiarité et la quotidien-neté des personnages, du discours, du mobilier. La téléspectatrice est traquée mobilier. Le téléspectatrice est traquée et culpabilisée. Un exemple. L'hulle Aurée au tournesol présente deux scènes dans le même registre : dans l'une, le mari, cadre fatigué, réprime un rot, s'endort après le repas, ronfle, minable ; dans l'autre, il arrive en haut de l'escalier, essoufflé, menacé d'infarctus. La cause : sa femme l'a empoisonné avec une huile indigeste. Pour le chéma publicitaire, la jeune Pour le cinéma publicitaire, la jeune femme moderne (cello qui travaille à l'extérieur) est coupable d'ignorance, elle ne sait ni achèter ni s'organiser. intervienne pour la conseiller. C'est l'aînée, la matrone omnisciente qui

incarne les valeurs du bon

temps et replonge les maris frustrès dans le temps de l'enfance-reine. Quand l'amour conjugal n'apparait pas comme une motivation suffisante pour ramener la femme à ses fourneaux, c'est l'amour maternel qui exerce son chantage. L'enfant, en général du sexe masculin, véritable relais du mari masculin, véritable relais du mari absent, se voit promu gastronome tyrannique, avec droit de regard sur son alimentation (fromage Kirl, glaces Ancel). Là aussi, les rôles sont figés : à l'agressivité du petit dur qui salit et déchire, s'oppose la douceur coquette et complice de la petite fille qui de-mande déjà des recettes de cuisine.

Encore un autre archétype ; la femme ménagère. La maison où elle opère devient l'image d'un corps gigantesque menacé par l'impureté. Au continent noir et bourbeux de la fémi-nité s'opposent le net et le propre tou-jours virilisés. La saleté et la tache jours virilisés. La saleté et la tache soat successivement a gressées, vaincues (le vocabulaire est militaire) par Ajax, la chevalier de la tornade blanche, le viril Vigor, nettoyent industriel, et l'infatigable Monsieur Propre. Notons que le consciller en électro-ménager on ea détergent est toujours masculin. La technologie reste donc le domaine privilégié des hommes et la voix off est toujours masculine pour les détergents réputés scieatifiques du genre Axion antical-

L'est de multiples façons de parler d'un produit. La voie la plus élégante qu'emprunte généralement la publicité a pour nom l'exotisme. De quoi s'agit-il exactement.

L'opération, à première vue, parait assez simple. Elle consiste,

parait assez simple. Elle consiste, dans la plupart des cas, à metire rapidement dans un rapport aigu, chirurgicalement douteux, avec le produit tout un inventaire de curiosités, de bibelots, de rapides coups d'est distants sur des choses alles mises distants sur des choses distants sur des choses alles mises distants sur des choses distants sur des choses distants au l'internation des choses distants des choses distants des couperts des couperts de consiste de consiste

coups à cen distantes sur des choses elles-mêmes distantes, lointaines — et cela sans trop se préoccuper de savoir si ces éléments hétéroclites, bizarres, ont une ordonnance, une structure.

Surgissent alors de cette arène, de manière fort scandaleuse, deux imprévus : en premier lieu la mar-

chandise, dont soigneusement on maquille l'histoire sociale pour la transformer en travail consommé avec plaisir, sans problèmes; on feint d'écarter l'exploitation réelle en présentant le regard réel de la production sous un interplation production sons une lieure des la languagement sons une la languagement des la languagem

en presentant le regara réel de la production sous un jour plein d'irréelles jubilations. Exemple parmi tant d'autres, la publicité pour le café de la Côte-d'Ivoire: les images défient à un rythme jou, avec de la musique plein les oreilles — une chaude (fausse) ambiance de boîte de nuit, de plage, de soleil, de vacances. Se déplacent en farandole des corps, des vivages

farandole des corps, des visages souriants, éclatants: Ivoiriens et

Français consommant un peu par-

tout du café. Rien sur les plantations, où existe un écartélement froid, sauvage, que les images qu'on nous montre se chargent d'« ou-

En deuxième lieu surgit ce qui embellit le produit et lui permet

L'exotisme, fauteuil de l'évasion

caire thermovariable (sic), tandis que l'expérience pratique est un domaine d'autant plus volontiers réservé aux femmes qu'elle est sommaire.

T E troisième volet du triptyque est la femme-objet sexuel. C'est cellect qui est privilégiée dans les salles de cinéma prisque, ià, l'image se consomme sous l'angle du plaisir et non plus de la nécessité et qu'elle s'adresse à un individu hors du foyer. Il atteint la spectatrice d'une manière médiatisée, en travaillant sur la concupiscence du partenaire masculin, et il impose une image de la femme mythique, déesse oisive de l'écran et des magazines. Il capte son imaginaire et entretlent sa frustration en présentant le résultat idéal de tous les dressages qu'elle a subis : éternelle jeussies sages qu'elle a subis : éternelle jeu-nesse, éternelle minceur (les bas Dim,

les montres Kelton). Le cinéma publicitaire met en relief. de façon aiguë, parce qu'économe et caricaturale, les rapports d'autorité caricaturale, les rapports d'autorité hommes-femmes et une mystique fé-minine obsolescente souvent masquée, diluée ailleurs, notamment dans le cinéma de loisir. C'est pour cette rai-soc que les mouvements de libération de la femme se sont particulièrement attachés à l'étudier, pour en faire le point de départ d'une centre libre.

de voyager, d'être absent. Rien sur

de voyager, d'être absent. Rien sur ses caractéristiques réelles, tout sur ses vertus suposées: telle crème adoucit la peau; le café de Côted'l'voire donne de la force, du tempérament, de la virilité; telle cigarette tient perpètuellement en état d'évell. A y regarder de plus près, on découvre que la base de cet exotisme n'est constituée que de choses proches mais rendues lointaines: la nature, la campagne, la forêt, les animaux, etc.

la forêt, les animaux, etc.

la jorêt, les animaux, etc.

Une très belle image qui s'allonge et s'élargit, prend de l'ampleur. Sur cet excellent jond de vestern, avec une musique proche de « Il était une fois dans l'Ovest », ca attend quelque chose. Il apparaît : pas seul, avec une jemme qui a l'air d'être son exclave. Il avance, et que ait-il de précis? Que dans le désert, qu'il connaît très bien — il a alors les yeux pétillants, le regard doux, — les glaces Geroals ont aussi la magie pour assommer la soif.

C'est parce que, précisément, on

C'est parce que, précisement, on

C'est parce que, précisément, on ne peut pas trouver un éléphant à la Samaritaine qu'on donne mieux l'illusion de tout trouver, et même un éléphant, à la Samaritaine. C'est dans le jauteuit d'une absence, d'une frustration, qu'on tend le plus complaisamment à vous satisfaire. Pas seulement l'absence d'un éléphant, mais aussi celle d'une vie « autre e (l'Afrique) qui peut être donnée, à deux pas de vous.

Le problème — et la publicité le résume admirablement dans son rapport à l'écharpe exotique, — est de porter une joie, « un souffle d'évasion e, dans le champ de la vie quotidienne, quel que soit le moduit

FRED GENE

point de départ d'une contre-culture. NOELLE DE CHAMSRUN.

LE DISCOURS MARCHAND

'ANNONCE montrer directement un objet, soit déplacer l'attention du spectateur sur le contexte et, de ce fait, introduire une narration minimale ; ainsi, La Redoute présente le couple des Blanchet dans un certain nombre de situations-types dont l'assemblage constitue une série se rapprochani de le bande dessinée. Pôle descriptif, pôle narratif : à la télévision, les spots se rangeni massivement dans la première catégorie (Tempo, Ajax...), su cinéma, ils s'inscrivent dans le seconde. La elmple description par l'image étant per trop un lexte (lu ou écrit) redoubler l'image; d'où l'importance du commentaire off qui décrit le produit et vante ses qualités. On retrouve loi le légende qui eccompagne l'image fixe et en réduit les eignifications possibles.

Le discours publicitaire prend le forme d'une assertion (« Voici un produit X....«) Mais la publicité ne se contente pas d'être une assertion, elle est aussi intimidation : derrière le « voici » se cache (à peine) le « echetez-le ». Pour transformer l'essertion en intimetion, l'émetteur publicitaire doit déjouer l'attention du récepteur. La subordina tion de le production de figures à une fonction de communication implique l'utilisation de codes de connotation suffisamment répandus pour être comprie du apectateur. La connotation publicitaire epparaît comme une formetion de compromis entre deux exigences : émettre un message simple, perceptible par tous, mais aussi le faire eccepter et tourner la censure du récepteur éventuel.

Dans ces conditione, le publicité nerretiva utilisant des codes cinématogra-phiques dominants, elle pourra d'eutant mieux faire eccepter eon assertion intimante en ventant non pas le produit male le mode de vie qui en autorise l'usage. Elle participe du discours de célébretion de ce mode de vie et de le marchandise ; de cette facon, films publicitaires et films courants epparaissent comme deux modelités du discours marchand. Sans qu'il soit nécessaire de leire appel à des metteure en ecèns connus (Chabrol pour Mariborough), l'osmose idéologique entre les films publicitaires et les modèles dominants du cinéma s'eccroît; ces derniers vendent le mode de vie sane préciser les preduita, les films publicits complètent. La différence e'amenuise entre certaines séquences filmiques (séquences bucoliques « du Butch Cassidy et le Kid, Un été 42..., une certaine tendance du cinéma américain) ot le publicité. Tommy, de Ken Russel, est un cas limite de film conçu comme une série de spots publicitaires où l'on ne sail plus très bien al le film eart à vendre

E film publicitaire narratif e donc un avantage sur le film descriptif et bénéficie du positionnement du spectateur Issu du film narratil : l'émetteur s'efface derrière la mise en scène de la représentation du spectateur, alors que la voix off du film descriptif rappaile la présence de l'énanciateur. L'intimation, dans le cas d'un film descriptil, sera plus violente, moins insidieuse, et pas alors par un relais extérieur, un stéréotype kléologique. Spic présente daux mênagères se hâtant de nettoyer leur sol

d'elles y parvient (grâce au produit) et son mari est ravi ; cette « description comparetive - propose un moyen supplémen-taire de se conformer eu modèle de la

» bonne épouse ». Spots de télévision et de cinéma ee distinguent einst formellement, mels ces différences renvoient à des contraintes extérieures différentes : le spot de télévision touche un public indifférencie à des heures de grande écoute mais de felble attention, il doit donc se faire remarquet ; le epor de cinéma touche un d'aller eu cinéma; Il dolt éviter d'ennuyer le public (1). Les spots de cinéma s'efforcent de plus en plus de distraire le public. L'émetteur joue avec le film et repousse la révélation de son identité; Il procure, de catte taçon, eu spectateur un bénéfice de plaisir et lui permet one dénégation supplémentaire : - Je sais bien que c'est de le publicité..., mais quend même - cele m'amuse -, c'est bien tait . — mécanisme qui assure le pouvoir de l'émetteur au détriment du epectateur : une parodie de King-Kong vante les mérites de le Sameritaine st met, en autre, directement en scène le désir du spectateur, désir réduit à sa plue elimple expression, désir da le bête pour le belle comme marchandise. (- On trouve fout à le Samaritaine._ -) Ce désir de la marchandise peut aller très lain : une publiaité Mazde présente le stérectype habituel du . jeune cadre » qui entre dans sa vaiture, ferme le parte, se coupe le pied qui tombe eur le soi : il démarre. La publicité conclut : « Mazda, le valture qui se conduit d'un eeul pied : cas limite, où l'abjet fait eccepter le mutilation.

JEAN-PAUL SIMON.

(1) Les spots de télévision durent entre quinze et trente secondes, les spots de cinéma entre trente secondes et une

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

Ouvert te les jours. Terrasse chauffée.

20, rue Gazan (Pare Montsouris)

in developpement

Salls pour banquets, 10 à 40 couverts,

Lisez

Le Monde des Philatélistes

- 1, rue des Italiens, PARIS-9- -C. C. P. 18.382-12 PARIS ___

Specimen sur aimple demande adresse au Monde des Philathistes 11 bis. Bd Haussmann, 75005 Paris.

ΔΙΑ



Le pétrole au service du développement

ATAR défraie rarement la chronique internationale. A l'exception d'un événement spectaculaire — la déposition, le 22 février 1972, du chelkh Ahmed et l'accession au pouvoir du chelkh Khalifa, l'actuel souverain, — l'émirat est un pays « sans histoires »: la paix civile règne à l'intérieur de ses frontières, malgré les problèmes sociaux que suscite un rapide et fongueux développement: les convoltises locales et internationales n'ont pas troublé l'évolution harmonieuse des rapports qu'il entretient avec ses volsins et les puissances mondiales.

Comme la plupart des principautés du Golfe, Qatar se refuse à établir des relations diplomatiques, économiques ou commerciales avec les États communistes. Par intégrisme musulman (résolument hostile à l'athéisme), par option politique, et aussi par intérêt, l'émirat réserve ses amitiés au monde occidental. Ce qui n'est pas pour déplaire au « grand frêre » saondien, luimème réfractaire au « communisme athée », ainsi qu'à l' « ami iranien », soncieux d'exclure du Golfe tout ce qui pouvait favoriser « la subversion ».

Cependant, trois ans à peine après l'indépendance de Qatar, l'ancien protecteur britannique a'inquiête sans doute moins d'une éventuelle « infiltration » soviétique que de l'irruption, dans un territoire qui fut longtemps une chasse gardée, de consument se transcription de la consument de

toire qui fut longtemps une chasse gardée, de concurrents aotrement plus redoutables. L'industrie japonaise, la production américaine, la technologie française, entre autres, ont battu en brèche l'influence anglaise qui demeure, dans certains secteurs, prépondérante.

Le cheikh Khalifa ne cherche pas à privilégier une puissance an détriment d'une autre. Son objectif est de développer le pays, de l'industrialiser, en choisissant les concours étrangers qui lui offrent les meilleurs avantages. Les fonds ne lui manquent pas, bien au contraire. Le pactole pétroller — 2 milliards de dollars environ — dépasse de loin la capacité d'absorption du pays. Sa gestion financière s'accorde avec depasse de loin la capacité d'absorption du pays. Sa gestion financière s'accorde avec une politique de développement qui tend à mettre l'émirat à l'abri du besoin le jour on les réserves pétrolières se seraient épuisées. La réduction de la production d'hydrocarbures est dictée par le donble sonci de prolonger la rente pétrolière et de

protéger les avoirs gataris contre les aléas de la conjoncture monétaire.

L'argent, seul, ne suffit pas pour édifier un Etat moderne. Qatar manque cruelle-ment de cadres administratifs, de techniciens, d'ouvriers qu'il importe massivement de l'étranger. Les entreprises en association avec des firmes étrangères permettent de résondre les problèmes de l'encadrement, de la production et de la commercialisation, conflés au personnel de sociétés étrangères. La mécanisation et le recours aux ensembles préfabriques réduiront, espère-t-on, les besoins en main-d'œuvre.

In 'en demeure pas moins que la majeure partie de la population est composée d'étrangers. Ceux-ci — Pakistanais, Indiens, Iraniens, Arabes de diverses nationalités — constituent, de surcroit, la base de la pyramide sociale. Un double clivage, social et national, dont la superposition risque d'exacerber les tensions. A moins, bien entendu, que les moyens soient mis en genyre pour assurer tout à la fois le déveœnvre pour assurer tout à la fois le déve-loppement du pays et le bien-être de tonte la population, sans distinction d'origine.

Histoire

COURS MARCHAN

Une longue résistance aux tutelles étrangères

Par PIERRE RONDOT_

ATAR ne figure que depuis peu de temps dans la nomenciature des Etats; et l'exploitation du pétrole, qui fait sa notoriété et sa richesse, est blen entendn récente. Mais la situation géographique si remarquable de la péninsule, qui pènétre loin dans les eaux du Golfe, a de longue date attiré les hommes. Ni la rigueur du climat, ni la rareté des pluies, ni la médicre qualité des nappes phréates intérieures.

Qatar fut sunnite des l'origine et il le demeure aujourd'hui : l'impact puritain de l'Arabie centrale l'aidera en effet à préserver son orthodoxie des influences spirituelles et politiques issues de l'Iran chiite et de l'Oman khareditte. An Moyen Age, ce sont surtout les rivalités des imâms d'Oman qui y retentissent, car ceux-ci tentent de recruter des alliés sur toute la côte. Au dixdiocre qualité des nappes phréa-tiques n'ont fait obstacle à la pérennité d'établissements d'une ampleur sans doute minime, mais d'une remarquable obstination.

Soixante ou soixante-dix siècles avant l'islam, la péninsule était déjà quelque peu habités. Vivement encouragée par les antorités, la recherche archéologique a un la recherche archeologique a pri-mettre au jour de nombreux té-moins, pariois très remarquables, de la préhistoire locale, que pré-sente avec une légitime fierté le Musée national. Les vestiges du néolithique comportent, outre de beaux silex taillés, des fragments beaux silex taillés, des fragments de poterie appartenant à la civilisation des Oubeid de Basse-Mésopotamie. Trois ou quatre millénaires plus tard, les empires assyriens qui commerçalent avec Magan, Factuel Oman, semblent s'être intéressès aux pêcheurs exploitant les bancs d'huitres perlères.

perlières.

La première mention faite du pays à l'extérieur est peut-être due au géographe latin Pline, qui signale dans ces parages les Catarpee! : l'orientaliste Grohmann opine qu'il doit s'agir des habitants de la presqu'ile, bien que la localisation de l'écrivain manqoe de précision.

Dèc le presqu'er siècle de l'hégire.

manque de précision.

Des le premier siècle de l'hégire, l'islam touche les rives du Golfe. La péninsule de Qatar n'est alors qu'un infime canton du vaste espace musulman de l'Asie antérieure; mais sa position la rend sensible aux divers mouvements qui remuent les masses islamiques, en sorte que l'on ne peut retracer, même tres sommairement, l'histoire de Qatar sans décrire dans leurs grandes lignes les attitudes entre lesquelles se partage, très tôt, la communauté musulmane à la recherche d'un chef.

Le prophète Mohammed, en

Le prophète Mohammed, en effet, meurt sans désigner son successeur. Ses compagnons procèdent donc par cooptation, et la effet, meurt sans designer sonsuccesseur. Ses compagnous procèdent donc par cooptation, et la
coutume s'institue d'élire le calife
parmi les membres de la tribu du
prophète, les Goreichites: ainsi
continoeront de faire les sunnites, qui presque constamment
formeront la très grande majorité
des musalmans. Mals un groupe
de partisans d'Ali, gendre du
prophète, exigeront que le chef,
qu'ils appellent imam, soit issu
du sang même du prophète: ce
sout les chiîtes, qui domineront
durablement dans l'Iran et la
Basse-Mésopotamie. De le urs
rangs sortent cependant des dissidents, qui prennent le contrapèed de leurs thèses et professent
que l'imam peut avoir n'importe
queile origine, même non arabe,
a condition que ses qualités personnelles le fassent reconnaître

septième siècle, les Yaroubides d'Oman sont ainsi en mesure de mettre en échec, dans Qatar, les chities d'Iran qui viennent de l'emporter dans l'archipel voisin de Bahrein.

Le peuplement de Qatar est renouvelé, et considérablement accru, par la migration de l'Arabie centrale qui, à la fin du dixhuttième siècle et au début du dix-neuvième, viennent s'installer sur la côte. Ainsi apparaissent dans la péninsule des éléments des Manassir, des Mourrah, des Beni Hadjir, des Naalm, des Beni Tamín : c'est de cette dernière tribu que provient la famille des al-Thani, qui constituera bientôt la maison princière de Qatar et qui apportera dans le pays la doctrine wababite pratiquée par les Saoudites du Nedj.

Le wababisme constitue une interprétation puritaine fut prêchée dans l'Arabie centrale, au milieu du dixhuttème siècle, par Mohammed ibn Abdel Wahab, qui réussit à persuader l'émir du Nedj. Mohammed fun Saoud. Le wala-

persuader l'émir du Nedj. Mo-hammed fim Saoud. Le waha-hisme devint ainsi la règle d'Etat de la dynastie, et c'est en prin-cipe cette doctrine qui régit aujourd'hui encore le royaume d'Arabie Saoudite.

(Lire la sutte page 16.)

Energie

En première ligne sur le front du pétrole

Par PHILIPPE SIMONNOT _

PRES la décision d'AbonDhabi en mars 1975 de
réduire légèrement le prix
de son pétrole, le « brut » de
Qatar s'est trouvé en première
ligne parmi les plus chers du
Golfe. Il en est résulté une relative mévente du pétrole de l'émirat, aggravée ultérieurement par
les balsses plus on moins officielles pratiquées par d'autres
pays, tels l'Irak, le Nigeria et la
Libre, et dénoncées par l'Algérie Libye, et dénoncées par l'Algérie comme étant « injustifiées ». C'est ainsi que la production qatari, qui était avant la crise d'octobre 1973 de 600 000 baris par jour environ, ce qui corres-pood à un rythme annuel de 30 millions de tonnes, et avait

atteint en moyenne pendant l'année 1974 500 000 barils par jour,
n'était plus en mai 1975 que de
471 000 barils par jour. Dans les
mois sulvants, elle baissait encore : 330 000 en juin, 262 000 en
juillet; la capacité de production
de Qatar étant de quelque 700 000
barils par jour, l'émirat ne produisait que 37 % de son potentiel l
En août cependant, la production remontait à 412 000 barils
par jour, les sociétés pétrolières
accélérant le rythme de leurs
achats, sans doute en prévision
des hausses annoncées pour ocdes hausses annoncées pour oc-tobre, mais ce chiffre était encore inférieur de 20 % à celui d'août

Certes, le cheikh Khalifa, le

prince régnant, avait déclaré en mars 1975, dans une Interview à l'hebdomadaire Al Havadess; « Nous avons décidé de réduire la production de pétrole de Qaiar il y a plusieurs mois et cela n'a rien à voir avec la diminuiton de la demande des pays industrialisés (1). Nous nous sommes aperçus, avait-il expliqué, que nos revenus étaient supérieurs à ce que nous pouvoins absorber, » Par la suite, comme les chiffres que nous venons de citer le montrent, les « lois du marché » imposaient à Qatar une diminuiton de production et donc de revenus plus forte sans doute que celle qui avait été souhaitée.

Le souverain devait être d'autant plus amer que son volsin d'Abondardi de servieur de company de comment de comment

plus amer que son volsin d'Abon-Dhabi avait obtenu le feu vert de Dhabi avait obtenu le feu vert de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en février
1975 pour baisser les prix de son propre pétrole qui, lui aussi, avait des difficultés à se veodre. Dés le 1° mars, la réduction temporaire était appliquée. Le résultat fut immédiat : la production d'AbouDhabi, qui avait été en moyenne de 1,7 million de barils par jour en 1974, n'était plus que de en 1974, n'était plus que de 1 million en février 1975; elle remonta à 1,4 million de barils en avril et mai, à 1,62 million en juin, et à 1,8 million en juillet (ce der-

et a 1,8 million en juillet (ce der-nier chiffre étant supérieur de 11,3 % à celui de juillet 1974). Aussi en août, lors d'une réu-nion secrète à Tébéran, avec, il faut le noter, des experts des sociétés pétrollères elles-mêmes, le Qatar, mais aussi l'Tran, obte-nient des autres avers de Colle Qatar, mais aussi l'Iran, obtenaient des autres pays du Goffe
la permission de réajuster le prix
de leur pétrole afin de le rendre
plus compétitif. Mais pour l'application de cette décision, il fallait
attendre qu'une hausse générale
des prix soit décidée à la conférence ministérielle de l'OPEP à
Vienne à la fin de septembre. Il
était évident que plus cette hausse
serait élevée, plus le réajustement
entre les prix des différents
pètroles serait aisé. C'est pour
cette raison que Qatar s'est
retroové à Vienne parmi les
« durs » de l'OPEP.

On s'étonnera peut-ètre que
les lois du marché continuent
de fonctionner alors qu'en principe le cartel que constituerait
l'OPEP domine le marché pètrolier.

En fait, il faut distinguer entre

lier.

En fait, il faut distinguer entre prix absolu et prix relatif. Grâce à leur unité d'action, les pays de l'OPEP ont pu imposer, au reste du monde, le quintuplement des prix du pétrole. Mais cette nouvelle puissance s'est heurtée à deux limites :

1) Un pays pétrolier donné ne peut pas imposer n'importe quel tarif : il est oblige de tenir

peut pas imposer n'importe quel tarif; il est oblige de tenir compte de ceux pratiqués par les autres producteurs. Ce qui revient à dire qu'il existe une certaine structure de prix relatifs qui tient compte des différences de qualité ainsi que des distances géographiques, et qui doit être respectée quel que soit le niveau absoin des prix pratiqués;

2) Sans donie, si les sociétés pétrolières étaient complètement nationalisées par les Etats de l'OPEP et si ces derniers en assuraient effectivement la gestion, chaque Etat pourrait, pendant un temps, pratiquer un prix qui ne serait pas en correspondance avec la structure décrite ci-dessus. Mais ce temps serait forcément court, car les pays consommateurs finiraient blen vite par acheter le pétrole le moins cher.

Or tel n'est même pas le cas. La réaction de la production aux variations de prix, que ce soit dans le sens de la hausse ou de la baisse, a été quasi immédiate.

(Lire la suite page 18.)

(Lire la sutte page 18.)

(1) CL le Monde du 30-31 mars

ALMANA-HARE Ltd_

ALMANA - HARE

ALMANA et WILLIAM HARE LIMITED, Bolton Angleterre, ont créé en association une installation ultra-moderne à Doha pour la fabrication de tous types d'acier de construction



KYLINE-TRAVEL

Une succursale d'ALMANA offrant toutes facilités pour les voyages, le tourisme et le fret aérien

Une longue résistance aux tutelles étrangères

(Suite de la page 15)

Mais les racines du wahabisme remontent loin dans l'histoire. Le premier germe se trouve dans l'enseignement du théologien bagl'enseignement du théologien bagdadien du neuvlème siècle Ahmed
ibn Hanbal: l'ècole hanbalite, la
plus rigoureuse dea quatre
« écoles furidiques » de l'islam
orthodoxe, exerce en effet dans
l'Arabie du Nord une influence
durable. Ces thèses sont d'ailleurs
reprises et précisées, sinon meme
durcies, au débnt du quatorzième
siècle, par un célèbre docteur
damascène, Taqleddine ibn Talmiya. Cet audacieux théologien,
que son esprit critique mena
souvent en prison, écrivit entre
autres un célèbre traité de « Politique canonique islamique » litique canonique islamique » dans lequel il blamait le gonver-nement des Mamelouks et exposait avec force les règles étatiques qui lui paraissaient de nature à assurer, seion le précepte, la déroote du Mal et le triomphe du

Bien.

A la suite d'ibn Hanbal et d'ibn Talmiya, Mohammed ibn Abdei Wahab prèconise une interprétation littérale du Coran et des Traditions du prophète, ainsi que le retour aux mœurs rigoureuses et à la vie austère des premiers temps de l'islam. Il répronve, et il fait extirper par les autorités, les innovations juridiques et liturgiques. Il exalte et fait remettre en vigueur les sévères règles du droit penal islamique. Il combat les manifestations de la plété mystique populaire et en particuli et l'insage des pratiques superstitieuses.

A l'encontre de l'anarchie des

A l'encontre de l'anarchie des tribus, le wahabisme veut une forte antorité centrale. Rigoureux

autant qu'un examen superficiel pourrait le faire présumer, un obstacle au progrès : il n'inflige, en particulier, aucune gene aux innovations d'ordre matériel ou technique qui accroissent l'effica-cité des pouvoirs.

C'est en 1803 que les tribus de Qatar, en même temps que celles de la côte volsine du Hasa qui fait actuellement partie de l'Ara-

Face aux trois puissances

plutôt qu'immobile, épris d'acti-vité pour le bien de l'islam et des musulmans, il perpétue, bien que parfois sous des formes plus sommaires, la tradition de puis-sant effort intellectuel et de recherche bardie instaurée par ibn Talmiya. Il n'est donc pas,

DURANT un siècle, le Qatar a'ingénie à sauvegarder l'indépendance de fait qu'il a déja réalisée, et à cette fin il manœuvre entre lea trois puissances présentes à l'époque dans le Golie : les Iraniens. les Britanniques, les Ottomans.

Il s'agit d'abord, pour la maison des ai-Thani, de secouer la tutelle iranienne de Bahrein, qui s'est imposée vers le milieu du dix-neuvième siècle. En 1851, le chelkh Mohammed ai-Thani rejette les prétentions des al-Khalifa de Bahrein et se range sous l'allègeance de l'émir wahabite Faysal ibn Saoud du Nedj. En 1867, les ai-Khalifa, qui ont trouvé des alliés sur la côte, assaillent Doha et la dévastent. Des l'année suivante, les gens de Qatar prennent leur revanche, et leurs boutres mettent ceux de Bahrein en déroute, La Grande-Bretagne, dont la présence s'affirme dans le Golfe, entend faire régner autour de Qatar et de Bahrein la paix qu'elle a si difficilement et précairement imposée à l'ancienne « Côte des Pirates » : les accords qu'elle conclut en 1868 et 1869 avec les cheikhs al-Thani obligent ceux-ci à recourir en cas de crise à la médiation de son résident du Golfe.

Pareille « médiation » forcée en déroute. La Grande-Bretagne, dont la présence s'affirme dans le Golfe, entend faire régner autour de Qatar et de Bahrein la paix qu'elle a si difficilement et précairement imposée à l'ancienne « Côte des Pirates » : les accords qu'elle conclut en 1868 et 1869 avec les cheikhs al-Thani obligent ceux-ci à recourir en cas de crise à la médiation de son résident du Golfe. Golfe.
Pareille « médiation » forcée

fait actuellement partie de l'Ara-ble Saoudite, reçoivent l'impact du wahabisme en passant sous l'autorité de l'émir du Nedj. Mais les Ottomans, actionnant les Egyptiens alors sous leur suze-raineté, s'emploient bientôt, avec un succès au moins passager, à faire échec aux Saoudites, et dès 1819 ceux-ci abandonnent le lit-toral. L'empreinte wahabite ne disparaît pas pour autant, et les cheis de Qatar, les al-Thani en particulier, feront revivre à la première occasion les tradition-neis bons rapports avec la maison saoudite.

celle de son territoire et à n'ac-corder de concessions de pêche, on autres, qu'avec l'accord du gouvernement britannique. Celui-

ci se charge de toutes les relations

M AIS Qatar est au seuil de l'ère M du pétrole. En 1935, sur les conseils du résident britannique du Golfe, le cheikh accorde une concession à l'Anglo Iranian Oil C°, qui transfère blentôt cette autorisation de recherche à la Petroleum Development (Qatar), devenue en 1953 la Qatar Petroleum C°. Le pétrole est découvert dès 1939 sur le littoral occidental de la péninsule. Mais, en raison de la guerre, l'exploitation ne peut effectivement commencer qu'en 1949, et depuis lors elle a'est constamment poursuivie, en s'étendant au littoral oriental et aux zones marines adjacentes.

Cette brusque entrée de l'émirat dans les temps modernes nécessitait des ajustements, que le sagesse bédouine de la maison des al-Thani a su en somme, réaliser sans trop de heurts. Décrire comme autant de « coups d'Etat » les abdications pius ou moins sollicitées ou imposées qui émaillent depuis un quart de siècle l'histoire de la maison des al-Thani serait méconnaître cette politique ancestrale des tribus, qui subordonne la conservation du pouvoir au maintien du consentement des apparentés, alliés et chefs de fractions. La Constitution d'avril 1970 ne fera, très à propos, qu'entériner et régulariser cette tradition de consultation politique, forme islamique typique de démocratie,

politique, forme islamique typique de démocratie. pilque à rendre formelle et qui lui permet de contrarier d'autres ambltions plus dangereuses. A partir de 1908 la mort du cheikh Gassem et les difficultés internes de l'empire donnent à Qatar la possibilité, aussitôt exploitée par le cheikh Abdallah, de s'affranchir de l'influence ottomane. Mais, dès le début de la guerre de 1914, la puissance navale et militaire des Britanniques devient irrésistible dans la région, et Qatar doit accepter de s'en accommoder: en 1916 le cheikh Abdallah ajoute un acte de plus à la longue sèrie des «tratiés de consultation » conclus par les principautés arabes avec londres.

Par cet acte, le cheikh de Qatar s'engage à ne céder aucune par-

extérieures du cheikh de Qatar, garantit son territoire contre toute attaque par mer, et promet ses bons offices en cas d'agression venant du continent.

L'ère du pétrole

démettre, mais ils laissent accèder au trône, en dépit des arrangements antérieurs, son fils le cheikh Ahmed ibn All, au détriment du cheikh Khalifa ibn Hamed. M AIS Qatar est au seuil de l'ère du pétrole. En 1935, sur les

Souvent absent du pays, et confondant volontiers le tresor public et sa cassette personnelle, le cheikh Ahmed se laisse finale-

public et sa cassette personnelle, le cheikh Ahmed se laisse finalement persuader, en avril 1970, de promuiguer une charte constitutionnelle, et de remettre l'autorité de fatt an cheikh Khaiifa, son représentant désigné.

La Constitution dispose que le souverain confie le pouvoir exécutif à un cabinet de dix membres, qu'il dirige, et dans lequel siègent en fait nombre de ses parents; une assemblée de vingtirois membres, dont vingt èlus par le peuple et trois désignés par l'exécutif, assiste celui-ci d'avis qui demeurent cependant purement consultatifs.

En complet accord avec la Grande-Bretagne, qui dès 1968 s'est résolue à un progressif départ du Golfe, la principauté est proclamée indépendante, le 3 septembre 1971, par le cheikh Ahmed.

Avec le consentement du cabi-

Aseptembre 1971, par le chelkh Ahmed.

Avec le consentement du cabinet et de l'Assemblée, c'est-à-dire avec l'aval de la tradition bédouine de consultation, le cheikh Khalifa, d'allleurs héritier régulier du pouvoir aux termes des arrangements tiynastiques de 1949, dépose, le 22 février 1972, le cheikh Ahmed alors absent. Ainsi est complètement rétablie une régularité dynastique à laqueile les événements avalent fait subir de provisoires atteintes.

Qatar, en dépit de certaines sollicitations, ne s'est pas fédéré à d'autres principautés du Golfe. Il a substitué à l'ancien à traité de consultation » un traité de l'Arabie Saoudite sont, bien entendu, particulièrement confiantes. Il est membre de la Ligue arabe, de l'ONQ, de l'Organisation des pays exportateurs de pètrole et de l'Organisation arabe de même type. PIERRE RONDOT.

Une place de choix dans le Golfe

choix dans le Golfe. Limi-trophe de l'Arabie Saouirophe de l'Arabie Saou-dite et de l'Etat des émirats arabes unis, il sert de pays de transit pour les échanges entre ces deux territoires, riches en hydrocarbures. Voisin de Bahrein, du Koweft, de l'Iran, il fait figure de carrefour, de lieu de rencontre pour les hommes, les idées et les influences les nieus divernes. infinences les plus diverses.

Pourtant l'émirat est de dimen-

Pourtant l'émirat est de dimensions modestes : s'étendant sur quelque 16 900 kilomètres carrès, il est peuplé, selou les ums, de moins de deux cent mille habitants, selou les autres, de quelque trois cent mille personnes. Les nomades ayant été, pour la plupart, sédentarisés, mais le développement économique étant encore à ses débnts, la majeure partie de le population est concentrée au sein de la capitale, Doha, et dans ses environs, où s'édifie un complexe industriel, celui d'Oum-Sald.

Des travaux d'infrastructure sout en vole de réalisation. C'est le cas des autoroutes condinisant à Abou-Dhabi et en Arabie Saoudite, Les divers centres un pays

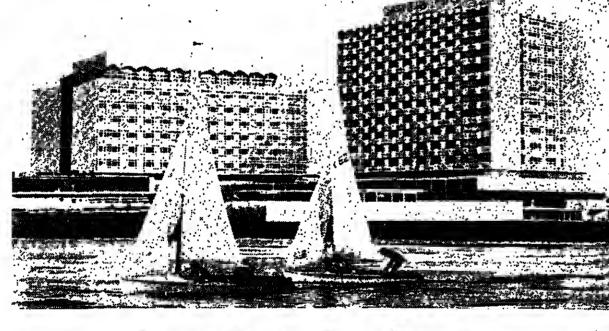
le cas des autoroues connusant
à Abou-Dhabi et en Arable Saoudite. Les divers centres du pays
sont délà reliés par des routes
goudronnées. L'aéroport international pant accueillir les apparells de tous tounages. Le port de
Doha secueille les navires de
haute mer, celui de Bir-Zekrit
(sur la côte ouest) les bâtiments
transportant des marchandises en
transit de Bahrein, tandis que le
terminal a d'Oum-Said repoit
surtout des pétroliers.

Ce ao ut essantiellement les
recettes pétrolières — qui constituent les 95 % du budget — qui
servent à financer les trapanx
d'infrastructure et les projets de
développement, industriels et agricoles. Produigant 24 millions de
tonnes d'bydrocarbures (en 1974),
Quan bénéficie d'un revonu évalué à 2 milliands de dollars. Mon-

Quiux bénéficie d'un revenu éva-lué à 2 milliards de dollars. Mon-naie forte — entièrement a con-verte » par l'or — le rial finctue légèrement su-dessus d'un franc. La fiscalité est exceptionnelle-ment libérale : seules les compa-guies pétrollères sont frappées de l'impôt sur le revenu. Les droits de donaire sont singulièrement has. 2 % Dour certains produits. bas, 2 % pour certains produits, inexistants pour d'autres.

QATAR

llie l'hospitalité traditionelle Arabe au confort international de luxe

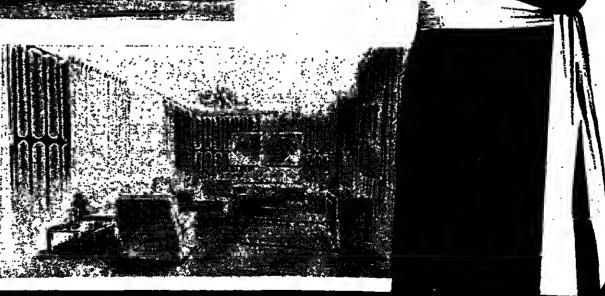


Les réservations peuvent être faites par votre agence de voyage à l'adresse suivante:



Reservations Dept. **Gulf Hotel** Doha POB 1911 Qatar

Telex DOHA 4250 Cable GLFHTL DH



les structures democ

QATAR: TRADITION ET PROGRÈS

(Publicité)

L'ÉMIR

Cheikh Khalifa al-Thani



Son Altesse Cheikh Kholifu Bee Homad al-Thoni était déjà responsable du cobinet des finances et vice-gouverneur du pays lorsque, le 1^{er} septembre 1971, il mettait fin au traité inéquitable qui avait étà conclu avec la Grande-Bretagne en 1918 et praclomait l'indépendance de Qatar. Le 22 février 1972, il était parté à la tête du pays et

proclamé émir do Qatar. Dès soa accession à la mogistrature suprême, l'émir Khalifa prenait l'angagement d'« adopter teates mesures et procédures susceptibles de contribuer à la modernisation do l'État, à la fastice et à la stabilité ». L'émir Cheikh Khalifa ne se contento pas de régeer. Assisté

de son conseil des ministres qu'il présido et du Conseil consultatif dant il voudroit élorgir les attributions, il gauverne directement et veille personnellement à ce que ses directives soiont exécutées

efficocement et dens les meilleurs délais. Né à Doha on 1929, l'émir est un grand travoilleur. Il emploie deuxe à quatorze heures par jour à préparer Qutar à l'ère postpétrolière et gazière en promouvant d'autres sources de revenus, dans le domaino tant industriel qu'agricole.

de revenus, dans le domaino tant industriai qu'agricule.

Prafondément religieux, il affirme sa conviction que le
people de Qutar, essentiellement oustèm et piaux, peut pulser
dons son mode de vio islamique la réponse aox défis posés par
les problèmes de l'industrialisation et de la modernisation.

EN MOINS DE CINQ ANS

Une émergence rapide sur la scène internationale

indépendant depuis la 1er septembra 1971, l'Etet da Ostar a áté admis à le Ligua des Etats arabes dès te 11 saplembre el à l'ONU des le 16 du même mole. Aujourd'hut, it y a, à Doha, trante ambaseadeurs accrédités, dont vingt-

L'edhésion da Catar aux principes de le charte de l'ONU est inacrite é l'erticle 5 de le Constitution provisoire du 2 avrit 1970. Ella e élé réaffirmée, é plusieurs raprises, per l'émir en personne pour qui te politique axtérieurs de Oaler est dictés par « te droit des nellons é l'eutodétermination. la promotion da la coopération Internationale pour le bien da l'humanité. l'inetauretion de le nale, le nécessité de résoudre les conflits entro Etats par des moyens pacifiquee at l'établissement des reletions entre Etats eur la base de la justice et da l'ége-

C'est, neturellement, svec le monde arabe que Geler entretient les rapports les plus étrolts

et les plus tratemels. C'est einsi que, maigré l'échec des négocietions engegées evani t'indépendance pour la consiliution d'une fédération des neut émirets du Golfe, chelkh Khelile n'a jemais perdu l'espoir de voir naître un lour cette tédération, Dene une interview accordée en 1973, à l'occasion du pramier anniversaire de eon eccession au trône, il déclarait : . L'idés d'une fédération des neuf Etats ne disparetira jameis. Elle pourra êtra remise pour une raison ou une autro, elle réapparaître certainement sous une forme différente dans l'avenir. - Pour lui, le eimple examen des faite et des chiffres doil inclier tous les responsebles du Goife à - réaliser l'imporiance vitale que représente pour nos pays, la créetion d'une forme d'unité ou de fédération ou, du moins, de pienification et de coordination. Tous noe efforts. toute notre expérience et toules nos connelasances dolvent étre

velopper et protèger nos gigan-tesques ressources et les utiliser d'une maniéra constructive

Cette détermination da l'émir est soulignée par le fait que blan que le contantieux avac Bahrein ne soit pas encore totalament liquidé, il prenalt l'Initiative de proposer, dès 1972, le création d'un comité conjoint pour le développement et le coordination économique. Ce comité ayent été créé, Qalar et Bahrein pervenaient, en 1973, à conclurs un eccord pour la production en commun d'huite végétale, d'aiuminium extrudé at de ciment.

Avec Abou-Dhabl, les ralations eont hermonieuses et, evec le Koweit, la notion de bon volsinage revét tout son eens : parantèle éloignée, échange constant da visites à toue tes niveaux, repports commerciaux fructueux pour les deux parties, liens culturate étroits.

Avec l'Arabie Saoudita, pour des reisons tout é la fois athniques. religieuses, culturelles et historiques, Qatar entrettent des repports privîléglés at dane les grands problèmes injernationeux les deux pays edoptant souvent das ettitudes très proches t'une de l'autre.

Qaler fournit une aide économique importante à de nombreux pays srebes, dont l'Egypta, le Tunisie et la Jordanie. Il participe au Fonds erabe da dévetoppement économique et eocisi

eraba de Catar serail incomplet si mention spéciale n'était pas telle l'attitude du gouvemement dane la question Qatar a'est engegé à appuyer ta cause du paupla palestinien el à rachercher una juste solution au conflit du Proche-Orient, conformément aux principes de la charte des Nations unles et des résolutione da l'Assamblée générele et du Conseil de eécurité.

Pour les responsables de Doha

una tella actution exige le restau-

ration des droits nationaux légi-

times du pauple palestinien et la

reconnaissance de son droit à l'autodétarmination sur sa terra Sur le plan internetional, les traditionnels qui lient Oetar à la Grande-Bratagne demeurant, mais les années 1974 et 1975 ont été marquées per l'émergence da pays comme te Frenca at le Japon. L'importance de la coopération entre la France et Cater est soulignés par le feit que

France est la troieieme depuie le Certes, pour les responsables, aussi bien françale que gateris. las rapports entre Parie et Dohe ne sont pas encore aussi satisfaisants qu'on le voudrait. Parmi les fournisseurs de pétrole é la France, Oster occupe le septième place et, de son côlé, la Franco s'est située, en 1974, é

le onzième poeltion parmi les tour-

le visite actuella de l'émir é la

la peloton da têta constitué par le Japon, la Grende-Bretagne, les Etats-Unie et le Liban.

Les rapports tranco-qataris son toutajola appelés é connaître, dans les ennées é venir, un développement important. Un accord de coopération économique, technique et tinancière e, an ettet, été signé entra tes deux peya en décembre 1974, donnant neissance é une la visita é Doha du ministre françair du commerca extérieur,

M. Norbert Ségerd. Des accords ont été conclus antra la compagnia netionale - Ostar General Petroleum Compeny - et deux eoclétés trançaises. C.D.F.-Chimie (fillele des Charbonnegae de France) at Gazocaen pour la construction de complexes pétrochimiques symétriques à Oum-Said, à Catar et à Dunkarque, en France.

Les deux opérations (celle de Oum-Seid et celle de Dunkerque) offrent un cas exempleire de la coopération possible entre les deux peys Menées conjointement alles permettront, en effet, d'obtenir de meilleures conditions de marché auprès des fournisseurs il sera également possible de coordonner les travaux, utiliser conveneblement lee áquipes de montagee et diminuer les coûts à la tols on raison du volumo des commandee ol des possibilités de rationalisation offortes par un pro-

POUR SAUVEGARDER L'HÉRITAGE CULTUREL

Un musée national

Une dizoine de moisons troditionnelles et un oncien polois qui fut, un temps, lo résidence de lo famille al-Thani ont été restourés et tronsformés en un nusée notional qui constitue, jusqu'à présent, la réalisation la plus originale at la plus séduisante du golfo Arobique.

Le musée notional de Qatar a té officiellement inauguré en juin 1975. L'onsemble de ses bâtiments recouvre 47 500 mètres carrés. Dans sa forme définitive, il sero constitué de quotre sections principales : le palois, le musée d'Etot, la musée de lo mer ot l'a quarium.

De même que Qatar et son histoire, le musée national regarde ò la fois vers la mer at vers l'intérieur. C'est pour roppelet oux générotions montontes que, à un certain mament de son histoire, Qatar possédait plus du tiers de la flotte de pécheurs de perles du Golfe qu'une logune artificielle o élé construite ot rottochée ou musée. Sept bateaux. reproduction des « dhows » troditionnels, ant été spécialament construits pour être omorrés en

permonence dans la logune. Sur lo rive de la logune, un musée de la mer a été construit et ouvrira ses partes en 1976. Le premier étage sera consacré à la vie des perhours de Ontar Le sous-sol abritera un aquarium au seront rassemblés des spécimens de la vie aquatique des mers qui bordent lo Golfe.

Le vieux polois des émirs, restouré, est meublé à la manière traditionnelle pour roppeler ce que pouvoit être, au début du siècle, la vie d'une fomille

Le musée étant essentiellement consacré à la vio des populations qui ont vécu dans lo péninsule depuis des milliers d'onnées, et la vio do ces papulations ayant étá perpétuellement dominée poi la désert, l'ontique polois des émirs et les habitations avoisinontes évoquant la terra de Octor et la vte des bédauins. Là est rassemblée la collection la plus importante do matériel othnographique, orchéologique, écologique et historique que l'on puisse trouver dons cette région du monde.

Dans une excavation oménación près de l'entrée du bâtiment principal, un film de quatre minutes montre, en animation, le processus géologique de la création de la Terre depuis la matière gazeuse originelle, il y a quatro milliards et demi d'onnées, jusqu'à l'émer-gence du galfe d'Arabia et de la péninsule de Qatar tels quo nous les connaissons aujourd'hui.

Dons la section préhistorique, l'age de la pierre ost exceptionnellement bion représenté, depuis les haches mossives et rustiques du paléolithique inférieur jusqu'oux objets on métal repaussé du néolithique postérieur. Dans cette section, on peut remarquer

l'évolution des outils officoces vers des produits plus raffinés et plus spécialisés. Des pateries de l'époque Oubéide, récemment découvertes, figurent en bonne place ot témoignent d'une civilisation qui fut florissante il y a quelque six mille ons et qui fut probablement à l'origine de la civilisation sumérienne qui a morqué de son empreinte le sud de la C'ost la section relativo à la

vie quotidienne des bédauins du désert qui, dans le musée, est la mieux représentée. Cette section qui s'étend sur cinq salles regroupe, sait motériellement soit grophiquoment, tout ce qui concome la vie quotidienne dons le désert : outils, costumes, chonsons, poèsie, instruments de mu-sique, etc... Taus les aspects de la vie bédouine y sont représen-tés, y compris, dans la solle centrale, la tente traditionnelle en tissu noir.

Une dernière section du musée est consocrée ou pétrole, ouquel Etat moderne dolt sa prospérité. Des graphiques et des chartes exposent la monière dont le goupétrollers pour la blen-être de

Le musée cauvre, ainsi, taute l'histoiro de Qalar depuis les temps préhistariques jusqu'à nas Dans tout le musée, une utili-

sotion abandante des moyens oudiovisuels ojoute une dimension

nouvello à la quantité considéroble de textes et d'informations grophiques qu'apportent les différentes expositions. Un grand nombre de témaignages sur la vie dons le désert, sur les hommes et les animoux, sont présentés sous cette forme.

La création du musée de Qotor est due à une initiative prise par l'émir Cheikh Kholifa, en moi 1972. Cette décision fut suivie de trais années d'études et de recherches intensives et d'un plan de restauration et de construction accélérées. L'ensemble du projet fut placé sous l'autorité du ministère de l'information, et plus précisément de son directeur, M. Mahmoud El-Chérif, aujourd'hui conseiller de l'émir. La restauration et la construction furent réalisées par le ministère

des travoux publics. La décision de l'émir Chelkh Khalifo Ben Homad al-Thoni est duo ou foit qu'ò ses yeux il ne suffit pas de moderntser le pays en diversitiant son économie et en l'industrialisant, ti ne suffit pas non plus do généroliser les services socioux, l'éducation, l'infarmation et la formation profes-sionnelle. Bref, il ne suffit pas de familiariser les Qataris avec les techniques modernes, Pour Cheikh Khalifa, le vérttable développement ne consiste pas en un mimétisme du monde industriel moderne, mois en una assimilation, par l'héritage culturel de la société aatari, des exigences de la société industrielle.

Dans cette optique, l'émir Chelkh Khalifa tient particulièrement à ce que les générations montantes aient continuellement sous les yeux les témoignages de l'histoire de leur pays et de ce quo fut, un temps, le mode de vie de ses habitants.

EN POLITIQUE INTÉRIEURE

Des structures démocratiques et sociales

Quatar est fier de ses traditione, le pluperi des Cataris ayant dos encêtres qui remontent eux grandes tribue arabes. Par euite do lo migration de ces tribus, des communautés sédentaires s'ételent instellées sur les côtes de le pénineule et l'Etet est né do ces communeutés.

Les structures du nouvel Etat de Getar allient la modernité à la tredition.

La Constitution provisotre du 2 avril 1970 déclare que Oetar est un Etal souverain et Indépendant, que son aystéma de gouvernement est démocratique, que le langue officiolle de l'Etat est l'arabe et que le peuple qateri teit pertia de la netion areba.

L'islem eet te religion offictette de l'Etet, ainsi que cello do la très grande majorité de la populotion. Aux tormes de lo Constitution, le - chan'a . (législotion) islamique est la cource principale du droit.

A cet égerd, il convient de elgneler que lo peuple de Qatar est essentiallement pleux et austère, dans la tredition wahabite. Dans une récento Interview, l'émir Choikh Khelita effirmait sa certitude que le mode de vie lelemique pouveit - foumir la réponse aux délis posée par les problèmes de l'industrietisation et de la modemisation ...

L'orticle 5 de la Constitution provisoire affirme que l'Etat - dirigera ses afforts vers la consolidetion d'une véritable démocratie tondée sur des bases solldes et vera le création d'une organisation edminietrative conveneblo, qui assurera la justice, la palx et l'égalité pour toue ees citoyens, einei que le respect de l'ordre public .. L'article 6 autorise l'Etat - è superviser l'économio nationale - dans l'intérêt du pavs. cette supervision ne devant, toutefols, e'exercer que

dans les limites définles par la loi. La justice sociate est te préoccupation majeure de l'article 7 qui déclare que l'État - guiders les générations monlantes et prendra soin d'olles ». Il « aure la responsabilité de loumir des opportunités égales à tous les citoyens et de leur permettra d'exercer leur droit eu travell dans lo cedre de loie qui essureront la justice socialo .. Lo même erilcte prevoit te mise en piece de eervices sanitaires adéquats et - un

do maladie, de désastres et toutes causes d'inve-L'erticle 8 met l'eccent sur l'éducation qui - est un facieur essentiel de progrès et de blen-ètre pour la société - et à laquelle chaque citoyen a droit. Le mêmo erticle précise que . l'Etat assurera la réalisation et l'axécution d'un programme d'éducation générale obligatoire, gratuite

système de securité sociale pour aider les

citoyens nécessiteux pour cause de vieillesse

à tous les niveaux .. L'égalité des droits et des devoirs est assurée

ciloyena joulront des mêmes droits publics et seront de même soumle à des devoirs publics égaux, sans distinction de race, de sexe ou de

L'article 11 de la Constitution traite de la lustice. Toute personne eccusée - sera considérée comme innocente jusqu'é preuve de sa cuipablité - et eure droit - é un procès équilable devent une cour où elle pourra être défandue soit par elle-même, soit per un avocet . L'inviolabilité des domiciles est garantie per l'erticle 12 qui précise que l'entrée sane permission - est interdite sauf dans les cas prévus par la loi et seton les modalités précisées par celle-cl -La liberié do la presse est geranfie par

L'émir est te chef do l'Etal Mais il ne se contente pas de régner. Il gouverne directement et veille personnellement à ce que ses directives soient exécutées efficacement et repidement. Il est le chet du gouvernement at préside un conseil des ministres nommé par lui.

L'article 37 de te Constitution provieoire définit te conseil des ministres comme le plus haute autorité exécutivo do l'Etat, il est donc responsablo de « l'administration de toutes les affaires Intérieures et extérieures de l'Elat », propose tes lole et décrets et les soumet au chel de l'Etat pour ratification et promulgation, soumat des projets de lole » eu Conseil consultatif pour avis et veille à l'exécution des tole et ou mainden da le sécurité intérieure et extérieure, edministre les effaires financières de l'Etat et met au point to projet de budget, atc.

Le pouvoir exécutif est assisté d'un Conseil consultatif de vingt membres nommés par l'émir. La Constitution précise que tes membres du Conseil consultatif - représentent tous les citoyens de Catar et, à ce titre, s'occupent des intérêts publics de l'ensemble de la population « Les mambres du Conseil consultatif doivent être des citoyens nès à Qatar, âgés d'eu moins vingt-quatre ane et syant - une position ecceptable et un jugement sain «. Ils doivent avoir des compétences « dans différents domaines «.

Le Conseil consultatit se réunit en sessions annuelles ordinaires d'eu moins huit mois. Des sessions extraordinaires peuvent être convoquées naugurée par l'émir qui, é l'occasion, fait una déclaration sur « l'état du pays, les réalisations majeures et les projets et réformes qui seront exécutées eu cours de l'année ».

Le gouvernement local est assuré par un cartain nombre de consells municipaux. A part te consell de Doha, le capitale, il existe des consells municipeux é Wakrah, Rayyan, Gum-Salai, Kher et



Des finances en mal de chiffres

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

ATAR reflète, à de nom-breux égards, le schéma financier des émirats nés du pétrole sur les rives de la côte arabe du Golfe. On y retrouve les effets d'une situation nou-velle expendrée per la justice. les effets d'une situation nou-veile engendrée par la juxtapo-sition d'une richesse rapide et fabuleuse face aux stigmates d'un sous-développement persis-tant. Cependant, Qatar suit un itinéraire qui lui est propre en matière de développement éco-nomique et — fait nouvean — élabore ses propres structures financières.

Avant l'indépendance, procla-mée en 1971 Qatar disposait, avec Dubai, d'une unité monétaire émise par un « Currency Board » dont les deux émirats se parta-geaient le capital. Ce n'est que lorsque Dubai rejoignit la Fédéra-tion des Emirats arabes unis que Qatar décida, en mal 1973, de creer son propre institut d'emis-

créer son propre institut d'émission.

Le riyal qatari, désormais en circulation, a été rattaché aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.), le 18 mars dernier. Comme la plupart des autres monnaies du Golfe, celle de Qatar est stable puisqu'elle est gagée à plus de 100 %, en grande partie sur l'or. Cependant, aucune de ces monnaies ne peut être considérée comme forte dans ce sens que leurs parites ne sont pas influencées par la demande et qu'elles ne sont pas sensibles aux forts afflux de capitaux ou de surplus de la balance des palements. La récente réévaluation de 5 % du riyal qatari par rapport au dollar prouve, toutefois, le désir des autorités de protéger la population contre l'Inflation extérieure (1).

La gestion des réserves

LES réserves ne cessent de s'accumuler d'une année sur l'autre. En 1972, elles s'élevaient à 1,4 milliard de francs; on les estimait à 4 milliards deux ans plus tard à l'exclusion des dépôts à court terme, de la participation dans des compagnies locales, de la contribution au fond de développement et aux autres institutions internationales. Le problème de leur gestion est au centre des préoccupations du cheikh Khapréoccupations du cheikh Khalifa, qui applique en la matière une politique pragmatique impré-guée de prudence.

A l'image d'Abou-Dhabl et en fonction des expériences néga-tives faites, entre autres, par le Koweit lors du krach de l'Intra Les documents concernant les finances publiques restent stric-tement confidentiels. Les chiffres

tement confidentiela. Les chiffres et les statistiques manquent cruellement. Seuls les ministres ont accès au budget dans son ensemble et les administrations ne connaissent que la partie les concernant directement.

Le budget global divise les dèpenses en deux catégories : les dépenses en deux catégories : les dépenses courantes et celles en capital. La croissance rapide des dèpenses courantes a'est accompagnée d'un changement dans leur composition. La « liste civile » de l'émir comprenant les versements aux membres mâles de la famille régnante (soit huit cents personnes environ) a, en termes relatifs, beaucoup baissé depuis l'accession au pouvoir du cheikh Khalifa en 1972. En 1967, elle absorbait près de la moitié des crédits de fonctionnement. La part consacrée aux services pudes crédits de fonctionnement. La part consacrée aux services publics et aux dépenses sociales est restée à peu près constante, avec un montant légèrement supérieur à 20 % du total. Les paiements « non identifiés » ont connu une croissance rapide au point de devenir le poste le plus important. Ils représentent 40 % des dépenses de fonctionnement.

Les sommes consacrées à l'équi-

Les sommes consacrées à l'équi-Les sommes consacrées à l'équi-pement, les seules réellement connues, ont été annoncées par le ministre des finances lors de la nouvelle année bégirienne 1395 (13 janvier 1975). Leur moutant global pour l'année 1975 s'élève à 1903 millions de R.Q. (2), il n'était que de 616 millions de R.Q. en 1974. Les secteurs de l'industrie (305 millions de R.Q.) et de l'industrie lourde (305 milet de l'industrie lourde (305 mil-lions de R.Q.) figurent parmi les postes les plus importants.

cheikh Abdel Aziz, et dn directeur des finances, M. Abdel Kader El-

Qadi. Outre quelques possessions immobilières à l'étranger, l'essen-tiel des investissements est réparti

entre cinq portefeilles : l'un, très prospère, en livres sterling, qui est géré par Baring Brothers, un autre en dollars, de moindre

L'imprécision actuelle des siruc-tures financières et l'absence d'information chiffrée reflètent la situation transitoire de l'éco-

(1) La parité actuelle est de 1 dollar = 3.80 riyals gatari. I riyal gatari = 1 F.F. environ.

(2) Annoncé cemme étant de 1598 millions de R.Q. il convient d'y ajeuter la somme de 305 millions, de R.Q. destinée à l'industrie lourde, et qui n'a été comme que plus tard.

(3) Source ; O.C.D.E.

importance, géré par Hambros, un troisieme en deutschemarks, et deux petits fonds en francs

En matière d'aide extérieure, Qatar a une politique à la mesure de ses moyens. Pour la seule année 1974, l'émirat a accordé 160 millions de dollars pour les solvante-quatorze engagements faits an titre de l'aide publique au développement (3). Cette somme a été répartie pour les trois cinquièmes à l'aide bilatérale, qui a absorbé 95 millions de dollars, le reste aliant à l'aide multiatérale.

multilatérale.

Les bénéficiaires des versements — plus de 60 millions de dollars — sont essentiellement les pays du champ de bataille et les pays islamiques, qui regolvent une adde croissante. Ainsi, Qatar participe, entre autres, au financement de l'oléoduc Suez-Alexandrie SUMED (20 millions de dollars), de l'usine d'engrais de Talka. également en Egypte (3 millions de dollars), à la reconstruction de la zone du canal, à la raffinerie de pétrole d'Alexandrie, Ont reçu une aide la Jordanie (17 millions de dollars), le Soudan (14 millions de dollars), le Soudan (15 millions de dollars), le Soudan (16 millions de dollars), le Soudan (17 millions de dollars), le Soudan (18 millions de dollars), le Soudan (1

Le système bancaire fonctionne encore d'une manière imparfaite. La Qatar National Bank, dans laquelle le gouvernement détient la majorité des parts, est l'agent du Trésor et exerce certaines des attributions habituellement confiées à l'institut monétaire, notamment en matière de change. D'autres activités, du ressort d'une banque centrale, comme l'escompte, n'existent pas pour

l'instant.

Qatar compte treize banques commerciales, dont onze étrangères. La Qatar National Bank domine la place. Outre ses attributions en matière monétaire, elle détient les deux tiers du total des dépôts, gère les comptes du gouvernement; chaque étrangère est tenue de déposer auprès d'elle 5 millions de R.Q. sans intérêt. La seconde banque qatari, la Qatar Commercial Bank, a été fondée début 1974 à l'initiative de particuliers, avec un capital de 10 millions de R.Q. Parmi les rares obligations qui leur sont imposées, les banques étrangères ont celle d'investir à Qatar la moitié au moins de leurs dépôts.

nomie qatari. Celle-ci semble hésiter entre le libéralisme et le dirigisme. Le passé étant encore trop présent, seul l'avenir per-mettra de préciser le choix de

Energie

En première ligne sur le front du pétrole

(Suite de la page 15)

Ce qui tend à prouver que mal-gré la prise de participation crois-sante des Etats au capital des sociétés pétrolières, ces dernières out gardé une certaine maltrise du rythme de production et de vente de tel ou tel pétrole.

vente de tel on tel pétrole.

C'est bien ce phénomène que l'on a observé en 1975 à Qatar comme à Abou-Dhahi — et aussi, d'ailleurs, en Arable Saoudite. Pourtant, après les accords de participation conclus avec le cartel des grandes compagnies en 1972, l'émirat avait obtenn le quart du capital des sociétés opérant sur son territoire. En 1974, cette part était passée à 60 %.

L'accord de 1974 prévoyait que la Qatar Petroleum Company et la Shell Company of Qatar devaient racbeter à l'émirat 36 % de l'ensemble de la production,

qui venaient sajouter aux compa-gnies pétrolières; soit en tout 76 %. Les 24 % restants étalent en principe commercialisés di-rectement par l'émirat, mais, s'il ne parvenait pas à écouler cette part, les sociétés étalent obligées de la reprendre pour leur propre compte.

qui vensient s'ajouter aux 40 %

Ce régime est transitoire, car l'intention officielle de Qatar, comme des autres Etats du Golfe, comme des autres Etats du Golfe, est d'achever la « révolution pétrollère », c'est-à-dire de prendre à 100 % le contrôle des sociétés opérant sur leur territoire. Le principe de cette prise de contrôle a été adopté en décembre 1974, et l'émirat est encore actuellement en négociation avec les sociétés pétrollères pour fixer le montant de l'Indemnisation et le prix auquel les sociétés pourront acheter le pétrole.

Le rôle des sociétés

L'ironie de l'histoire, c'est que les sociétés préféreraient maintenant que leur capital soit complètement racbeté, car, dans la
situation actuelle, bien qu'elles ne
tirent plus grand profit des puits
qu'elles exploitent directement,
elles sont encore obligées, du fait
même qu'elles ne sont pas complètement nationalisées, de risquer des capitaux dans le développement et la recherche, Il n'en
serait plus de même si elles
étaient simplement des sociétés de
service ou, comme on dit dans le
jargon, des « opérateurs ». CEPENDANT la lenteur de ces négociations a pu faire douter de la volonté de l'émirat d'aller vraiment jusqu'à la nationalisa-tion à 100 %. A l'automne de l'année 1974, M. Yamani, ministre capudien du rétrale meis restant l'année 1974. M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, mais parlant implicitement pour l'ensemble des pays du Golfe, avait solennellement déclaré: « Avant la fin de l'année, si Dieu le veut, les Arabes recouvreront tous leurs droits sur leur pétrole. » Cette prophétie n'a pas été réalisée, L'Arabie Saoudite elle-même n'a pas nationalisé l'ARAMCO. Seul, aujourd'hui, le Koweit paraît sur le point de l'accomplir. Les autres hésitent encore ou donnent toutes les apparences de l'hésitation. Pourquol ? Parce qu'à Qatar, comme dans les autres pays du Golfe dont les structures étatiques sont encore « molles », on a toujours besoin de l'assistance technique des sociétés pétrolières; non seulement pour la maintenance, le développement et l'exploration des anciens et nouveaux gisements, mais aussi pour la jargon, des « opérateurs ».

Dans les milieux pétroliers, on va parfois jusqu'à soutenir le paradoxe suivant : si toutes les sociétés pétrolières étaient vraiment nationalisées par les Etais de l'OPEP, les prix du pétrole auraient chuté. Pourquoi ? Parce qu'à ce moment-là la concurrence entre les Etats aurait été beaucoup plus vive, alors que dans la situation actuelle les sociétés. pétrolières organisent elles-mêmes une sorte de répartition des réductions de production afin de sauvegarder le niveau des prix, car elles non plus n'ont pas intérêt à ce qu'ils baissent. gisements, mais aussi pour la commercialisation et, bien évidemment, pour le transport du

10.000 dollars par habitant

En tout cas, comme les autres membres de l'OPEP, Qatar a grandement bénéficié du quintu-plement des prix du pétrole brut : avant la guerre israélo-arabe

d'octobre 1973, l'émirat ne tirait, pour son compte, en moyenne, que 1,44 dollar par baril exporté; depuis, ce chiffre est passé, ton-jours en moyenne, à 9,34 dollars.

jargon, des « opérateurs ».

Aussi, les revenus pétrollers giu-haux de l'émirat, qui n'étaient que de 255 millions de dollars en 1972, et de 409 millions de dollars en 1973, ont atteint 1,9 milliard de dollars en 1974. Le revenu moyen par habitant est mainte-nant supérieur à 10 000 dollars, alors qu'il n'était que de 1 500 dollars en 1971, au moment où l'émirat a'est déclaré indé-pendant.

.4 101 FR

Les réserves prouvées de l'émirat sont estimées officiensement à 6500 millions de barils. Si le rythme d'extraction avait été maintenu an niveau qu'il avait atteint avant la guerre, c'est-à-dire 27,5 millions de tonnes par an, les réserves auraient été épuisées en trente ans.

épuisées en trente ans.

Il se pourrait d'ailleurs qu'après la brutale hausse du prix du pétrole les réserves « réelles » soient nettement supérieures au chiffre indiqué ci-dessus; dans cette hypothèse, la rétention de production serait encore supérieure et plus grandes seraient les chances d'allonger davantage dans le temps l'existence de la « rene » pétrolière.

a rente » pétrolière.

La majeure partie de la production pétrolière de l'émirat est le fait de la Gatar Petroleum Company, créée le 21 août 1938. Cette société affiliée à Piraq Petroleum Company (I.P.C.) a été fondée par le cartel des grandes sociétés pétrolières pour exploiter la concession obtenue en 1935. La Qatar Petroleum Company était alors constituée sur le même modèle que PIP.C. : 95 % du capital répartis en quatre tranches égales de 23,75 %, lesquelles étaient dévolues respectivement à la British Petroleum, à la Sbell, à la Compagnie française des pétroles, et à un ensemble formé par Mobil et Exxon et partagé lui aussi en parts égales. Le solde, soit 5 %, revenaît à la Partex, gestionnaire des intérêts hérités du patrimoine de M. Gulbenkian, « monsieur-cinq-pour-cent ». monsieur-cinq-pour-cent ».

e monsieur-cinq-pour-cent ».

En mer, c'est la Shell Company of Qatar, filiale de la Shell, qui a découvert du pétrole dans les gisements d'Idd-El-Shargi, Maydan - Mahzam et Bul - Hanine. L'exploitation de ce dernier gisement pendant l'été 1972 a donné une production initiale de 30 000 barils par jour qui s'est élevée, dès la fin de l'année, à 100 000 barils par jour. C'est un pétrole de bonue qualité : 36 à 37 % de API et une teneur en soufre de 1,5 %; mais le pétrole terrestre est encore de meilleure qualité : 40 à 48 % API et une teneur en soufre de seulement 1,2 %.

Notons enfin que Qatar dispose aussi de réserves considérables de gaz naturel. Officieusement ces réserves sont estimées à 8 000 millards de pieds cubes. Pour le moment, la majeure partie du gaz est brûlée. Mais cette ressource va être utilisée de manière croissante, notamment comme combustible pour la production d'électricité, le dessalement de l'eau de mer, et le fonctionne-ment d'une cimenterie, et, plus tard pour la fabrication de pro-duits chimiques. Le gaz est déjà utilisé comme matière première pour la production d'engrais.

PHILIPPE SIMONNOT.

de la République fédérale du Nigéria, le charge d'affaires ai. et Mme J.A. Fakayode ont offert une réception le 1° octobre.

 A l'occasion de l'inauguration de l'exposition tcbécoslovaque « Dix siè-cles d'art tchèque et slovaque » et de la visite de MM. Matej Lucan, vice-premier ministre de la République socialiste tchécoslovaque, et Milan Klusak, ministre de la culture tchèque, M. Juraj Sedlak, ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie, a donné une réception le 2 oc-tobre dans les salons de l'ambassade,

567 517 537

rt

::. :::

37939 527

1561 ment Paris.

directe

facts

L'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Heun Yun out offert une réception le 3 octobre à l'occasion de la fête nationale.

· A l'occasion de la fête de l'armée populaire ichécoslovaque, l'attaché militaire et de l'air près l'ambassade de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Emil Franck out donné une réception le 6 octobre.

. M. Ernst Scholz, ambassadeur de

la R.D.A., a offert une réception le 7 octobre à l'occasion du vingt-sixième anniversaire de la République démo-

A l'occasion de la visite à Paris de M. S.D. Sharma et de plusieurs autres personnalités indiennes, l'am-bassadeur de l'Inde et Mme Chatterjee ont donné une réception le 8 octobre.

 L'ambassadeur de la République démocratique populaire de République démocratique populaire de Yémen et Mme Bafaqih ont offert une réception le 9 octobre à l'occasion du départ de l'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et de Mme Nijaz Dizdarevic.

· A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de la République socialiste

fédérative de Yougoslavie et Mme Nijaz Dizdarevic ont donné une récep-tion le 16 octobre.

« brut ».

L'ambassadeur, délégué perma-nent du Venezuela près l'UNESCO, et Mme A. Uslar Pietri ont offert une réception le 22 octobre.

A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur d'Autriche et Mme Otto Eiselsberg ont donné une réception le

L'ambassadeur d'Iran et Mme Amir Chilaty ont offert une réception le 27 octobre à l'occasion de l'anni-versaire du chah.

Sous les auspices de l'ambassade de la République de Corée en France, une soirée de musique traditionnelle de Corée a été donnée le 28 octobre au Musée Guimet par la troupe de l'Institut national de musique clas-sique.

à l'intention de Messieurs

les Membres du

Corps Diplomatique

et des Organismes

Internationaux,

disposition pour

tout renseignement

se tient à

leur entière

Correspondance

Le procès du groupe "Fraction armée rouge" en R.F.A.

A la suite de l'article de Fred Mohr (le Monde dipiomatique, octobre 1975). Mme Margaret Fiedler, de Cologne, nous adresse la lettre suivante :

Cet article intéressant me

cet article intéressant me semble cependant ne présenter qu'une face des choses. D'abord, il ne faut pas embler pour quelle raison les extrémistes ont été incarcérés; non pour leurs opinions poliincarecréa; non peur leurs opinions poli-tiques — en Allemagne fédérale, chaeun peut s'exprimer libremont, — mais parce qu'ils ont propagé ces opinions par la force des armes. Un groupement politique qui dispose d'un arsenal d'explosits et d'armes à feu et qui en fait usage n'est pas n'importe quelle organisation... Que l'objectif du groupe — le bouleversement du système politique allemand — soit justifié en non, il est celui d'une mino-rité radicale, inadmissible pour la majo-rité qui, dans une démocratie, décide... La détention préventive a dépassé de La détention préventive a dépassé de loin les limites prescrites par la loi. Ceci est dû en grande partie aux détenus eux-mêmes et à leurs avocats qui or fait usage de tous les moyens légaux pour repousser le début du procès dans Pespoir de gagner du temps. Si l'on consi-dère que, selon la loi, un détenu est regardé comme innocent jusqu'à la preuve du contraire, les conditions de détention talent en cifet très dures. Malgré cela, les prisonniers ont réussi à communiquer entre eux — par l'intermédiaire des avocats — à l'aide de missives socrètes. C'est ce qui a provoqué l'exclusien des

J'ai fait la connaissance de M. Croissant lors de la session d'un comité contre la torture, avec lequel je sympathisais. Fal constaté qu'il était lui-même radicalement opposé an système actuel en République fédérale, qu'il qualifie de néo-fasciste. Par la suite, il est apparu que de fausses informations avaient été deunées aux comités par les avocats, dans l'espoir de provoquer des actions favorables and détanns

n est vrai que le droft des accusés de cholsir librement leurs défenseurs a été nombre des avecats à trois par per est compréhensible, si l'on seit que cer-tains des accusés employaient jusqu'à permet d'exclure un avocat est à mon avis une entrave grave à notre liberté. Cette mesure prouve à quel point notre Etat se sent menacé et que, malheureuse-ment, ses représentants cont quelquefois

dépassés par les événements En ce qui concerne Holger Meins, pent-eu parler d'assassinat lorsque l'Etat ne fait pas tout son possible pour sanver un candidat an suicide? La question est difficile, d'autant plus qu'il est tout aussi condamnable d'employer la force pour alimenter quelqu'un.

alimenter quelqu'un.

En conclusion, je dois dire que, pour quelqu'un qui suit les événements de près et qui estale de voir derrière les coulisses, il y a de nombreux signes alaxmants et inquiétants. L'Eint se présente avec une autorité parfois abusive et il fant se demander en cela peut mener. Je pense cependant que la plupart des pays auralent pratiqué une répressieu beaucoup plus sévère en face d'éléments considérés comme dangereux et qui attaqueraient les principes fondamentsux de queraient les principes fondaments ux de leur existence politique. C'est justement de par sa libéralité que la Hépublique fédérale est vuinérable et il est à craindre qu'un abus de cette libéralité par des extrémistes quels qu'ils soient ne pro-voque un raidissement défavorable à notre

démocratie.

[Que des inculpés soient poursuivis en raison de leurs epinions ou pour avoir commis des actes violents ne modifie en rien le problème de fond : toute démocratie se doit de respecter, à leur égard. Les principes de droit sur lesquels elle est fondée. Le fait que d'autres pays puissent pratiquer une « répression beaucoup plus sévère » n'empêche que la dérense de la démocratie partout dans le monde passe par le respect de libertés dont cértains ont trop vite fait de dire qu'elles sont « formèlles ».]

(Publicaté) Découvrez un grand CHATEAUNEUF DU PAPE VIEUX A UN PRIX JEUNE en ecrivant directement qu DOMAINE DE BEAUCASTEL 84350 COURTHEZON Ref. < M.D. > nº 25

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,

qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex:TT CITRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.76

C!TROEN A

"LA TOLÉRANCE", de Casamayor

Par YVES FLORENNE

N croit généralement que le thôme central des livres de Casamayor, c'est la justice : non sans raisous, parce qu'on sait les combats qu'il mêne pour elle et qui ont donné son titre à un de ses livres ; on pense même que son propos est principalement la Justice, avec une majuscule, c'est-à-dire cette administration qu'on a haptisée « pouvoir », probablement parce qu'elle a, en effet, tout pouvoir, pariois même de vie ou de mort, sur le justiciable. Et pourtant, le sujet profond des livres de Casamayor, cela qui ne cesse de Pémouvoir et du le mouvoir, c'est, en vérité, l'injustice.

There is a second

Pinjustice.

Parcillement, anjourd'hui, sous ce titre screin et consolant: a la Tolérance » (1), ce qu'on lit c'est son envers: l'Intolérance. Car la tolérance, état d'esprit rare et fragile, est un espoir, une nécessité, la condition future d'une société enfin humaine où seraient exorcisés tous les vieux démons, et transformée la vie des bommes, braf : la révolution. Mais ce que nous commaissons, encore et toujours, ce qui règne, domine — et, bien entendu, fait rage dans les révolutions, — c'est l'intolérance. Ict, Casamayor se retrouve avec lui-même: il montre que l'intolérance est la cause, le fondement de l'injustice. Et plus encore : l'organisation de l'injustice.

IVRE de moraliste, nécessairement, c'est surtout un livre politique. Il dissipe l'illusion à l'abri de laquelle prospère l'intolérance. On voit en elle un comportement, un réflexe, une humeur, un fanatisme, une passion—dont chacun d'allieurs se croit exempt— Caramayor montre qu'elle est un système : universel, omniprésent, qui ntilise ce comportement, ce réflexe, cette passion, en exploite les gisements naturels, pour servir des intérêts, des pouvoirs, une volanté de puissance et de domination. Les fabricants et exploiteurs d'intolérance ne sont pas forcement eux-mêmes des intolérance individus nu institutiona, ils sont le plus souvent des monstres froides.

L'intolérance est d'autant plus difficile à aciet.

L'intelérance est d'antant plus difficile à saisir qu'elle est partont, et qu'elle est masquée. La a bounc » vieille intelérance d'autrefois se manifestait avec éclat dans les persécutions, les massacres ou les bûchers : nan qu'elle ne persiste d'ailleurs, sous des formes plus modernes. Mais, pour elle comme pour beaucoup d'antres choses, le progrès a consisté, non dans la disparition ou l'atténuation, mais dans l'action clandestine. Elle est à la fois diversifiée, subtile, infuse, diffuse, nice, et totalitaire. Car c'est d'abord une intolérance d'Etat.

L'analyse elle-même doit donc se multiplier et descendre dans les profondeurs pour démonter la ma-chine ou, à tout le moins, la prendre sur le fait : dans

l'entreprise de culpabilisation et de néantisation partout mise en œuvre, avec tant de succès, contre l'homme; dans la culture intensive de l'angoisse qui a pris opportunément le relais de la faute et du péché; dans l'anthropomorphisme qui prête aux corps constitués, nux institutions, aux entités des caractères humains, et les rend par conséquent intolérants, — par exemple aux mots, aux attentes à leur homeur, aux vérités, etc.

aux mots, aux atteintes à leur honneur, aux vérités, etc.

C'est là, d'ailleurs, une des formes de la maladie dont Casamayor trouve à faire partout le diagnostic : la substitution de l'abstraction à la réalité. Cette réalité que s'emploie précisément à engloutir la conjuration qui excelle à mettre en brande et à exploiter l'intolérance : « La machine à fabriquer des convictions s'est mise à fonctionner à toute vitesse, et son principal effet a êté de mettre une société « juridique » à la place d'une société réelle. » On ne sait d'ailleurs plus très bien si l'intolérance est le sous-produit des couvictions, ou si c'est le contraire. La recherche et l' a isolement » de l'intolérance n'en sont pas facilités. N'importe : il faut la désigner, la découvir, la mettre à na, puisque a sa plus grande faiblesse, c'est la crainte d'être reconnue ».

Mais cette dénonctation salutaire ne va pag sere

Mais cette dénonciation salutaire ne va pas sans présenter une autre difficulté au dénouciateur : le risque d'un certain pharisaisme. Le tolérant duit être toujours en garde contre le danger de se moutrer comme le champion du Bien contre le Mal, bref : comme un intolérant de sens contraire. Aux vertus qu'elle exige du tolérant, le sceptique ne donnerait pas cher de la tolérance. Mais Casamayar, lui, croît en l'homme. Et le sceptique n'est-il pas qu'une variété tiède d'intolérant?

A PRES avoir percé à jour, sous tous ses masques, A l'intolérance, Cassmayor en vient au positif et s'attache à définir la tolérance; qui n'est justement pas le scepticisme, ni la tiédeur; moins encore l'indifférence on la résignation; elle n'est pas neutralité mais action. Et d'abord, elle n'est pas le contraire de l'intolérance, elle est autre chose, d'une « autre nature a. Il le fant bien, puisqu'elle consiste précisément à ne pas tolèrer l'intolérable, — que l'intolérance non seulement d'acte mais fait prospèrer.

C'est toujours le même combat où Casamayor s'engage, avec la même lucidité paisible et la même générosité intrépide, contre tout ce qui sépare les hommes; qui est construit à dessein pour les séparer. La tolérance, peut-être, renverse les montagnes.

(1) Gallimard, Paris, 1975, 208 pages, 29 F.

ÉCONOMIE

Une dénonciation ambiguë de l'Etat technocratique

CONFORMEMENT à l'exprit de la collection dans laquelle il est publié, le
Capital et son double, de Marc Guillaume (1), est une sorte d'improvisation libre, de e dérive » (pour employer
le terme qu'utilise son auteur) à partir
d'un thème. Ic, le point de départ est
l'Etat qui, loin d'être le simple reflet
du capital (comme le crotent, celon
Marc Guillaume, les économistes
marxistes), est en fait son double,
« imitateur et lucide ». Nous sommes
donc victumes d'une double alténation,
celle de la marchandise et celle du
poutoir, celle de l'argent et celle de la
bureaucratie. Cette dernière est moins
bien perçue. Pourtant « les interventions des Etats se multiplient. contrôlent et dirigent nos vies quotidiennes.
La bureaucratie, la technocratie et
leurs nouvelles instances envahissent
le champ social »

Pour en sortir, la planification démocratique, l'autogestion sont insuffisantes. Il jaut dissoudre de l'intrieur
le sens du code social, faire un usage
a mineur a du discours social, « pour
retrouver, derrière les mots convenus,
l'intimité des choses e, la a conscience

a mineur a du discours social, a pour retrouver, derrière les mots convenus, l'intimité des choses e, la a conscience intime de sol a et ces a nouveaux espaces de liberté, encore souterrains, nà se forme déjà l'esquisse d'une révolution silencieuse a.

Loin d'ouvrir de nouvelles brèches, Marc Guillaume nous fait franchir des portes déjà ouveries par d'autres; mais, comme le Petil Poucet, il laisse tomber de sa poche les noms de De-

portes déjà ouvertes par d'autres; mais, comme le Petit Poucet, il laisse tomber de sa poche les noms de Deleuze, Lacan, Lévi-Strauss, Barthes, Bourdieu, Baudrillard (qui est largement utilisé), Marx, Gramsci et bien d'autres, sans doute pour pouvoir retrouver son chemin. C'est en cela qu'il ne s'agit pas d'une véritable exploration d'un territoire inconnu. Plus subtilement, Marc, Guillaume donne l'impression très nette de vouloir se réserver plusieurs issues, à droite et à gauche. Sa dénonciation de l'Etat a tentaculaire » est propre à enthousiasmer les chejs d'entreprises, pas seulement petites et moyennes; les u gens de gauche » jeront leur projit de la critique de l'approche néo-classique, de la dénonciation de l'aliènation, et de l'appel en javeur d'une révolution même si elle n'est que a silencieuse ».

Etrange discours, en vérité, que celui de Marc, Guillaume, où s'entremêlent les constatations les plus banales

CULTURE

THE UNDERGROUND AND ALTERNATIVE PRESS IN BRITAIN. A BIBLIOGRAPHICAL GUIDE

WITH HISTORICAL NOTES. - John Spiers.

The Harvester Press, 1874, Erighton.
If sut saluer l'existence récents en
Grande-Bretagne de la Harvester Press
dont le vocation est de fournir des rééditions d'œuvres importantes dans le
domaine des eclences sociales, des bibliographles et des collectious romplètes de
microtilma qui vont des archives des
partis politiques à la recension complète
des rapports du ministère de la santé au
milieu de siècle dernier. Des documents
précioux, parfois éparpillés, sont sinal mis
à la disposition des chercheurs dans des
conditions de rigueur scientifique remarquables.

conditions de rigueur scientifique remarquables.

Ca petit ouvrage sur in presse « underground » et e paralléis » computée une introduction substantielle, une analyse de ces revues parfuis disparues aussitôt qu'apnarues et qui unt duoné un cachet paritculier aux années 60, puis enfin des indications sur la localisation de tel nu tel titre reproduit en mieroniene. On imagine la somme de travail et de contacts nécessaires pour une telle entreprise quand en sait à quel point les mranes de 14 e contre-culture » étaiant enmbreux, anarchiques dans la tenue de leurs propres archives et sans coordination ectre enx. L'ansemble complet de mierofiebes reprenant vingt-dour mille trois cent trente pages de quatre-vingt-trois titres coûte 298 livres. Le petit guide d'accompagnement est à lui seni on travail exemplaire.

MARXISM AND THE MASS MEDIA : TOWARDS

New-York, 1974, 4 duliars.

Il s'agit G'une entreprise ambitiouse: constituer une bibliograpuie annotée globale, muitilingue, des analyses marxistes des moyens de communication de masse. Cet opuscuie comprend quatre cent cinquante-trois entrées aur des textes allant de 1642 à 1874 et portant aur quarante-denz pays. C'est dire que toute prétention à l'exhaustivité est écartée. Tentetive louabis done mais guère scientifique. Au besaud des pages on pontra néanmoins découvrir tells ou telle référence utils nu incomons. Ca petit guide qui es veut

inconons. Ce petit guide qui es veut un elmple document de travail pourre

A BASIC BIBLIOGRAPHY (nº 1 · 453). * International Mass Media Research Center, International General Editions, New-York, 1974, 4 duliars. (depuis Marx, a le monde a changé ») et des rapprochements intéressants, discours pour soi, qui tend vers le compte rendu de lectures pariées, le journal intime, ou la dissertation d'un élève brillant qui s'épauche dans le milieu doutilet d'une collection dont les directeurs (l'auteur est l'un d'eux) sont tous deux maîtres de conjérences à l'Ecole polytechnique.

Mais ce que pourraient apoir de

à l'Ecole polytechnique.

Mais ce que pourraient avoir de sympathique les interrogations d'un lecteur attentif des travaux récents en sciences humaines est vite dissipé por l'inquiétude que l'on peut ressentir devant certaines affirmations. Ainsi, pour Marc Guillaume, expliquer la crise actuelle par les contradictions du capitalisme, c'est faire du « capitalio-centrisme ». Un tel languge n'est pas de nature à déplaire en haut lieu. Mais le « test » de l'existence ou de la non-existence de l'Elai sosie du capital ne consisterati-il pas, au contraire, à détruire d'abord le capitalisme jusque dans ses racines, c'est-à-dire les rapports de production, pour « voir » ensuite si l'on n'aurait pas jait d'une pierre deux coups?

(1) Marc Guillanme : le Capital et son double, P.U.F., coll. «Roonomie en li-berté». Paris, 1975, 172 pages, 29 F.

Toute l'Asie, et l'Afrique au sud du Sahara en deux annuaires

L'Afrique du Sud, isolée des jeunes Etats indépendants d'Afrique noire encore fragiles par le tampon des colonies portugaises et de la Rhodésie, a longtemps éclipsé l'importance économiqua à peine pressentie des autres régions de l'Afrique au sud du Sahara. Depuis le changement de régions et l'Aprique et le contre sanara. Depuis le changement de régime au Portugal et la crise des matières premières, voilà toutes les données bouleversées. De nouvelles stratégies s'esquissent, dans lesquelles les intéréts économiques de l'Occident gardent un rôle dominant. En publicat propulée fois parallel de la propulée fois parallel de la propulée fois parallel de la paralle cent un role dominant. En pu-bliant pour la première fois en 1971 leur Annuatre de l'Afrique au sud du Sahara (1), les éditions Europa Publications avalent des le départ mis en place un instru-ment de travall et de référence qui va prendre maintenant toute on utilité. Initiation aux pro-blèmes historiques, sociologiques et économiques de l'ensemble du sous-continent grâce aux études introductives d'ensemble signées par d'excellents spécialistes ; renscignements plus techniques sur les institutions politiques de chaque Etat, sa situation econochaque Etat, sa situation économique, ses moyens d'information ou ses organes culturels; enfin Who's Who recensant les principales personnalités; telle est la structure de l'ouvrage, sur le modèle des autres annuaires régionaux régulièrement publiés par l'éditeur. l'éditeur.

L'Annuaire de l'Extrême-Orient et de l'Australusie, 1975-1976 (2), paru à quelques mois de distance, rendra les mêmes services pour suivre l'évolution d'une autre partie du monde où les relations internationales, sans doute bien plus complexes, font l'abjet du même réaménagement. Afrique Australe, océan Indien, Pacifique: c'est en réalité une stratégie giobale qui se met en place, dans le prolongement des vicilles poli-tiques coloniales et néo-coloniales.

(1) « Africa South of the Sahara, 1975 », Europa Publications, Londres, 1975, I 137 pages, 15 livres.

(2) « The Far East and Australiana 1975-1976 », lb., 1975, I 349 pages, 18 livres.

ANNUARIO DI POLITICA INTERNAZIONALE 1972

* Dedaio Libri, Eari, 1975, 1 312 pages, 18 500 lires.

Dans un gente où il est difficile d'innover. Cet annuaire réalisé par les collaborateurs de l'istituto per gli studi di politica internazionale de Milan retiendra l'attention par sa ciarté, sa précision et la qualité de sa présentation. Premier d'une série, il dresse un milan politique et éconnmique de la nituation des pays du globe, sous forme de Chroniques retragant les faits survenus au cours de l'année 1972 et complétées par une runrique consacrée aux traités, accorda, commoniqués et déciaminns ayant marqué l'attualité internationale cette même année. Après le long chapitre consacré à la politique étrangère de l'italie, ou retiendra plus narticulièrement, dans l'énumération évécementielle des grands thèries de la politique mindiaic qui compose la deuxième puriis de est ouvrage — la plus intéressants et in meux équilibrée à nos youx — les études de Giovanui Bressi et de A. Massimo Calderassi enr la onuvelle politique internitionale de la Chine et la diplomatic américaine. Il convient nues de signaler la place faite nu conflit vietnamien et an sous-continent indien depuis la création du Bangladesh. Ces ganiges devraient permettre de misux juger des grandes crises et de loure prolongements grâcs an recui du temps.

Des résumés coocis mais précis de la situation géographique de chaque pays. + Dedalo Libri, Bari, 1975, 1 312 pages, 18 \$00 lires.

Des résumés coocis mais précis de la situation réographique de chaque pays. la liste des organisations internationairs serc des indicatinns sur leur structure, une importante bibliographie, font de cet ouvrage une véritable petité encycinpédie et un bon document de travail.

M.-J. Z.

ASIE

FOREIGN RELATIONS OF THE NEW STATES. — Michael Leifer.

7

中海水 人名英格兰

* Longman, Londres, 1975, 3.25 livres. A Longman, Londres, 1975, 3.23 livres.
Auteur d'un ouvrage fondamental sur
la politique étrangère cambodgionne,
Michael Leiler, de la London School nf
Economics, vient de consacrer son dernier livre à l'étude des relations entre
les dix Etats de l'Asie du Bud-Est et de
leurs rapports avec les puissancés étranrères, denuis la chute du systèma colo-

les dix Etais de l'Asie du Bud-Est et de leurs rapports avec les puissances étrangères, depuis la chute du systèma colonial pendant la seconde guerre mandale jusqu'à la reille de l'effondrement, cette année, des régimes indochinois soutents par les Amèricains.

Se présentant sous la forme d'un mince volume, mais d'une grande densité, ce livre constitue une introduction utile à l'étude des afraires du Sud-Est asialique et des questions internationales. Il expose avec objectivité tonte une série de faits déjà connus certes — par exemple les motivations de la pultique étrangère indonésienne ou de l'isolationnisme birman — mais que les commentateurs ont tendance, en général, à laisser de côté pour mieux imposer leurs idees préconçues our la région. L'auteur foit ainsi remarquer que al l'Indonésie oest retirée des Nations unles sous la présidence de Sockarno, ce n'était pas sur un caprice de Pétin mais parce qu'on arait accordé à la Malaisle un siège au Conseil de sécurité. Si les Etais qui purrainèrent la Malaisle avalant prété plus d'attention au nationalisme indonésien, Sockarno ne se serait peut-être pas mis an ban de la politique étrangère.

La leçon qui se dégage de ce livre est que l'on a trop sonvent nègligé les intérêts antionaux des Etais du Sud-Est asinique au profit des intérêts étrangers. Pourtant, comme le souligne M. Leiter, l'interrention extérieure na c'explique pas seniement par les calcuis erronés des puissances extérieures lorsqu'il s'agissait de définir les intérêts en jeu mais anssi par les rivaities traditionnelles entre les Etais du la région. Annès avoir écarté toute possibilité pour eux de riraiser avec les puissances étrangères. l'auteur conclut que, « pour l'heure, la metileure chose que les nouveux des riraiser avec les puissances étrangères, l'auteur conclut que, « pour l'heure, la metileure chose que les nouveux des riraiser avec les puissances étrangères, l'auteur conclut que, « pour l'heure, la metileure chose que les mouvers de l'un mouve de surmanter les fablesses niernes qui, depu

capables de surmanter les fablicsses internes qui, depuis l'indépendance, ont été leur caractéristique commune in plus

été leur caractéristique commune in plus éridenic s.

Ce livre s'adresse surtout à un public de spécialistes et le seul fait qu'il ne se réfère à mecune mode partieulière en vogue devrait lui sasurer un rôle pius durable que certains nuvrages an goût du janr dout les généralisations hâtives ont déjà été démentles par les évênements. Cette remarque vaut d'ailleurs pour toute la série « Etndes du Sud-Est asiatique contemporain », publiée ebez Longmar, qui comble en partie le manque de livres sérieux sur cette partie du moude.

AMÉRIQUES

THE POLITICAL SYSTEM OF THE UNITED STATES. — John D. Lees.

STATES. — John D. Lees.

† Faber and Faber, Londres, 1975.

† Faber and Faber, Londres, 1975.

10 pages, 230 livres.

Le sujet a été mille fois traité aux Etale-Unis, mais, « vu de Londres », il retroure sa fraichenr. Le lecteur du Vieux Continent qui souhaite c'inițier en anciais à la vie politique américaine décnuvrira avec plaisir une analyse qui répond à la pinnart des questions qu'il se posait spontamément.

Le profesesur Lees donne souvent aux problèmes les pins classiques un éclairage nriginal qui en modernise l'énoncé et retient l'attention. L'emsemble des renvois bibliographiques est ludicieux.

A.M.C.

ATLANTISME

THE NEW ATLANTIC CHALLENGE. - Sous la direction de Richard Mayne.

* Charles Knight and Co., Londres, 1975, 376 pages, 7 livres. Guarante-cinq eignatures figurant au sommaire de cet nuvrage, parmi lesquelles celle de Raymond Aron. Zbigniew Brzezinski, Sicco Mansbolt, Nelson Rockefeller, Pierre Uri, Eugène Rostow. Les auteurs figuralent parmi la confaine de participants à une conférence Europe-Amérique que d'est carre à Americane. qui c'est tenne à Amsterdam en mara 1973.

c The New Atlantic Challenge > : le titre revient à poser une nonveile fois la question : « Quelle doit être la réponse du bloe de l'Ouest développé aux interrogations que suscite la situation mondiale? » Dans la première partie de l'ouvrage, qui introduit le sujet, les auteurs se sont appliqués à être breis, et malhenreusement les données qu'ils dégagent sont trop générales. La seconde partie, consacrée anx « problèmes économiques d'un monds indépendant », est davantage traitée au fond. On notera à regret qu'elle ne contient qu'une seule contribution eu problème des relations entre pays industrialisés et paye sous-développés, due à Pierre Uri. Le livre ne dit pas si un tel « sommet » n réellement négligé d'étudier un sujet si important ponr l'avenir du bloe atlantique. Les divers problèmes de la sécurité européenne, le intur de l'OTAN, les menaces nuclèmes cont, par contre, approfondis dane une troistème partie.

fondis dane une troisième partie.

La dernière partie de l'ouvrage, a New perspectives in foreign policy », annongat un tuème intérasant : les articles qu'elle contient abordent surtout le passé. Sans doute, éerire ce chapitre supposait que les participants à la conférence se soient mis auparavant d'accord sur le sens du débat, tel qu'il est présecté dans l'introduction, sur les propositions contradictoires des économistes. Celn pontrait faire l'objet d'un autre livre, d'un autre colloque, plus « productif ». On trouvers là, pourtant, un utile recueil des points de vue de c prenenrs de décision », potentiels on actifs. Mais tous sont tentés par le munologue, l'ouvrage laissé croire que cette conférence fut plus une juxtaposition de beaux esprits qu'une rencontre véritable.

A PARIS

UN NOUVEL EDITEUR sur la Rive Gauche LA PENSÉE

UNIVERSELLE

DE NOUVELLES COLLECTIONS

Manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre, prendrait sous contrat auteurs libres de

Adresser manuscrits et C.V. à

M LE DIRECTEUR GENERAL

DE . LA PENSEE UNIVERSELLE » 3 bis, qual aux Fleurs, 75004 PARIS Tél. : 325.85.44

leurs droits littéraires, étudie formule avec particips-

recherche d'urgence

POUR CREATION

ET LANCEMENT

tions aux frais.

Maillet.

L'Europe H'est e'ni le grande épopée du vingtième siècle ni un mythe en voie d'effondrement ». Elle est « une vasie construction inachenée » autour de cinq lighes de force : la création d'ou espace formante européen. Lue action solon-

des pays an voic de développement.

Si cette construction se trouve à l'heuré actuelle inachevée, c'est parce que le truité de Rome repossit sur une certaine vision du fonctionnement de l'économie à échésaice d'une dizaine d'années, vision qui était influencée par les priorités de l'époque : relever le niveau de vie, décloisonner les économies et renforcer le potentiel suropéen dans un elimit de guerre froide. La Communanté économique suropéenne a rempii une partie du contrat que lui avaient fixé ses fondateurs, mais elle n'a su c'adapter aux données nouvelles de la vie politique et économique (interrogetiou sur les finatités de la croissance, influence grandissante des sociétés multinationales, crise du système monétaire international, remise en cause de l'efficacité de l'aide aux pays en vois de développement,...) parce qu'il lui manquait une « certaine idée du développement d'utopet et à long terme ».

terme ».

Pour l'avenir, plusieurs scénarios sont concevables. Dans l'un, les Européens persévèrent dans e la méjiance mutuelle et l'époisme sacré » et comme l'a dit Paul Valéry su 1838, e l'Europe est mûre pour ties commenée dar une commission amévalery an 1838, e l'Europe est mure pour étre gouvernée par une commission amé-ricaine s. Dans un escond scénario, le sursaut des Européens commence anjour-d'bui : ils consantent aux efforts néces-saires pour assurar leur propre défense et pour créer une véritable union enro-péenne. Is n'ont plus beaucoup de temps pour se décider. Rien n'est totalement perdu, mais « il est toujours plus tard ou'on me croit ».

e EUROPEAN POLITICAL PACTS, 1918-1973, nar Chris Cook et John Parion (Macmillen, Loudres, 1975, 363 pages, 10 livres): De 1918 à 1973, des chiffres, des statistiques, des fiches techniques sur les pays suropéens de l'Atlantique à l'Oural (institutions, économis, démogra-phie, etc.)

EUROPE

LA CONSTRUCTION EUROPEENNE. — Pierte

* Presses universitaires de France, coil. Sup. section e l'Economiste », Paris, 1975, 243 pages, 36 P. économique européen, une action colon-tariste sur les structures de production, une action destinée à infléchir l'évolution spontanée de la répartition des revenus on de l'empini du produit ustional, une politique visant à assurer la stabilité de l'expansion et une politique extérieure vis-à-vis des autres pays développés et des pays an voie de développement.

REPERES LE MENSUEL

LA GAUCHE EN PANNE? LA C.G.T. S'EXPLIQUE ITALIE: OU VONT LES CHRETIENS? LIBAN: L'ECLATEMENT DU CERES D'UNE SOCIETE

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Un projet pour développer le monde arabe

Par FREDERIC LANGER

«L ES récents événements potro-liers ont au pour conaéquança immédiete de propulser au araba... Maiheureusemant, cet intérêt reliète rarement une sollicitude marquéa pour un continent où règnent toujours les affres connues du sous-développemant. - Les premières lignes da l'ouvrage que l'économiste algérien Abdelkader Sid-Ahmed vient da consacrer à .L'économia arabe é l'heure des surplus pétrollere - (1), trappent par le vigueur du Ion et la juetesse du propos. Si, depuis octobre 1973, les revenue pétroliers arabea tont l'objet de tant d'illusiona et de propagande c'est bien, an effat, perce qu'il s'agit - d'une des parties du tiers-monde la plus ignorée par las scientiates de route sorte -.

Aujourd'hul, les plana at les propo eitions abondent sur ce que doit être l'utilisation des cepitaux pétroliare. mais leur but est, avant tout, de trouver des poesibilités de - recyclage - des eurolus dans les économies autres que celles de la région concernée. SI l'on possibilités réelles de développement au niveau de l'ensembla arebe. - la problème n'eel plue alora calul du - recyclage des capitaux - mais en fait de leur » cyclage » en vue d'objectits déterminés inclus dans un projet véritable dont le développamant est une des composantes maieures ».

Les "majors" restent en position de domination

A definition d'un « projet arabe da développement » passe par une enalyse sans fard de la situetion économíque et sociale du monde arabe. C'est l'objet de le première partie de l'ouvrage, L'image qu'elle offre est celle d'économies totslement délormées, désarticulées el dépendantes de l'extérieur (en particuller eur le plan alimentaire), de sysièmes finenciers inedaplés et répondant plus aux besoins des économies occidentales qu'à ceux des peys arabes eux-mêmes. L'analyse de la contribution de l'agri-

Pour Abdelkader Sid-Ahmed, la nécesaite du recyclage ne découla que de - l'obligation où sa trouvant les producteurs de pétrola (pas seulemen arabes) da produire un voluma donné - hors de proportion avec leurs sités de lonctionnement de l'économie occidantala ». Le renversement des termes de l'échange ineuguré par la crise du pètrole appelait en affet un lel renveraement de problématique. On na s'étonnera pas qu'il solt le fait d'un Algèrien, l'Algèrie ayant été la premiara é dénoncer le « rackett » das pétrodollers. On est loin, ici, da l'économia da traite qui a prévalu jusqu'à présent, dans laquelle les peye developpés obtenaient un produit de grande valeur pour eux et de feible utilité pour les autochiones contra des produits de faibla valaur pour eux (Cadillac, armes, voire papier-monneie) mals très appréciés des élites locales.

tion-gadget - que d'aucuns proposent aujourd'hul aux pays producteure de pétrola reste dans la droite ligna de cette économie de traite. Treumatisés par leur soudaine richesse, les Arabes sont pour le plupart encore incapebles cohérentes. Ils risquent donc de laissar delinir par d'autres des modéles qui compromettralent leurs propres efforts de développement à terme.

culture au développement est nuancée mels on regrettere le peu de place consacré é l'aspect social du biocage de le production egricole, qui est un problème important même en Algérie semble-I-II. On notere le long développement (vingt-cinq pages) consacré aux ceractéristiques du merché pétroller depuis 1950, qui met bien en relief le carcan imposé aux paye producteurs par les sociétés pétrollères principalement eméricaines et la longue lutte menée entre Etats-hôles et sociétès peur aboutir é ce que l'on appelle

un peu trap vite une « manne pétrolière » venue du clel.

Du reste, cetta lutta n'est pas terminée puisque les sociétés étrangéres controlent encore 84 % de le commercislisation du pétrole de l'OPEP (64 1/6 en raison de la persistance du régime des concesalons, particuliérement en Proche-Orient, et 20 % « prétendument contrôlés par les États-producteurs, mais obligatoirement revendus é des conditions très avantageuses »). Dans le ces da l'Arable Sacudita, pour 75 % le pétrole est cédé à l'ARAMCO et aux autres sociétés é un prix qui est Inférieur de plus de 4.5 dollars le baril au prix affiché. » Les sociétés qui pendant dix ens se contentsient d'un bénéfice de 50 cents par baril jouissent suicurd'hui d'une rente de 4.60 dollars par baril . ce qui explique le bond vertigineux des profits des - majora -

Il apparaît donc qua la maîtrise des prix par les pays producteure passe avant tout par la réforme da la fiscalité capital das sociétés. Or. justement, les négociations é ce sujet entre l'ARAMCO et l'Arabie Saoudite trainent en lon-gueur, L'OPEP n'est donc pas au bout de ses peines. La décision d'octobre 1973 n'était qu'una étape, Mais les pressions politiques étrangères permettront-elles qu'une deuxlème étape soit franchie ? En tout état da cause, on na peut qu'êtra frappé du montent de la rente pétrollère que la crise a

Stratégie pour briser le carcan

A troisième partie examine le rôle que la finance arabe pourrait jouer dans le développement de la région en insistant aur le nécessité et la possibilité de créer une monnaie arabe, dont la valeur serelt celle d'un baril moyen (3) da pétrole. Elle déboucha rapidement sur l'esquisse d'une strategie da développement en aix points : accroître et modifier la structure da l'investissement Industriel ; sccélérer le dévaloppemant de l'agriculture et la mettre « sérieusement » l'accent sur l'amélioration des qualifications, l'alphebétisation, le recherche, l'enselgnement ; détarminer une politique de la technologie; eméliorer ou créer

une infrastructure commune à le ré-

gion : mettre en place des structures

bases d'une intégration économique. L'auteur relève, en passant, que le thèse de l'absence de débouchés velables dane le région est très inadéquate e la réalité. SI, comme l'estime l'Algérie, les pays arabes dolvent produire 58 millions de tonnes d'ecler en 1985 afin de freiner la pénétretion étrangère (la production ectuelle est de l'ardre de 3 millions de tannes), versient au moine à 60 millierds de dallere d'aulaurd'hul, ca qui représen-

plire montre que « la dépendance économique des psya arabes sa dduble d'une dependance des atructures tinancièrea qui annule tous les progrès réalisés dans le domaine des hydrocarbures ». (2) Abdelkader Sid-Ahmed ne croit pas aux chances de Beyrouth ou du Koweil de devenir des places financières internationales de premier plan. De nombreux banquiers europeene ne trouveront pas ses démonstrations à leur goût : elles détruisent l'illugion dans laquelle ils e'emploient é bercer leurs » partenaires » arabes. Pour l'autsur, il n'est pas de l'intérét des paya productaurs d'accumuler des surplus é l'extérieur, qui sont le signa mulant du » pepier » dont ils n'ont pas l'entière utilieation immédiate, en échange d'un pétrole destiné aux besoins de l'économie mondigle. » Ils sa retrouvent dans is situation da l'Europa et du Japon qui compensalant le déficit des paiements courants américains en accumulant des montagnes de dollars. L'ensembla des grands pays consommateurs pourront à l'image du Trésor américain, annular une partie de laurs dettes - lait du prince - an dévaluant leure monnaiss ou en réévaluant le prix da l'or ».

révélé au grand jour, et dont les pays

producteurs n'ont encore récupéré

En limitant son action eu seul

damaine du petrole, l'OPEP bâtit sur

du sable. En effet, un deuxiéme chs-

qu'une partie

tereit entre la moltlé et les deux tiere das excédants de revenus pétroliers prévus. A tarme, même a'ils se maintiennent, les revenus pétroliars arabes seront donc insuffisants pour fatre face

é la téche. Les autres conditions de succès da la stratégie proposée par Abdelkader notammant l'accrolssemant de la mobilité interrégionale de la main-d'œuvre. Certes, le monda arabe possède à la fois les ressources, le main-d'œuvre el les capitaux nécessaires é un processus de développement repide at eutonome. Il est vral également qu'on a souvent tendance, en Europe, é souligner à plaisir le divieion des pays erabes (qui s'illustre dans lee projets libyens d' « Importer » de nombreux travailleurs turcs, formés en Allemagne, alors que la Tunieie el l'Egypte, pays volsins, possèdent une nombreuse populetion sous-occupée). Male le euccès d'un développement eutonome de la région erebe dépend d'un fort volontarisme de le part des gouvernements das différents pays dans ce

On peut se demender eur gud e'appulerail ce volontarisme étant donnée la faible représentativilé de le plupart des régimes en place. Et même el les « classes dirigeantes » des pays arabes s'identifiaient à la lutte contre la dépendence économique étrangère, quel est leur pouvoir de négociation lace eux entreprises multinationales ? Les seuls profits des sept « majors » en 1974 ont dépassé les revenus pétroliers du plus riche pays erabe, l'Arabie Saoudile. En outre, sur le plan industriel, les entreprises occidentales a:guillonnées par le crise font déjà le sièga des pays pétroliers erabes, cherchant à imposer des processus de production, des modes de financement conformea é teur intérêt. Or. si les pays erabes sont (relativement) unis dans le problème du pétrole, c'est lain d'être le cas en ce qui concerne la

L'idée même d'un développement réel du monde arabe est-elle donc utopique? Répondre é cette question serait anticiper eur le résultat d'una épreuve de force dont nui ne connaît l'issue. Mala on peut observer que la crise pétrolière a révélé l'immense accroissement des enleux politiques at économiques. A la mise en coupe réclée da continants antiere par un nombre infime de sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse le P.N.B. de nombreux pays (4), répondent necessairement das forces d'ampleur égale. Les transferts de ressources prennent des proportione qui paraissent giganresques, mais qui sont simplement à l'échelle de l'économia mondiale d'aujourd'hul. En ce sens, l'ampleur des investissements, la transformation radicale des alructures politiques et sociales qui seraient nécessaires é l'émergence d'une région erabe re!stivement dégegés da la dépendance étrangère, ne sont pas un critère de sa

Le livre d'Abdelkader Sid-Ahmed. s'adressant eux Arabes, prouve la » fai-sabilité » économique da ca changement, S'adressant, par exempla, eux Européens, Il contient implicitement la leçon que l'affrontement entre ('OPEP et les - majors - concerne tous ceux qui déstrent sortir du carcan de l'Impérialisme. A l'heure où les Etats-Unis resserrent leur emprise économique sur les eutres pays développés, ce rapprochement est salutaire. Il est surprenant qu'il soit si rerement opéré, notamment

(1) « L'économie arabe à l'heure des surplus pétroliers e, par Abdelkader Sid-Ahmed, ISMEA (ex-ISEA), coll. e Economies et Sociétés », série P, n° 26, Paris,

nº 26, Paris.

(2) Voir également les articles de Georges Corm. « Pétrols et finances arabes : les trusts unglo-axxons méoent le jen » ot « L'OPEP face à la confiscation de la nouvelle reute rétrollère », parus dans le Monde diplomatique d'août 1974 et septembre

13) C'est-à-dire reposant sur la moyenne pondèrée des différentes qua-lités de brut produit par les pays (4) Ainsi la chiftre d'affaires d'I.T.T. en 1974, selou Fortune, dépasse le P.N.B. chilien.

UN NATIONALISME ARABE SANS DOCTRINE BIEN DÉFINIE

___ Le parti Baas et la tentation du pouvoir en Syrie et en Irak ____

Nous publions ici le dernier article que nous ait fail parvenir notre collaborateur ct ami Jean-Pierre Viennot. Après nous avoir communiqué ce texte, il avait entre-pris une enquêle sur la révolle qui se développe au Baloutchistan. C'est au cours

développe au Baloutchistan. C'est au cours de ce dissicle voyage qu'il est mort en territoire pakistanais, avant d'avoir pu terminer son étude sur l'esservescence qui règne parmi les tribus baloutches.
Né en 1941, diplômé d'arabe, de persan et de kurde, chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Jean-Pierre Viennot avait, depuis plusieurs années, publié dans le Monde diplometique des articles sur la guérilla du Dhojar, le problème kurde, le Yémen du Sud. les nationalités duns le sousdu Sud, les nationalités dans le sous-continent indien, l'intervention des forces traniennes en Oman (juin 1974) et, pré-cisement, sur le Baloutchistan Inovembre

Nos lecteurs et nous-mêmes apprécions en lui su grande compétence, admirable-ment servie, sur des questions a u s si complexes, par la passion qu'il mettait à défendre des populations trop mal connues qui s'elforcent, au müleu de grandes difficulles, de sauvegarder leur héritage culturel et leurs libertés. Duns cette tâche, il

rei et teurs noertes. Dans cette tache, u
était probablement, phénomène assez rare
pour être signale, irremplaçable.
Mort uu müleu de tribus qui l'entoeraient d'en af jectueux respect, Jeun-Pierre
Viennot u apporté à la compréhension de
certains problèmes de notre temps une contribution dont il faut souhaiter qu'elle

Que sa samille et ses proches trouvent ici l'expression de nos condoléances attris-

B IEN que le parti socialiste do la résurrec-tiun arabe (Baas) soit un pouvoir en Syrie depuis le coep d'État du 8 mars 1963 et en Irak depeis le t7 juillet 1968, et eu dépit de l'influence qu'il a pu exercer au Liban, ce Jordanio et ac Yémen, il c'existait jesqu'à présent aucune élude d'eusemble en langue française sur l'histoire de ce parti. D'faut done ouligner l'intérêt exceptionnel de la thèse de troisième cycle que vient de soutenir, en juin dernier, Monstafu Dandasbli, professeur de phitosophie à Saida (1).

Moustafa Dandashli élait bieu placé pour traiter le sujei : ancleu militant do la section libanaise du Baas, il a reucontré personnéllement la piupart des dirigeauts du parii, eu particulie: les responsables irakieus de l'aile gauche dont l'influence devait être st importante lors du sixième congrès untional tenu h Damas en octobre 1963.

Sur les eirconstances assez obscures entourant la naissance du Baas vers 1939-1941, M. Dandashii apporte des précisions inédites. Ainsi Zaki originaire du wilayet d'Alexandrette et l'un des foudateurs en 1933 de la Ligue d'action nationale (Usbat al-'amal qu'umi), apparaît comme l'inspirateur essentiel des idées roman-tiques et mystiques de Michel Aflak sur le nationalisme arabe. Zaki Arsonzi, dont les œuvres complètes vieunent d'être éditées à Damas, u'aurait-il pas déclaré au eujet du fondeteur du Baas : « Aflak u voié mes idées et les u déve-loppées avec médiocrité » ? Le mot « Baas e (résurrectiou on renaissance, en arahe) désignait d'allieurs à l'origine un bulletin publié par Arsouzi à Damas, vers 1938.

M. Dandashli trace en définitive un portrait assex peu flatteur du « qâ'ld mu'assis (chef fonduteur) du Baas: Michel Aflak y apparaît

de dictature militaire (Huani al-Zaim, Sami Hinnawi et Adib al-Chichakii), M. Dandzahii décrit l'ascension du Baas en Syrie de 1954 (dix-sept députés au Parlement syriee sur cent quarante-deux) à février 1958, date de la fusion de l'Egypte et de la Syrie au sein de la Répnhilque arabe unie. C'est uvec beancoup de réti-cences quo Michel Aflak accepta la fusion do son parti (parti baas arabe), fin 1952, avec le parti socialiste arabe d'Akram al-Haurâni, qui lui apporta la base paysanne qui lui faisait défant. M. Dandashil réfute an passage la thèse chère unx journalistes occidentanx suivant laquelle le Baas se serait précipité dans les hras de Nasser uniquement pour éviter la prise du pouvoir par le P.C. syrien.

La création de la R.A.U. fut tont simplement la concrétisation de la vocatiou unitaire du Baas, vocatiou al chère qu'il y sacrifia sa propre existence en Syrie. Michel Aflak avait espéré être nommé secrétaire général dans la « province

Par JEAN-PIERRE VIENNOT

comme un être réveur, superficiel, indécis, peu doné pour les tâches organisationnelles et incanable de trancher lors des grandes crises qui devalent secouer son parti. Le « philosophe du nationalisme arabe e c'est en définitive refusé à nationalisma arabe e e'est en définitive refusé à douver une défluition scientifique do la nation arabe, et c'est dans les œuvres de 9âti' al-Huari que l'on conseillait aux militants du parti de la trouver. Quant à sa conception du socialisme, elle reste el impréciso qu'ello devait douner tien nitérieurement à do multiples interprétations, puis à uno vévoite généralisée contre les chefs bistoriques du Baas (Aflak, Bitât) lors du sixième cungrès qui vit l'adoptiun d'un rapport idéelogique do style marxiste rédisé par Yâssin ldéelogique do style marxiste rédigé par Yâssin al-Hafez. L'unité arabe u'était-ello d'allieurs pas. pont Micbel Affak, un objectif prioritairs par rapport au socialisme, d'oh son apprebatiun vollée des projets d'union syro-irakienne vers 1949 ! Le conp d'Etat de Husni al-Zeim en (30 mars 1949) est l'occasioe pour Michel Affak d'écrire sa fameuse lettre compromettante an chef de l'Etat du 11 juin 1949, dans laquelle il reule pratiquoment ses idées politiques, mais qu'il aurait écrite sous la torture.

EPUIS sa fondatioe lors du premier congrès D EPUIS sa fondation lors du premier congres d'avril 1947, le Bass apparaît divisé entre une droite représentée alors par Djalat Sayyid, impliqué en 1955 dans un complot l'akten coutre la Syrie, et ene gauche incarnée à l'époque par Wanib Ghânem, auteur du programme écono-mique et social inclus dans la Constitution du Baas en 1947. Après les démèlés avec les régimes

Nord » do l'Union nutionale, le parti uniquo de la R.A.U., mais les élections de juillet 1959 pour les comités do l'Union nationale en Syrie furent un désastre pour le Baas. Entré dans une opposition larvée, puie onverte, en Syrie après la démission des ministres baasistes en décembre 1959, te Baas apparaissoit au contraire au démission comme un monvement na sociée. d'ob la dehors comme un mouvement nassérien, d'oh la debors comme un mouvement nassérien, d'oh la déviation pro-nassérienne d'Abduilah Rimawi en Jordanie, aanctionnée lors du troisième cougrès (fin août 1959), puis celle do Fonad Riqàbl en Irak, organisateur do l'utteutet manquo contre Kassem en octobre 1959, exclu lors

da quatrièmo congrès national d'août 1966 Le coep d'Etat de 28 septembre 1961 mettant fin à la RAU, dévait plonger le parti dans l'une des plus graves crises de son histoire : si Ritàr et Hauràni signèreet la fameuse e charte de séparation e, le Bass irakies condamns vive-ment la coup d'Etat « séparatiste », tandis que les « socialistes enionistes » (Sâmi al-Djundi) demandatent à Aiep le rétablissement pur et demandatent a Alep le retainissement pur et simple de l'unioe syro-égyptienne. Comme d'ha-bitude, la directiou nationalo de Bilebel Afiak fut plongée dans la confusion la plas totale et adopta une positiou atteutiste, tandis que la directioe régionale syrieune penebait pour 'acceptation du fait accompli de lu sécession.

Le coup d'Etat du 8 mars 1963 en Syrie (e révolution de 6 Azar ») ne fut pas tellement t'œuvre du Baas mais bien pintôt ce0e du o comité militaire » regroupant des officiers se réclamant de ini, véritable « parti dans le parti ». De même en Irak, le coep d'Etat de S février

1963 (« révolutiou du 14 Ramadân e) fut davan-tage le fait d'officiers bassistes et uou-bassistes (Abdul-Salām Aref) que celui da parti : d'où uu conflit lutent, puis ouvert, entre l'aile civile dn Baas irakien, orientée h gauche, dirigée par Ali Saleh al-Sa'di et s'appuyant sur la garde nationale, et les militaires traditionnels, qui devart se terminer par l'élimination dn Baas lors dn ceup d'État d'Abdul-Salâm Aref le

18 novembre 1963. La thèse de M. Dandashli se termius maiheurensement en 1963 et u'aborde pas les développe-ments ultérieurs du Bass. L'ouvrage d'Itamer Rabinovich publié à Tel-Aviv en 1972 (2) la Rabinovich publié à Tel-Aviv en 1972 (2) la complète utilement pour la période qui va du coup d'Etat du 8 mars 1963 en Syrie jusqu'au e mouvement rectificatif e du 23 février 1968 à Damas qui marque la prise du pouvoir par la direction régionale syrienne et le o groupe des trois médecius » (Zu'ayyeu-Ibrâhîm Mâkhus - Noureddine al-Atâssi) et Pélimination des leaders historiques du Baas regroupés dans la direction nationale de Michel Affak, condamné à mort par la suite en Syrie. Quant au nouveau e monvement rectificatif e du 16 novembre 1978 on Syris (la e radda tashriniyya » syrienne, pour les partisaux de Salâh Jeddi), il correspond essentiellement à l'accession au pouvoir du ministre de la défense (le général Hâtez Al-Assad) et à la destruction du parti Baas en tant qu'organisation an point qu'on peut se demander es qu'il reste an point qu'on peut se demander es qu'il reste aujourd'hui de ce parti en Syrie on même en

DANDASHLI ne cache pas ses désiliusions M. face unx muitiples seissions du Baas, blen plus déterminées seion lui par l'appétit du pouvoir que par des conflits idéologiques entre la droite et la gauche. N'est-co pas le « Baas de gauche e an pouvoir en Syrie eu juin 1967 qui avait livré lo Golan à l'armée israéilenne sans résistance notable? N'est-ce pas le u Baas de droite « en Irak qui a signé avec le monvement kurde l'accord du 11 mars 1970 et associé forméliement les communistes au pouvoir? vement surde l'accord du 11 mars 1970 et associe formellement les communistes au pouvoir ? L'acteur uo craiut pas de révêler certains aspects restès secrets de l'histoire du parti, eu particu-lier la teune d'une réunion à la fin de 1962 à ter la teune d'une reunion à la fin de 1962 à Koweit entre des représentants de la C.i.A., de t'I.P.C., de l'Intelligence Service et du Bass irakieu, destinée à préparer la reuversement du régime du général Kassem, information qu'il tient de M. Ali Sâleh al-Sa'dl lui-même, secrétaire général de la direction régionale irakienne du Bass en 1861. dn Bans en 1963.

(1) c Aspects idéologiques et bistoriques du parti hass arabe socialiste, 1940-1963 ». (2) « Syria under the Bass - The Army Party symblods », dTbamar Rabinovitch, Centre d'études eur le Moyeu-Orient et l'Afrique do Shliosh, Tel-Aviv, 1970.

,a conquête

Richards +

≡ Supplėment

La conquête de la souveraineté économique



A potria n'est poa le pétrole, l'aigent au les affaires », affirmait il y a quelques semaines à peine le président Carlos Andres Perez, après avoir installé le Conseil national de la culture dans ses fonctions. Le CONAC se propose de rendre au Vanaguela une image de lui-mane au l'apparent le parties de la contra le la contra la contra le la contra la contra le la contra la da rendre an Vanezuelo une image da lui-même qu'il a pardna avec l'axploitation des hydrocarbures et le tourbillon des « pétronvec l'axploitation des hydrocarbures et le tourbillon des « petro-bolivars ». Le chef da l'État s'emploie couragaisement à utiliser les nouvelles richesses au profit du pays tout en évitant les maux qu'alles peuvent lui caaser. Il est à cet égard significatif qua M. Perez ait promolgas le même jour la loi de autimalisation da pêtrole et calle portant la création de CONAC.

Bolivar, Miranda, Sncre : le Vanezuela a, au debnt du dixpolivar, miranas, oncre : le vanezaera a, au debni au anneuvième siècle, dannà à l'Amérique latine ses plus brillants libertadores, hommes d'action acquis aux idaes des philosophes qui tentèrent d'éclairer des « lumières » da siècle actérieur un canti-nent encore plaagé dans les ambres da la conquête at d'une société esclavagiste quasi médiévale. Avec l'aide de Napoléon, qui barcelait chex eax les Espagnals, ils mirent fin à la demination de Boarbons, mais paint à un système palitique at social qui devait se prolonger jusqu'au miliau, an presque, du viagtième siècle.

Entre terops, le pays s'épuisa dans de sanglontes gnerres intestiaes. L'ère des caudillos féodaux ae s'acheva que vers 1920, lorsqua le général Jaan Vicente Gomez, candilla lai-mâme, établit définitivement soa pauvoir depuis les Andes, frontière avac la

1975, année de la « deuxième indépendance »

Par PHILIPPE LABREVEUX

Marucaibo au nord. C'est la, an fond des eaux colmes (et main-tenant palluées), que l'an découvrit l'« aldoroda », l'ar nair qui a ui aux Vánézuálians aufant pent-être que l'ar des Incas, des Chibchas at des pauples du Mexigna aax Espegnals.

Arrive à Caracas dans la foulée d'un autre guerrier, Cipnand istro, le général Gomez, qui, à plus da quarante ans, n'avait nais accora quitté son Etat natal da Tachiro, dans les mantagnes pariais accora quirre son erat natal da l'achiro, dans les mantagnes andines, disigea paddant trenta ans la pays comma so propra hacienda. Suivant une tendance à la mada « rêtra », historiens, journalistes et ciacastes se penchent anjaurd'hui sur ce paysan madra qui modelo l'armés à son imaga et snt, par la terreur et les prébendes, maintenir sur nac société agricale et pastorale un riche partieres.

Qualques univarsitaires seulement troublèrent la fête do panques universitaires seulement transierent la lete un patriarcha. Ce sont aux qui, après sa mart, assamèrent, an pauvoir aa dans l'apposition, les premiers rôles palitiques. Ramula Gallegas, le premier présidant élu en 1946 au suffroga anniversel, est aussi le principol écrivain du Vaneznela. Deux ans plus tord, an triumytrot militaire la reroplace. L'homroe fort, le ganérol Marcos Peroz Jimanez, dirigara le pays dix ans duront : aussi implacable que Gomez, il a laisse sur ses adversaires uaa trace indalébila. Mais il a'a pas hésité à lancer le Vanexuela dans le

(Live la suite page 23.)

Richesse et aliénation

des entreprises transnationelee lui

oni, d'entrée de jeu, manifesté leur

eppul. Brei, des conditions optimales.

des journaux comme des etetistiques

officielles que l'économie n'est mame

pes - aortie du hangar - pour prendre

la piste : eccusatione de corruption

dans l'administration ; chece dane les

transports en commun ; mauvaie éla

des voles de communication ; crois-

sance des zones « marginales »;

aggrevation des inégalités sociales;

eugmentation démesurée des Impor-

tations, en particuller de blens de

dépenses courantes du gouverne-

ment; housse du coût de la vie é

un rythme aupérieur aux salaires;

quoi Il laut ajouter la criee du

secteur agricole auquel le gouver-

nement a pourtant accordé le priorité

dans ses plans de développement et

consacré des ressources eupplémen-

Cepandant, il rassort de le lecture

Par JOSE AGUSTIN SILVA MICHELENA *

L y a une vingtaine d'années le plupart des économistes pen-seient qu'il suffisait d'eccroître sensiblement les investissements pour permettre à una économie traditionnelle de « décoller » vers le ciel ouvert d'une croissance eutonome soutenue. Les ressources disponibles sur place élant trop leibles, celles-ci davaient nécessairement provenir de l'Action démocre source étrangère, Formée é l'initiative des Elats-Unis, l'Alliance pour le progrès devail permettre d'Investir an Amérique letine 1 millard de dollers par an pendant dix ans. Perez, les groupes les plus pulssants Lorsqu'on perle eujourd'hui de de la bourgeoisie et les représentants

EFINIE

cette Alliance, c'est comme d'un échec, el M. Welt Whitmen Rostow, auteur de la théorie du - décollage -, a'est vu lui-même obligé de reconnaître que quoique chose n'allait pas dane son - Manifeste non communiste -. Il ne seste plue guéra de gouvernements en Amarique letine pour croire aux thèses « développementalistes -. Le plus étonnant est que, au Venezuela, on continue de s'en inspirer : l'histoire, pourtant, a rarement lourni de meillaures occasions de rejeter une théorie sociela.

On ne saurait dire en effet que le Venezuela ait manqué de ressources. Si les compagnies tranenationales ant pris la pert du lion dene les recettes provenant du pétrole, il en est taujoure resté assez pour investir dans la peye. On ne pourrait cependant effirmer que le Venezuela, qù la ravenu par tête est l'un des plue èlevès d'Amérique letine, est plus developpé que la Colombia ou le Perou, deux paya qui n'ont pas dispose de ressources eussi impor-

gouvernement de l'Action démo-

esseure dene l'application

cratiqua est alle plus loin qua ses

d'une audaciause politique da deve-

loppement, il e pria plueleurs eéries

la croissance accélérée du secteu

egricola, au contrôle des prix, einsi

stretègie de craiseance à long terme

landéa sur un progremma d'investis-

soments, la nationalisation des res-

sources neturellea (ler et pétrole) et

d'une part è réduire la capacité inu-

tilisée de l'industrie vénezuélianne,

45 % en moyenna, at d'autre part la

taux du chômage, réel ou déguisé.

efforca de stimuler la demande Inté-

neure au moyan de dégrévements

Une politique de développement plus audacieuse TL faut toutelois reconneître que le fiecaux at d'augmentations de salaires (4,5 millierde de ballvere) et en accroissant les dépenses budgéteires (5 milliarde de bolivara). En outre, des dispositions ant été prises pour accroître les emploie dans le sectaur

nouveaux emplois, é la décentrali-setion des activités économiques, à Bien que le demande globale se solt censiblement élevée, cette amélloration n'a pas eu sur l'emploi que des décialens définissant une l'affet escompté en raison de la teible reletion qui existe au Venezuale entre traveil et production. En outre, une des caractàristiques du processus la promotion du capitalisme d'Etat. économiqua dans ca pays est qu'il La politique da plein emploi visalt imporie du chômage at exparte da l'emploi ; ses exportations créent en effet des emplois hare des trontières tandle que ses importations les économisant è l'intérlaur. Il résulte par

des eervices.

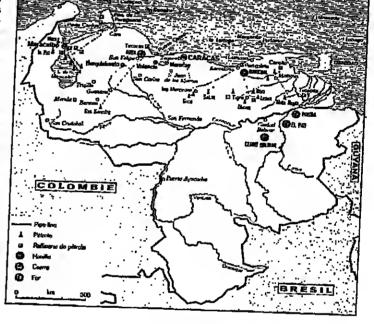
* Professeur à l'université centrale du Venezuela à Caracas.

Depuis la fin de 1973 le siluation eilleurs du heul degré de concendu Venezuela s'est eméliorée. Il est tration économique que l'effel des même difficlle d'imeginer une posiments sur le niveau de tion plus favorable pour entamer le l'emploi dans les petifes et moyennes · décoilege » : des ressources finanentreprises, complémentaires du grand clères presque illimitées ; un gouver- capital, se trouve lort limité. Enlin, nement élu evec le moilié ou presque pour nombreux qu'aient été les chôdes suffrages et disposant d'une meure ebsorbés dans les services, Il mejorité eu Congrès; un parti, l'Action démocretique, pouvent est évident que ce type d'emploi compter our l'appul presque incondidu chomage déguisé. llonnel du mouvement syndical. Si En raison de le concantretion croistout cela ne suffisalt pas au gouvernement de M. Carloe Andres

sante des activités économique Carecas, phénomène qui e tendance é ee reproduire dans d'autres centres comme Guayana, Marecaibo, Maracay-Valencie at dans les régions agricoles de Zulie et Portuguesa, Il est devenu urgeni de prendre des mesures de décentralisation : le gouvernement e eu recours é une poli-Ilque de etimulants fieceux, d'une pert, el de crédits é faible taux d'intérêt, d'eutre part. Mais l'économie vénézuéllenne confinuant de s'inspirer du principe de le maximisation des benefices, ces mesures se soni révélées largement insuffisantes.

L'une des principales préoccupations du gouvernement est d'as-surer l'expansion de le production agricole. Il e créé dans ce but un Fonde d'Investissements doté de 2 milliarde de bolivars. Il e également prie des mesures fiscales pour encoureger les producteurs el eutorisé la rémission, reconversion el consolidelierd de bolivars).

(Lire la suite page 23.)



Une phase critique dans les relations économiques mondiales

__ Par MANUEL PEREZ GUERRERO * .

consommetion : accroissement des MESURE que le crise etructurelle e'eggrave, les chances grandissent de créer le nouvel ordre économique Intarnetionel réclamé par la elxième Assemblée retards dens l'exécution des granda projets, comme le pétrochimie, A générale extraordinaire des Nations unies. Les grendes révolutione (américaine, Irançaise, russe, atc.) se aont donné pour but l'égalité entre les hammes et les netions. De même que le révolution émancipatrica en Amérique latine dans la première moltié du eiacle dernier. Elles ont toutes tortement merqué le destin da l'humanité. Mels auoune d'entre elles n'a pleinament atteint ees objectifs. Certaines e'en sont même écartéee en chemin. Cela bent é l'évo-lution des relations économiques internationales, qui e est accelérée au coura des damiéres décennies pour etteindre un point critique eu début

On e généralement pria conscience aujourd'hul qu'il n'est pas possibla de continuer dans le vole actuelle, en raison des contradictions et des distarsions qui lui sont inhérent Pour eauver ca qu'il y a da positif dens ce monda, é savoir les ressources technologiques que l'humenité contemporaina e développées, il est devenu nécessaira de changer de cap, ainon la distance et l'allénation entre les êtres humains et les peuples e'accroîtra. Compte tanu da l'interdépendence des peuples, la responsabilité incomba à chaqua pays ou groupa de pays, développes ou en voia de développement, sans distinction de régimes économiques et

ocieux, da rechercher et promouvoir é l'avenir plue difficile encore de les fondements des nouvelles rela-

tions économiques internationales. Il est exclu que l'an revienne en arrière pour tenier de sauver le viell ardre établi en le replétrent. L'injustice et l'irrationalité qui le caractérisent l'ont condamné, sur la plan des principes et da la pratique, e une fin Inexoreble. En lui edministrant de l' « oxygéne « afin de prolonger eon existence, an court le risque que son effondrement n'entraîne des conséquences plue tregiques pour l'humanité et qu'il soit

mettre eur pied un ordre nouveau.

Il faut choisir entre l'affrontement qui pourrait noue monor é la violence et au chaoa, at le dialogua pour retablir par des accords, cette feis aur des bases solides et jusies, l'equilibra pardu. Les peys an vola de développament n'acceptent pee le caractère sacro-saint d'un régima da leleser-laire dans les relations économiques internationales, car ces tempe sont révolus at lie na sont plus diaposés é « se leisser faire » (en irencala dans le texte).

. Assurer le changement par étapes

E Venezuela estime qu'il a un rôle important é jouer : aujourd'hui plus peut-être que jamele depuia le début de son histoire en tant qua nation Indépendante. Ce n'esi esne doute pas un rôle eussi décisif qua celul assumé jadis par les pays qui avalent des ambitions impériales. Meia en conjuguant ses efforts evec ceux d'autres pays, la Venezuela s'est eimplement donné pour tâche d'assurer le changemant par étapes at eana parturbations majauras. Il convient d'éviter les bouieversements, parce qu'ila affecteralant tout la monde et qu'ile peuvent dana une larga mesura

C'est ainsi qua le Vanezuala

Ministre d'Etat pour les affaises conomiques toternationales du Vene-nuela.

conçait son rôle, madestement mais é la mesure des nécessités de natre époqua. Car nous eommes é un tournant de l'histoira. Pour Carecas, aon róle a inecri en termes de stratégia dana le cadua d'un syetème de eolidarilés é trois échelans. Précisons tout d'abord que l'idée de solidarité e'inspire davantaga d'un aenliment authantique da responazbilité et de fraternilé qua da considérations poli-

Premier échaion de netre système de solidarité : la Venezuala se sent ublament lié, d'une part au reste de la communauté latino-américaina, d'autre part aux eutras membres de l'Orgenisation des pays exportatours de pétrola (OPEP). Ses liene géographiques, historiques et culturale ainsi que son rola primor-dial dans le passé expliquent les

reletions qui unisseni la Venezuele à l'Amérique latine, reletions que le Groupa endin et la SELA (Système économique latino-americein) vont permettre de renlorcer el da parlectionnar. Et el notre sollderité evec les pays exporiateure de pétrole est plue récante, elle n'en est pee moins forte. Cer nous sommes conscients, tout comma nos parlenaires de l'Organisation, que c'est précisément par l'unité et le lorce de persuasion qui e'en dégage que noue pourrons, pour le première foie dens l'histoire, oblenir que les pays faibles parient sur un pled d'égalité evec les puissants qui ont dominé le monde pour

A un deuxième échelon, eussi vital que la pramier, figurant nos liens de soliderité evec la tiars-monde. La Venezuale et le reste de l'Amérique latine pariagant avec les pays en vole de développement d'Alrique et d'Asie bien des problèmes économiques at eocieux. Les trois conlinents du ... Sud - qui ant été l'abjet de la colonisation, de l'exploitation et de la domination du « Nord » ont vécu des expériences semblables. Au cours des années écoulées, le conscience da l'identité de nos problèmes a grandi of constitue aujourd'hui une forca pulssante dans la pelitiqua mendiala qua les pays industrialiaés aux-mêmea ne pauvant plue ignorer.

Enfin le Vanezuela s'identile avec la communauté mondiala par un aontiment de aelidarité envere toue les pauples da le Tarre, tant des pays développés qua des pays an voie da développement, à l'Guest comme é l'Est. A ce niveeu priment nos relations avec les Etets-Unie at le Car.ada, qui lont partia comme noua du Nouvesu Manda. Vient ansulte una euisa relation epéciala avec los paya d'Europe. Car an plue da sea composantes indo-américaines et africaines, la culture letino-américaina est auropéenna et nœue falsona partia da la civilisation occidentale, qui est en train da se fondra danc la civi-

(Ltre la suite paye 25.)

L'article 5 de la loi de nationalisation et le défi pétrolier

Por BERNARD CASSEN

de la récupération du pétrole, com-

prenent des représentants de tous

les secteurs politiques et présidée

per la ministre des mines at hydro-

carbures, M. Valentin Hernandez.

lant de Fedecamaras, et remis le

de conclure des accords d'asso-

cialion avec des entités privées, evec une participation garantissant

le contrôle de l'Etet et de durée

dèterminée - epparut comme un camouflet è le commission désignée

par le président lui-même.

ANOS e la obra l = C'est biliser les Vénézuéllens é l'exercice d'une responsabilité dont dépend dans les décennies è venir lout main à l'ouvrage que le président Carlos Andres Perez a conclu, le 29 août demier, le discours prononcè à l'occasion de le promulgetion de · le loi réservant à l'Etat l'industrie et le commerce des hydrocarbures ». Le 1^{ex} janvier 1976, l'Etal vénézuélien sera donc totalement maître de son Industrie pétrolière comme un an plus tôt, le 1ª janvier 1975, il e'était assuré le contrôle exclusif de l'extraction du fer, jusque-lè aux mains de compagnies américaines. Ce qui différencie les deux décicions, c'est que le première a été prise par simple décret le 18 décembrs 1974, alors que la seconde est l'aboutissement d'un long processus de discussion publique el de débets

De propos délibéré, la gouvernement a choisi cette vole plus longue, « pédagogique », pour l'ensemble de le populetion. Il s'egissait de sensil'équilibre économique du pays. Si le principe de nationalisation a fait l'unanimité des divers secteurs poli-tiques du pays (les milleux trop liés

Un test de la volonté d'indépendance du gouvernement

ES concessions pélrolières venziant normelement è échéance en 1983 et, au cours de sa campagne électorale victorieuse de 1973, M. Carlos Andres Perez n'avait pris aucun engagement en metière de nationalisation anticipée, son intention de passer immédiateon rival malheureux du COPEI, M. Lorenzo Fernandez, promettant

P

por dor mil

305 205 205

dent prese

cue n'e lisn Tsus

ni l'a terme

C'est è ce stade que le parti gou-vernemental, l'Action démocratique, commit une erreur en laissant aux compagnies pétrollères ayant préféré garder le eilence), la possibi-lité que laisse l'article 5 de le loi per l'absanca quasi permenente de ses représentants (en particulier de de créer des entreprises mixtes pudiquement appelées - accords d'asso-Hemandez Grisanti -- la commisciation evec des entités privées - a eion pretiquement aux mains de l'opposition de gauche et démosoulevé des tempêtes et fall craindre que la nationalisation ne se vide de crate-chrétianne. Le rapport (voté à l'unanimité moins le voix du rapré-Ce fameux erticle 5 a également 23 décembrs 1974) conclueit à le n è c e se it à d'une nationelisation euscliè un débai nalional eur le thème «les Vènézuéliens cont-ils totale, ne réservant eucune plece eux entreprises èlrangères. C'est pourquol, dans le rédection délinitiva du projet de loi gouvernemental, l'Insertion de l'article 5 permettani

capables de gèrer eux-mêmes leur Industrio pétrolière ? - On ne sera pas eurpria que les pronostica les venus des milieux du grand patronst, représentés par le syndicat Fedecamaras, el très llés aux compagnies multinetionales...

On peut dire que tout le débei politique de 1975 a loumè eulour de cel article 5, considèré comme limite de 1983, Lors de la prise de un test de la volonié du gouvernepossession officielle de sa charge, ment de se soustraire (ou non) è le 12 mers 1974, le nouveeu présil'emprise des compagnies étrandent, sensible à la vigueur du cou-rant soutenant un nationalisme pètrogères. Malgré la pression considérable de loute l'opposition et les ller vénézuélien, falsait conneître réserves d'une bonne partie des élus de l'Action démocratique (majoman! à l'ection. Dix jours plus tard, il annonçail le création d'une com-mission présidentielle pour l'étude des députés), le président réussit à fairs voter son texte dans sa forme

initiale. Les grands groupes pétrollers anglo-saxons et Fedecamaras l'evalent écheppé belle...

parole oni falt valoir qu'il serait stupide de créer une altuation juridique où la Venezuela, manquani de techniciens. se placerail lui-même dane l'impossibilité de faira appel é ceux, expérimantés, des acciétés déjà en place, alors que l'Union soviétique, par exemple, traite avec la grand trust pétrolier américain Occidantal Petroleum, Selon le formule souvent reprise dans le nevigation hasardeuse qu'est l'industrie pétrollèrs, il faut prévoir des canots ou des bouées de sauvetage en cas da danger. Per allieurs, tout accord avec une société privée doit recevoir l'eval des deux Chambres slégsant en session commune, ce qui geranlégisielli. Dans ces conditione, concluent les pertisane du gouver nement, les ettaques contre l'erticle 5 relèvent du procès d'inlantion. Le président Perez n'e-t-il pas luimême déclaré que - tous ceux qui croyalent voir dans les clauses de la loi la vola ouverta è des ampiétements eur notre souveraineté ou una soumission servile aux Inlàrēts étrangers venus exploiter nos ressources naturellee peuvent se tranquilliser =

L'opposition est moins optimiste. Dans son premier discours de sénateur é vie, l'ancien président Calders fil élei des sollicitations abusives dont il evail été l'objel pendant son mandet de la part de certains dirigeants de sociátés pétrolières étrangères (dans lesquels les observateurs crurent reconnsitre les présidents-directeurs généreux de le gus le nécessilé d'importer une technologie étrangère de celle d'utiliser les entreprises étrangères qui, telles des tenailles, euraleni une pince à l'intérieur des entreprises mixtes et une eutre à l'extérieur. appliquant ainst une pression coordonnée contre les intérêts nationaux vénézuéliens. Au nom du MAS, M. Pompeyo Marquez douta que les pétrollères alent change de tactique et il demanda de quelles concessions présiebles evail été

Le 13 octobre dernier, le ministre des mines a reçu les représentants de vingt-huit des vingt-neuf compagnles concessionnaires opérant au Vanezuela, pour les informer des Indemnisations fixées per le gouvernament. La seule à na pas être convoquée. Occidantal Petroleum Company, evalt été mise en cause dans le New York Times du 9 octobre, à le sulta du témolgnage de son ancian directeur général au Venezuele, affirmant que des pots de vin e'élevant è 3 millions de dollars avalent été versés à des candi-

dats présidentiels ou des parle taires... Ultime manceuvre contre la offertes est de 4318 937 805 boilvars (1), dont 1 916 937 805 seront versés au 31 décembre, le reste (solt 2 400 000 000) étant déposé à la Banque centrale sous forme d'un fonds te garantie qui sera l'objet cui des amortissements du malériei. de la valeur du brut extrait en dehors des eccords avec l'ancienne Corpodettes envers le fisc et des prestations dues aux travailleurs.

Une administration encore vulnérable

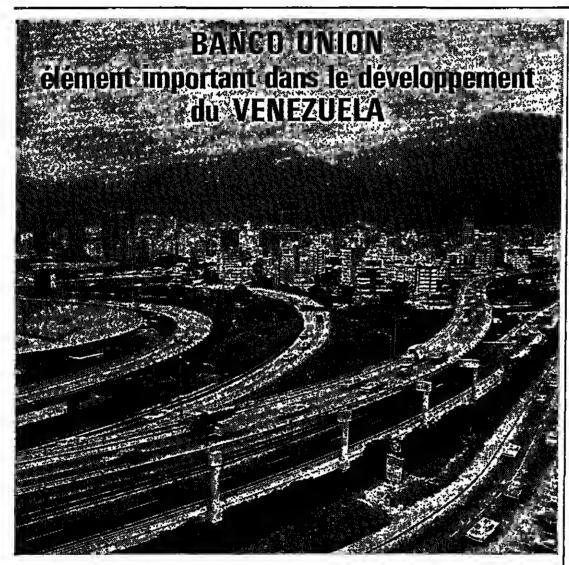
rée par une nouvelle société d'Etat, le holding Patrovan (Petroleos de Venezuala), chargés d'exécuter le politique de l'Elet et de planifier, coordonner, superviser et contrôler voni fonctionner dens le secteur des hydrocarbores. C'est lci que commencent les difficultés et le véritable d'un que le Vanezuela s'est lancé à lui-même. Le comité directeur de Petrovan esi préside par le ancien dirigeant de la Corporation vênézuélienne de le Guyane, où il e'est acquis une bonne renommée d'administrateur. L'expérience des cinquante-six e u t r e e entreprises d'Etal fonctionnant eu Venezuele ne constitue cependant pas un précédeni très encourageant. Les nominations aux postes dirigeants (et fort bien rémunèrés) s'y font plus en fonction du favoritisme de parti que des compétences, et la pénurle qualifiés les transforme souveni en bureaucraties inefficaces.

Petroven, e promie M. Carlos Antements pertisans. Théoriquement on n'y a pantouflers - pas. Ses dirigeanta vont de toute manière avoir fort è faire avec les cadres supérieurs des différentes sociétés, qui ont une longue expérience, des habitudes spécifiques et très variables d'une entreprise à l'autre. La coordination de checune de ces baron-

publique que les cadres pétroliera nalisation que contraints et forces. li reste à craindre que pour carteins ne subsiste, sinon une allége out ils doivent carrière et hauts salaires. Le gouvernement, qui a de futurs cadres, voudreit pouvoir faire une démonstration d'efficacité dans ce secteur central de l'écono-

Rien toutefois dans ses performances edministratives antérieures (ni dans cettes des gouvernements Est-Il d'ailleurs possible de disposer d'une administration véritablement intègre et compétents dans un pays où afflue en telles quantités ua argeni trop facilement gagné. où le faste de la classe dirigeante cò, de l'aveu même des principaux hommes politiques, le souci du bien public ne prend pas nécessairement le pas, chez certains responsables, la volonté d'accumulation privée. Cette fois, l'enjeu national est de taille. En cas de désorganisation du secteur pétroller, les anciennes sociétés apparaîtraient comme le seul recours, et la porte de l'article 5, étroitement entrebaillée pour l'instant, pourraît les voir s'engouf-

(1) Le bolivar vaut environ 1 F.



Le Monde entier observe le développement phénoménal du Venezuela. Dans ce contexte El Banco Union, première banque internationala vénézuelianne, avec sas 82 succursales dans le pays et une Butre à Panama, participe inlassablement, jour après jour, à catta expansion.





OFFICINA IMPOSTERNAL DEL TRANSPORTE

METRO DE CARACAS

LICITATIONS PUBLIQUES INTERNATIONALES

PROROGATIONS

L-75-OMT-1 et L-75-OMT-2

SECCION CSOO1 OBRAS CIVILES PROPATRIA AVENIDA ESPAÑA Y SECCION CSO02 OBRAS CI-VILES AVENIDA ESPAÑA - CALLE LOS FLORES

- Nous informans les entrepris
- 1. DRAGADOS Y CONSTRUCCIONES SA.
 CONSTRUCTORA DYCVEN SA.
 2. PRECOMPRIMIDO CA.
 JULIUS BERGER A G.
 3. CONSTRUCTORA VULCANO CA.
 ANGARITA, BAPTISTA Y AREVALO CA.
 SLATTERY ASSOCIATES INC.
 GROW TIBLINE INC. CODE.
- GROW TUNNELING CORP.
- GROW TURNELING CORP.
 4. EDIFICA CA.
 ENTRECANALES Y TAVORA S.A.
 5. EDIFICACIONES Y VIALUDAD CA. [EDIVIAL]
 KILMER VAN NOSTRAND CO. LTD
 6. GURNAND & BRILLEMBOURG CA.
- GUNAND & BRILLEMBOURG CA.

 OFICINA TECNICA IMATACA CA.
 INGENIEROS CIVILES ASOCIADOS S.A. (ICA)
 TUNEL S.A.
 7. CONSTRUCTORA PAPARO CA.
 CUBIERTAS Y TEJADOS S.A.
 CIA FERROCARRILES DE NIZOV S.A.
 8. CAMPENON BERNARO DE VENEZUELA S.A.
 UNICADA DE LA CONTROLLEMBOURD DE LA CONDOTTE
 D'ACQUA S.P.A.
 11. SOCIETA ITALIANA METROPOLITAME S.P.A.
 (SIME)
- (SIME)
 12: FUITA CORPORATION
 MITSUI 4 CO. LTD
- MITSUI & CO. LTD
 SATO KOGIO CORP. LTD
 13.-SA CEMENTAZIOM PER OPERE PUBBLICHE
 ISACOP)
 14.- QUILLERY SAINT MAUR S.A.
 COMPAGNIE EUROPEENNE DE TRAVAUX (CAPAG-CETRA)
 15.- GIUSEPPE TORNO & C.S.P.A.
 16.- KUMAGAI CO. LTD
 17.- CONSTRUCOES E COMERCIO CAMARGO CODBEA S.A.

- 18.- SPIE BATICHOLLES SA
- 20.-CONSTRUCIONI DEL FAVERO S.P.A. (CODELFA)

que ce Département a décidé de reporter eu 20 jan vier 1978 l'acte public relatif à le réception des offres concernant la licitation "L - 75 - OMT - 1 y L - 75 -OMT - 2, Sección CS001 OBRAS CIVILES PROPA-TRIA - AVENIDA ESPAÑA y Sección CS002 OBRAS CIVILES AVENIDA ESPAÑA - CALLE LOS FLOREST Cet acte aura fieu à 10h.a.m. dans la Salle de Confé rences de la Sibliothèque du Ministère des Travau Publics, située à la Mezzanine de 1' "Edificio Came o, Esquina de Camejo", à Caracas, Venezuela.

L-75-OMT-3

SECCION CS006 OBRAS CIVILES PATIOS Y TA-LLERES DE PROPATRIA

- Nous informons les antreprises:
- L-DRAGADOS Y CONSTRUCCIONES SA. CONSTRUCTORA DYCVEN S.A.
- 2.- PRECOMPRIMIDO CA. JULIUS BERGER A.G.
- 3. VINCOLER CA 4. BENVENUTO BARSANTI SA 5. INVERSIONES Y CONSTRUCCIOMES EUREKA

- 5- INVERSIONES Y CONSTRUCCIONES EUREKA
 S.A.
 6- CONSTRUCTORA VULCANO C.A.
 ANGARITA, EAPTISTA Y AREVALO C.A.
 SLATTERY ASSOCIATES INC.
 GROW TUNNELING.CORP.
 7- EDIFICA C.A.
 ENTRECANALES Y TAVORA S.A.
 8- EDIFICACIONES Y VALIDAD C.A. IEDIVIAL)
 KILMER VAN NOSTRAND CO. [TD
 9- GUINAND & BRILLEMBOURG C.A.
 OFICINA TECNICA IMATACA C.A.
 INGENIEROS CYULES ASOCIADOS S.A. IICA)
 TUNEL S.A.
 10- CONSTRUCTORA PAPARO C.A.
 CUBIERTAS Y TEIADOS S.A.
 CLA FERROCARRILES DE MIZOV S.A.
 11- CAMPENON BERNARD DE VENEZUELA S.A.
 CAMPENON BERNARD S.A.
 12- SOCIETA ITALIANA METROPOLITANE S.P.A.
 (SIME)

- (SIME)

 14. FURTA CORPORATION
 MITSUR & CO. LTD
 SATO KOGIO CORP. LTD

 15.-9 A CEMENTAZIONI PER OPERE PUBBLICHE
 ISACOPI

 16. GURLERY SAINT MAUR S.A.
 COMPAGNIE EUROPEENNE DE TRAVALIX
 ICAPAG-CETRA)

 17. GIUSEPPE TORNO & C.S.P.A.

 18. SPIE BATICHOLLES S.A.

 19. MOPRISON KNUDSEN INTERNATIONAL CO.
 NC.

- STRUZIONI DEL FAVERO S.P.A. (CODELFA)

que ce Oépartement e décidé de reporter au 26 février 1976 l'acte public relatif à la réception des offres mant la licitation "L - 75 - OMT - 3, Sección CS006 OBRAS CIVILES PATIOS Y TALLERES DE PROPATRIA". Cet acte oura lieu à 10h.a.m. dans la Salle de Conférences de la Bibliothèque du Ministère des Travaux Publics, située à la Mezzanine de l' "Édificio Camejo, Esquina de Camejo", à Caracas,

Retene cette adn A Carac elle vous utile.



du fer et du pétrole. It e'agit, en

Telles sont les conséquences de mode - transnational - de développement : créée pour résoudre les pro-

tilemes des économies avancées, le miser la main-d'œuvre et les matières premières rares dans les pays avan-cés. D'une part, cele eggrave le chô-

mage structurel caractéristique du

sous-développement et, d'eutre part, crée des habitudes de consomma-

ÉCONOMIE

Richesse et aliénation

(Sutte de la paga 21)

Le gouvernement a aussi décacé des crédits supplémentaires pour l'amélleration des communications et de l'assistance technique en milieu rural. Dens leur application, ces mesures n'ont felt que favoriser devantage le secteur capitaliste de l'egriculture, qui fournit, certes, 85 % de la production, mals n'empiole qu'une feible proportion de le main-d'œuvre agri-

D'eutres fecteurs entravent l'sccélération de la croissance de l'agri-culture. Le fait, d'abord, que le niveau des bénéfices y est plus taible que dans d'eutres secteurs de l'économie ; les termes de l'échange untre l'agriculture et l'Industrie sont détavorebles à in première, ca qui untraîne un transfert net de res-sources en faveur de l'industrie, Le président Perez semble àtre maintenant pervenu à le conclusion que pour corriger ce déséquillbre Il est nécessaire d'eugmenter les prix des produits agricoles. Mels, outre ses effets inflationnistes, cette mesure se heurtera à moyen terme eux mécanismes qui eont à l'origine du problème : eux Intermédisires, en perticuller, qui retiennent le mejeure partie de le plus-value pour l'investir dans des secteurs économiquement plus rentables (construction, banque, assurences, etc.), entravant de cette feçon le cycle de revaldrisation du capital

Le gouvemement e mis l'eccent sur le contrôle de l'inflation, d'autant que c'est un phénomène nouveau eu Venezuela, euquel l'opinion publique est particuliàrement sensible. Mais les mesures adoptées, réglementa-tions des prix et subventions, ne sont que des palliatifs d'effet limité. Les causes mêmes de l'inflation n'ont pas élé attaquées : certaines, comme le hausse des produits d'Importation, peuvent être difficilement contrôlées ; mais d'eutres pourralent être l'objet d'une action officielle. Ainsi en est-il de la prédominance croissante des monopoles dans l'économie, out petmet de lixer arbitralrement les prix de lacon a maintenir des marges benéficiaires élevées. Il faut par eilleurs tenir compte des effets infiationnistes de la politique du gouver-

Open Francisco

DE CARACA

taux d'inlietion qui continue d'oscil-ler entre 15 el 20 % par en.

On un errive ainsi eu problème giobet de la stratégic de gou-vernement, qui peut être définie comme un effort de consolidation du capitalieme d'Etat dans le cadre d'une tendance générale à la « transnetionalisation - de l'économie. Cette évolution, en contradiction avec les objectifs de justice sociale et d'éga-

processus de substitution des imporétrangers et selon des formes de production monopolistes: enfin. una un certain degré de développement

tion refinée, qui ne correspondent pas eu développement génàral du pays. Mais comme le production des industrias fes ptue dynamiques sous trente-six nations, où commence le istiona sous l'impulsion des capitaix trouve l'Inde, le Nigéria, le Brésit, le Venezuela, le Mexique, l'Argentine et la Chill, où ce processus e etleint

le contrôle des sociétés transnatio-nales suffit à satisfaire les consommateura, la position de ces sociétés dans les économies locales e'en trouve renforcée.

De surcroll, if devient nicessaire de relever plus repidement tes revenus des gre pes sociaux privilégiés ceux-là mêmes qu' ont le plus forte propension à consommer les produits en question. Les possibilités d'expor-



LE CENTRE SIMON-BOLIVAR A CARACAS Corriger le déséquilibre entre la ville et la campagne.

lité du gouvernement, risque d'entralner l'échac de sa politique populiste. Mais, pour comprendre le réalité du sous-développement eu Venezuela, il faut connaître les étapes de sa for-

C'est l'histoire de son insertion greduelle dans le système capitaliste mondial, processus qui e datermina l'hétérogénaité caractéristique de sa structure économique. En d'autres termes, à chaque période appersit un mode de relations de production défini, lequel, dans la pariode sul-vante, est déplacé mais non élimina par un nouveau mode de relations de production pour aboutir à la formetion d'une structura écocomique et sociale complexe.

Ainsi beut-on procéder suivant ce critère à le classification des divers peys du monde sous-développs : en premier lieu, les pays « arrièrés », soucente-quatre eu total, où prédominent les lormes de production non capitalistes ou les formes primitives qu'il ne soit pas parvenu à réduire un du capitalisme ; an second lieu, les

et dont les économies sont entrées tation étant restreintes, les gouvernedans une étape de -transnationali-

Douteux « privilège », qui entraîne, entre autres conséquences, la domination des compagnies transnetio-neles dans les secteurs les plus dynamiques dont dépend la croissance du produit Industriel brut. Si on ejoute à cele le contrôle qu'exer-cent les capitaux àtrangers sur les services, le commerce et les finances, on arrive à le conclusion peu réjoulssante que les compagnies étrangères contrôlent à peu près 75 % de l'économie. C'était du moins le cas au Venezuela jusqu'à la nationalisation

tour, restreint davantege encore le marché, favorise le concentration des revenus, etimule l'inflation et dété-nore le capacité d'exportation.

Aggravation des contradictions

SUR le plan politique de la lutte des classes, le • transnationalisation - contribue à eccentuer les contradictions entre un mode de développement économique de caractère restrictif et les forn-se damocretiques de gouvernement. Les offres d'emploi dans une industria qui tend à épargner le main-d'œuvre ne euffisent pas un effet à satisfaire la demande d'une population urbaine que grossit sans cesse l'afflux des migrants ruraux. Ainsi se forme une masse croissante de chômeure ou de travailleurs cous-employés mais qui, sous l'effet des mass media et des promesses électorales, aspire à un niveau de vie plus àlevé et à une plus grande participation politique. De même chez les ouvriere dont les salaires restent faibles. Il en résulte une vive pression sociale pour augmenter les salaires et les emplois Improductifs dans les services, ce qui tend à décourager les investisse-

On e vu les conséquences d'une leite situation en 'Argentine et au

entre la bourgeoisie nationale a Internationale. Mals e'agissant d'un processus d'alectique, on assiste simultanément à un phénomène do réintégration tendant à revalorises ce qui est national par rapport à ce qui vient de l'extérieur. L'Etat, qui bénéficie d'une plus large autono n'est bien couvent pas étranger à ce courant nationalists.

C'est dens ce contexte qu'il convient d'interpréter l'epparition américain qui, dans le ces du Venezuela, se menifeste dans la politique utien aux exportations de produits de base des pays d'Amérique pacte Andin, dans la promotion du SELA (système économique latinoaméricain) (1), dans la recherche de l'unité politique de le règion, et dans le nationalisation du fer et du pétrole.

(1) Vingt - trois pays d'Amérique latine et Carabes ont signé le traté instituant le RELA le 16 octobre der-nier à Panama. (N.D.L.R.)

Il s'agit en somme d'un processus de développement intrinséquement conflictuel que caractérise, d'une part, un modèle de croissance « transnebonale - et, d'eutre part, une politique visant à la justice sociale-einsi qu'un nouveau netionalisme en contradiction avec le modèle. Ce sont les lormes démocratiques, la maillon la plus faible de la chaine, qui, comme le prouvent les expériences argentine et brésilienne, disparaissent les pre-

Cependant, dans le cas du Vone-

ments sont contraints, efin d'àlargir le

marché intérieur, d'edopter une poli-

tique tendant à le concentration des

richesses. C'est pourquol, maigrà

capitaliste, les merchés conservent une taille reletivement réduite. C'est

eussi pourquol une grande pertie de

la capacité des entreprises restant inutilisée, le prix des erticles menu-facturés tend à être plus élevé que

les prix Internetionaux. Ce qui, à son

zuela, les énormes ressources dont dispose le gouvernement tendent à tempérer le contradiction entre populisme démocratique et « transneti Ilsation » de l'économie. Le gâteau grandissant constamment, il est à le fois possible de donner à la bourgeofaie transnationale une tranche aussi grande qu'elle le désire et d'en accorder une portion croissante eux autres secteurs sociaux. Tant que les recettes fiscales augmenteront, il n'existera pas de risque que les tensione sociales dépassent des limites tolérables. Si toutefois le gaspillage continue et que le pays affronte. comme certeins experts le prédisant dans un proche evenir, des pro-blèmes de balance des paiements, Il n'est pas exclu que les tensione sociales deviennent plus eigués. C'est alors que l'évolution du pays

J.A. SILVA MICHELENA.

1975, année de la «deuxième indépendance»

(Suite de la paga 21)

On ne sourait s'étoquer qu'après une histoire aussi tourmentée — le Venezuela s'est donné vingt-quatre Constitutions — les alites politiques rendent un culte à la démocratio et à la stales alites politiques rendent un culte à la démocratio et à la sta-bilité. C'est, avec le pétrole, ca qui distingue ce pays da reste de l'Amérique latine, Depais le renvarsement du générol Perez Jimenez en 1958, des élections aut eu lieu à intervalles réguliers; les deux principoux partis, l'Action démocratique et la COPEI lacciof chrétien alternent au pouvoir. Leurs rapports n'aut rion à envier aux mœurs policées des conservateurs et des travaillistes. An-dessus des querelles quotidiennes, les présidents Romulo Betan-court (A.D.) et Refoul Colden (CODEI) et présidents au confines des court (A.D.) et Rafael Caldera (COPEI) se posent en gardinns des institutions. Mieux rémanérés que nulle part oillears en Américan latiac, et mieux même qu'en France, les militaires vaquent à

lears accupations spécifiques.

Unique por certains traits, le Venezuela ressemble par beaucoup d'autres oux Républiques « sœars » de la communanté latino-américaine. Le toux de croissance démographique — 2,9 % — est légèrement supériour à la moyenne régionale, de même que la proportion des moins de vingt ans. Sur douze millians environ d'habitants, sept millions vivent dans les villes et la population urbaine s'accroît plus vite qu'ailleurs. Malgré la réforme agraire, qui d'ailleurs n'o en rieu esodifié la distribation de la terre, fes campagaes se dépeuplent. A Caracas, qui s'étend sur ane trentaian de kilomètres au fond d'une vallée encaissée, la maitié des habi-tuats s'entassent dans des ranchitos suspendas à flanc de montagac, peut-être les hidanvilles les plus misérables de la région-

D'après le miaistère de la planification, plus des deux tiers de la population est sous-alimentée et le taux de martalité infantile est de 54 0/00. La maitié des logements n'ant ai l'éan carante ni le taut-à-l'éguut ; un quart n'ant pas d'électricité. Le taux d'analphabétisme e fonctionnel » parmi les personnes âgées de plus de quatorze aus est de 42 %. Plus de 12 % de la popolation anifesta des symptômes de retard mental et la proportion atteint 25 % dans les classes les plus pouvres. Les disparités dans la distribution des revenus s'aggrave d'anaée en aanée : selon M. Gumersindo Rodriguez, ministre de la planification, le capital s'opproprie 73 % de chaque unité additionaella de revena, laissant seulement 27 % au travail.

Rien de toat cela n'échappe nux dirigeants politiques vénézuéliens, généralement honnêtes et lucides. La démocratie joue sa dernière corte, n'o cessé de répéter M. Carlos Andres Perez pendant la campagne électorale de 1973. Ela avec près de la moitié des suffrages, il s'efforce, avec l'appui da porti de l'Actiaa démocra-tique majoritaire dans les deux Chombres, des syndicats et même du patronat, de redistribuer richesses at revenus. S'il échoae avec les ressources extraordinaires doct il dispose, M. Perez risqua d'être condamné sons circonstances otténuantes, lui, saa parti, et peutêtre aussi la régime. Tous les bammes politiques en sont conscients et tous porient ouvertement au sotto voce de la crise qui guetfe

Une confrontation pleine de risques

'ANNEE 1975, toutofois, fera date dans l'histoire da Venezuela. Le 1º janvier, le gouvernement o nationolisé les compagnies américaines exploitant les gisements de fer, et notamment le fabuleux Cerro-Bolivar qui se dresse au milieu de lo savane de Gauyann. Le 31 décembre, toutes les concessions occordées oux transmationnles pour exploiter les hydrocarbures viendront à expitotion. L'Etnt preadra alors possession des actifs des entreprises étrangères, dant la valeur dépasse 5 milliards de dollars, Plocées sous la tutelle de PETROVEN (Petroleos de Venezuela), les deux principales, lo Crécle, filiale d'Exxan, et la Shell, deviendront MARAVEN et LAGOVEN.

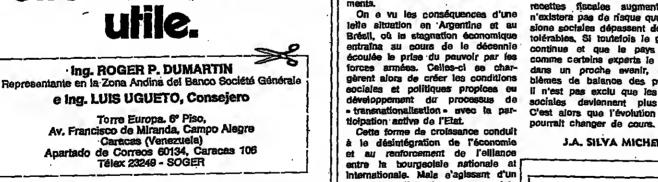
La actionalisation du pétrole marque, selon le chef de l'État, la « seconde iadépendance » du Venezuela. C'est en tout cas un sigae de matarité. Audacieux mois réaliste, M. Perex n'n cessé tout on long de l'nanée de rappeler à ses concitoyens les responsabilités qu'une telle décision implique et aussi les risques qu'elle comporte. « Nous ne pourrons plus, dit-il, meltre nos erraurs ou compte des Etats-Unis ou des transnolionales.

L'expropriation « à fraid » des transnationales établies na Venezuela fera date également dans l'histoira de l'Amérique latiae. Il y a ancore peu de temps, one telle décision agrait à caup sûr antraîné un conflit. De la agrianalisation da pétrole au Mexique en 1936 à celle du cuivre au Chili en 1971, l'histoire des relations interaméricaines en offre de nombreux exemples. Les temps ont changé. Il faut oussi reconacitre que le gouvernement de M. Parez. a procédé avec prudence, négociant avec les compogaies expropriées afin de poursuivre ane ecopération jugée mutuellement bénéfique.

Tout en prenant à l'intérieur des mesures qui nuroient pu entrainer des conflits, le gouvernement de l'Action démocratique n'a pas hesite à sauteair courogeusement, aux côtes de ses portenaires de l'OPEP et dans le camp du tiers-mande, une confrontation pleine de risques avec les pays industrialisés, en tête desgaels les États-Uais. En Amérique fatiae, le président Perez s'efferce de relancer, en marge du a gread poys da Nard », tous les projets d'intégration. La créatica, nu mois d'octobre, du système éconsmique latino-américain (SELA), dont le siège sero à Caracas, est venue récompenser ces efforts.

Mais pour exiger la justice dans les relations interactionales, il faut le faire chez soi. Pour maiateuir l'anité et la force de l'OPEP, il faut que ses membres sucheat atiliser avec sagesse les davises dant ils peuvent désormais disposer. « La peur de l'OPEP, dit M. Juan Pablo Perez Alfonzo qui en o inspiré la formation, tient moins aux menaces des pays industrialisés qu'à la conscience des extravagances commises par les pays membres. »

PHILIPPE LABREVEUX.



Couvrant la Venezuele et un certein nombre de pays du Pacte Andin (Colombie, Equateur, Pérou), le Bureau de représenta-tion que le Société Gànérale vient d'ouvrir à Caracas, dans l'un des immeubles les plus modernes de la capitale vénézuéllenne, vous epportera une aide efficace dans vos relations

Retenez

cette adresse.

A Caracas,

elle vous sera

Les Conseillers industriels et financiers de la Société Générale vous assisteront dans le promotion de vos affaires et vous aideront à résoudre les problàmes de coopération qui se posent lors de la recherche ou de la mise au point de vos investissements financiers ou industriels.

Alors, retenez cette adresse. Peut-être aurons-noue le plaisir de nous rencontrer bientôt à Cerecas.

Pour préparer votre mission au Venezuela, Interrogez la Direction da l'Etranger, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, téléphone 266.54.00, postes 33.43 et 34.56.

©SOCIETE GENERALE



CdF Chimie

Société Chimique des Charbonneges

POLIMEROS DEL LAGO, C. A.

concrétisent la collaboration industrielle entre la France et le Venezuela



Tour Aurore - Cedex nº 5 - 92080 PARIS LA DEFENSE Téléphone 788-33-11 Télex : cdtch d 61826 F

Banco de Venezuela

L'institution bancaire privée la plus importante du Vénézuéla, ainsi que ses compagnies filiales peuvent vous confectionner le service financier le plus complet a la mésure de votre proposition. Quelque soit la nature de votre activité et son volume d'affaires nous serons heureux de vous servir. Nous vous donnerons un service direct et personnel.

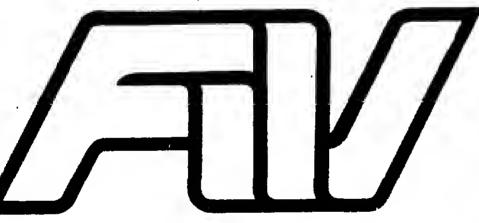
aco-n



Banco de Venezuela S.A.

Apdo:Postal: 6268 Dirección Cablegráfica:Bancovenez,Telex: 21288 - 22882 - Banvenez, Caracas (101) Venezuela

FONDS D'INVESTISSEMENTS DU VÉNÉZUÉLA



Nous vénézuéliens savons que nous avons le droit d'éxiger la justice internationale mais aussi l'obligation d'y contribuer. La richesse qui nous vient du pétrole nous oblige à aider les pays du tiers monde pour qui les importations petrolières représentent une charge croissante.

Jusqu'à prèsent le Fonds d'investissement du Vénézuéla a effectué des placements dans des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou la Banque Interaméricaine pour le développement ainsi que dans les Banques Centrales de divers pays.

Le Fonds souhaite que les investissements et les prèts faits à l'étranger soient destinés à des projets spécifiques qui contribuent au développement des pays rècepteurs. Le Fonds envisage de faire des investissements dans des entreprises étrangères qui puissent complèmenter notre économie, ouvrir un marché à nos produits ou pous fournir des matières premières des

étrangères qui puissent complèmenter notre économie, ouvrir un marché à nos produits ou nous fournir des matières premières, des produits semi-finis, des biens d'équipement ou une assistance technique et administrative.

Cependant, la fonction primordiale du FIV est de financer les investissements en devises étrangéres des grands projets vénézuéliens de développement.

REPUBLICA DE VENEZUELA FONDO DE INVERSIONES DE VENEZUELA

CARACAS EST-ELLE UNIQUE?

Belle et vibrante capitale d'un pays jeune et dynamiqua, Caracas est la porte financière du Vénézué-la et de l'Amérique Latine. Située à mille mètres au dessus du niveau de la mer, aux pieds d'imposantes montagnes, elle jouit d'un climat éternellement printaniar. Ses traditions et coutumes heritées des conquistadors qui la fondèrent an 1567 envoûtent les visiteurs. Ils deviennent vite de vrais "caraqueños".

Malheureusement Caracas n'est pas en tout axceptionnelle. Elle doit affronter les mêmes problèmes que d'autres grandes métropoles: circulation intanse, pénurie de logements, insuffisance des services publics, pollution, etc. Nous souhaiterions une ville diffèrente, libérée de ces problemes. Nous en recherchons la solution et sommes prèts à accueillir toutes les idées et suggestions qui nous aident à faire de Caracas une ville unique.

CARACAS

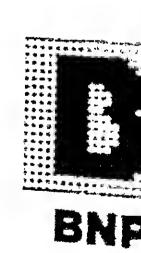
Gobernación del Distrito Federal

par Venezolana de Navegaciona
Negocier avec la Vene,
zuéla vest pégériera avec
un marché ren constante
extransions Graces à d'ue
litre de sessiennices la VENEZULANA DE NAVEGAGION - gagné la confignite des enjuspisés qui
exportes l'estra circituris
vers l'estratarité vénezueliès.

C.A. VENEZCIANA DENAVICACIO

La voie la plus courte à nos ports

مكذامزالا



CARAC

BNP

B BANQUE NO CARE

17 EE

Final Tables | Final Fig.

dent anso cun n'a tion Tius M. In terms sous ment Paris.

vietns directe

> Y W



ÉCONOMIE

Les "boursiers du pétrole"

DEUX CENT CINQUANTE leunes Vénézuèliene « boureiers du pétrole » séjournent an France depuis la début de l'année dans le cadre du programme Grand-Maréchel-d'Ayacucho, lancé eu mois de juln 1974 et edministré par une fondetion du même nom. Le pro-gramme e bien démerrà. Ils sont déjà près de six cents en Europe, cas - boursiers du pétrole -, et plue de deux mille cinq cents eux Etels-Unis. Au 31 soût 1975, la fondation Grand - Meréchel - d'Ayacucho avait eccorde ou total six mille quetre cent quetre-vinat-quartorse bourses, et elle prévoit de doter plus de trois mille candidats avant le fin de l'année pour atteindre le chiffre de dix mille bourses fixé à l'origine comme objectif ennuel.

Dix mille bourses ! Dans l'euphorie du premier semestre de 1974, le président Carlos Andres Perez voyait grand. Cela posait un véritable défi é le fondetion. - Nous sommes partis de zéro, cinq personnes dans quelques mètres carrés, nous a dit M. Leopoldo Lopez, son secretaire exacutit : n'importe où ailleure le préparation d'un tel projet eurait pris deux ou trois ans. Guidés par l'Intultion, nous noue sommes organisés eur le marche é aulvre. ...

A le veille de le nationelisation du fer et du pâtrole, il était apparu urgent de tormer des jeunes pout assurer le relève des cadres et techniciens alrangers. Les plans de développement industriel imposalent aussi une formation accèlèrée. Dès le mois d'août 1974, le premier conlingent de boursiers s'embarqualent pour l'étranger. La fondetion dotée d'un bodget d'anviron 50 mil-lions de dollars, joulssant d'une très large autonomie d'action, elle avait pu, l'enthouslasme des responsables aidant, relever le defi. « Les candidels, dit M. Lopez, semblent s'offenter spontanément vers les dispetrochimie, sidérurgie et métalluregriculture, éle etc. - Les deux tiers des boursiers oni élà envoyés à l'étranger ; 40 % du lotal sont einei partis pour les Etats-

CARACA

Pourquol les Etats-Unis ? . D'une part, répond M. Lopez, parce que les mité de l'échelle sociale, sur mille

failu déployer des efforts pour convaincre plusieurs centaines d'entre eux de se rendre en Europe. D'autre part, les Elats-Unis étalent seuls en meeure d'absorber rapidement nos boursiers. Le système d'éducetion américain est plus sou-

"Redistribuer les richesses"

viennent de la province et sont issus de familles modestes. L'un des objectifs du programme est, en effet, de - redistribuer les revenus el les richesses entre les différentes régione et clesses socieles du pays ». A cette fin. la fondation est tanue de consecrer 68 % eu moins de ses ressources pour concéder des boursea eux candidets origineirea da l'intérieur sous-développé.

La sélection se tait donc en fonc-

tion de trois critères principaux : le lieu de provenence, le statut socioéconomique et la moyenne des notes. Il e'agit de fixer une exigence nique minimum tout en tenant compte du handicap culturel des candidate origineires de la province, où le qualité de l'enseignement est plus médiacre. Handicap alourdi encore dans les milleux pauvres Une table d'équivalence des notes a été pré-établie. Alnel, avec une moyenne de 13,5, un candidat venant de l'Intérieur et d'une famille modeste e les mêmes chances qu'un candidat d'un milleu elsé de Caracas eyent obtenu une moyenne de

Sous son aspect redistributil, is

programme appereît d'ores et dajè comme une réussite. Les conditions imposées à la fondation ont été res-pectées. Les statistiques établies jusqu'au 31 eoûl 1975 selon trole catégories géographiques (village, vitle et métropole) et trole catégories sociales (inférieure, moyenne et supérieure) le prouvent. Sur dix mille venant d'un village (pueblo) el Isaus de la classe intérieure, 42,33 % ont de notes de 13,96. A l'autre extré-

un moyan d'étendre son influence déjà grapde au Vanezuela, a prêté à le fondation une coopération active que cetie des pays d'Europe. Le voyage d'Europe reste encore, par ticuliérement chez les - boursiers

D ANS leur grende majorité, lis hult cent seixante-dix-hult candidats provenant de Ceracas et Issus de le classe supérieure, 17,87 % om été 16,88. Par ellieurs, en effectuent la sélection su moyen de machines minà l'un des vices du système antérieur, la palance (le piston), qui tendait è favoriser davantage encore les

> Vives au début, les critiques faites au programme, eur le plan tant des principas que de l'exécution, se sont progressivement etténuées. Il eurait, sana doute, été préférable que l'université vénézuéllanne (solxante-dix-hult mille élèves) puisse

milie candidats. En outre, elle n'est pas en mesure d'assurer une tor-mation dans les disciplines qui sont jugées prioritaires. - Compte tenu n'y a pas, pour le moment, d'autre étudiants à l'évanger, dit M. Lo-pez : ce qui, par allieurs, est is meilleur moyen d'assurer le transtert et l'adaptation à notre milieu

rageante : sur les sept cents bour-siers du premier contingent envoyé l'an demier aux Etats-Unie, vingtsent seulement ont échoyé eux devront a'y présenter de nouveau à le fin de l'année. S'ile échouent une dauxième fola le bourse leur sere retirée. Juequ'ici, le tondation a retiré leur bourse à soixante-quinze

En France, les organisateurs du programme ont signé un eccord avec le C.N.O.U.S. (Centre national des couvres universitaires et scolaires). dès leur errivée, Disséminés dans plusieurs villes de province, hébergés lis ont sulvi des coure intensifs de langue at de sciences event d'être admia dana una classa terminale Soumla ensuite à des tests d'aptitude, ila seront aiguillés, selon leure capacités, sur des I.N.S.A. (Instituts de sciences appliquées), des f.U.T. (Institute universitaires de technologie) ou, peut-être, de grandes

résolu, à la suite d'un premier bilan, jeunes. Des ressources supplémentaires vont être consacrées à ceux eccueillir les boursiers. Mais elle a qui ont déjà été dotés de bourses. dû refuser, cette année, plus de aix. La budget de le fondetion e été



(Cliebe O.C.I. - Venezueia.)

SUR LES CHANTERS, QUI DANS LES BURRAUX tement l'octivité des boursiers, a Préparer la relève des techniciens étrangers pour assurer les tâches

bourses eccordées balasere très sensiblement : on ne retlendre, l'an

légèrement diminué, et le nombre des didetures. Retour à la mesure, que

Une phase critique dans les relations économiques mondiales

(Suite de la page 21.)

A ce titre, le Vénezuele souhaite pouvoir, dans le cadre du Groupe andin et du SELA, développer sa coopération evec la C.E.E. Nova piecons englement nos espoirs dans des rapports plus récents, mais déjà prometteure, evec le Japon, le Chine, l'Australie et le Nouvelle-Zélande. ainsi qu'avec les pays socialistes d'Europe orientale.

Nous sommes eujourd'hui plus que jamaie conscients de le nécessité de transformer le monde en une exclété planétaire où les ressources neturelies, humaines et technologiques communes à toule l'humanité seraient utilisées de façon rationnelle et justs pour assurer la paix et le bonheur des hommes. Dans nos relations evec le reste du monde, nous n'excluons personne, et la volonté qui nous Inspire est de promouvoir cette coopération universella dans tous les domaines. Nous savons qu'il n'y e pas autourd'hui d'alternative.

Ca qu'on e fini par eppeler le - dialogue de Perla -, le conférence Nord-Sud convoquée par le président Valéry Giscard d'Estaine. constitue une occasion sans précéinternationale. Il faut le saisir. Ce qui a commencé comme une simple réunion convoquée afin de diacuter de le - crise de l'énergle - s'est petit à petit transformé en un débet généralisé entre pays industrialisés

pour aborder de feçon énergique et réaliste les grands problèmes économiques qui pesent sur l'humanité en vue de la construction d'un nouvet ordre économique International Cela tient non à un revirement des pays qui exaltaient les - vertus - du viell ordre en vigueur, mais au pouvoir de négociation des pays produc-

teurs de pétrole, qui veulent a'en

servir comme d'un levier pour assurer

le changement et l'unité récile, effi-

cace at solide du tiers-monde fece

et pays en voie de développement

effet reçu jusqu'ici de ces derniers qu'une elde trop falble el trop terdive pour être vreiment efficace. De notre côté, à l'DPEP, nous sommes conscients des graves problèmes économiques euxqueis nos pertenaires du tiers-monde non producteure de pétrole doivent faire tace. Nous continuerons à recharcher de nouvelles lormules pour leur venir en La voionté d'eppuyer le cause du tiers-monde, et partant celle du

voie de développement non produc-

leure de pétrole seveni fort bien que

leurs intérête coincident evec ceux

des pays de l'OPEP el non evec ceux

des peys Industrielisés. Ils n'ont en

monde entier, grandit constant parmi les pays industrialisés, on a pu s'en rendra compte à l'Assemblée générale extreordinaire des Nattone

Le véritable instrument du progrès des civilisations, c'est le peuple lui-

même. Noue savons que pour effectuer les grandes transformetions éco-nomiques, socieles et culturelles nous ne devone compter pour l'essentiel savons eussi, aujourd'hul plus que jamels, qu'une netion ne peut pas se lenir à l'écart du reste du monde. sement est lonction, dans une mesure variable selon son degré de dépen-dance, de l'ordre internetional dans lequel elle se trouve insérée. Nous voulons changer l'ordre économique international pour permettre à tous les pays, el pas seulement à ceux de réaliser dans la paix l'autonomie, la sécurité aconomique et le justice.

Il ne a'egit pas de toul chenger d'un jour è l'eutre, mals de mettre en marche des transformetions progressives essez significatives pour que tous les peys, et particulière ment les moins développes, entrevolent enfin des perspectives plus fevorebles. Les tendances ont étà jusqu'ici tranchement contretres à ces peye et, pertant à l'humenité antière. On a'efforce autourd'hul de les renverser : ainsi nourra-t-on entamer un processus de transformetion fondamental euguel, d'une lecon ou d'une eutre, on finira per eboutir. Souhaltons qu'il eit lieu dans les conditions peuples. La justice pour les uns ne dolt pas eignifier l'injustice pour les

MANUEL PEREZ GUERRERO.



BNP

Le Groupe bancaire français présent sur les cinq continents

CARACAS

BNP (Bureau de Représentation)

Carmelitas a Altagracia Edificio Citibank Oficina 201_ 2ºpiso. Tél. 83_19_73 _ Télex 22 633

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BANQUE FRANÇAISE ET ITALIENNE POUR L'AMÉRIQUE DU SUD-SUDAMERIS

Siège social : 12, rue Halévy, 75428 PARIS CEDEX 09



ACTIVE EN AMÉRIQUE DU SUD DEPUIS 1910

Offre tous les services d'un établissement de crédit à vocation

Spécialiste des relations avec l'Amèrique Latine par ses succursoles, filiales, banques et sociétés financières associées, réunissant au total 365 guichets, en :

Argentine - Brésil - Colombie - Ponuma - Paraguay - Péroa - Uraguay

ainst que par ses représentants au Chili et un Mexique. Adresse télégraphique : SUDAMERIS. Télex : SUDAMER 650.866 - Téléphone : 824-94-80.

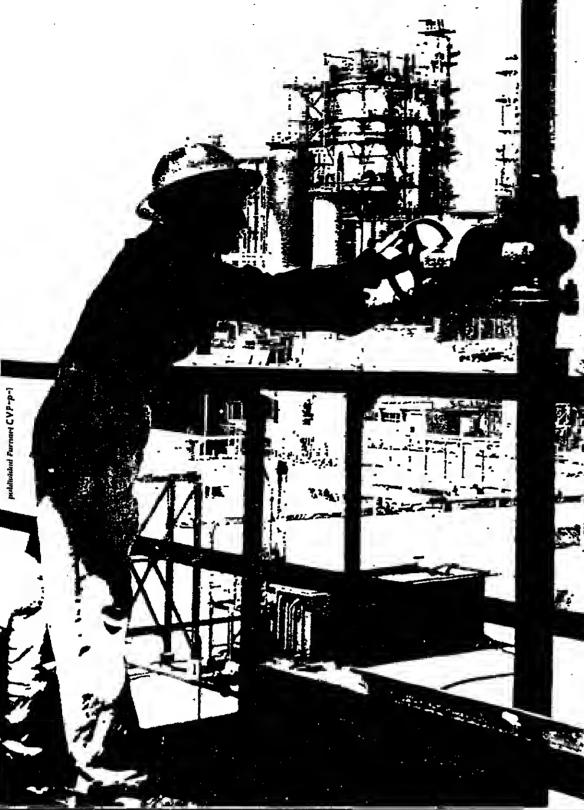
FONDÉ EN 1950

Efficacité et sécurité d'une grande banque privée vénézuellenne disposant de lorges moyens techniques et financiers. Ample réseau de 37 succursales er agences s'étendant sur la majeure partie du territoire vénézuélien. Services spécialisés pour toutes transactions

commerciale et votre implantation au Veneziela

Adresse télégraphique : LATINBANCO.

Télex : SUDAMER 22.776 - 22.861. - Téléphone : 51-25-55.



LEPÉTROLE VÉNÉZUÉLIBNET LESMARCHÉS MONDIAUX

La décision du gouvemement vénézuélien de nationaliser l'industria

naturelle. Nous nous efforçons au contraire de promouvoir un nouvel ordre économique international fondé sur des relations plus justes, entre les pays industrialisés et ceux qui luttent pour atteindre un niveau supérieur de développement.

Nous sommas convaincus que seul ce nouval ordre international perpétrolière s'inspira du droit légitime des pauples à contrôler l'exploitation da leurs ressourcas naturelles.

mettra au monde de connaître la paix et la stabilité économique et politique que tous nous souhaitons.

Il n'a jamais étè dans nos inten-tions de spéculer sur cette richesse un équilibre qu'imposant les réaliun équilibre qu'imposant les réali-tés nouvelles continuera après la nationalisation du pétrole da faire face à ses engagements sur les marchés internationaux.





Vénézuéla a de tout pour tous. Venez le constater par vous mêmes et vous vous amuserez. Nous vous attendons.

le pays sud américain dans les caraibes

محذام زايمل

MN(0) PROVIN

. Sus cifre les

Venezuela, l'itinerali

BANCE

écrit la légende du geucho argentin

alors que celui-ci e déjè cessé d'exister. Les symboles tittéraires de

l'identification culturelle rellement

l'imaga de réalités mortes ou avant



SOCIÉTÉ

Un pays à la recherche de son identité

_ Par JUAN LISCANO * _

UELLE est, aujourd'hul, l'tden-thé du Venezuele ? Comment reconneître ce pays, comment délinir son existence ? Quels traite lui sont propres ? Quele éléments le différencient et le caractérisent parmi tes autres netions de l'Amérique latine et du monde

La Venezuela moderne commance evec le décennie 1920-1930 et précise de plus en plue repidement ses nouveeux espects culturele en lonction d'un développement unilatéral : ceiui de l'exploitation du pétrole. De pava rural qui exportait du bétall et dee cheveux aux Antilles, du cacao et du ceté en Europe, des cuirs, du caoutchouc, des sarrapies, de l'or et des plumes dans le monde, il est devenu un pays exporteteur de pétrole et importeteur de presque tout ce qu'il consomme. La réalité ectuelle du Venezuela, sous toutes ses formes, est déterminée per ce feit considéreble que constitue t'existence dens con sous-soi d'immenses réserves de pétrois. La propriété loncière e perdu de sa valeur, l'egriculture est en crise, l'élevage e réusel é aurytyre grâce à des efforts énormes dene quelques régions, meis se révèle insullieant pour eetisleire le marché interne. Toute la netion, depuie plus de trenie ans, vit des rentrées fisceles que procure l'exploitation du petrole. Las leusses industries nationales y abondent, de même que les entreprises gouvernementales mel edministrées. Une exception toutetols : le remarquable effort de diversification qu'e raprèsenté, en Guyane, la neissence d'une sidérurgie nationele, proche des immenses gisements de fer du Cerro-Bolivar, et le développement extraordinelre du

complexe hydro-électrique de Gurl. Nous qui sommes né dans les années 20 et qui avons vu décliner durant noire enfance le Venezuele rural, nous avons le plus grand mai à harmoniser nos souvenirs evec l'image actuelle d'une société en majorité urbaine, livrée eu vertige de la consommation. Les chiffres réaumant le déplacement de le population sont éloquents. En 1936, pour 65,3 % la population était rurale et 34.7 % urbaine. Moins de trente ane plus 67.5 % des gens dans les villes et 32,5 % dans les campagnes. Ainsi, ceux d'entra nous qui ont etteint leur majorité en 1936 ont assisté à la transformation impressionnente d'un pays qu'ils croyelent connaître et qui leur était devenu étranger à l'heure de la meturité. Les vities principales furent démolles et reconstruites, les payeeges solltatres que l'ouleient é pelne les troupeaux ou les cavaliers intrépides furent treversés par des routes eu bord desquelles grandirent des egglomérations bigerrées. Le Venezuele possède aujourd'hul l'un des meilleurs réseaux routiers des pays du tiers-

Les mœurs et, per là même, comportement des Vénézuéliene ont subi des changements radicaux. La vie domestique s'est trouvés eltérés par le dispersion du noyeu lemillal. autrefole situé dene de grandes maisone aux fenêtres lermées eur le rue, evec de vastes petice et des couloira intérteurs. L'essor pétroller e facilité le consolidation et la développement d'une classe moyenne qui e prie le pouvoir en 1945, après un coup d'Etat eux rebondissements polémiques inépuleables. Les principaux parile se sont formés et ont grandi au cours de ce processue d'effermissement de le clease moyenne. La démocretle raprésentstive s'est effirmée comme le système politique correspondant à cette

gineux occupent, matheureusement, un espece important dane l'échelle eccio-économique, le classe moyenne apport que constituent certains eccteurs qui, hier encore, pouvaient être confondus evec le prolétariet. D'autre part, quelques familles se reppro-chent de la haute bourgeoisie per leurs revenue et feur comportement. Elles constituent ce qu'on appelle eu Venezuele la classe movenne - émergente -. Cependant, comme dans preseue toutes les société sous-développéas ou en vole de développement qui ont soudain bénéficié de le richesse pétrolière, le manque de bases dans les domeines de l'éducation, de la technologie et de l'edministration, se traduit par une mélience presoue insurmoniable envers l'investissement qui permetirait de créer de nouvelles sources d'abondance, de développement et de production.

Une littérature à la remorque des événements

E N ce qui concerne le création artistique individuelle et le culture populaire, on peut affirmer qu'il n'existe aucun rapport entre noire richesse pétrollère et fiscale et leurs manifestations artietiques.

Certains artistes vénézuéllens ont

eccédé é le réputation universelle, soit perce qu'ils ont cherché sous d'autres climats jeur épanouissemant, soit parce qu'ile ont reçu à l'exté-rieur des distinctions qui ont attiré l'attention sur teur création. Parmi les premiers figurent Andrés Bello, Boggio, Reyneldo Hahn et Jesus Soto ; parmi les esconds, Romulo Gallegos et Andrés Eloy Blanco. S'Il est impossible do distinguer t'identité vénézuellenne dans l'œuvre cans couleur locale du peintre Boggio, du compositeur Reynaldo Hahn ou de Jesue Soto, les Silves de Bello ont présenté des paysages, des fruits, des fleurs, des espects géographiques du Venezuela, en même temps qu'un message giorifiant les traveux des champs : quelques poèmes d'Andrés Eloy Blanco ont populerisé des scènes famillèrea, et les romans de Romulo Gallegos noue ont proposé t'image du Venezuele rural, un peu berbare, des grands domaines, tesu de nos guerres civiles. Ces ceuvres constituent des prises de conscience de l'identité netionals, dans des circonstances déterminées. Mels cette identification ne corres-pond pas à la réalité du Venezuele du pétrole. La littérature s'avance toujours é le remorque des événe-ments Elle enregistre le réalité quand celle-ci e'est déjé modifiée. Les

* Ecrivain vénézuélien, suteur de nombreux poèmes.

Actuellement, al les groupes meraugmente elle aussi grâce eu nouvel

C'est pourquoi la littérature peut duper le lecteur ; en remplaçant par des mots le réel, elle déneture l'exisd'artistes et d'écriveins, à pertir de 1958, on trouve des créateurs qui tentent do salsir et d'exprimer le nouvella réalifé du Venezuela, si différente de ses représentatione traditionnelles. Sans doute Gellegos a-t-li réussi à créer das aituations typiques

sent-elles comme des symbolas universels des conflits de l'homme dans la tregédie classique, mais, en géné-ral, le plupert des « clichés » par lesquels on prelandalt identifier le Venezuela et ses hommes sont aujourd'hui périmés ou mensongers : qu'il e'eglase de Juen Bimba et de Permelete ou des plantations évo-quées par Andrés Bello dans sa Silve à l'egriculture de la zone torride: des troupeaux de le Silve Criolle de Lazo Marti ou de « la ville aux toits rouges - avec ses « vole de colombes timides », chan-tée par Perez Bonalde eu retour de eon long exil; du paysan en espadrilles et en flanelle, brandissant ea mechette, ou du grend propriétaire en blouse - maoiste - boutonnée lusqu'au menton avec des monnales d'or, portant guêtres, craveche et chapeau d'Inga. Nous n'en finissone pas, nous les Vénézuéllens, de nous chercher dans ces images failles du pessé, d'une époque plue ouverte et plue concevable, plus conforme à la poèmes homériques chentent le fin tredition et eux notions hietoriques et ecedémiques. Quand le publicilé, offid'une Grèce erchelque et non le cielle ou privée, assale de nous reneissance bellánique. Les eventures identifier, elle tombe dans le ridide Don Quichotte, redresseur de torts, commencent quand disperait la chevalerie errante. Ricardo Güireldes costumes typiques, un //enero

auranné et tallacleux, ou une vieille photo de raffinerie ou de malson coloniale, quand ce n'est pas l'inévitable groupa de musiciene à cordas ou, mieux encore, le portrait de Bolivar, le grand, l'inépulsable sym-bole immérité et déjà rhétorique de notre Identité. En définitive, l'image galvaudée du derrick sur le lac Marecalbo est ptos authentique.

de eignes propres d'identité ; de traits précis, catégoriques, parsonnels et mondialement reconnue (le pétrole excepté, bien entendu). Noue manquons de couleur locale, même limitée eu simple usage de l'industrie touristique. Nous donnone l'impression de ne pas evoir de - temps -. Nos villes pourraient e'élever au Texas ou en Israél, car tout y est nouvesu, sans variantes ni particularisme d'eucune sorte. Notre jeunesse chevelue. éprise de rock et de palabres, est plus proche des Etats-Unle que de notre tradition netionele. Nos problèmes socieux sont ceux de l'ensemble

penie, délicience technologique, im-

Il existe des lleux naturels d'une grende variété et d'une beauté tellurique impressionnante, tis ne font pas partie de notre conscience. Noue eux. Nous nous reconnaissons tout au plus é notre accent, epparenté aux tonalités des Caraïbes ou de te montagne. Le Venezuela est un pays métie, tropical, evec un avenir déter-miné par les disciplines de l'estimagraphie, du calcul, et par ta puissance des intérêts créés, politiques participation inexorable eu grand jeu du monde. Ce pays, pour t'instant leeder du tiers-monde, le restere tant que le pétrole constituera le metiéra numéro un de l'énergie. Eneulte ? Ensuite, tout dépendre de ce que noue aurons fait durant ta temps



ENTREPRISE DE PETROCHIMIE A MORON Torchères, derricks, usines... : les seules images qui reflètent les vraies réalités d'aujourd'hui.

Deux siècles de condition féminine

VERS la fin du dix-hultème pethe société cultivée d'enviton quarente mille habitants. La vie étalant le centre de le vie familiele et des réunions intimes. C'est là. dens ces patice, encadrés de longs corridore évocateurs des cloitres religieux, que s'est déloulée, pendant des générations, la vie des

Au coura de la longue et cruelle

préparées à affronter cette lutte, se ravélérent d'un courage héroique. Elles furent nombreuses à brever la y était simple et euelère. Eglises et mort, le torture ou l'exil pour e'être couvents étalent nombreux. Dans les rangées du côté de le liberté. La vastes malsons coloniales, les patios palx revenue, la tradition reprit ses

Les jeunes filles, à qui l'on inculqueit, des t'enfance, les qualités nécessaires pour réussir un beau mariege, se develent d'être folles. Romentiques à souhait, elles liselant beeucoup et pleureient aur le mori d'Atala et le triste sort des Abenguerre d'indépendance, ces femmes, céreges de Chetaaubriand, révalent

que rien dans leur éducation n'aveit aux eventures moyenégeuses des héroines de Welter Scott ou compatissalent eu sori cruel de Meria. protegoniste du célèbre roman de t'écrivain colombien Jorge Isaecs.

> Selon un écrivain de l'époque, une lemme bien née n'avait besoln, pour être heureuse, que de savoir bien lire pour se distraire à ees moments perdus, être experte en travaux d'elquille, élever correctement ses

> Dans le première décennie du le joug d'une terrible dictsture qui

va durer vingl-sept ane. Le pays est pauvre. Caracas compte elors cent mille habitants. L'économie famillale repose sur le travail, modestement rétribué, du péra, du mari ou du fila. Male II errive souvent que l'homme solt jeté dens les einistres prisons de le dictature cous de vagues inculpations. Il pourra y rester pendent des ennées. Alors, c'est la misère, et les femmes devront se débrouiller seules d'entre elles se tont brodeuses -- travall chichement peyé - et passent leura jours et parfois leurs nuits à tirer l'eiguille. A l'époque, il n'était pas question qu'une femme trevallie dens un bureau - celles qui e'y réputation. Quant à le possibilité. pour une jeune fille, de c'esseoir à l'Université eux côtés d'inconnus, cette idée saugranue n'effleureit per-

Au début des années 20, une ieune fille de vingt-quetre ens Teresa de La Perra, publie le premier roman écrit per une lemme eu Venezuela. Son titre en dit long sur l'euteur et eur son milleu : - Journel d'une señorita qui écrivit perce qu'elle s'ennuyait. . Plus tard, conseillée per l'écrivein Francie de Miomendre qui préfeça son livre. elle le rebeptisa - lphigénie -, vouiant einel symboliser l'éternel sacrifice de le temme devant les tabous de tous les temps. C'est un livre délicieux. Avec une ironle subtile et délicate, l'auteur telt le procès de cette société qui lorçait le femme à vivra toujours sous le dépendance de l'homme, tûl-il péra, meri, trère ou fils. A l'époque, un article du code civil précisait que - sont déclarés inaples é gérer leurs biens, les eveuples, les idiots et les femmes ».

Ces temps sont révolus. Actuellemant la femme vénézuélienne joult de tous ses droits civiques, y compris celui de voter é dix-hult ans. Elle e écelement le droit de travailler au bureau sans que cele eignifie une déchéance sociela, et d'entraprendre des études univarsitaires, met-

Cette évolution est liée au développement socio-économique extreor-dinaire du Venezuela eu cours des demiera vingt-cinq ans. La populatton est passée de trois millions en 1940 é douze millions ectuellement et, Cerecas, evec deux millione et demi d'habitents, est une des villes les plus importantes de l'Amérique

d'hui s'est blen edeptée é son époque. Elle est professeur, méde-cin, evocat, géologue, ingénieur, nistre ou ambassadeur et quelque-

Elle se montre tout è feit en mesure de tenir le rôle qui lui revient dans le société contemporaine pour

J. RODRIGUEZ DE ALONSO.

Pour vos opérations au Venezuela, la

BANCO PROVINCIAL DE VENEZUELA, C.A.

(Banque associée avec le Crédit Lyonnais)

vous offre les renseignements et les services dont vous avez besoin

- Agences dans le pays
- Correspondants dans le monde entier

Au Venezuela, l'itinéraire de l'homme d'affaires commence à la

BANCO PROVINCIAL

Marrón a Pelota nº 10, CARACAS

TÉLÉPHONE : 483/322

TÉLEX: 22837

en "Guayana" nous autres vénézuéliens avons découvert une ancienne forme de coexistence



(entre l'homme et la nature)

La Guyane venézuellenne (Guayana Ve-nezolana) est une vaste région située au sud-est du pays, à 700 Km de Ca-racas, qui s'étend de l'Orénoque aux trontières du Brésil et de la nouvelle République de Guyane (l'ancienne Guyane Britannique).

C'est une région pleine d'histoire et de legendes de mines d'or et de diamants, da l'aventure du caoutchouc Elle se projette vers l'avenir avec l'un des plus grands barrages hydroelectriques du monde à Guri, ses fabuleuses industries du fer, l'acier, et de l'aluminium et une ville audacieusement conçue, fondée il y a quinze ans.

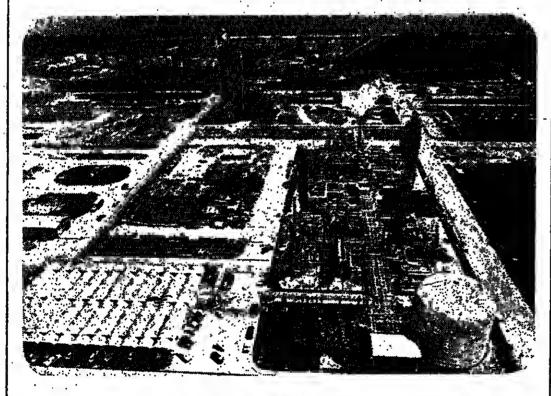
En "Guayana" on travaille avec la nature, en la soignant et la conservant. On protège les fleuves et rivières conélèva des poissons dans les lacs, on contrôle la pollution de l'air et des eaux, on sème d'immenses forêts de sapins et l'on conserve la faune de la region. Ce spectacle vous pouvez le voir dans les parcs de Ciudad Guayana où les enfants et les chevreuils s'aiment et





re its terms

l'institut vénézuelien de pétrochimie fonde des entreprises mixtes



La quantité et variété de produits pétrochimiques est tellement vaste, qu'en vue de permettre l'industrialisation de chaque dérivé, il s'evère nécessaire de créer des entreprises sérieuses, dotées d'un matériel humein hautement qualifié, d'une technologie avancée, et dont les merchés sont gerentis.

Dens ce but l'I.V.P. pousse la création d'entreprises mixtes possédent des ressources finencières, le capecité technique et edministrative de l'Etat et du secteur privé, l'expérience technologique, et les facilités d'accès au merché mondiel de firmes internationeles spécielisées."

Les entreprises promues par l'1.V.P. sont l'élément indispenseble de notre progrès.



LE VÉNÉZUÉLA A DÉJÀ SA BANQUE À NEW YORK

cours des dernières ennées eu Vénézuéle et directement liée à le participation internationale croissante des pays exportateurs de pétrole nous a monde financier international.

Le Vénézuéla est eujourd'hui le point de conver gence et le centre névralgique d'une ectivité comfiés, les operations de credit, las embitieux projets de développement obligezient l'une des principales banques vénézuéliennes à ouvrir une succursale à New York. Au 400 Park Avenue le Canque în-

Elle leur offre les services les olus variés et une

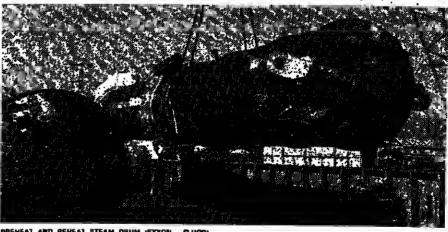


Au sérvice de l'Amérique latine.



INDUSTRIA MECANICA ORION S.A. CARACAS - VENEZUELA

- TUYAUTERIES ET ACCESSOIRES D'AQUE-DUCS ET OLÉODUCS.
- CONDUITES FORCES, VANNES ET VAL-VES POUR LES INDUSTRIES HYDROELEC-TRIQUES.
- APPAREILS SOUS PRESSION ET RÉAC-TEURS POUR LES INDUSTRIES THERMI-QUES, CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES.
- OSSATURES ET MENUISERIES METALLI-QUES POUR LES BATIMENTS INDUS-



PREHEAT AND REHEAT STEAM DRUM JECKON FLUOR

PARMI NOS CLIENTS :

I.N.O.S. (Venezuela) - EXXON (U.S.A.) - FLUOR (U.S.A.) - CHAMPLIN (U.S.A.) - INECEL (Ecuador) MC KEE (U.S.A.) - CADAFE (Venezuela) UGINE-KUHLMANN (Frunce) CORPORACION DOMINICANA DE ELECTRICIDAD (Républ Dominicana) KELLOGG (U.S.A.) FOSTER WHEELER (U.S.A.) - EDELCA (Venezuela) - CREOLE (Venezuela).

HAUTE TECHNOLOGIE EN AMÉRIQUE LATINE

In Amazonie, ...

HISTOIRE

Caracas: les charmes effacés de la colonie...

A vellée que traverse le rio Gaire, aujourd'hul Guatre, et qui a'étand sur 27 kilomètres au pied de Guarania-Regano, la pulssante siarra, maintenent sierra del Avila, e'ouvrit pour la première tols en 1560 à la contempletion des conquistadores. C'est Francisco Fajerdo, un métis, fils d'un soldet sepegnol et d'une noble guelnquirie, doña isabel, qui diriges l'expédition. Netit da l'tie de Margarita, Fejardo avait, d'après un historien, epprie da sa mère toutes les langues perlèes eur le littoral. Grâce à ses origines et à ses teçone amiceles à l'égerd des indiens de le côte procha de Caracas, il parvint à ses fins et, eprès evoir découvert les mines d'or de Los Teques, il entra

Fajardo eocorde peu d'importance é une découverte qui cependant provoque sa disgrace. La précieux mètal éveille la jeldusle du gouverneur Collado, qui révoqua les titres el les pouvoirs du conquistador. Celul-c) fit eppel. Mels entre-temps, de nouvelles expéditions partirent en quête de t'or. La guerre éclata avec tee indiens, et Fajardo, qui aveil réelisé l'exploit de se les conciller, mourut eans revoir la vellée baptisée

Sa reconquêle fut l'œuvre de Diego de Losada, nè comme le Cld dans la province de Zemora, Il evall, apres trente-quetre ans de résidence aux Indes, passe l'age des illusions ; sa sante était mauvalse et il hésita longtemps avant d'accepter le proposition du gouverneur Ponce de Leon, Installé é El Tocuyo, elors le capitale. Diego de Losada mit un an à préparer l'expédition qui devait lui epporter la gloire. Il pertit en jenvier 1587 avec sa troupe : cent cinquante cavaliers, rondachlers et arquebuelers; qualre-vingts serviteurs; deux cents bètes de somme et quetre mille animaux, ovins et porcine, il connelssalt la vaillance de ses edversaires mais sa souvenait aussi de l'exdioit pacifique de Fajerdo : d'une main. Il tanait son édée, de l'autre, la rameau d'olivier. Lorsqu'il entre dans la vallée après avoir mie en déroute una ermée composée de Tarmas, Mariches, Arabacos et Teques, sa troupe n'avait pas subl de dertes. Au mots de juillet 1567, le 25 aeton le tredition, il tonde Sanilago-Leon-de-

Alnai naquit le future capitala du Venezuela. Mais les intrigues coutu-mières des conquistadores poussèrent le gouvarneur Ponca de Leon à revoquer les titres de Diego da Losada qui revint mourtr à El Tocuyo, veincu par le métancolle et le déception dans lequelle s'achevait toujours te rôle impériel de l'Espagne.

A l'origine, un simple campement stratégique, huttes de palle antourees d'une palissade en bois, prolégé per la eierre et le Gualre, la réduction fondée par Diego de Losade drésenta en 1578, d'eprès un plan de l'époque, l'aspect d'un quedrillege solgneux de vingl-quetre manzanas (pâtés de maisons au centre duquel se trouve la piece principale. Caracas comple alors deux mille habitants logés dans des cabenes de pisé couvertes de feuilles de canne à sucre et déià eussi dens des constructions de pierre et de brique. On puise l'eau dans les censux

d'irrigation courant le long des ruelles. Les courettes sont plantées d'arbres fruillers. Au bord des chemins, pousse una plante appelée caracas el qui a probablement donné son nom eux indigênes des environs On se battait encore evec eux, mala plus que des Indiens le danger viendra dorénavant des pireles tele qua Preston ou des gouverneurs comme Luis de Rojaa, assassin et coudable de multiples viols. Lorsque le boucanier anglais donna l'assaut en 1595, don Aloneo Andrae de Ladesma, un vieux soldat de Losada, riche el respecté, enfourcha son cheval et. ermé de sa lance, sortit seul dour combattre les pireles, qui l'abattirent d'un tir d'erquebuse. Avec l'exploit, digna de Don Ouichotte, de ca compegnon du tondeteur de Caracas. le geste des conquistadores s'achève dans un demier écielr.

La lampa de la colonia commance. On pave les rues, Dans les chemps eux eleniours, le blé pousse el des troupeeux de moutons paissent. A l'occasion des téles petroneles, on organise des toumois et des courses de laureaux. C'est à un coin d'Espegne que ressemble la ville, et on pourrait se croire join des indes si un Indien perè de piumes ne falsail con apparition ou si ne c'élevait soudeinement le chant du botuto, la flûte silvastre.

Visions paradisiaques

C ARACAS mit deux siècles é par-feire l'imege ldyfilique qui, en 1783, inspire le comte de Ségur : Dens ce lieu enchenteur, les fleurs et les truits se succèdent sans cesse. On récolte tous las produits des zones lorridas et un peut foult de toue ceux des régions tempérées. Au bord des champs, où croissent l'indigotier, le canne à aucre, l'oranger et te citronnier, on trouve dans quel-

des pommiers. Une rivière, beile et limpide, balgne les champs de la vallée qui eont toujours trais. Les arbres éternellement verts sont habitée par une multitude de colibris qui reflétent sur leurs beaux plumages toutea lea couleurs de l'arc-en-clel. On dirait milla flaurs brillantes volelant dans fair. .

Le beron Alexandre de Humboldi dut avoir en 1800 le même vision ques fardins du blé, dea poiriers et paradisiaque. La populetion de la

UN COIN D'ESPAGNE EN TERRE INDIENNE, AUJOURD'HUI DISPARU. Le pétrole et le béton ont submergé la ville. villa - querante mille hebitants. comme le signate t'illustre voyageur lul-même - avail capendent doublé depuis le visite du Français. Les observations de Humboldt sont moine lyriques, mals plus précises et ecienlifiques. Elles portent our la température, le climat, la géographie, l'astronomie, il signale qua la vallèe se trouve à 414 toises, quelque 920 mètres, au-dessus du niveau de la mer, et que la température moyenne y est de 21 é 22 degrés le

Douze ans plus tard éclatait la guarre d'indépendance evec son cortege d'horreurs sanciantes Un iremblement de terre détruisit pertieilament Caracas. De luttes civiles en épidémies, la ville, secouée ancore per d'autres séismes, etteini l'année 1870. C'est eldrs que l'assiège le général Anionio Guzmen Blanco, chel

jour et de 18 à 17 degrés la nuit,

descendant é 11 degrés à l'eurore. Il

trouva le paysage mélancolique et

sévère lorsque, la soir, la montegne

se couvre de brume, mala il vante

le ciel clair et pur du matin.

du mouvement libéral et portedrapaau de le cause tédèrele. En deux lours, il se rend maitre de le cepitele el du pouvoir, qu'il exerça directement ou indirectement dixhuit ens durant, leissent sur le Vene-

zuela une marque prolonde. Universitaire et militeire, francmaçon, ennemi juré de l'oligerchia conservatrice, admirateur de Napoléon III et de le France, homme d'afleires el dicteteur écisiré, Guzman Bienco entreprii de nombreuses réformes, permi lesquelles la trensformation da l'espect aévére et vétuste de la Caracas colonisie. Il rasa des églises et des couvenis pour cons-Iruire des universilés et un palais législetil. Il ouvrit des bouleverds,

A Carecas coloniele el celle de L A Carecas commerce en core

jerdins omés de kiosques et de toniaines. Ceracas prit un air perisien, Guzman merle ees filles é des nobles trençais, le comte de Noé et le duc de Morny. Il Infroduisit le science experimentale at fit connaître le positivisme, assainit les finences

et élabilt l'enseignement public et obligatoire, Captive par Paris, II se désinteressa pau à peu des effaires publiques, laissent ses edversaires s'organiser pour l'abattre. Il mourut dans le capitale trançaise et fut enterré au cimatière de Passy, Ce lut le seul dictateur latino-américain qui finit par ae lesser du pouvoir, qu'il échanges contre une vie faclle loin des Amériques.

Les ravages du modernisme

lorsqua l'ère du pétrole advint. La vie des Vénézuéllene en lui bouleversée. A Caracas, les développe bains ont effacé joute trace de le

colonie et de la période de Guzmen. Une ville nouvelle surgit sans planification et sens grace, qui couvrit la vallée el ses environs d'une couche da ciment et d'édifices quadrangulaires, dévorant fermes, prés el fulales et transformant les rivières en d'immondes cloeques, il ne reste pour témoigner des travaux de Guzman que le palele lègislati! et le façade en faux gothique du Palais

La ville e escalade les chaînes de montegnes eu sud et à l'ouest, elle s'est glissée dans les vallées environnanies, et eauls de sévères interdits ont pu éviter qu'elle ne ronge les flancs boisès de mont Avila. Au coure des trente-cinq damières années, la population de la région métropolitaina, qui etteint dius de deux millions trois cant milla habilants, a augmente da 860 %. Caracas ne croît plus en extension, elle se hoursoutle at e'anile comme une tumeur. La circulation y est devenue un cauchemar, eurtout pendant la salson des divies, lorsque las rivières grossissent et que les égouts débordant, provoquant de multidies eccidents qui paralysent is ville et is transforment en un immense parc de

Le développement de Caracas n'a oběi à eucun plen ou réglementation mais au caprice des promoteurs immobillers. D'où l'impression d'anarchie et de morcellement qu'on an relève de dix-sapt organisations dittérentes qui ématient des propositions, des permis el drohibitions contradic

Des monts et des collines qui cernent la vellée de trois côlés, et où lanta, descendent chaque four sur la ville 18 lonnaa de matiéres lécales mélèes à la poussière que disderse la vent. Cela tient aux conditions sanitaires dana les ranchitos (bidonvities) et à l'absence d'égouts. En raison du déboisement et de la muitidlication des constructions en clment, la températura s'est élevéa en moyenna da cinq à six dagréa : elle dépassa aouvent 30 et même 32 degrés eulourd'hui, at dascend rarement à 10 degrés, comme II était courant il y a une trentaina d'années.

ti ne resta plus des tamps et des aplendeurs dassés que la chaîne de l'Avile avec la salle da Carecas, balta montagne sereina qui culmine è 2 700 mètres. Du aommat, la ville daraît inottensive, Jolia même, avec aes bianches constructions et ses îlots de verdure. Lorsque des rues et des balcons da Caracas on lève la regard vers l'Avila, o'ast un tablaeu aux covieurs changaames selon las haures qui apparati et libère, comma par anchantement, l'atmoschèra das bruits et des odeurs de la ville.

TOURISME

bablament de l'uranium.

détecté onza eltes redio-ectifs. pro-

·Les réserves hydrologiques du Vene-

zuels se trouvent pour 85 % dans la

région amazonienne. Un barrage sur

le Ceura, en evel du ealto de Para,

permettrait de droduira trois millona da kilowatts. Mais c'ast l'Orénoque,

long de 2 000 kilomètres, que les

Ingénieura en hydrologie révent da

domestiquer pour le rendre nevigable toute l'année eur une plue grande

distance et pour controler son énorme

delta. Una tella antreprisa implique

des barrages sur l'Erebato, le Pera-

gua, peut-être le Ventuari, ainsi que

te Caura et le Coroni. Des usines,

des pylônee, des centaines de kilo-

bret, la fin de la magie.

mètres da routes balatrant la jungle,

véritable tour haule de 1 400 mètres. Sur 2 400 kilomètres carrès, on e

En Amazonie, au pays des Makiritare

Por DAVID NOTT * -

T L y a des tribus Isolées qui ignorent l'existence d'autres hommes. Il y a sur les gigentesques plateaux de Rorelma, Jsua-Jidl, Dulde ou Chimanta des arbres, des plantes, des animeux ailleurs inconnus. Il y e jungles vastes comme la désert de Kare-Kum, sillonnées par de violants coure d'eau : le Ventuari, l'Erebato, le Caure et l'Orenoque tuimeme. Il y e des coins secrets et idylliques d'un monde plus ancien encore dans le forêt verte où d'étranges eaux, rouge et or, roulent sur des roches blanches.

Ca peya c'est, au-dessous du sixiame parallèle, le sud merveilleux du Venezuete, aussi toin qu'Uranus des lumières de Ceracas. Un monde qui envoûte pour te vie des hommes da toutee cultures. Depuis vingt ans, G.C.K. Dunslerville, un Anglais, y tait

l'inventaire des orchidées, ti en e jusqu'ici recensé plue de mille espèces, et il en existe, croit-it, querante espèces et une famille nouvalle. Un eutre boteniste, Jutien Steyermark, dont le première visite remonte à 1943, a classé cant dis mille plantes : plus qu'eucun autre de ses collègues de par la monde Sur les huit mille cinq cents espèces d'oiseaux qui peuplent la Terre, les omithologues William et Kathy Phelps en dnt datecté mille trois cents dans la seul Vanezuela. C'est, sane t'ombre d'un doute, le pays le dlus richemen pourva de l'Amérique du Sud que les Phalde décrivent comme le continent des oiseaux, ils étaient venue pour le première tois en 1937 explorar te

Arrogants comme des dieux

ET les Indigénes ? Il teudrait remon-ter loin en arrière dans t'histoire des reces pour en trouver d'aussi superbes et arrogants que tes Makiritare : « Nous seuls, croient-lis, sommes des hommes. - Les autres, s'antend, aont des animaix ou des esclaves. Ila ne aont plus que mille quatra centa dans una trentaine da villeges disséminés sur 26 000 kilomêtres carrés. Pour échapper eux massacres des conquarents, leurs ancètres, remontant tes radides, s'étaiant rétugiés à proximité des sources des grandes rivières. Les dremiers à les y rejoindra furent les missionnaires de Charles de Foucauld. D'où le nom peu Indien de leur principal village : Sainte-Marie-c'Erebato. Les missionnaires sont

plateau d'Auyan-Tepul, tis y retour-neront encore t'année procheine. repartis, et tes Makiritare confinuent da sa prendre pour des dieux. Ils voisinent avec d'eutres tribus aux noms et eux coutumes fascinantes : lee Saname, les Weica, tes Plaroa,

Pour Jacques Lizot, un anthro-

pologue frençala établi dans le Haut-Orenoque, au sud de Duida, il est peu de régione eussi riches. grands plateaux granttiques ont drès de quaire millards d'années. Ils comptent parmi les plus anciennes tormations rocheuses du monde. Lorsqua les océana recouvrirent les vastes diaines de la région, ta via continua sur ces hautes terres. Pour les hommes da sciences, ce sont de

véritables ties au trésor.

Près de le frontière colombienne, à deux jours et quetre rivières à l'est de l'île de Raton, estuée au millau da l'Orénoque, se dresse en pleine eavane une montagne de roc. de l'ouest, le soir, lorsque le mon-tagne se détache sombre sur le ciel encore clair : c'est, d'après la légande Indienne, une étolie sertie comme una pierre précieuse dens le roc. Les géologues, eux, prétendent que c'est une grotte, ta plue vieille du monde, dont la tormellon surait élé prématurement Inter-Pandent le plus grande partie de l'année, ces terres sont couvertes de

Elle est percée d'un trou au travers

duquel on voit ta lumière qui vient

nuedes gros d'orages tropicaux qui, dans une técrie d'éclairs meuves, déversent en grondant des millions de tonnes d'eau, il n'est pas poesible de dresser des cartes aériannes, mais depuis 1971 des eviona eillonnent la ciel pour taire des relevés eu rader,

C.G.R. DE VENEZUELA, C.A.

(PUBLICITE)

UNE GAMME COMPLÈTE AU SERVICE DE LA MÉDECINE MODERNE

Rayons X

Chirurgie

Soins intensifs

Echotomographie Houtes énergies

à tous moments

pour loquelle

C.G.R. offre

Fiobilité

Service après-vente

Technicité

Ropidité

Nº 06-12 Ave. Los Mangos Urb. Las Delicias, Caracas

Compagnie Générale de Radiologie de Venezuela, C.A.

JELA A DEJA

DUE A NEW YOR

TO SECTION OF WHICH

Par LUIS FELIPE RAMON Y RIVERA

culturelle : l'indigêne, l'européenne el enllo l'efricaine. Male, comme les cultures, il les e enrichles de son originalité propre. C'est ainsi qu'é de l'histoire, s'est tormé un loiklore propra au Venezuela. Au coura du selziéme siècle, par exemple, un un bellet protane, elors qu'é Cuba vénézuělienne, II est une chenson peysanne - le punto (2) -, pour

Le religion exerce son influence non seulement eur l'indigène meis tant sa menière perticulièra de prier contenu de certaines danses et de

MENT DYNAMIQUE:

SUIVANTS:

E Venezuele, comme d'autres les chants et les inetruments mueld'une triple tredition tant sur le plan ertistique et sociel l'Eglise, qu'est célébrée la fête de San Benito de Palermo (Saint Benoil de Palerme). Dens le région du lec recouvert de sa cepe d'or noir tant lemboure efricains, pour qu'il saint Jeen ee partagent d'eilleure icl la feveur populeire. En Juin, le peuple de le côte demende é saint dantes récoltes de café, el de cacao alors qu'en Europe les traditionnals

CARACAS RÉSOLVEZ LES PROBLÈMES DE FINANCEMENT

DE VOTRE CLIENTÈLE AU VÉNÈZUELA EN UTILISANT LES SERVICES D'UN ÉTABLISSE-

SAIDICSA

SOCIEDAD FINANCIERA **QUI VOUS PROPOSE LES TYPES DE CRÉDITS**

FINANCEMENT ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

UN SERVICE SPÉCIALISÉ EST ÉGALEMENT

A VOTRE DISPOSITION ET A CELLE DE

VOTRE CLIENTÈLE POUR VOUS CONSEILLER

DANS VOS PROJETS D'INVESTISSEMENTS AU

VÉNÉZUELA

A 9 %

De plus

les bons financiers DICSA

vous permettent un très bon placement. S.A. DICSA

SOCIEDAD FINANCIERA

APARTADO Nº 8311

TELEPHONE : 283-15-44 . 283-16-45 TELEX : 23305

FINANCEMENT MATIÈRES PREMIÈRES

FINANCEMENT MACHINES - OUTILS

les diférents mouvements de le danse porte des nome epécitiques des Ira-

C'est ainsi que le culte de la croix est le même au Venezuala qu'en chants, les textes, les formes de sa célébration. On demande à la croix,

Très Sainte Croix de mai envole noue une bonne ondée tol qui converses avec Dieu

où ves-tu de si bon matin?

rale, un désir de pelx se manifeste

Hommes au travail

vail - du paysan ou des gerdiens de bétail, d'une ligne mélodique trèe les tâches quotidiennes. On sait que cette sorte de chent est universel et qu'il es modifie sous l'influence du progrès, comme par exemple se fall dens un grand mortier de

> vive le Soleil, vive la Lune vive l'erbre, le citron ay, que vivent mes amours avec le leune Asuncion

Bien différent est le chant de l'immanse solitude

En event, petil mouton sult le chant de le chèvre, ujo i Jo i... nous allons é Guasdualito le changer pour de l'ergent.

Infinie. La torme reste espagnole, thémes inédits.

Poésie et théâtre

le redondille (palite ronde). Le carectére de cette poèsie treditionnalle, héritée d'Espagne ou inventée sur

L A forme : il y e d'ebord le cou-plei de quetre vers — cuertera généralement la métephore. Alnsi la — evec le rime a/lernée : c'est le poèsle e-t-elle pour thèmes le cripoésie e-t-elle pour thèmes le critique sociele, les emours heureuses ou malheureuses; ni l'humour, ni le lyrisme n'en eont absents. En voici

> Celui qui meurt sans jouli du sein d'une brune. eans savoir ce qui est bon.

Elle e le lengue retournée, quand elle menge cele a'en ve

A L'ECART DE LA SOCIETE DE CONSOMMATION Les plus humbles n'ont pas oublié les valeurs et les traditions du passé.

Sur le bord d'une rivière é vingt-cinq scorptons .

Sur je bord d'une rivière é vingt-cinq scorpions

Mels en dehors des strophes é vers, te plus courante est qu'un chanteur populaira peut raconter tout ca qui se passe dans une lournée Ainsi, l'événement se conserve blen mleux par la chanson que par la journal La romance ty-pique (el romence criolio) dont le véritable nom est corrido utilise le Les vere sont octosvilablaues comme dans le modèle d'origine, mais la thémetique est purement netionale une Inondation, l'épopée d'un guérillero, les nécessités urgentes d'une population. Comme les troubadours. certains poètes populaires parient en vers. Ita pratiquent l'ert difficile du contre-point, le vieille tenson du

Moyen Age européen. Quant eu théâtre, on peut distinguer un théâtre orel, nettement folk-lorique, d'un autre écrit, moins prisé, male cependant populaire Le premier est Improvisation collective L'eutre est l'œuvre d'un auteur : l'expression y est plus recherchée. Il est destiné é le scène. Dans le première catégorie, on trouve des allets sur un thême précis : la pêche d'un certain poisson (el carite, el robelo!, le mort et la renelssence d'un oiseau (el palero guarandol), version originale qui reppelle le

it y a aussi le théâtre parlé, et l'evion sert elors d'élément cho-

Vitalité ou survivance ? Les maîtres clelement Insisté sur l'évolution du folklore grâce auquel se perpétuent les traditions populaires. Au Venezuela, il reste d'une grande vitallié. Si l'influence de la littéreture populeire - journeux et revues - ou de le redlo omniprésente est certeine, te Vénézuéllen des vitles comme des campagnes ne veut pas renonces è son héritage culturel : il résiste aux modes passagères, il cherche dane son histoire la racine de son authenticité Le Vénézuelien d'eulourd'hul, le jeune surtout, e très bien qui consiste è vouloir e'exprimer de manière locale pour pervenir è l'uni-

(t) Chanson typique des v Ila-nos » (de la plaine). (2/ Chanson guitare à harpe, etc.

t3/ Change en décembre

EMPRESAS CAMPENON BERNARD DE VENEZUELA C.A.

TRAVAUX PUBLICS - BATIMENTS - CONSTRUCTIONS INDUSTRIELS

ASSURE DE MÊME TOUS LES TRAVAUX DE BÉTON PRÉCONTRAINT AU SERVICE DE LA CONSTRUCTION



Empresas Compenon Bernard Caracas est une entreprise vénézuélienne de travaux publics active depuis 1950

Boîte postale 6170 Caracos Adresse télégrophique CAMPENON CARACAS Telex 21.303 CAMCA feléphone 76-56-33 76-57-24

ا مكذامة ريومل

7

La diplomatie du Vatican

Alors que toute diplomatie joue sur des rapports de forces économiques ou militaires, celle du Vatican ne saurait s'appuyer que sur elle-même.

Trop de mythes entourent la diplomatie vaticane pour qu'on ne tente pas d'en éclairer les grandes lignes. La confusion entretenue à son égardétient en grande partie à son double rôle : accrédités aufrès des chefs d'Etat, les nonces sont aussi en relations étroites avec les épiscopats nationaux.

Essentiellement religieuse, parfois marquée d'intentions humanitaires, l'une des missions de la diplomatie vaticane concerne d'abord la vie de l'Eglise et son fonctionnement interne. Faut-il à cette fin déléguer des nonces qui ont rang d'ambassadeurs sans en assumer toutes les fonctions? Ce faisant, le pape se présente en chef d'Etat, et le Vatican, à travers une certaine fiction juridique, se situe sur le même plan que les Btats qui ont des intérêts politiques, commerciaux, militaires, etc., à défendre. Si l'histoire explique cette situation anachronique, elle peut difficilement lo justifier. Surtout lorsque cette survivance d'une ère révolue conduit à la conclusion de concordats, qui constituent autant de traités en bonne et due forme. Ici oussi, grande est la part de la fiction puisque ces traités sont conclus au nom de l'Etat du Vatican alors qu'ils concernent en fait la vie de l'Eglise.

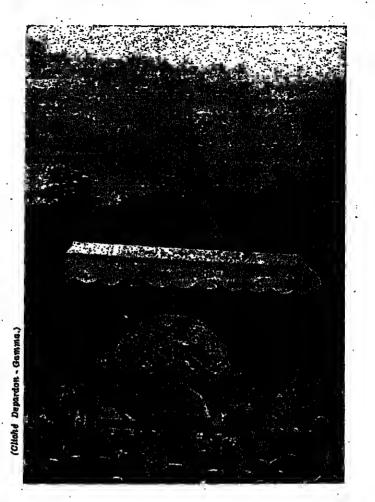
La nature du régime politique de certains poys avec lesquels de tels concordats sont signés ajoute nécessoirement à lo vivacité du débat sur l'opportunité d'en maintenir l'usage. Mais la polémique vo plus loin. La distinction établie entre nonces, internonces, délégués apostoliques, ne saurait en effet éliminer une difficulté non négligeable : tous les Etats n'accueillant pas au même titre des représentants du Vatican, celuici (et à travers lui l'Eglise) paraît moins universel qu'il ne le voudrait. Il ne possède de relations diplo-

matiques formelles ni avec Washington ni avec Moscou, situation qui n'empêche nullement d'utiles contacts. En revanche, aucun lien d'aucune sorte n'existe avec certains pays. Par l'institution d'un véritable corps diplomatique, la position de l'Eglise souffre ainsi d'une situation politique qu'elle n'a pas nécessairement contribué ò créer.

D'où l'idée, qui fait son chemin, de remettre en question l'existence même de ce corps diplomatique. Alors que, en étroite liaison avec le Vaticon, les conférences épiscopoles jouent un rôle de plus en plus important au sein de l'Eglise, est-il indispensable de maintenir des « ambassadeurs » accrédités auprès des chefs d'Etat? L'évolution amorcée ne suggère-t-elle pas que leur soient substitués de simples représentants auprès des épiscopats nationaux?

Mais l'existence de son corps diplomatique n'est pas seul à engoger le Saint-Siège sur le terroin politique. Bien que de plus en plus rarement, le Vatican a parfois pris des initiatives qui, en elles-mêmes, étaient directement politiques. Il s'agit moins ici de gestes comme lo visite de Paul VI aux Nations unies que d'actes beaucoup plus concrets tels que, voilò quelques années, les propositions d'une médiation des pays neutres dans les conflits du Vietnam et du Proche-Orient. Des motivations humonitaires ne changeaient en rien la nature politique à la fois du conflit lui-même et de la salution proposée. L'échec de ces tentatives semble ovoir dissuodé le Vaticon de persévérer dons cette voie.

Plus subtil, un autre changement peut être décelé. Les encycliques Pacem in terris et Populorum progresso posoient nettement des problèmes de justice dans le monde moderne, notomment dans les relations entre poys riches et pays pouvres. Sons préconiser, pour les résoudre, de formule pratique qui relèverait



du domaine politique, ces encycliques traçaient une voie générale, une attitude de principe. Ces textes demeurent, et ils fixent une doctrine. Peut-on assurer pour outant que cette doctrine, au sein même de l'Eglise, n'a pas été éclipsée, dans les préoccupations, par d'autres débats — sur la controception. l'avortement, le célibat des prêtres? Simple exemple qui montre comment l'accent mis, dans l'enseignement de l'Eglise, sur tel ou tel point ne peut que lui donner une certaine coloration, suggérer une hiérarchie des voleurs ou des urgences. Au sens large, cet éclairoge donne, lui aussi, un sens politique à l'action du Vatican.

Les articles réunis ici n'épuisent pas, tont s'en faut, un ensemble de problèmes dont l'imbrication est très complexe. Ils peuvent néanmoins défricher le terrain en vue d'un débat ultérieur.

Un outil encombrant et de plus en plus contesté

Les concordats, ou les ambiguïtés d'une double mission

rite: chaque amée, Mgr. Agostino Casaroli, le secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Estise, fait un séjour à Madrid. Il y rencontre les responsables de l'Estat espagnol — mais pas toujours les évêques — pour négocier avec eux la révision du concordat de 1953. Il progresse peu, mais il ne se lasse guère, et aux plus hauts niveaux de l'Eglise on l'encourage à persévèrer. Or les membres les plus influents de l'épiscopat espagnol, pourtant proches du Vatican et fidèles à ses orientations, sont beaucoup moins désireux de le voir aboutir. L'hebdomadaire catholique Vida Nueva, qui exprime d'ordinaire les opinions du cardinal-archevêque de Madrid, Mgr Enrique y Tarancon, ne fait pas mystère de ce sentiment. A propos de l'une des visites du haut fonctionnaire ecclèsiastique — c'était en juin 1874, — l'hebdomadaire écrivait : « Nous consiatons un grand ejfort pour replâtrer un concordat dont tout le monde recommaît qu'il est mort. On a abandonné l'idee d'élaborer un nouvenu concordat (comme si l'on avait conscience que le temps des charmes romains est révolu) mais on n'a pas Cherché de chemin juridique plus moderne (comme si l'on pensait que le temps n'est pas mûr). On semble avoir adopté l'idée modeste de rafistoler ce qui est unantement reconnu comme ayant fatt son temps. "

De ce que les concordats aient fait leur temps, le Vatican ne paraît ces convaincu. Ce n'est pas sculement avec l'Espagns qu'il en négocie la mise à jour. Le 15 février 1975, il signait avec le gouvernement portugais un protocole additionnel au concordat de 1940 qui autorise désermais les couples mariés religieusement à demander le mariage civil. Le texte de ce protocole est donc

LIRE PAGES 32 à 36 :

P. 32-33. — Hésitations et maladresses à l'égard de la Chine, Louis Wei Tsing-sing. — Avec les pays communistes : de l'onothème à la coexistence, Bernard Féras. — Entre Israël, les pays arabes et les Lieux saints, Aimé Savard. — La formation et le rôle des nonces, Robert Solé.

d'Aimé Savard. — Un rôle discret dans les organisations internationales, Rabert Basc. — Paul VI et le monde moderne, Jacques Nobécoust.

P. 36. — Fin de l'article de Robert Bosc. — Survivance ou promesse ? par Robert de Montvalon.

ESORMAIS, c'est presque un rite : chaque année, Mgr Agostino Casaroli, le secrétaire du pour les affaires publiques guise, fait un séjour à Madrid. rencontre les responsables de l'Estat portugais.

De la même manière, le 8 février 1975, il a été annoncé que l'Etat italien et le Vatican allaient ouvrir des négociations pour la révision du concordat de 1929. Il est vrai que celui-ci subit bien des accrocs. La loi sur le divorce viole son article 34 accordant les effets civils au marisge religieux, et ce fut — on le sait — l'un des arguments du Saint-Siège pour la combattre. Mals bien d'autres dispositions ne correspondent guère à la réalité itsilienne, d'aujourd'hui. L'article 12 institue une prière

Souvenirs du passé

O N lui fera la grâce de penser qu'il n'y cherche pas des avantages matériels. Il est vrai que le concordat espagnol garantit, en principe, les traitements du clergé a contre toute dévaluation » et que le concordat allemand de 1933 a confirmé le traditionnel kirchensteker (impôt ecclésiastique) par lequel le percepteur recouvre-une cote spéciale qo'il réserve à l'Eglise à laquelle le contribuable à déclaré appartenir : ce qui assure aux diocèses allemands une très confortable aisance. Mais les prêtres lialiens ne perçoivent, env. que des salaliens en cours avec fl'Etab espagnol, le Valican a manifesté clairement qu'il ne recherchaît pas de grands avantages de cet ordre. Il ne faisait ainsi qu'appliquer la Constitution conciliaira Gundium et Spes, aux termes de laquelle l'Eglise « ne place pas son espoir dans les privilèges offerts par le pouvoir civil (et) renoncera à l'exercice de certains droits légitimement acquis s'il est reconnu que leur usage peut faire douter de la puseté de son témotgrage ou si des circonstances nouvelles exigent d'autres dispositions ».

Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut rechercher l'explication de la fidélité aux concordats. Sans doute la trouvers-t-on, en particulier, dans les souvenirs du passé. Sì l'Eglise, à partir du XIF siècle, se mit à conclure des concordats avec les rois et les empereurs Très Chrétlens, ce n'était pas pour le plaisir d'entrer dans leur giron, de se placer par quelque côté sous leur dépendance, mais bien pluiôt pour leur faire admettre, par l'existence même de ces textes, qu'elle était une puissance avec laquelle on pouvait traiter, une puissance indépendante dans son ordre (ce qu'ils n'étaient pas disposés naturellement à reconnaître) Un concordat, en effet, n'est ni une manifestation d'amitié, ni un billet de confession, ni une récompense, eest un arrangement politique, un traité d'Etat à Etat.

Par JACQUES DUQUESNE

pour le roi. L'article 20 fait obligation aux évêques de prêter serments à l'Etat. Et l'article premier, qui impose à l'Etat de garantir « le caractère sacré de la ville de Rome », n'empêche pas les colleurs d'affiches pornographiques de s'en donner à cœur joie.

coeur joie.

Ainsi, et bien qu'il n'ait jamais pris, au cours des dernières années, l'initiative de proposer des concordats à d'autres Etats, le Vatican reste fidèle à une politique concordataire qui, dans l'Eglise post-concilaire, présente un caractère quelque peu anachronique.

Pour quelles raisons?

Que, pour abouiir à la conclusion de tels traités, l'Eglise dût consentir à ses partenaires des privilèges et des fidélités peu compatibles avec l'esprit évangélique et, parfois, tout simplement, avec son indépendance, voilà un fait qu'aucun historien ne peut nier. Pour de parier que de la France, et sans a attarder à Napoléon, dont les intentions étaient évidentes (mais dont le concordat vit encore, avec certaines adaptations, dans les trois départements dits d'Alsace-Lorraine), les demiers hommes politiques à avoir envisagé la conclusion d'un concordat n'étalent pas poussés, c'est le moins que l'on puisse dire, par un esprit de filial dévoument à Rome. C'était Edouard Herriot, alors anticlérical grand teint, qui expliquait devant la Chambre, en janvier et overmbre 1920, que, sans concordat, l'Etat était privé de sa dernière arme contre les a empiètements des nonces ». Ce furent aussi, vers 1955-1956, c'est-àdire après l'affaire des prêtres ouvriers, le fait de laics et de catholiques réputés de gacche qui ne et cachaient pas de vouloir ainsi battre en brêche l'influence directe de la curie, influence qui heurte la tradition gallicane.

tion gallicane.

Il o'est pas un homme d'Etat qui n'ait vu, dans un concordat quel qu'il soit, le moyen d'imposer à l'Eglise quelques chaînes — peut-être dorées, mais des chaînes. Et, à l'inverse, il y eut toujours des catholiques pour penser que l'absence de teis traités était une chance. Déjà, Montalembert soulignait la vitalité du catholicisme triandais (e a n's concordat). Et des personnages comme l'abbé Lemire, député du Nord, montraient, avant même la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1905, tout le profit que l'Eglise des Etats-Unis trouvait dans l'indépendance à l'égard de l'Etat : bénéficiant, sous le régime du droit commun, de la liberté d'association, avec un ciergé sortant de la sacristie pour se mèter au peuple, avec des évêques qui solent autre chose que « ce fonç-

tionnaire en soutane violette que révait Napoléon I**, ce prétendu chef de la police religieuse assis dans son palais comme un préfet dans son hôtel, entre les dossiers des paroisses et ceux du ministère des cultes » (4 février 1892).

A present que la séparation est faite, que la France vit depuis maintenant soixante-dix ans sans concordat, nul oe cooteste plus les bénéfices de cette situation : « Les catholiques se sont habitués à lui attribuer, dans une grande mesure, ootent André Latrelle et René Rémond (dans jeur Histoire du catholicisme en France, Editions Spes.) le recul de l'onticléricalisme de la fin de l'ère concordataire et à apprécier la liberté qu'il assure à l'Eglise. Il est certain qu'il (le statut de séparation) favorise grandement l'action du Saint-Siège. »

Le Vatican lui-même y trouve donc son compte. Ne lui faisons pas l'injure de penser qu'il ne le sait pas. Aussi bien refusa-t-il de saisir une occasion qui s'offrait à lui de conclure avec la France un nouvel accord. C'était en 1941. Les évêques français le souhaitaicot pourtant, et l'un d'eux, Mgr Chollet, archevêque de Cambrai. l'écrivit expressèment à Vichy le 25 octobre de cette année-là : a L'épisopat français pense toujours que la nature et la gravité des problèmes religieux posés par l'heure actuelle postulent des conversations directes entre le Saint-Siège et l'Etat français et la préparation d'un concordat comme ceux qui ont été, ces derniers temps, élaborés entre plusieux Etats et l'Egisse. sourse plusieux et es santiment, et Pierre Laval lui-même envisagea cette éventualité pendant un certain temps. Ce fut le nonce apostolique à Vichy. Mgr Valerio Valeri, qui transmit eux évêques français l'avis du Vatican : le regime de Vichy, pensait-on à Rome, est transitoire et fragile, et conclure un accord d'ensemble avec lui, e'est bâtir sur le sable.

La diplomatie vaticane, dans l'affaire, se montrait plus avisée que l'épiscopat français. Mais cet épisode, précisément, montre bien les limites d'un antre argument souvent avancé pour justifier la politique concordataire. Argument suivant lequel cette politique permet d'inscrire durablement dans une charte les dispositions favorables d'un gouvernement, de tirer profit d'une conjuncture favorable, d'en prolonger ainsi le bénéfice. L'on cite eo exemple le traité du Latran conclu en 1929 avec Mussolini, et confirmé en 1948 par la grande majorité du Parlement italien : le fascisme était mort, le concordat vivait toujours. L'argument, en réalité, pèse peu Car il oe manque pas d'exemples de concordats que des gouvernements dénoncèrent et qui ne survécurent pas à des changements de régime. Mais

sans doute cette propension à inscrire aussitot dans des textes juridiquement argumentés ce qui n'est que dispositions passagères manifestet-elle surtout que l'Eglise catholique est bien latine.

En vérité, ce qui retient le plus sûrement la diplomatie vaticane d'en finir une fois pour toutes avec cette politique, c'est sans doute la peur du vide juridique qui serait alors créé. Car ce vide, craint-elle, serait vite occupé. C'est ainsi qu'on s'est fort êmu, au Vatican, dans l'été 1973, de rumeurs en provenance de Madrid selon lesquelles le gouvernement espagnol aurait fait préparer un statut unilatéral de l'Eglise destiné à être mis en application au cas où le Saint-Siège n'accepterait pas de négocier un souveau concordat. Cette rumeur s'était peut-être qu'un moyen de pression. Son efficacité, en tout cas, fut certaine.

Ceia peut se comprendre. Bien sûr, alors que l'oo insiste tant sur la collégialité, il peut sembler pour le moins étrange que Rome négocle avec un État par-dessus la tête des évêques du pays considéré (c'est ce qui se passe pour l'Espagne). Mais il peut arriver aussi que les évêques du lieu ne solent pas en bonne posture pour mener de telles négociations. Et les représentants de Rome sont parfois mieux armés pour revendiquer ce qu'ils estiment aujour-d'hui encore nécessaire ou sonhaitable : la liberté de communication avec les évêques, le libre choix de ceux-ci, un régime libéral pour les congrégations et pour la propriété ecclésiastique, la liberté de l'enseignement religieux; enfin, et surtout, la liberté de l'action catholique.

la liberté de l'action catholique.

Au total, que les diplomates du Vatican scient mieux placés ou non que la hiérarchie locale est affaire de circonstances. On peut concevoir, aussi, que le Vatican préfère un accord négocié, même mauvais à un statut unilatéralement édicté, qui serait pire encore : rien oc garantit que les choses se passeront en tous temps et en tous lieux aussi hien que dans la France d'après 1905. Mais rien non plus, probablement, n'impose que les accords entre l'Eglise et les États prennent la forme et le nom dea auciens concordats, dont l'image reste liée à l'idée de privilèges ecclésiastiques difficilement acceptables aujourd'hui, aussi blen pour les hommes qui sont en dehors de l'Eglise que pour la plupart de ceux qui sont à l'intérieur.

a Au fond, l'utilité première des concordats, c'est qu'ils rendent les conversations avec les Etats indispensables », disait un jour en souriant un vieux diplomate romain. Il n'avait pas tellement tort. Mais cette fonction peut être remplie par d'autres types de contrats ou d'accorda. Et c'est probablement dans cette voie que l'Eglise, peu à peu, s'orientera.

ERNARD

jusqu'à l'avènement du communisme

A diplometie du Saint-Siège a souvent été considérée comme » le mailleure du monda ». Mals peutêtre le escret de sa réussite tient-il dans un art, rare, de feire traîner les affaires en longueur afin qu'elles perdent toute actualité et importance. C'est, du moins, le sentiment que l'on éprouve lorsque l'on étudie les rapports da la curid romaine avec la cour impériale de Pékin. Et cele dès la querelle dite des « rites chinois ».

On ealt que les missionneires envoyés en Chine posèrent, vers ta milieu du XVIII siècle, une question difficile : fallait-il admettre, tolérer, assimiler les rites nationaux (cérémonies en t'honneur du ciel, hommages rendue aux grands sages chinois, vénération purement civile des ancêtres et commémo-ratiou des morts, etc.)? Cette affaire causa beaucoup d'embarras et d'ennuis à le curie romaine. La Saint-Siège tantôt condamns ces pratiques, les considérant comme superstitieuses ou dant, sous certaines conditions, tels sont les principes et les raleons pour lesquels Clément XI envoya successivement deux légats à Pékin : Mgr Charles-Thomes de Toumon, en 1705, et Mgr Charles-Melchior Mezzabarba, en 1720. Mais eans aucun résultat : l'em-pereur de Chine ne céda point à l'exigeance des légets du pape.

En 1742, is pape Benoît XIV condamne les rites chinoie une fols pour toutes. Il était absolument interdit eux chrétiens chinois, sous peins d'excommunicadon, de pratiquer les coutumes de leurs ancêtres et d'observer les traditione plueleurs foie milléneires de leur peys, traditions correspondant exactement à un devoir civique fondamental pour tout Chinole et exaltant la plété fillale. Le décret de Benoît XIV. constatent aulourd'hul les historiens, condamnait l'Eglise naissante en Chine, «La querelle das rites chinois, qui e beaucoup entravé le conversion des peuples orientaux, eurait pu etre évitée si on evalt lait preuve

A travers deux querres

TINE trentaine d'ennées plus tard, pendant le première guerre mondiale, en 1918, le gouvernement chinois proposa é nouveau au Saint-Siège d'établir des reletions. Comme Léon XIII, enthousiasme et nomme Mgr Joseph Petreill nonce epostolique à Pékin.

Depuis le séparation de l'Eglise et de l'Etat, le France n'entreteneit plus (de 1906 à 1922) de relations diplomatiques avec le Vetican. Cele n'empêche pas Clemenceau d'user de son veto, tout comme l'avait talt de Freycinet. Et contre Benoît XV, pape « germanophile », Clemenceau recut, lui aussi, les eppule de certains mission-

Le Saint-Siège, Il faut le reconnaître, ne se découragea point, malgré ses nombreux échecs diplomatiques. En 1922, peu de moie eprès son élection, Pie XI envoya é Pékin, comme premier délégué apostolique sans carectère diplomatique, Mgr Celso Costantini. La mission de celui-ci était strictement consacrée é la réforme intérieure de l'Egilse. Il s'agissait, notamment, de nommer des évêques chinois pour que le catholicisme n'apparaisse plus comme une Importation coloniale. Dans le même temps, très discrètement, de plue de prudence », conclut evec amertume le cardinal Celso Costantini.

Deux elècies plue tard, en 1939, la pape Pie XIt leva pratiquement le condamnation de Benoît XIV, mais II étalt trop tard : la Chine avait bien évolué, le monde aussi. La permission romaine de 1939 epparut seulement comma une formula symboliqua, quelque peu eurannée at anechroniqua. Il est parfole permie de craindre que, dans ses rapports evec la Chine, la curie romeine ne soit pouvent, comme dans cette triste histoire, trop lente, beaucoup trop lante é saisir les véritables enjeux et é discer-ner les bonnes solutions.

A diverses raprises, pourtant, paut penser que le Vutican allait sal-sir les occasions d'établir avec la China des relations fructueuses. A l'époque des conflite franco-chinois à propos du Tenkin, en 1880-1885, Léon XIII envoys le Pére François Giutianelit, missionnaire italien, à Pékin, porteur d'un message à l'empereur de Chine, pour collicitar la protection des œuvres des missione sur la territoire de l'empire chinois. Dans sa réponse, la cour impériale, qui eouhaitait sous-traire les affaires religieuses é l'emprise des pulssances àtrangéres, proposa eu Saint-Slège d'établir relations directes et permanentes. Léon XIII reçut eette initiative avec jole et nomme aussitôt un premier nonce epostolique en Chine, Mgr Antoine Aglierdi. Mels le gouvernement françale était traditionnellement protectour des missions catholiques en Chine. Et le président du conseil de l'époque, Cherles de Freycinat, fit opposition à ce projet. D'ellieurs, Mgr Tegliabue, évêque lazarista françale, vicalre epostoliqua de Pékin, fit de nombreuses démarches dans le même sene auprès des dicastères romains. Pour éviter de entre Rome et Peris), Léon XIII renonça é contre-cœur, é envoyer le nonce é Péki:.. Ce fut, a-t-il dit, » le plus grand

Mgr Costantini prépara le vole qui develt conduire, su cours de la seconde guerre mondiale, à l'établissement de relatione diplometiques du gouvernement chinois

Male si l'on tente de tirer une leçon des événements de toute cette période drametique, on ne peut manquer d'étre frappé per un trait : l'importance que le curie romaine e toujours ettaché au protectorat françaie des missions catholiques en Chine. Cela est al vral qu'en 1950, après le reconnaissance de la République populaire de Chine par la Grande-Bretagne et de nombreux pays du tiers-monde, Mgr Dominique Tardini, futur cardinal secrétaire l'État, elore secrétaire de le Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, e v i e e l'empassadeur de France eu Vetican que le Saint-Siège confierait encore é ce pays le soln des Intarêts cetholiques en Chine. A cette époque, pourtant, le France n'y possédalt eucune représen-tation. Bref, Paris ne put rétabilr ses relations diplomatiques evec Pékin qu'en janvier 1964. Et le Ve République, fidéte é l'orientation de sa politique dans le tiers-monde, ne voulut pas servir de < gerde sulsse » en Chine.

Revenona à le seconde guerre mondiele. C'est en 1942 que furent abolis Par LOUIS WEI TSING-SING *

les - traités inégeux - imposés à la Chine envahle par le Japon et les puis-sances chrétiennes de l'Occident depuis exactement un siècle (1842-1942). Le 25 janvier 1943, M. Sié Chéou-kang, premlar ministre plonipotantielre de Chine, présenta é Ple XII ses lettres de créance. Trois ans plus tard, en 1946, après avoir créé le premier cardinal chinois, Mgr Thomes Tien, et institué le hiérarehla épiscopale, Pia XII anvoya en Chine Mgr Antoine Riberi comme premier Internonce epostolique auprès du gouvernement de Nankin. Mais, an 1949, à la veilla de l'arrivée da l'armàe rouga, les nationalistes évacuérent Nankin. La corps diplomatique se retire de Chine.

Mgr Ribert, pourtant, resta é Nankin. Contrairement aux usages protocoleires. Contrairement aussi aux tradi-tions diplomatiques du Saint-Siège : car Mar Valerio Valeri, nonce apostolique gouvemement de l'Etat français à Viehv après evoir fermé te porte de la noncieé Nankin, la Vatican no reconnut pas le République populaire de Chine proclamée solennellement ta 15 octobre 1949 avec Pékin comme capitale, et Mgr Ribert ne prit aucun eontaet avec les nouvelles autorités.

En vertu des conventions Internetionales, le changement de régime entraïnait Ipso facto te fin de sa mission diplomatique : - Les useges et le droit International, écrit Mgr Igino Cardinale, prévolent plusieurs cas où les tonctions de l'agent prennent fin, » Et II cite parmi ces cas, su paragraphe 4 : Le changement constitutionnel d'un Etat (2). - On peut donc an conclure que Mgr Riberi devenalt persona non grata en Chine populaire. Or, le gouvernement chinois tolère sa présence, comme simple sujet étranger, dane l'espoir que le Saint-Siège elleit faire, lul eussi, un pas en avant. Ce n'est pas ce qui se passa : Mgr Riberi, eu contraire, mit é profit sa présence dans le pays pour egir contre la mouvement petriotique des cetholiques chinois, considérés per lui comme des éléments dangereux susceptibles de constituer une Eglise nationale, schismetique et séparée de Rome, Le 5 septembre 1951, le gou-

Après un an de séjour é Hongkong. Mgr Ribert se rendit à Telpeh, euprès du gouvernement nationaliste en exil, et y Instelle l'Internoncieture. Le Saint-Siège eccepta ensulte le retour au Vetican de M. Sié Chéou-kang, envoyé par le régime de Telwan.

Par la sulte, l'attitude du Vatican devalt être toujoure très ambigue, Rome tendant epperemment le mein en direction de Pékin, et multipliant en même temps les gestes en direction de Formose. En 1965, par exemple, dens son discours aux Nations unles, Paul VI qui veut être le pape du dielogue et dans les organismes Internationeux. Et pour le 1er janvier 1966, il envoie au préeident Meo Tse-toung un long message même année, c'est le régime de Telwan

(*) Prêtre catholique, euteur de le Saint-Siège et la Chine, 1922-1926.

qui reçoit un cadeau tombé du ciel : la Saini-Siège élève soudein son internonciature de Taipeh su rang de nonelature - pour l'Eglise du grand continent chinois c'est un coup terrible. Deux semaines après cet ecte diplomatique regrettable, Paul VI, célébrant l'Epiphanie é Saint-Pierre de Rome, exprima solennellement son vil désir de dialoguer evec ta Chine populaire et de parler de palx avec les dirigeants de

Pékin, etc. Et einsi da suita. Tella est la grande énigme da la diplomatie du Saint-Siàga diffiella, même impossible é comprendre et à sulvre, maia dont dépend pourtant la sort blen concret des catholiques chinola dapuis 1949. Enigme ? Ce n'est pes sûr. Il appereît surtout, aujour-d'hul encore, que le Saint-Slège demeure l'un des derniers fidèles défenseurs de la thèse dite des - deux Chines -. C'est ainel que le lour-même de l'admission de le République populaire de Chine é l'ONU (le 26 octobre 1971), l'Osservatore romano s'élevalt contre l'expulsion du régime de Talwan.

est vral que, quelques jours plus tôt, le Saint-Siège s'était empressé de reppeler son pro-nonce é Talpei, Mgr Cassidy (qui venaît é peine d'être mė). Bien plus, Mgr Cassidy a été

nommé eu Bangiadesh tout en conservant son titre de pro-nonce en Chine. Et la nonciature de Taipen, depuis son départ, est restée entrouverte.

· 工具/4是195

Agriculture.

تهضع والراء بسا

1. 72 s g2+0110

Table Same

The second of the second of the second

THE THE PARTY OF T

and the second second

And the second second second

and the second of the second

And a second

The second secon

Le demier incident diplomatique date du 16 avril : l'absence du représentant officiel du Saint-Siège aux obsèques de Tchlang Kai-chek. Cette absence remarquée e provoqué une réaction et une controverse très vives dans les mitieux politiques et religieux de Taiwan. Annonce-t-elle un changement radical de le diplomatie du Saint-Siège, ou plutôt da la politique chinoise du Vetican après une pénible marche é tâtons de plus qu'un quart de siècle ? Est-elle enfin le signe précurseur de la normatisation des rapports entra le Saint-Siège et la Chine en faisant ce petit pas vers Pékin? On veut le croire, mais rien ne permet de l'affirmer.

(1) WEI TSING-SING (Louis), le Saint-Siège, la France et la Chine sous le pontificat de Léon XIII, Schoneck, Beckentied, Suisse. (2) CARDINALE (Mgr Igino), le Saint-Siège et la diplomatie, Desclée, Paris-Tournsi, 1962, page 131.

(3) WEIN TSING-SING (Louis), le Saint-Stège et la Chine, 1922-1986, Ed. A. Allais, 78 Sotteville-les-Rouen (no-tamment chapitre VIII).

Mgr Casaroli : une "ténacité éternelle"

In mai 1963, quelques jours avant da mourir, le pape Jean XXIII sortait da l'ombre un prélat italien peu coma et la dépéchait à Budapest pour prendre lu premier contact direct avec un gouvernement communiste. Le premier mais non lo plus facile : la réclusion, dans une chambre do l'ambassada américaine, d'un atage volontaire, le cardinal Mindszenty, manifestait assez clairement les dimensions da contantieux entre l'Eglise et l'État hongrois. Il en fallait pourtant bien plus pour décourager ca prêtre lambard alors âgé de quarante-neuf ans, entre dans les ordres en 1937 et à la secrétaireria d'État dès 1939.

Apostino Carapoli y poprit locatement la métier sure hout le commencent

Agostino Casaroli y apprit langtemps le métier, sans bruit. En commençant lo routine des réponses et des projets de réponse aux dizaines de milliers da lettres qui, du monda entier, parviennent au Vaticaa et dont le traitement occupe des dizaines de fonctionnaires. Des hommes de bureau presque tous itoliens, presque tous prêtres, le plus souvent d'origine modeste, fidèles et zèlés,

mais bien peu cuieux des affaires da monde.

La différence, c'est que lui, l'abbé Casaroli, occupait ses loisirs à l'étudo des langues européennes. Si bien qu'il devint — chose ossez rare parmi les ecclésiastiques italiens, y compris les plus élevés dans lo hiérarchie — un nuthentique polyglatie. La différence, aussi, c'est qu'on le trouvait souvent dans les rues de Rome, s'échinant à danner le départ au moteur crachotant d'une suimbande here. L'est en le sienze — sour les encouragements de acquire guimbarde hors d'ôge — lo sienne — sous les encouragements da gamins depenaillés, des jeunes délinquants qu'il ovait pris en charge et qu'on le vit souvent défendre lui-même devant les tribunaux.

Il ne les o pos abandonnés, mais on ue le voit plus dans les rues de lo ville — qu'on on l'y voit — qu'on fond d'une Mercedes noire du Voticau. Le petit prêtre lombard est depuis 1967 secrétaire do Couseil pour les uffaires publiques

de l'Eglise, c'est-à-dire chef de la diplomatie voticane, et les journaux da monde entier l'appellent « la Kissinger de Paul VI ». L'image, certes, est facile. Il est vrai que, de Madrid à Varsovie et d'Amérique latine en Finlande; Mgr Casa-roli sillonne, lui oussi, le planète. Mais l'État qu'il représente avec une bonhomie et une intelligence unanimement reconnues n'est pas tout à fuit comme les autres. Il s'en est expliqué lors da la Coatérence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe : « Le Salot-Siège, a-t-il dit, paut activement et officielleeut collaborer avec les Étais seul lu vie religieuse, mais mussi ou service de certaines causes qui sont communes à tous : la paix, la colloboration entre les peuples, l'aide nux nations ou voie emant. Questions où l'ospect morol, s'il n'est pos prééminent, es

is quelques années, il apprend le chinois, dans l'attente de négociations avec Pékin qui parochèveraient sa politique d'auverture d'Est, mais dont l'auverture est empêchée par de multiples préalables. « La ténacité des Chinois est inficie, mais la sienne est éternelle », disent les amis de Mgr Casareli. Lui, quand il veut bien s'expliquer sur ses méthodes da négociation, roppella que Jean XXIII lai avait donné un seal conseil : « Dites lo vérité. » Et il cite une phrase de Léon XIII : « Diea n'a pas besoio de nos mensonges, »

all of the said

Totalia Para

7.64 14

Fr. Carlotte

Transition of the second

Professional Control of Control o

·** ·

1 1 in

San Marian

- m

15 " 1"

STRUCTURE

P

D'UN CORPS DIPLOMATIQUE

La formation et le rôle nonces

Par ROBERT SOLÉ

MBASSADEURS, les nonces le sont à port antière. Mais ils na sont pas que cela : ces ecclésiastiques représentent autent le Saint-Siège auprès des communautés catholiques locoles que des États. La première des deux fouctions est mêmu primordiale uux yeux des outorités vaticanes, surtout depais quelques nanées. On présente volontiers le uonce comme « un posteur », auguel est

confiée une chargo diplomatique. « Nous ne sommes pas des diplomates de vocation, soulignu un élève de l'Académie pontificala ecclésiustique on sont formés les représentants du Saint-Siège. Nous avons été appelés pour un service d'Enlise. » Appelés, le plus souvent par leur évêgua qui est invité à désigner, de temps à autre, des candidats aptes à ce service particulier. Les aptitudes seront ivement testées à Rome un cours d'ana période de probation. Un responsable de l'Académie définit oinsi les qualités requises : « Intelligence, profond esprit sacerdotal, omour de l'Eglise, orthodoxie doctrinale, bon sens. » Un excellent prêtre ne fait pas forcement ou bou nonce. C'est co que l'on expliquera aux candidots qui n'ouront pas paru qualifiés pour ce

Un doctorat en droit conon ninsi ann la connaissance de deux langues étrangères sont exigés à l'entrée. Les études, qui durent deux uns, se font pour l'essentiel en italien. Elles comprennent hait matières : diplomatie ecclésiostique, style diplamatique, histoiro de la diplomatie postificale, fonctionnament de la enrie, doctrine sociale chrétienne, institutions politiques, pratique odministrative, droit orien-tal (Eglises nou latines et territoires mission-nnires). Ces études, sonctionnées par une série d'examens, sont occompagnées de quelques stages à la secrétairerle d'État. Elles so déroutent dans un climat de prière et de vie communoutaire : messe quotidienze, retraite mensuelle, etc. Les futurs représentants du Saint-Siège se voient même généralemont confier an petit ministère yaroissial, ou marga de leurs études.

La plapart des nances actuels ne sont pas passés par est institut, fondé un dix-huitiéma siècle nt qui s'appelait, jusqu'en 1939, Aca-démie des uobles ecclésiastiques. Mais c'est desormais la vois aarmale d'occès à la carrière. Parmi les onciens élèves, on compte cinq pupes (dont Paul VI) at plasieurs cardinaux qui furent secrétaires d'Etat.

En 1952, sur douze étudiunts de l'Académie. ueuf étoient italiens. Aujourd'hui, les promotions sont plus combreuses et plus diversifiées Les treute-deux prêtres inscrits en 1974-1975 — moyanne d'age treute ons — se réportis-saiont uinsi : dix-sept Italians, deux Iudiens, deux Conudiens, deux Britanniques, deux Frauçois, un Suisse, na Jordanieu, un Chinois, on Polougis, un Vietnamien, on Américaju ut uu Maltais. Cette internationalisation ne s'est pas encore yraiment réperentée un niveau des chefs de mission : deux nonces sur trois, ò l'heure actuelle, sont italiens. Mais les « êtrangers » forment désormais la moitié da personnel subalterne des ombassades da Saint-Siège.

Nommés à l'étronger nussitôt après leurs études, les diplômés de l'Acudémie commencent par être attachés de nonciature pendant no an. Les étapes suivantes prendront choeune trois conées : secrétaire de deuxième elasse, secrétaire de première elasse, nuditeur do deuxième classe, ouditent de première classe. La fonction de conseiller, ansuite, sere d'une durée indéterminée, oinsi qua celles d'assistant de nonciature (équivalent du ministre-consciller d'nue ombassada) puis de conce. La retraite est fixée à soixante-quinze aus. Les représentants pontificaux — qui ont désormais l'ardination épisconale - sont son vent nommés, avant la fin de lenr earrière, à la tête d'on diocèse, on rovêtus de la pompre cordinalice at charges d'an organisme

Votican. Les grandes nonciatures leamme Paris, Madrid on Rio-de-Joneiro) comptent un personnel diplomatique proprement dit de quatre à cinq personnes. C'est peu par rapport aux ambassades d'nutres pays et cela laisse suppo-ser on fort rendemont. Il est vrai quo les nonciatures n'ont besoin ni d'attachés militaires ni de conseillers eultureis. Elles s'occupent néanmoins de tous les rapparts avec l'Eglise locate. Le chof do mission doit voyager souvent dans les diocèses, présider des cérémonies religieuses, recevoir de nombreux ecclésicstiques. Ses fonctions ont été clairement défiales por Paol VI, dans nu motu proprio intitulé Sollicitudo omnium Ecclesiorum et poblié le 24 juin 1969.

D'une muoière générale, le représentant pontifical doit « rendre de plus en plus fermes et efficaces les liens d'unité qui existent entre la Siège apostolique et les Eglises locoles ». Il est done chargé, d'ane port, d'informer lo catholiques du pays où il se trouve, en transmettant notamment les suggestions on lee vœux des évêques, du clergé, des religieux, des laïcs ; et, d'autre part, de se faire l'interprête des actes, documents, avis et directives qui proviennent du Solut-Siège unprès des personues concernées. Le représentant pontifical a, en particulier, pour role de préporer la nomination des évêques : il instruit une

procédure informative, dresse la liste des enndidats puis lu présente à la curie romaine en expriment ses préférences. Plus ápisodiques sont ses interventions pour la modification des

territoires ecclésiastiques. Le représentant du Snint-Siège est « l'interprête de la sollicitude du pontife romain pour le bien de la nation ouprès de laquella il exerce sa charge ». Il doit « ovoir particuliërement à cœur les questions qui touchent la paix, le progrès et la solidarité des peuples, de manière que soit favorisé le bien spirituel. moral et économique de toute le famille humaine ». Mêma s'il n'est que délégue apostolique — et n'n donc pas una fonction de diplomate, — la représentant pontifical est invité à « souvegarder, ouprès des outorités de l'Etat dans lequel il exerce sa chorge tout ce qui touche à le mission de l'Eglise at du Slèga opostolique, en lioison avec les évêques ».

Le style changé

CONCRETEMENT, ces principes nmenent le nonce à « ogir ou nom et avec l'outorité du Siège apostolique » pour deux missions : ontretenir et promouvoir les rolations entre le Saint-Siège et le gouvernement cancerod : traiter les questions relatives aux rapports eotre l'Eglise et l'Etat. Ce dernier se trouve oinsi devant deux Interlocuteurs : In conférence épiscopola actiquole et le représentant da pape, qui n'ont pos toujours entre aux des relations idylliques ou une politiqua suffisammant coordonaée. Mais il devient de plus en plus difficile de les opposer l'au à l'autre on de « passer por-dessus les évêques » pour s'adresser directement un Vatican. Dans un cas de conflit grave entre l'Eglise et l'Etat, le nonce joue un rôle déterminant : on u assisté, ces dernières onnées, o des muladresses, dans na poys comme le Zaire, une babileté assez poyante (jusqu'en septembre) en Espagna et un vrai succès à Cuba dont l'ancien représentest du pape, Mgr Zacchi, qui vient d'être uomme à la tête du l'Académie pontificale, uvoit réussi à endiguer l'exode des catholiques

Avec les pays communistes : de l'anathème à la coexistence

RESUMER à très gros traits, l'évolution des relations entre le Vaticar et les puissances de l'Est européen se présente comme un passage de l'anathème à la coexistence. Le guerre froide, accompagnée de parsécutions, se prolonges pendant les poutificats de Pie XI et de Pie XII et le règne de Staline. La venue de Jean XXIII et de Khrouchtchey provoqua un armistice conso-

dant les poutificats de Pie XI et de Pie XII et le règne de Staline. La venue de Jean XXIII et de Khroucht-chev provoqua un armistice consolidé par Paul VI et M. Brejnev. Encore faut-il se garder des schémas trop simples. Avant de condamner solemnellement le « communisma athès » et « intrinsèquement pervers », le Saint-Siège avait patienment tenté d'établir un modus vivendi avec le régime des Soviets. D'ailleurs, en un premier temps, la révolution bolchevique n'avait-elle pas été scendille comme une promesse de libération par les catholiques de Russie?

Les sujets du tear qui étalent fidèles à la papauté étaient considérés comme des citoyens de seconde zone parce que l'appartenance à la confession orthodoxe conférait alors un brevet de patriotisme. Lorsque l'Eglise orthodoxe cessa d'être identifiée à l'Etat, les catholiques purent espèrer que leurs droits seraient reconnus. Le Baint-Siège explora le terrain. Après avoir organisé une campagne pour venir à l'aide de la Russie affamée, il envoys à deux reprises Mgr d'Herbigny, président de la commission pontificale « Pro Russia ». Quand il apparut que ces efforts ne seraient pas couronnés de succès, Pie XI dénonça pour là première fois la politique soviétique. C'était en 1930 : le régime léministe existait depuis treize ans. Il attendit encore sept ans pour porter une condamnation de caractère doctrinal : l'encyclique Divini Redemptoris.

Pie XII intervint plus vigoureusement encore. Non peut-ètre parce

nal: rencyclique Divini Redemptoris.

Pie XII intervint plus vigoureusement encore. Non peut-ètre parce qu'il était plus hostile que son prédécesseur au communisme, mais parce que l'évolution de l'Europe l'inquietait. Déjà, pendant la guerre, il redoutait une expansion du marxisme sur le continent. Est-ce parce qu'il se méfiait plus de la menace « rouge » que du peril « brun » qu'il ne prononça pas contre le nazisme les fermes paroles que beaucoup attendaient? Après la guerre, il constata que les communistes prenaient le contrôle de nations traditionnellement catholiques. Il défentionnellement catholiques. Il défen-dit ardenment les évêques de cette

région qui entraient en conflit avec les nouveaux gouvernements. Et il désavoux ceux qui cherchaient une base d'accord avec le régime. Même Mgr Wyskynski fut tenu en suspicion pour avoir signé, le 14 avril 1950, un texte qui précisait les relations de l'Egise et de l'Etat.

En ce temps-là, le Saint-Siège se souciait également de contenir l'avance des communistes en Europe occidentale, voire de les faire recuier. Pie XII était hanté par l'idée de voir les marxistes-léninistes s'installer aux commandes de l'italie. Il se demandait si l'élection d'un « rouge » à la mairie de Rome n'obligerait pas le vicaire de Jésns-Christ à se sacrifier eu à quitter l'Italie. Il partageait, en esprit eu par anticipation, le sort des martyrs d'Europe orientale. C'est ce qui le conduisit à promulguer, le 30 juin 1949, le décret du Baint-Office qui interdisait aux catholiques toute collaboration avec les communistes. Cette prise de position, dont la raideur pouvait s'expliquer par le contexte italien, avait des conséquences pour l'Egise universelle : comment, à moins da distendre les liens qui les unissaient à Rome, des catholiques d'Europe erientale auraient-lis envisagé de coopèrer avec le gouvernement de leur pays? Ils étaient, en quelque sorte, invités à résister au nouveau pouvoir.

Jean XXIII ne tarda pas à mesurer les dangers d'une attitude aussi

Jean XXIII ne tarda pas à mesu-rer les dangers d'une attitude anssi intransigeante. Il se doutait bien que des régimes mis en place à la faveur de la victoire de l'armée soviétique ne seraient pas détruits de si tôt. Il fallait donc s'en accommoder, sinon les communautés chrétiennes seraient complètement é e rasé e s. Moins dogmatique que son prédé-cesseur, il jugeait que des gouverne-ments communistes pouvaient aussi travalller parfois pour le hien de leur pays. Quand tel était le cas, pourquoi ne pas encourager les ca-tholiques à apporter leur concours? Il fallait denc faire un tri, distin-Il faliait donc faire un tri, distinguer ce qui était acceptable pour l'Egise dans le politique des démocraties populaires et ce qui ne l'était pas. Il faliait aussi discerner ce qui etait indispensable à l'Eglise pour l'accomplissement de sa mission et ce qui pouvait ou même dévait être abandonné. Le concile Vatican II amena de nombreux prélats à prendre conscience des privilèges dont ils bénéficialent et qui, dans une société Par BERNARD FERON

moderne, étaient devenus exprhi-tants C'est à ce moment que l'Eglise se rallia à la laîcité non comme un pis alier mais comme une situation tout à fait normale.

Le problème n'était pas pour autant résoiu car les partis commu-nistes qui dirigent les pays de l'Est sout loin d'avoir fait la même évo-lution. Ils ne sont pas encore arrivés à la laîcité puisqu'ils esti-ment que l'État socialiste a pour mission de modeler un homme nou-veau. La notion de laîcité telle qu'on ment que l'Etat socialiste a pour mission de modeler un homme nouveau. La notion de laicité telle qu'on l'entend généralement en Occident leur reste étrangère. D'autre part le Vatican cesse de présenter des revendications devenues anachroniques. Il scrait inconcevable, aujourd'hui, qu'il mène tapage à propos, par exemple, d'une expropriation de vastes domaines ecclésiastiques. Il a choisi des priorités : possibilité donnée aux Eglises locales d'exercer librement le culte, de former les

Tensions à l'intérieur de l'Église

Iensions à l'inté

A INSI, bien qu'il fût empêché

A d'exercer son ministère, le cardinal Mindszenty estimait qu'il
devait rester, jusqu'à sa mort, le primat de Hongrie Mais, aussi longtemps que le cardinal était réfugié
à la mission diplomatique des EtatsUnis, les autorités de Budapest refusalent des nominations d'évêques.
Ainsi la communanté catholique de
ce pays risquait fort d'être privée
de pasteurs. En Pologne, le problème
se posait en des termes très différents Le cardinal Wysynski jugeait
que la politique gouvernementale
mettait en péril l'ame de la nation.
Quelques évêques faisaient une analyse plus nuancée. Le Vaitican donnait parfois l'impression de regretter la constance du primat dans
l'opposition. Mais pouvait-il se permettre, en intervenant, d'infliger
une sorte de camouflet à un archevêque qui jonissait d'ailleurs de la
conflance de la grande majorité des
fidèles? fidèles ?

Paul VI avança à petites étapes.
L'homme de cette normalisation fut et reste Mgr Casaroli, secrétaire du Consell pour les affaires publiques.
Depuis son premier voyage à l'Est à Budapest en février 1984 —

manence de l'épiscopat.

Jean XXIII donna l'orientation et créa le climat. Il prit des initiatives qui frappèrent l'opinion et intéresserent les dirigeants de l'Est. Ainsi, en 1962, pour sauver la paix ébraulée par l'afinire des fusées à Cuba, il servit discrètement d'intermédiaire entre Kennedy et Khrouchtchev. Le 7 mars 1963, il reçut le gendre et la fille de Khrouchtchev et il ent, à l'adresse du chef du parti communiste soviétique, des paroles fort aimables.

Il n'ent suère le terms de firer Il n'ent guère le temps de fixer, Il n'ent guère le temps de fixer, par des actes politiques, cette normalisation. Il revenait è Paul VI de mener, avec la lenteur nécessaire, l'Ostpolitit dont Jean XXIII avait eu l'intuition. Les drames de l'aprèsguerre n'étaient pas oubliés. Des témoins, des victimes de ces évéuements étaient en vir : le pape ne voulait ni ne pouvait donner l'impression que leurs sacrifices avaient été inutiles. Mais, eu certains cas, ils hloquaient la situation.

clercs et les laïes et d'assurer la per-manence de l'épiscopat.

Mgr Casaroli s'est rendu, à maintes reprises, en Europe orientale. Il a même conclu, en août 1970, un accord, encore unique en son genre, par lequel la Yougoslavie et le Saint-Siège échangent des représentants. Il a obtenu des nominations d'évêques en Hongrie, en Tchéco-slovaquie. En même temps, le Vatican a assoupli sa position traditionnelle selon laquelle il ne tient pas compte des changements territoriaux avant qu'un traité de paix ne soit signé. Cette position, incontestable en droit, Cette position, incontestable en droit, avait l'inconvénieut d'assimiler la politique du Vatican à celle des Allemands que les pays communistes qualifient de e revanchards ». Les territoires recouvrés par la Pologne n'avaient pas un statut de diocèse. Des régions d'Allemagne orientale restalent rattachées juridiquement à des diocèses dont le siège se trouvait en Allemagne occidentale. Au risque de beurter la République fédérale, le Vatican corrigea ces anomalies.

Entre Israël, les pays arabes et les Lieux saints

Ces rectifications, ces démarches et l'état d'esprit qu'elles révélaieut ent naturellement provoqué des

solution le meilleure gerentie contre

l'appropriation de le villa sainte par un

Etat ou une religion et, du même coup,

contre le risque que les chrétiens ne

tensions à l'intérieur de l'Eglise. Le cardinal Mindszenty obeit à l'ordre que lui donna Paul VI de quitter la Hengrie mais, jusqu'à sa mort, il marqua qu'il était en désaccord avec cette décision. Seion lui, les responsables du Vetican se leurraient e'ils croyaient passer des compromis honnétes avec les cemm n n'et e s. Mgr Slypi), ancien patriarrie des Ukrainiens catholiques de rite eriental, fut remis en liberté à la demande de Jean XXIII mais obligé de se fixer à Rome : il fit état, lui aussi, de son désaccord. Ces personnalités ont tradult une opinion dont l'importance ne peut être tout à fait négligée. Un certain nombre de catholiques continuent à penser que Ple XII evait eu parfaitement raison de condamner sans ambages le communisme et que rien, aujeurd'hui, ne justifiait qu'on lève l'anathème.

Ces catholiques estiment que les démarches de le diplomatie vaticane trahissent ceux qui ont souffert pour la foi. Ils croient aussi que, dans les circonstances actuelles, l'Eglise a besoin de martyra Les responsables du Vatican apprécient différenment la situation. Sans doute un chrétien dolt-il être prêt à subir le martyre pour sa foi, mais il ne faut pas créer des conditions telles que le martyre soit la seule issue. Il feut voir s'il n'y a pas d'autres moyens de maintenir l'existeuce de l'Eglise et, en même temps, d'assouplir les régimes établis à l'Est. Les gouver-nements communistes se sont fixe pour ebjectif de faire dépérir la reli-gion, mais ils tiennent compte aussi gion, mais ils tiennent compte aussi des réalités. Ils n'ont pas intérêt à heurter de front la partie de le populatiou qui reconnaît l'autorité du successeur de Pierre. Il est donc pos-sible de dégager un terrain d'entente entre deux pouvoirs qui ont chacun la volonté et quelques moyens de vivre. Deux pouvoirs qui professent des doctrines opposées sur les fina-lités de l'homme et de la société mais qui, à certains moments, peuvent travailler ensemble au bien commun.

S'agit-il d'une évolution de la di-plomatie du Vatican à l'égard des pays de l'Est? Non, car cette diplo-matie-là avait cessé d'être sous Pie XII. Elle a simplement recom-mencé à exister. Ceux qui ont pris l'initiative de cette reprise ont, eux aussi. médité l'mistoire de leur Eglise, faite d'une succession d'épo-ques, de martyres et de compromis.

Le statut de Jérusalem et l'affrontement des intérêts nationaux

'UN des premiers gestes de Peul VI, après son élection, fut, on le salt, de se randre en Terre sainte. En janvier 1974, pour le dixième annive saire de ce pèlerinage, l'Osservatore romano e publié une note eutographe du papa rédigée le 21 septembre 1963, et jusqu'alors inédite. Peul VI souligneit que son voyage en Palestine seralt d'ebord - un hommage rendu au Christ sur la terre où li evait vécu -, mais II énumérait, en eutre, une série d'autres buts : - La délense morale de Lieux

saints, le réveil de l'Intérêt catholique

pour le protection que l'Eglise ne peut

se dispenser de déairer pour eux et

d'exercer, l'imploration de la paix sur

cette lerre bénie et tourmentée, le tenta-tive de rencontre traternelle evec les diftérentes Egitses chrétiennes séparées qui quelque forme adéquate de rapprochement des deux autres expressions religleuses monothélaten, al lortement présentes en Palestine : le judaisme et

.Près de douze ana plus tard, ces divers objectifs continuent de guider l'action diplomatique du Saint-Siège en Proche-Orient, ils ne sont pea toujours convergents, et cela ne simplifie pas la tache des prélats romains chargés de suivre une situation geopolitique déjà passablement comptexa.

Par AIME SAVARD *

Le Saint-Siège avait tout naturellement reconnu le plan de partege de le Palestine sdopté par l'ONU le 29 novembre 1947. Pour le secrétairerle d'Etet. ce plan avait le double mérite d'avoir recu le consècration de la communauté internationale et, surtout, de prévoir l'Internationalisation de Jérusalem et da ces environs. L'enclave elnsi constituée devait étre soumise à l'autorité des Nationa unies pour essurer le liberté du culte et la projection des Lieux saints appertenant eux trois contessione monothéistes. A Rome, on voyeit dans cette · Journalista.

solent brimés lorsqu'ils voudraient se rendre à Jéruselem. On salt ce qu'il advint du plan de pertage de l'ONU : eu terme de le guerre de 1948 déclenchée par les Arabes prècisément pour en empêcher l'application, les tignes de cessez-le-leu taissalent à l'Etat hébreu un territoire beeucoup plus vaste que ne le prévoyait ce document. une tigne de démarcation hérissée de barbelés et d'installations militaires : le

vielle villa, contenant la plupart des Lieux saints, se trouvait dans le zone arabe. Pour le Saint-Siège, Israel était dès lors une réalité de fait. La Jordenle eussi (1). Fidèle à sa doctrina traditionnalte selon tequelle II s'ebstient de reconneître de jure les Etats dont les frontières n'ont pas été établles par un traité de paix réguller, il n'e jemais reconnu ni l'un ni l'eutre.

(Lire la suite page 34.)

(1) La Jordanie est née, en effet, de l'ancezian, proclamée en 1950 par le roi de Transpardanie, des régions de la Fa-lestine occupées, depuis la fin de la guerre de 1948, par sa célèbre Légion arabe.

et à entretenir de bons rapports avec le régime

costriste. Les autorités civiles choisissent, selon les circonstances, de s'edresser è l'un ou à l'autre de leurs interlocuteurs. Le cas de le Pologne de lenra interlocuteurs. Le cas de le relogne est significatif : eprès avoir préféré, pendant des ennées, troiter avec l'épiscopat local, le gouvernement de Versovie s'est tourné vers le Saint-Siège, le jugeant plus compréhensif. La comination, l'an dernier, de Mgr Paggi, comme « nonce avec charges spéciales », devoit consucer cet état de choses, maigré l'inquié-tude des évêques polonais, persuadés que Rome e'a rien in gagner d'un tel rapproche-

Le Saint-Siège ne s'est pas coaverti à une diplomatie è la Kissinger qui rédeit les ambas-sedeurs à un rôle de second plan. Certes, Mgr Agastica Casarali, secrétaire du coaseil paar les affaires de l'Église, fait des voyages don't on parle beaucoup. Mais jameis, sout exception, dans des pays où existe nne nonciature : c'est à l'Est qu'il se rend.

Appelés à aus tache ingrate et difficile, les représentants pontificaux se sentent un peu isolés. C'est la raison, semble-t-il, paar laquelle ils avaient été réunis à Frascati, près de Rome, du 5 au 7 septembre 1973. Rien n'a filtre de ce « sommet diplomatique » inhabituel qui se serait limité à un achange d'idées sur In meilleure monlère d'eccomplir us « service d'Eglise » nécessoirement révisé depuis le

A l'égard des commagautés cathaliques locales, les raprésentants poutificaux avoient souvent la réputation d'être autoritaires et distants. C'est moins vroi depuis que la « collégialité épiscopole » s'est affirmée dons légisaité episcopole » s'est artimes dans l'Eglise romaine comme méthode de gouvernement. Un nouce qui, dans un pays nfricain par exemple, prétendrait dicter des lignes de condaite nux évêques, serait vite remis en place et ne pourrait continuer longtemps n exercer ses fonctions. Dens son motu proprio de 1969, Paul VI précisait bien que les nonces et les délégues apostoliques représentaient « une outorité supérieure instituée pour le bien de tous », mais que leur mission ne se

superposait ai ne se substituait à l'autorité episcopale et ne devait pas l'entraver : « Au contraire, elle le protège, la soutient et l'offermit par ses conseils fratemels et prudents. »

Jadis réservé à une certaine aristocratie l'Académie des nobles ecclésiastiques portait bien son eom, — le service diplomatique du Saint-Siège s'est progressivement auvert à la bourgeoisie (le futur Pie XIII pain à d'autres milieux sociaux laonce à Paris, calui qui allait devenir Jean XXIII était an fils de la com-

pagnel. Cette auverture, jointe à l'esprit du coacile Votica e II et encoaragée por de discrets consaits d'austèrité de le secrétairerie d'Etat, n simplifié le mode de vie des représentants

Les dayens du corps diplomatique ne sont-ils pas nmenės toutefois in suivre la rythme des natres ambassadeurs? Il paraît que non, « Le nonce doit observer entièrement le droit diplomotique, remarque un hant functionnaire da Vaticas. Les mondanités n'en font pas partie, a

Le budget des ambassades du Saint-Siège est, du reste, limité. Un nunce reçoit dix fois moins à diner ea moyenna qu'un diplomate de son raag. Mais, là nussi, tout dépend du tempé-rament. Jean XXIII, dont la simplicité n'est plus à vanter, se maatrait valontiers dans les salans de Paris. Et il remarquait : « Lorsqu'une dome y vient ovec une robe un peu trop décolletée, on n'admire pas la dame : on regarde

DEPUIS le début du pontificat de Paul VI (1963), le nombre des Etats evec lesquels le Saint-Siège entretient des relations diplomatiques e entreuent des relations appointaiques e prafiquement doublé. Non à sa propre initiative — car il n'est pas demandeur, précise-t-on ou Vatican — mais en réponse, le plus souvent, d des pays venant d'accèder à l'indépendance. La plupart des nouvelles nonciatures ont été ouvertes dans des régions de civilisation non occidentale et non chrétienne.

occidentale et non chrétienne.

Dans les pays qui n'ont pas de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, le représentant pontifical e le titre de délégué apostolique. Ses fonctions s'exercent donc exclusivement auprès des églises locales. Il existe vingt-quaire délégetions, ainsi réparties : quinze en Afrique (Angola, Tchad, Congo, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Togo, mer Rouge, Afrique méridonale, Afrique expénitionale); quaire en Asie (Jérusalem-Palestine, Laos-Molaisie-Singepour, Srt Lauks, Vietnam-Cembodgs); deux en Amérique (Etats-Unis, Mexique); deux en Europe (Grande-Breingre-Irlande du Nord, Scandinavie); et une en Oceanie (océan Pacifique).

Quand s'ajoute la charge d'entretenir des relations officielles evec l'État et le gouvernement civil, les représentants du Saint-Siège ont le titre de nonces (s'ils appartiement è la catégorie des e am-

Soixante-dix-huit nonciatures

corps diplomatique), pro-nouces (si ce droit ne leur est pas accordé) ou internonces (s'ils jont partie des « enobyès extraordineires et ministres plentpolentiaires »). Cette dernière catégorie tend à disparalire. Le titre de doyen du corps diplomatique axost été eccordé aux noncés lors du congrès de Vienne (1815). Ses dispositions ont été epprouvées en 1961 dans la capitale autrichienne par une conférence réunissant les délégués de qualre-vingt-un pays. de quatre-vingt-un pays.

de quaire-vingt-un pays.

Au nombre de soixante-dix-huit, les nanciatures se répartissent de la mantère suivante : vingt-cing en Afrique (Algérie, Heute-Volta, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Kenya, Lesotho, Libèria, Madagascar, Melawi, île Maurice, Niger, Egyple, République Centrofricaine, Rusanda, Sénégal, Soudan, Tonzante. Tuniste, Ouganda, Zaïre, Zamble); dix-neuf en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Solvador, Gualemala, Haīti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paragnasy, Pérou, République Dominicaine, Uruguay et Venezuola); dix-sept en Europe (Autriche, Belgique, Chypre, Finlande, Italie, Yougo-

slavie. Luxembourg, Melie, Pays-Bas, Portugal, Espagno, Suisso, Turquie et Communautés européennes); quatorze en Asie (Bangladesh, Corée du Sud, Philip-

le ponce. .

Asie (Bangladesh, Corée du Sud, Philippines, Jepon, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Koweit, Liban, Paktisten, Syrie, Thallande, Tetwan!; deux en Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande) et une en Amérique du Nord (Canada).

Le Seint-Siège compte, d'autre part, des observateurs et des délègues ouprès des orgenisations internationeles. Les premiers dirigent des missions permanentes eux Netions unies (New-York et Genève), à l'UNESCO (Paris), à la F.A.O. (Rome), è l'O.I.T. (Genève) et eu Conseil de l'Europe (Strusbourg). Les seconds out un statut de membre à TAJ.E.A., l'ONUDI (Vienne), la CNUCED et l'Orgenisation mondiale du tourisme (Genève). Soixante-dix-sept pays sont représentés

Soixante-dix-sept pays sont représentés eu Saint-Stège par des ambassades dont les titulaires peuvent être decrédités même s'ils résident dans une capitale

même s'ils résident dans une capitale étrangère. Une exception est feite cependant pour l'ombassadeur près le gouvernement italien, dans le but d'éviter toute confusion entre les « deux Rome ».

Trois pays — Grande-Brêtagne, principauté de Monaco et Saint-Meris — n'ont que des légations. Les Etats-Unis complent, pour leur part, un simple représentant (M. Cabot-Lodge jut nommé en 1970) qui n'e pas de statu! diplomatique, La Pologne e ane « mission de tique. La Pologne e ane « mission de contact » officieuse. Il existe enfin une légation de Lituanie, mais sans titulaire.

(Suite de la page 33.)

Le Saint-Siège s'est donc contenté de nommer un déléqué apostolique à Jérusalem qui n'a pas de caractère diplometique et qui donc, théoriquement du moins, n'entretient de reletions qu'avec les Eglises locales. Ce délègué a compétence en Israel et en Jordenie. En fait, il a des contacts officieux evec tes eutorités civiles des deux Etats.

Jusqu'en 1955, cependent, ces contacts furent pratiquement nule avec Israél. Ce n'est qu'é la fin de cette année-là que l'Osservatora romano devalt, pour la première fols, imprimer le nom de l'Etal hébreu. Pour le Vatican, à l'époque. » la Palestine edministrée par le gouvernement de Tel-Aviv » était peuplée de » juits » et non d' « tsreétiens ». Pourquoi cet ostracisme? Sene doute était-il en partie fondé sur de vieux sentiments de méfiance qui subsistaient à Rome à l'égerd des julis. Maie II semble bien que ce qui l'emportait, pour la diplometie vaticane, élail le souci des minorités catholiques vivant dans les pays erabes et, notamment, des

L'ettitude romaine était d'ailleurs mel comprise par une lerge partie de l'opinion catholique d'Occident au sein de lequelle tereét bénéficiett alors d'une grande sympathie (2). La pression de cette opinion devait contribuer à provoquer une certaine ouverture du Vetican à l'égard d'Ieraël, à pertir de l'élection de Jean XXIII en 1958, Elle devail surtout amaner le concile Valican II é adopter une - Décleration eur les juifs -, destinée é promouvoir le dialogue entre les deux religions en soulignant leur parenté spirituelle et en extirpent toutes les recines doctrinales que l'antisémillame evait cru pouvoir se donner, au cours des siécles, dana la chrétienté. Un lempa, on avait pu croire que le déclaretion concillaire irait jusqu'é affirmer la légitimité du droit du peupla julf é vigourause contre-offensive des évêques grientaux, appuyée per les prassiona discrétes des Etats arabes, a empéché cet aboutissemant et contribué é l'adoption d'une série d'amendements atténuant la portée de la déclaration.

Ce fut une déception pour les israéliens. Leur diplomalie ne develt pes cesser pour autant de lenier d'obtenir la reconnaissance de l'Etal hébreu par le Vatican, Les autorités Israéllennes avaient vu un signe encourageant dans le voyage de Paul VI en lanvier 1964. Ce pélerinage ovait constilué une sorte de reconnaissance de facto d'Israel et, plus généralement, du tait accompil en

Les chrétiens et la résistance palestinienne

DEPUIS quelques ennées, cepandant, le Saint-Siège se préoccupe beaucoup moins du sort des Lleux saints qui ne sont d'ellieurs pas menacés que de celui des hommes victimes du conflit du Proche-Orient Le 6 Juin 1967. au second jour de la guerre, L'Ossarvatore romano ecrivait : » La pire calamità n'est pas tant la dàvastation des pierres, pour saintes et sacrées qu'elles solent, mais l'ollense mortelle laite aux hommes, su màpris du message d'amour et de rachat qui émene de ces terres et c'est d'abord le souci d'un reglement « juste et équitable » du problème palestinien qui guide l'action diplomatique du Saint-Siège en Proche-Orient.

Les Eglises catholiques des pays

1

25-17:

e:

eş. Çş

300

Con:

Sec:

- 2

Taus

terme.

men

vieta:

directe

tion : faise:t

En 1967, la guerre de six jours allait tout remettre en question. Dès le déclenchement des hostilités, le Saint-Siège demande que « Jérusalem pulsse être déclarée ville ouverte et inviolable ». En vein. Au troisième jour de son offensiveéclair, le 7 juin, l'ermée leraéllenne e'ampara de le Vielle Ville de Jérusalem dont l'annexion sera proclamée le 28 juin, Isreel contrôle désormais le totalité des Lieux saints chrétiers, y compris Bethléem. Le Saint-Siège retrouve aussitol les termes qu'il employait vingt ans plus tôt pour demander que Jérusalem et sea environs solent constitués en - corpus separatum » et placés sous » régime international ».

Les Isreéliene, pour qui « Jàrusalem n'est pas négociable », a'indignent de constater que le Vatican paraît ainsi suspecter l'Etat hébrau de ne pas vouloir respecter le libre accès aux Lieux saints de tous les croyants. On rappelle evec amertume que, pendent vingt ana, Rome s'était tue alors que la Jordanie empêchait les juita d'aller prier eu Mur des lementations.

Des juillet 1967, le pape charge un haut preiat, Mgr Angelo Felici, d'ailer examiner la situation sur place. L'en-voyé spéciel constate que l'intégrité des Lieux saints est parfaitement respectée et que les croyants ont le pleine liberté de s'y randre.

Son repport ne parle plue d' « Internationalisation - mais demande, pour les l'eur saints un a statut spécial a assorti de » geranties juridiques internationales ». En recevant, pour la première toia, un ministre israéllen des affaires éirangères, M. Abba Eban, le octobre 1969, Paul VI reprend des tormules enalogues. Cela raste, depuia lora, la doctrine officielle du Vatican aur Jérusalem et les Lleux saints.

Le formulation n'en est pas très précise. C'est - un stetut approprié evec une garantie internetionale pour le Vitte sainte de Jérusalem et une protection juridique convenable des Lieux saints » que réclamait, par exemple, Paut VI, dana une allocution du 10 avril 1974. Quelle forme concréte cette revendication pourrait-elle prandra? On estime, dans les milieux diplomatiques du Saint-Siège que, sans remettre en ceuse la juridiction de l'Etat d'Israél eur Jérusalem, on pourrait imaginer un statul permanent de sous-treite é cet Etat. pour confier aux représentants des diverses communautės religiauses — Juive, musulmenes et chréllennes - qui y vivent, l'edministration de la partie

arabes ont largement contribué à cette évolution. A Rome, on s'inquiête de voir s'accélérer l'émigration des chrétiens de Palestine. On est convaincu que les Arabes — musulmans ou chrétiens - qui habitent en Israel souffrent de discriminations et de brimedes. On constate que les chrétiens et même les membres du cleugà oul vivent dans les terriloires occupés sont solidaires de la résistance palestinienne et quelquelois y participent activement. Tout en daplorant les alientats perpétrés par les In et dont des victimes, Paul VI e, plusleurs fola, învità les catholiques à s'interroger sur les causes du désespoir qui conduit des hommes à avoir recours à de telles mé-

Significative est, à cet égard, l'ettitude romaine envers Mgr Capucci, évêque grec-catholique de Jérusalem, accusé d'avoir profité de l'immunité dont jouissent les prélats, pour introduire des armes en Israel au service de l'O.L.P. Des personnalités romeines spécialisées dans les affaires du Proche-Orient ont refusé de croire à la culpabilité de l'évêque et n'ont voulu voir dens l'affaire qu'une machination pour discréditer une personnalité religieuse qui ne cachait pas ses sentimeots nationalistes. D'autres ont admis que la service du peuple opprimé autorisalt Mgr Capucci à « Ignorer » ce qu'on lui demandalt de traneporter dans sa voltura. En tout cas, le Saint-Siège e annoncé, dans un communiqué offictel, le 10 décembre 1974, qu'il avait « appris evec une peine et un regret profonds la condamnation de Mgr Capucci » é douze ans de prison. » La sentence ne pourre melheu-

pour le défense des intérêts religieux de tous et pour venir en side tout anécisiement aux plus faibles, en premier lieu aux réfugiés palestiniens ». Le porte-parole du Vatican précisait, en outre, que cela « ne signifie ni n'implique le moindre changement dans l'attitude du Saint-Siège eu eujet des problèmes de le Terre sainte. L'attitude du Saint-Siège à l'égard d'Israèl est également inchangée ». Enfin, relevant qu'il ne s'agissait pas d' » un geste de préférence ou exelusif à l'égard de Mme Meir », la porte-parole rappelait avee compleisance les excellentes reletions que le Saint-Siège entretient evec les Etats arabes.

Comme en réplique, et contrairement à tous les usages diplomatiques, Mme Meir racontait elors l'audience, avec force détalle piquants, dans une interview au journal Mearly. Elte déclaralt, notamment, n'avoir pas supporté

fut, suparavant, pendant de longues années, délégué apostolique à Jérusalem. Ce très fin diplomate romain dissimule derrière son sourire et sa courtolsie toute latine une réelle fermeté. que ses interiocuteurs israéliens ont pu éprouver, et des préoccupations pastorales très concrètes. Inquiet du sort des jeunes Palestiniens des territoires occupés qui sont coupés du monde arabe, sans bénéficier pour autant de la citoyemeté israéllenne, it a ouvert, à l'automne 1973, une « université régionale de Bethléem ». Le but de cet établissement est très pratique. Il s'agit de préparer l'avenir en dispensant cinq types d'enseignements : la formation d'exseignants, les eciences, les arts et les lettres, le commerce, la gestion d'hôtellerie. On est loin des universités pontificales traditionnelles. Mgr Laghi o'e d'ailleurs pas voulu appe-» catholique » cette université



(Photo Sygma.) PAUL VI EN JORDANIE EN 1964... La grande difficulté de servir la cause de la paix...

reusement qu'eggraver la tension des esprits dans la situation complexe de ce

territoire -, ajoutait ce texte.

Deux ans plus tôt, en janvier 1973,

Mme Golde Meir, alors premier ministre Israàlien, avait àté reçus par le pape. Tandis que la presse Israellenne saluait cette visite impromptue comme un triomphe diplomatique, la Vatican publialt un communiquà visant à en réduire la portée. « L'audience e étà demandée par Mme Melr », soulignait ce texte, et le pape l'a eccordée » parce qu'il eatime qu'il est de son devoir de ne laisser échapper aucune occasion d'agir en laveur de le paix, pour la dèlense des droits de le personne humaine et des communautés,

le manière dont te pape avait critiqué le comportement d'Israel au début de la conversation et évoquait - les moments de tension » entre Paul VI et elle. Ce récit devait contribuer à dissiper l'inquiétude des milieux arabas au point que l'O.L.P. envoyait un télégramme au

pape pour... le remercier de son atti-tude lore de la visite de Mme Meïr. Tout indique, aujourd'hul, que le dialogue entre le Saint-Siège et tes autorités Israéliennes ne s'àtablira pas dans un meilleur climat tant que le problème palestinien n'aura pas trouvé une solution satisfaisente du point de vue de l'équité. Rome ne ménage pas ses efforts dans ce sens. Nonce en Argentine depuis l'an demier, Mgr Pio Laghi. Quverte aux musulmans comme aux chrétiens de toutes confessions.

C'est un signe des temps, Et, dans le contexte difficile de la situation en Proche-Orient, une expression du nouveau visage de le diplomatie pontificale. AIME SAVARD.

(2) Depuis la guerre de six jours, en 1967, une fraction de cette opinion — notamment parmi les chrétiens de gau-che et surtout dans certains parti-comme la France — s'est mise à critimer vivement l'intransigeance d'Israel quer vivement l'intransigeance d'annei à l'égard des territoires occupés et son attitude envers les Paleatiniens. Elle se trouve ainsi misux accordée aux posi-tions du Saint-Siège qu'elle a même ten-dance à trouver trop modérées dans la Oéfense de la cause paleatinienne.

PRIMAUTÉ DU SPIRITUEL

Paul VI et le monde moderne

Par JACQUES NOBECOURT

E que, depuls 1963, le pape Poul VI a fait de la diplomatie vaticane, comment il l'o conçue, à quel point il en a tronsformé le concept, ne peut se mesurer indépendomment de ce que cette tâche o represente dans sa propre existence : à peine ardonné prêtre, le jeune don Montini entre à la secrétairerie d'État. Il est mêlé, à un rang madeste, à l'élaboration des concardats avec la Prusse et l'Allemagne, en 1930 at 1933. Il oppartient au « staff » du cordinal Pocelli qui, devenu Pie XII, en foit le substitut de la secrétairerle d'Etat, c'est-à-dire l'exécutont de cette « diplomotie », jusqu'en 1952.

A tous les échelons, dans tous les domaines, sous toutes les formes, celui qui deviendro le pope Poul VI o donc expérimenté l'évolution des relations de l'Eglise catholique ovec les puissances temporalles dons lo première maltié du vingtième siècle. Et cette donnée fondamentale explique ou oriente l'interprétation de ce que lui-même a voulu faire de la < diplomotie voticone >.

Dans le longage courant, le terme de diplomotie vaticane oppartient à la cargoison de concepts qualifiés de « dépassés » por maints commentateurs du concile Votican II. Les dix ans écoulés depuis la fin de ce Concile ont progressivement montré que, dans la volonté d'oggiornomento promue por Jeon XXIII, beoucoup de révérands pères et de pieux loïcs mêlolent l'occessoire et l'essentiel, et que leur

enthousiosme à opérer des liquidations se bornaient parfois à décrier de simples opparences.

Ainsi réclomaient-ils vigoureusement l'obolition du « luxe » des cérémonies pontificoles. Ce qui survint, porce que le rituel en effet empêchoit toute communication du sens de la cérémonie II était de surcroît anachronique. Mais l'Intérêt attaché à l'aspect spectaculoire de cette réforme sembloit un peu démesuré por rapport à la décentralisation des organismes du pouvoir dans l'Eglise.

De même, on entendit orchestrer la revendication d'une « laternationalisation de la curie romaine », comme la ponacée, l'unique moyen de rétablir l'auverture du Saint-Siège sur les réalités du monde. Il ne fallut guère de temps pour mesurer à qual point « les étrongers » - c'est-à-dire les non-italiens, appelés à travoiller dans la bureaucratie voticane, se montraient beaucoup plus abstraits, rigoureux, voire sectaires, que leurs collègues Italiens dans le traitement des affaires, et qu'ils alloient Infiniment plus lain dans la défense de l'absolutisme pontifical à l'intérieu de l'Eglise. On en vint à songer avec effroi à ce que seroit une odministration voticane gouvernée por des Allemands, des Français ou des Africoins.

Le problème n'est donc certainement pas celui de la prédominance d'une notionalité, mais touche à la transformation d'une culture, d'une conception du monde, d'une « politique de présence de l'Eglise » actuellement. On ne l'o pos toujours discerné et l'on s'est contenté d'invoquer les moximes évongétiques les plus diverses -- on en trauve toujours pour justifier n'importe qual — en sommont le Saint-Siège de remettre à l'UNESCO les musées du Votican, ou de faire disparaître « la diplomatie voticane » : « mon Royouma n'est pas de ce monde », avalt dit le Christ.

N'a-t-il pos cependant clairement fondé une Eglise « incomée » dans le temos, une communauté axée sur lo succession des apôtres et sur une hiérarchie? Le croyant conséquent avec sa fot na peut le contester. Ni le noncroyant récuser la réalité d'une religion qui est la seule à se proclamer historique.

De ce simple falt d'observation, il découle que cette « incornation » ne peut s'exprimer outrement que por lo gestion d'un pouvoir, loquelle ne s'exprime pos sans une administrotion, sons un budget et sons relotions avec les différents pouvoirs humains existants, rivoux, alliés ou neutres. La « diplomatle d'une « authentique réforme de l'Eglise ». La transformation d'idées classiques

voticane » gère ces relations. Elle n'est pas

une superstructure rongée, et c'est de l'angé-

lisme qu'envisager sa suppression dans le codre

DEPUIS le début du siècle, depuis lo noissance de Jean-Baptiste Montini, lo notion de diplomatie vaticane a connu de très profondes transformations qui n'ont pas toujours été enregistrées par les observateurs ni par

l'univers politique. L'idée qu'on se fait de cette diplomatie est restée très statique. C'est encore un truieme d'offirmer qu'alle est la meitleure, « la pre-mière du monde ». A quoi le cordinal Tardint, secrétoire d'Etat de Jean XXIII après avoir longtemps servi Ple XII, répliquoit : « Alors, qu'est-ce que doit être la seconde ! », entendont oinst que lo diplomatie vaticane àtait très handicapée en moyens et en hommes,

pour le moins. C'est bien la vérité. On seratt tenté de croire que des dizatnes de milliers de prêtres, de religieux, d'évêques, jouent le rôle d'antennes du Saint-Slège et font converger vers lui une masse tracomograble d'informations, de rapports, de mises en garde, qui nourriraient la constante mise à four d'une corte politique du monde. Une telle viston est mythique. Et le centre de l'Eglise catholique est peu et partiellement Informé, même de ce qu'il ouroit besotn de savoir. La place manque pour analy-

ser le phénomène, mais il est incontestable. En revanche, et sons qu'il y alt contradiction, le Solnt-Slège est sur des points majeurs beaucoup mieux informé que ne l'offirment ses porte-parale et ses avacats, lorsque l'exige l'opportunité. Même la publication des nts pontificaux et diplomotiques sur l'attitude du Saint-Siège pendant la guerre n'a oos éclairé complètement le degré de connaissonce aù se trouvait Pie XII sur le sort des juits allemands. Il n'est pourtant pas d'année où l'on ne recueille à Rome des témoignages personnels non douteux sur le fait qu'il en était très ou courant.

Une outre notion erronée, ou hâtive, tient dans l'affirmation qu'il y a ruptura, vaire renversement d'attitude, entre les pontificats. Elle ne résiste pas à l'examen sur la longue durée. Quelques exemples le prouvent.

Ainsi, c'est à Benoît XV, qui régna pendont la première guerre mondiale, qu'il faut attri-

buer le mérite d'avoir compris l'urgence de séparer l'évangélisation por les missionnaires et les conquêtes coloniples. A lui encore revient la première intervention active du Saint-Siège dans un conflit opposant des grandes puis-sances, lorsqu'il agit à l'été 1917 pour tenter de mettre fin aux « massacres inutiles ». Sur ces deux points, Paul VI n'a pos innové.

Et Jean XXIII, en qui se personnifient tous les renouveaux? Qu'an lise donc ses télé-grammes de la guerre, lorsqu'il était délégué apostolique à Istanbul. Il y faisait des éloges nuancés, mais évidents, de von Papen, l'am-bassadeur d'Allemagne. Il pensait exactement comme Pie XII à cet égard, et d'atlieurs, devenu pape, restitua à von Papen les honneurs dont il ovoit bénéficià après le concordat

Qui donc amorça la « politique de l'Est » en cherchant à prendre langue avec t'Union soviétique? Pie XI, en 1922, au moment de la rencontre de Rapollo. Et Pte XII, en 1953, immédiatement après la mart de Staltne. Sur ce point, Jean XXIII le suivit.

Beaucoup de nuonces daivent donc être apportées à l'idée d'une discontinuité entre les pontificats, qu'il s'ogisse du terrain diplomatique ou de l'action proprement religieuse.

Inversement, on pèche souvent par abus sur lo notion de continuité en gardant le regard fixe sur un pouvoir ecclésiostique qui, ayant l'étemité pour lui, n'évoluerait jamais dans ses analyses ni ses compartements. L'exemple des gouvernements français récents est là-dessus porticulièrement éclotrant. La maxime, ou le slogan, de « la fille ainée de l'Eglise », a obsédé les dirigeants de la IV* et, plus encore, de lo V' République. Lorsqu'ils songèrent à négocier un concordat — ils firent plus qu'y songer, - MM. Pierre Mendes France et surtout Guy Mollet méconnaissatent totalement que cette forme diplomatique de relations commençalt à perdre tout intérêt pour le Saint-Siège, c'est-à-dire pour Pie XII lui-même. La séparation de 1905 entre l'Eglise et l'Etat avait apporté trop de fruits pour qu'on aménageât ses modalités en créant de nouveaux liens pour l'Eglise.

Le général de Gaulle crut que son « idée de la France » lui vaudroit quelque égard. Et Georges Pompidou fit plus d'une ouverture pour que le Vatican facilitàt « la mise ou pas des rebelles » ou entrât dans la négociation du statut de l'école privée. De telles opproches recurent pour le mains un accueil glaciol. Paris n'avait pas mesuré les évolutions. Comme



فحفر معالم والرأ

1974 - Andrew Land (1984)

10 to 10

Aug de la company

and the same

A service of the serv

the transfer of

The second s

The state of the s

ation by the a

.4.3

To 1980 in 1980

Car Fig. 1821.

Section Street

والصيموم أخداه المت

- 4 J. 4.

t pagadan sakala da sana yan Siriji da sa

a the second of the second of

mark - gara

والمتحولين فإدارا والمعادا The second secon

A CALESTA

a Burkey in a

And the second of the

Same Start

The same of the second

And the second s

the same of the same of

The state of the s

-

A PART TO SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE OF THE

10 4 7 7 7 7 7

i'm arinin

 $\frac{1}{2} \frac{d^{2}}{d^{2}} = \frac{1}{2} \frac{$

in the control of the

A venue de Paul VI en visite officielle aux Nations unies, le 5 octobre 1985, et le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée générals ont marque, de façon publique et personnelle, l'intérêt du pape et du Saint-Siège pour les activités des organisations internationales, en même temps que l'estime dans laquelle îl les tenait, affirmant leur rôle indispensable. Pour souligner l'originalité de la démarche, rappelons deux faits : c'était une des premières fois que le pape quitait Rome et l'Italie; à son retour, en

nique des Egilses, n'était pas habituée à un tel hôte. De la même manière, Faul VI a rendu visite à la
FAO., à Rome; et il en a été question pour l'UNESCO, à Paris.
Par-delà ces manifestations de
circonstances, la considération du
Saint-Siège pour les organisations
internationales, comme lieu de rencontre entre les nations où sont évoqués les grands problèmes de
l'heure, se manifeste par la présence
d'observateurs permanents accrédités.
Cette disposition s'est affirmée depuis 1945 avec le développement des

Par ROBERT BOSC *

tient informé des grands problèmes contemporains et de leur approche par les différentes nations (1). Il est alors à même de faire valoir dans ces diverses enceintes — s'il le juge bon ou si on le lui demande — ses vues spécifiques plus larges et plus désintéressées. Un moment favorable, mais non le seul, est l'Assemblée générale de ces organisations, qui se tient à intervalles réguliers. Le Saintbre et participe de plein droit à ces

Plus souvent, les Nations unies organisent des conjérences spéciales sur un thème d'actualité plus important : sont alors invités à y participer tous les membres de l'une ou l'autre des institutions spécialisées. Le Saint-Siège se trouve alors conviéet, s'il répood positivement, y assiste avec droit d'intervention, de participation aux commissions et de vote.

Pour l'année écquiée, signalons, entre autres, dans ce cadre : la conférence sur le droit de la mer (Caracas, été 1974, et Genève, printemps 1975), la conférence mondiale de la population (Bucarest, août 1974), la conférence mondiale de l'alimentation (Rome, novembre 1974), la deuxième conférence mondiale sur le développement industriel (Lima, mars 1975), la conférence mondiale sur la femme (Mexico, été 1975)...

Volonté d'indépendance entre les groupes

DANS de telles circonstances, quelle est l'activité du Saint-Siège? En plusieurs cas, d'abord les organisateurs souhaitent — outre la présence d'une délégation — que le pape (ainsi d'ailleurs que d'autres chefs d'Etat) adresse un message à la conférence soulignant l'intérêt de la rencontre et quelques orientations générales. Lues à l'ouverture de la conférence, de telles adresses ne sont pas sans un certain impact. Dans le débat général en séance plénière sur l'ordre du jour, chaque délégation a la possibilité de faire une déclaration où elle exprime le point de vue de son pays, quant au fond et à la politique. A son tour, la délégation du Saint-Siège fait sa déclaration : document à la fois doctrinal et d'actualité humaine, où les points fondamentaux sont rappelés, points fondamentaux sont rappelés, mais aussi les ouvertures, les sensi-bilités face aux nouveaux pro-

Dans le travail des commissions, dans les rencontres de groupes, la dèlégation du Saint-Siège s'efforce d'avoir une activité spécifique, indé-pendante des intérêts particuliers et des pressions, affirmant les principes et les valeurs susceptibles d'orienter les décisions, élargissant les particularismes nationaux pour inviter à considérer le bien plus général, attirant l'attention sur les nouvelles conditions de justice et de paix, appuyant les demandes des moins favorisés... En certains cas où les affrontements sont plus vifs, on pourrait penser à un rôle discret et désintèressé de médiation amicale. Pour marquer son indépendance, le Saint-Siège doit se tenir libre par rapport aux trois groupes d'intérêts qui, selon les habitudes, structurent les discussions et les négociations en vue de la recherche d'un compromis équitable. Travail préalable et nécessaire avant le vote final, où chaque Etat (plus d'une centaine sont présents) vote en pleine souveraineté. (Lire la suite page 36.)

(Lire la suite page 36.)

(1) Conformément à l'article 24 des accords du Latran de 1929, où u déctare qu'il se tient en dehors des compétitions temporeues cotre Etats, le Saint-Siège n'est pas deveau membre de l'ONU en 1945. La Suisse non plus d'atileurs, pour des raisons constitutionneues analogues.



LET A GENEVE, AUX NATIONS UNIES, EN 1965. men évitant de s'engager dans une politique partisane.

(Photo APIS-J. Anderson.)

débarquant de l'avion de New-York, le pape s'est rendu aussitôt devant l'Assemblée conclliaire (Vatican II), qui en était alors à sa quatrième session, et l'a-informée du résultat de son voyage, assurant ainsi une sorte de communication en tre l'Assemblée générale des Nations unies et le Concile, assemblée exceptionnelle de l'Erlisa.

unies et le Conche, assemblee excep-tionnelle de l'Eglise.

Ce geste s'est renouvelé à plusieurs reprises. En juin 1969, Paul VI, invité à fêter le cinquantième anni-versaire de l'Organisation interna-tionale du travail, s'est rendu à Genève et a été recu officiellement par la conférence de tous les Etats membres. Situation plus délicate, puisque Genève, capitale du protes-tantisme, centre du Conseil œucuméorganisations spécialisées. Tandis que l'OLT., fondée en 1919, n'a pas eu d'observateur permanent avant 1969 — le cinquantième anniversaire en fut l'occasion, — le Saint-Siège, qui assurait déjà une présence permanente auprès de l'ONU, de l'UNESCO, de la F.A.O., l'a étendue aux récentes organisations, telles que la CNUDED (1964), l'ONUDI (1967)... et même auprès d'organisations régionales comme la Communauté économique européenne et, plus récemment encore, le Conseil de plus récemment encore, le Conseil de l'Europe. Selon l'Annuaire pontifical, saint-Siège entretient ainsi onze délégations permanentes auprès d'organisations internationales gouvernementales. De cette manière, le Saint-Siège se

Siège n'étant pas membre (le plus souvent) de ces organisations, son rôle reste limité; selon le statut d'Etat non membre, il peot prendre la parole sans intervenir directement ni dans les propositions de textes, ni dans les votes; encore que les relations de confiance qui se créent dans de telles rencontres permettent, s'il le faut, de suggérer une idée ou une proposition par le canal d'une délégation amie.

En certains cas particuliers (insti-tutions spécialisées concernant les postes (UPO), les télécommunications (ULT.), l'energie atomique (ALEA.), le Saint-Siège est mem-

BIBLIOGRAPHIE

« CONNAISSANCE DU VATICAN »

Les ouvrages destinés à décrire le fonctionnement do Vaticao comme administration centrale de l'Eglise cathougos pècheat en géoétal par un mélange d'histolre, d'anecdotes, d'apologétique, on versent vers le guide touristique. Eq ootre, la pinpart soot vielilis et pen adaptés aux réalités de l'actuel

Recteur de l'Institut catholique de Paris, Mgr Paul Poopard a été douze ans, de 1959 à 1971, membre de la section française de la secrétairerie d'État, Depuis son retour à Paris, les obligations professionoelles et les relations d'amitié 000ées à Rome ini out permis de

conserver des contacts suivis. A la fols historien et théologien de formation, il avait su, des 1968, donner, a vec Connaissance du Vatican, un travail, de dimensions ptus maniables que modestes, qui facilitait, dans on style sobre, l'orientation de tout lecteur que peo attentif aux réalités du Saint-Siège. La nouvelle édition (1) qu'il fait do remaniement profood.

ment la réforme de la curie à laquette Paul VI a procédé en 1967 et en esamine les réperenssions an boat de goelques socies d'expé-

Les jogemeots personnels qu'on attendrait de l'aoteur sont perfois un peo «gommes» par sa longoe appartenance à oo organisme — la « sectioo française » — qui ent, dans les premières anuées du pon-tificat de Paul VI, nne importance de fait qui débordait largement sa ptare dans l'organigramme. L'évo-lution de cette « section française » latios de cette a section fraccaise a constituerait d'ailleurs un chapitra pleia d'intérêt, s'il poovait être écrit maintenant. Mais si Mgr Poopard donne des informations précises à gol les requiert, il sait eussi dresser poor l'historieo qui sait le lire on « état des problèmes est recursait de problèmes est recursait. sate le tire od « etat des pro-blèmes », où s'ouvrent des ques-tions neuves et pas toujours corre-vues ailleors. C'est poorquoi noc bibliographie plos étoffée en aorait

(11 Mgr Poupard, Congaissance du Vatican, Ed. Beauchesne, 203 pages.

il orrive souvent à des personnolités politiques laiques, très mol Informées des choses de l'Eglise, les dirigeants français avaient préféré Ignarer un mouvement qui dérangeoit leur vue générole des choses. Ils ne sont pas seuls ò tomber dans une telle méconnolssance ni à

Inversement, Il est vroi que toute personnalité du Saint-Siège engagée dans une conver-sation se défend mai de la tentation de « récupèrer » l'interlocuteur plus ou moins catholique, et que celui-ci risque d'entrer dans le jeu du dialogue discretement confessionnel pour en tirer bénéfice sur le plan politique. Il se trompe et perd toujours. C'est bien paurquoi les ambassadeurs qui ont le mieux « réussi » auprès du Saint-Siège sont pratestants, juits, athées, franc-maçons. Mals en tout cos ils ne sont pas tentés de céder ou mélange des genres.

Le déplacement des enjeux

S i les notions courantes de la diplomatie voticane ont peu baugé, en revanche le déplacement de ses enjeux commence à être mieux perçu de l'univers extérieur à l'Eglise cotholique. Il convient encore ici de ne pas perdre de vue qu'il découle non du Concile, mais d'une évolution historique ancienne, que le Concile a constatée (et non provoquée), et dont Paul VI o, pendant près de cinquante ans, été l'acteur constant.

L'évênement qui o oboll lo « diplomatie vaticane », au sens classique, c'est la liquidation du pouvoir temporal des popes en 1870. Des décennies ont été nécessoires pour en panser la plaie et rendre superflus les signes et les habitudes de la souveraineté palitique au territoriole. De cette liquidation, Paul VI dit un jour que c'était la plus grande grâce faite por le Christ à l'Eglise. Au sens strict, le seul champ de la « diplomatie voticane » dans la vieille acception du terme, c'est celui des rapports entre le Saint-Siège et l'Italie, réglé par le traité du Latran, associé au concor-

L'évolution historique, dont l'expérience de Paul VI o pris acte, nourrie d'ollieurs en celo por la fréquentation assidue de la pensée de Jocques Maritain, o ramené le Saint-Siège à une conception plus dégagée des enjeux temporels : sa « diplomatie » vise à procurer à l'Eglise catholique les libertés nécessaires pour assurer la diffusion du message évangélique.

C'est la « primouté de la postorale » religieuse qui guide son action. Elle requiert la liberté d'exercice du culte, la liberté de l'enseigne-ment et la liberté des relations entre le Saint-Slège et les différentes hièrarchles locales.

Fréquemment, Paul VI a proclamé, quel que soit l'interlocuteur, que l'Eglise ne rèclamoit pas de privilèges pour elle, mois seulement ces libertés qui reviennent à tout homme, à toute communauté humaine. Les privilèges anachroniques légués por l'histoire, le pape actuel en o obtenu la suppression. Et, por-delà leur aspect anecdatique, cette démarche revenalt en fait à affirmer l'obolition absolue de ce qui, durant des siècles, provoqua des drames, lo doctrine dite « des deux glaives » : le glaive spirituel revenant au pape et le glaive parel revenant o l'empereur. Les formes de la querelle avaient pu disparaltre, Il en demeuralt quelque chose dans les mentalités jusque sous le règne de Ple XII.

Cette « primouté de la postorale » s'est traduite dans un procédé de gouvemement pratique que les Étots n'ont pas toujaurs compris : le très notable élorgissement des pouvoirs laissés aux conférences épiscopales et oux évênues. On l'o porfois trouvé trop lent par rapport aux espoirs entretenus; ó l'échelle de l'évolution historique, il est cependont allè très vite. Et l'instinct ou la facilité du « recours à Rome » a blentôt manqué aux pouvoirs politiques comme aux Eglises locoles

Ainsi, pour citer de nauveau l'exemple français, le Voticon o refuse de s'immiscer dans la question de l'enseignement privé, loissant lo conférence épiscopole française seule portenaire du gouvernement. Dans le cas des relatians avec la Pologne, le Saint-Siège o agi moins nettement qu'il ne l'ourait souhaité, par souci de tenir compte des positions du cordinol Wyszynski. On en dirait outant des relations avec l'Espagne ou le cotholicisme hollandais. Et plus encore en ce qui regarde l'Italie, dont les évêques e'accoultument très difficilement à devoir gérer eux-mêmes leurs propres affoires.

Le cas italien montre précisément, parce que l'imbrication des Intérêts spirituels et temporels y était historiquement la plus poussée, la tendance de Poul VI à prendre le plus de champ possible vis-à-vis des activités politiques. Le recul de la démocratle chrétienne est provoqué por ce « dégagement » du Vatican. Qu'on compare le rôle actif joué por Pie XII entre 1945 et 1954 dans la vie politique, où ses interventions étaient spectaculaires, et l'extraordinaire ottitude de pure observation

où se cantonno le Saint-Siège pendant les onnées où l'introduction du divorce oglto l'Italie, Sans doute Poul VI l'évoqua-t-il, mois une seule fais, et en des termes purement religieux. Il ourait pu difficilement en dire mains, mais Pie XII et Jean XXIII lui-même n'auraient jamais laisse l'offaire s'engager.

"Intervention" ou "non-intervention"?

ON multiplierait aisément les exemples d'une arientation tendont à rendre so préemlnence ou spirituel en l'épurant de toute tentotion, de toute contamination, du temporel. Ce qui se traduit d'oilleurs, en sens inverse, por la non-interventian publique, spectaculoire. dans des cas aù le réclament beaucoup de chrétiens très engagés. L'affaire chillenne notamment. On a su peu à peu qu'en foit Poul VI n'était pas resté possif face à la Junie, mais que le souci de l'efficacité de ses démorches lui commonde -- c'est chez lui une règle obsolue — de maintenir le secret.

Il y a là un très difficile équilibre à mointenir et que seul garantit l'insistance apportée o offirmer les préoccupations postorales. Les chrétiens - et bien des non-crayants - ne sont pos très ou clair sur ce qu'ils attendent du Saint-Siège dans la vie politique. Ses interventions suscitent des protestations; on le taxe de volonté de puissance, d'Interférences abusives. Ses non-interventions sont jugées scondaleuses dans d'autres secteurs de l'opinion. Chocun voudrait plus ou mains que son propre choix politique recoive une bénédiction

Paul VI ou demeuront a vecu, et vit encore, de façon aiguë, le procès tait ò Pie XII pour son comportement pendant la guerre. La veille de son élection, il le défendit dans une lettre au Times. Et le mot de « silences » appliqué oux choix de Pie XII plane sur le pontificat octuel comme un fantôme rempli d'ambiguités.

Cette prédominance dannée à la mission postorale o pratiquement une conséquence en plein développement : toute l'administration du Saint-Siège est consacrée à une tôche « diplomatique », si l'an entend sous ce terme la gestion des rapports avec les Etots. Les dicastères chargés de l' « évangélisation des peuples », ou de l' « enseignement chrétien », cononisation a des implications temparelles. -gèrent une Eglise, des Eglises locales, inscrites

dons des cadres concrets. Rien n'êchappe même pas la réforme liturgique — à cette

La réforme de la curie romaine de l'été 1967 o été cançue en fonction de cette évolution. Paul VI o fait du substitut de la secrétalrerle d'Etat — actuellement Mgr Benelli, le véritoble secrétoire privé du pape, celui qui coordonne l'activité de taus les dicastères, en regroupe les résultats, les soumet au pontife, puis en contrôle l'exécution. Mesure de centralisation poussée? Certes, mais inévitable, dans lo mesure même au, aujourd'hui encore, ces dicastères tendent à agir chocun pour leur compte, dons une méconnaissance couronte des nècessités glabales. Paul VI o fait du substitut l'hamme-clè dont il aurait lui-même voulu avoir les pouvoirs actuels, lorsqu'il occupoit le poste.

Entre le cardinal secrétoire d'Etot Villat, le substitut de lo secrétoirerie d'Etot, Mgr Benelli, et le secrétoire du canseil pour les affaires publiques, Mgr Casoroli, les compétences réelles ne sont pos toujours celles qu'affirme l'arganigromme. Mois c'est simplifier et tomber dons l'erreur que de qualifier Mar Cosorali de ministre des affaires étrangères de l'Eglise ». Il n'y a pos d' « offaires étrangères » ô l'Eglise et cependant toutes lui sont « êtrangères », larsque la liberté d'exercice du culte n'est pos

C'est finalement à quai se ramène l'objet de lo diplamatie voticone, ce qui explique ses nuances, lo diversité de ses comportements selon les poys, les régimes, les continents. Elle o une stratagie : restaurer ou préserver les « superstructures » minimum qui assurent cette liberté du culte. Ce qui l'entroîne à chercher toujours le contact avec l'interiocuteur qui est au pauvoir, fosciste ou communiste. Quant aux tactiques, et c'est la l'élément nouveou, elles sont largement déterminées por les avis et les interventions des épiscopats

Mais les Etots en ant-ils pris conscience? Et, si oui, cette évolution leur convient-elle? Varsovie, Parts, Modrid, Budopest, et comblen d'outres, ant souvent déplaré dons les dix dernières onnées de ne pas trouver dans le Voticon un Interlocuteur ossez outoritaire o

Il faudrait cependant choisir, et l'on ne peut en même temps reprocher ou Saint-Sièce de ne pas assez s'engager et de trop s'en-

JACQUES NOBECOURT.



Mgr Poupard y situe historique-

en opprécier le confart.

京 大学 大学

12 - 15 6

44.7 20, 20

.....

The second of th

54 5. W.

1000

- - 25

100

tional tracking

7 (4) (4) (4) (4) (4)

es - foregripe.

 $A = \{ x_1, x_2, \dots, x_n \}$

100 mg 10

 $(\chi, \gamma) = \chi \chi$

THE 15 YEAR 1

100

2.2

7.7

2.0

41,421.0

(Suite de la page 35.)

Si quatre entités géographiques, designées par les lettres A, B, C. D. ont été constituées, il y a, en réalité, trois poles de regroupement. Le premier rassemble les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (A et C) ; ils etalent soixante-dix-sept quand se sont organisés pour la première fois en club, à Alger en 1967, et cent clinq maintenant. La République po-pulaire de Chine n'eu fait pas partie tout en se rangeant parmi les pays en voie de développement et appuyant leurs positions avec conti-

applyant leurs positions avec contri nuité ut fidélité. Un deuxième pôle ID) rassemble les pays socialistes de l'Europe de l'Est (sauf la Yougoslavie et l'Alba-

nie).

Le troisième pôle (groupe B) correspond aux pays de l'O.C.D.E. et
rassemble, en particulier, les pays
développés à économie de marché,

donc ceux d'Europe occidentale. Ce groupe s'est transforme, en s'élargissant, en groupe d'intérêt, dont l'unité n'est pas toujours d'ailleurs assurée. La Cité du Vatican étant en Europe, le Saint-Siège s'est trouvé inscrit dans le groupe B, ce qui n'est pas sans poser de problèmes. Aussi, en pratique, dans les diverses confé-rences, le délégation du Saint-Siège a pris une position indépendante,

Puissance avant tout morale, se voulant libre pour faire valoir en priorité les grands besoins de l'humanité, pour appeler les nations à rechercher une entente au nom de la justice, de la solidarité et de la paix, se sentant proche des pays en vole de développercent et de leurs aspira-tions, la délégation du Saint-Siège e une position sui generis, reconnue d'ailleurs. Pour que sa parole elt un certain poids, il faut que, sans en rester au simple niveau des généra-lités, elle sache transcender les débats politiques, les affrontements d'intérêts et les considérations des experts. Marquant soo souci pour les aspects humains et collectifs, elle peut proposer, avec discrétion, des principes de solutions et de voies concrètes pour y eboutir. Oo l'e entendue, à Saotiago-du-Chili en 1972, lors de la troisième conférence des Netions unies sur le commerce et le développement, dire sur les agissements des firmes multinationales, sur les transferts de technologie et sur le commerce des armes, des pa-roles vigoureuses, nullement démaroles vigoureuses, nullement dema-gogiques. Ses votes sont empreints du même esprit, évitant la complai-sance et le diplomatie. Ainsi. à Lima, en mars 1975 (conférence de l'ONUDI), la délégation du Saint-Siège a présenté et fait adopter des

amendements sur le place des jeunes dans le développement industriel. Ces activités publiques s'accompa-gnent de nombreux contacts entre les personnes; les organisations internationales et les grandes conférences sont d'abord des lieux de rencontre où, par-delà les fonctions et les intérêts représentes, il faut espèrer que puissent s'instaurer des relations d'estime et même de confiance entre les hommes. Un certain visage de l'Edites est ainsi pretain visage de l'Eglise est ainsi pre-

— Ni une Eglise prophétique inter-pellant pour la paix et la justice, car il est difficile d'aider à élaborer un compromis politique si, en même temps, on s'érige en dénonciateurs ou en juges;

 Ni une Eglise purement spiri-tuelle, vivant de sa foi et du mystère du Christ qu'elle porte en elle, car il s'agit d'entrer en dialogue sur les problemes de notre temps avec des représentants de nations qui ne sont pas chrétiens, ni même croyants en Dieu; et, pourtant, le souci de l'homme et de son avenir est ce qui rapproche; c'est donc un œcuménisme large;

 Ni une Eglise sure d'elle-meme et inébraniable dans sa doctrine nourrie de vingt siècles d'existence. mais pintôt une Eglise disponible à chercher, avec les autres, des solutions aux problèmes temporels nouveaux et de dimension mondiale qui se posent à la conscience contemporeire.

Une Eglise servante et pauvre, comme disait déjà Paul VI en cloturant le concile Vatican II, qui affirme : a Les jotes et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. » (Gaudium et Spes.)

ROBERT BOSC.

POINT DE VUE

Survivance ou promesse?

Par ROBERT DE MONTVALON

DOURQUOI ecrire sur lo diplomatie du Saint-Siège? La diplamotie parle à mots si pesès, si complès, si jaliment voilés, quand elle parle, que seul un diplomate peut comprendre un autre diplamate. Alors, paurquai écrire? Parce que, si l'on ne parlait pas de ce qu'an Ignore, on ne parlerait jamois de rien. Parce que le plus intéressant est ce qu'an ne camprend pas. Porce qu'il est supremement impartant d'essayer de comprendre ce qui ne nous est pas spontanement donne à camprendre, cor sous lo roche se coche une onguille, derrière les bulssons une rose, dans le coffre un mat de passe, La diplamatie du Saint-Siège vue par un

chrétien que le christionIsme Intéresse, c'est quoi ? D'obord, un personnel ad hac, bien farme, éduque, fort expert. Peritus. Nan pas une coste, mais une cotegorie prafessionnelle. Les professionnels compétents ont de grands mérites et le savent ; ils résistent mol à la tentation de s'instituer détenteurs d'un manapale : « Je sais ; vous ne savez pas. Je suis en charge de... ; vous n'êtes en charge de rien. » (On n'est jamois chargé de rien d'autre que des charges dont, librement, naïvement, on ose se

chorger sol-même.) Les diplamates du Saint-Siège ont donc en charge lo diplomatie du Saint-Siège, qui est, évidemment, le produit d'une certaine idée de l'Eglise et renfarce l'Idée qui l'a fait naître. Quelle Idée ? Celle d'une Eglise arganisée sur le mode d'un Etat, se considérant comme l'homologue des Etots avec lesquels elle traite, d'une Eglise fortement centralisée, où la diplomatie relève du « souverain » et le représente. Epousant son siècle, l'Eglise o jodis pris modèle sur les Etats naissants. Notre propre enfance, n'étoit-ce pas Pie IX et Pie XII refusant de quitter les États rétrécis du Voticon parce qu'ils Jugealent l'Eglise spollée?

Eolise « constantinienne », pour reprendre un des nauveaux lieux communs. Eglise devenue trop pareille au monde qui l'entaure. Evongile selon Matthieu, chapitre X: = Je vous envoie comme des brebis au milieu des loups. » Peut-être est-ce paur éviter d'être écrasée que l'Eglise s'est gonflée. La grenouille a voulu se faire aussi grosse que le bœuf-Etot. Tout de même, ovoir lo chance d'être le peuple de Jésus-Christ et se croire abligé de se déguiser en bœuf, quelle tristesse! Et quels ravages! Vous entendez sürement crier tous ceux que le catholicisme, ainsi fortifié, a malmenés ou étripés : reconquista de

l'Espagne, qui finit à peine ; beautés de la contre-réforme en Bohème ; Constantinaple mise à sac; juifs, nègres et prétendus « jounes » merveilleusement ignorés, quand ils n'étaient pas détestés ; a chrétiens fermés à graudeur de l'Islam, chez qui l'œuvre de Massignon va éclater comme unu bombe » (R. Caspar). Et les silences de la diplomatie romaine, à moins que ce ne soient les prudences d'une Eglise trop diplomate, quand Hitler-connais-pas faisait brûler les ames, et elles en garderont à jamois la morque? Et le saulien apporté au pire dix-neuvième siècle sous couleur d'ontimadernisme? On o encouragé, en fait, la plus étauffante des modernités, celle qui, sous nos yeux, perd le souffle à son

Mais, tout ignorant que l'on soit, quelques distinctions vous viennent à l'esprit. Cette Eglise plus au moins Etat, cette Eglise trop pareille ou monde, était pourtant l'Eglise, c'estò-dire outre, non pareille, feu sous un mantegu. Un exemple: lo création du « ministère » romoin chargé des pays dits de mission (1622) fut l'acte d'une autorité centrale qui mettait en pieces, non sons peine et sons risques, à la suite de ces battants nommés Vitario et Las Cosas, à lo sulte oussi des premiers jésuites, les priviléges occordés par Rome même, à la fin du quinzième siècle, aux Etals conquerants d'Espagne et du Portugal. Si Rame a paru se régler sur le modèle des princes, ce fut, ou commencement, pour lutter contre leur prétention à tout régenter.

L'assemblée dite des « chrétiens pour le sociolisme > vient d'écrire (avec une plume de plamb) : « La praxis historique, libératrice, révolutionnaire, est le lieu où se vit, se réfléchit, se communique et se célébre notre foi en Christ. » Qu'est-ce à dire? Ceci : cette assemblée veut, camme Eglise, comme fragment d'Eglise, épauser le siècle qu'elle voit devenir socioliste, quelle veut voir socioliste. Laissons le saciolisme. Ce qui est intéressant, c'est que des socialistes, oujourd'hui, parlent comme les chrétiens du temps jodis. Hier, l'Eglise régloit san pas sur celui des Etats, sur celui de l'Occident, demoin, elle le régleroit peut-être sur celul des socialismes. Toujours la rnême logique qui, dans son principe, est chrètlenne : le christionisme ne peut être que chair et sang du présent. Il ne peut être que celo, à une condition : être ce que « ni la choir al le sang a n'apprennent à persanne ce que manifeste Jésus et que l'Eglise o justement pour rôle de faire devenir chair et sang, ce qui, étant plus que la chair et le sang, ne peut s'exprimer protiquement que sur le registre de la liberté.

Taut est dans cette liberté. Et tout est dans le discemement historique des chrétiens. Làdessus, méfionce. Nous nous prenons pour des poteoux Indicateurs, alors que, tels des cow-boys paurchasses par des Indiens, nous rallians ou galop les fartins construits par les forces de l'ardre.

Donc, questian : la diplomatie du Saint-Siège exprime-t-elle, pourro-t-elle exprimer la libertà évangélique?

Je ne cherche pas à foire l'ultramontoin. Seulement à regarder quelques foits. D'où sortait le très libre pape Jean? De la diplomatie ramaine, où il ovoit passé presque touta sa vie. Qui s'est rendu, il y a quelques onnées,

au Vietnam du Sud paur essayer d'obtenir de l'Eglise locale qu'elle se déraldisse un peu? L'archevêque ramain Sergla Pignedoli, très proche du pape (on ne l'o pas écouté, du reste; an n'a pas écouté les prudents conseils qu'il venait donner; maintenant, les évêques du lieu chantent des Te Deum en l'honneur de lo victoire communiste ; tout de même, mes péres ; taut de même ; cette volte-face ; ceux qui se réjouissent ont tort : rien n'est changé : toujours l'apportunisme socré). Qui o mis en place, dans une Afrique francophone encore dépassédée d'elle-même, les évêques qui vien-nent d'offirmer ou synode leur volonté d'inventer? Un nonce du pape, nammé Jean-Marie Moury. Un Hector Borrat, actuellement en prison en Uruguay, diroit que, dans l'Amérique latine imprégnée de christianisme populoire, Roma est un intermédiolre obligé entre le possé et l'avenir. Et qui craira qu'à Alger, en pleine guerre, le cordinal Duval ourait eu lo liberté qu'il o eue si Rome ne l'avait pas soutenu? Et qui essaie de guider les catholiques hongrols, tchécoslovaques, palonois vers un ovenir plus libre que leurs deux passes, celui de l'Ancien Régime et celui de la per-

Une certaine liberté, une liberté

certaine

L y o des gens qui font une onolyse très tranchée de la diplomatie du Saint-Siège, disant : elle est liée aux Etats capitalistes. O sociologie d'oprès-bolre l' Le Saint-Siège ne peut pas ne pas représenter le peuple chrétien qui est, dans sa masse, occidental et plus taumé vers le passé que vers l'avenir. Voudroit-on qu'il représente ceux qui lui sont encore molheureusement extérieurs, les Chi-nois, les foules citadines ?... Aux chrétiens de décider qui ils sont, où ils sont; les bureaux ramoins n'y peuvent pas grand-chose, L'éton-nant est la relative liberté de leur palitique. Rome a fait son auverture à l'Est très tôt. On objecte qu'elle se rallie à l'axe Washington-Moscou. Alars pourquoi son « tiers-mandisme » (an le lui reproche) quand l'hémisphère sud est seul copable de renouveler la modernité des puissants par des actes, et pas seulement par des verba valant, alla francése?

Toutes réserves foites sur lo sclérose, le centralisme, sur l'onachronique farme étatique de l'Eglise romaine, sur l'opportunisme, les ratés du moteur, il ne parait pas possible d'affin mer que le Saint-Siège, dans sa diplomatie même, ne représente pas une liberté qui tient à l'essence du christionisme. Dans un monde omoureux d'écurles et de litières, Rome ose avouer que l'outre existe, qu'il n'est pas un etranger, que taus les hommes font un peuple et que, pour devenir le peuple qu'ils sont, ils doivent rebâtir la terre Jusqu'ou cœur. Ils n'y parviendront sons daute pas. Ils mourront à la toche, imitateurs de l'inimitable Jésus, Reconnaissez que cet oveu n'est pas rien pour un christionisme qui avait si facilement fait son trou dans les empires blancs, leurs fromages et leurs universalismes gendarmlaues.

Seulement l'aveu du désir ne suffira plus longtemps. La mochine risque de se grip-

per. Rome o-t-elle compris à temps le basculement de l'Asie et pris, ou Vietnam, quelques-uns de ces risques dont Karl Rahner Juge qu'ils daivent devenir un principe de l'existence chrè-tienne? L'Ostpolitik du Vatican, est-ce qu'elle ne prend pas quelquefois la forme inquiétante d'un orrangement avec les États pour souve-garder les droits propres de l'Eglise catholique ? Les chrétiens qui cherchent sont-ils reconnus par cette diplomatie ou écartés, comme sans y penser, par la logique d'une mécanique?

Il foudrait que le désir se donne les moyens de fructifier. L'idee que le centre de l'Eglise devrait-changer de figure foit, lentement, son chemin. Témoin la création d'organismes nouvegux après le concile. La commission pontificole Justice et Paix, par exemple. Cet arganisme, oussi romain qu'un outre, sera-t-il un organisme romair comme les autres? Avec lui et d'autres, quelque chose se cherche : une organisation plus souple, faisant auvertement sa place ó la recherche, n'agissant pas toujours d'un bloc mais modulant son action, táchant de déployer l'Evangile dans le présent plutôt que de le foire entrer dans un cadre. animant, écoutant, associant... Mais on n'echoppe pas facilement à l'attraction de très vieilles habitudes.

L'Eglise ne peut être que le lieu, dilaté, dilotont, aù se poursuit l'histoire de Jésus-Christ pour tous les hommes, ce qui suppose que les hommes existent les uns pour les outres. Les outres sont le pont-aux-ones du christianisme. La question des autres, de tous les autres, est oussi centrale pour le christia-nisme de l'an 2000 que la question juive le fut pour les chrétiens de l'Europe des nazis. Espérons que la réponse viendro plus vite. Les outres, les non-Occidentaux, les non-chrétiens, les non-croyants, les non-nous. Tombe en miettes la prétentian des chrétiens d'être l'humanité rassemblée. L'Eglise n'est pas l'hu-manité rassemblée: Nous le savons depuis que l'humanité o vralment commencé à se réunir, donc à percevoir sa varieté en même temps que son unité. L'Eglise n'est pas l'humanité rassemblée. Elle croit que les hommes sont des frères. Pas seulement à cause de la sueur et du sang qu'ils répandent côte à côte. Surement pas à cause des tours de Babel qu'ils bâtissent. A cause d'un Autre, à cause d'un alpha et d'un omégo. L'Eglise ne signifie pas l'humanité, mais elle signifie à l'humanité quelque chose d'essentiel sous le rapport de son unité. Elle n'y o d'oilleurs Jamois renoncé. Mals hier, dans un temps où la diversité de l'humanité était encore masquée, elle s'est donnée une forme trop limitée et trap ambitieuse o lo fois : celle d'un Etat surplombant le monde ou s'enfonçant. Révérence parler, elle s'est perchée trop haut (ou trop bas). Elle o méconnu et durci ó la fais sa particularité, la rendant ainsi Incompréhensible à beaucoup. Car, particulière, elle ne peut pas ne pas l'être, mais à sa manière. Particulière d'une particularité oux bros ouverts. Porticulière pas sans les outres, pas contre eux, pas sur eux, mois ovec eux et, outont que possible, pour

Pourquoi, j'y reviens, parler de la diploma-tie du Saint-Siège ? Le Saint-Siège n'est pas taute l'Eglise et nous ne sommes pas le Saint-Siège. Nous vivons dans natre canton. Immense canton | Ailleurs commence dans natre molson. La fin des fins débute ce motin,

RENOUVELLEMENT DE L'ÉCRITURE PAR UN THÉATRE DE COMBAT -

Kateb Yacine à l'écoute de son peuple ----

TRE un écrivain d'expression française dans un pays de langue, de culture et de traditien arabo-berbère, c'est être obligé d'assumer un destin infirme, un destin euroulé dans la frustration qui fait que l'écrivain, dépossédé par la violence eoleniale de la laugue de son penple, est objectivement orpbelln d'un public et d'une communication. Avec une langue soigneusement occuitée et une réalité refoulée, l'écriture dans la langue de l'Antre est devenue, par la force de l'histolre, plus que l'expressi de cette absence, de ce refoulement : uu défi par-delà la blessure et l'humiliation. Défi inncé par la différence, et qui porte bant la beauté et l'exigence d'un nuivers nié, mémoire future d'une révointion politique et euiturelle, lleu du retour à l'histoire, llen où est prise la parole.

":; ;;

de-

2.120

Tous M. 3

10: me

directa

Ou dit que cet écrivain est déchiré, vaciliant entre l'allènation, la dépossession et le désespoir, Seu espace est dereuu un désert, une grande absence (absent à lui-même et à la réalité de son peuple), une immense solitude où miroltent de temps eu temps quelques séductions (l'Occideut), où grouillent dans le désordre et avec une certaine réténue ses phantasmes. Pendant la guerre. l'écrivain maghrébin falsait de l'écriture une urgeuce, celle d'être présent dans un cembat. La blessure coloniale alimentait l'ensemble de ses écrits. Ses livres étaient destinés en premier au public français. Après l'indépendance, l'orphe linat et la solltude ue pouvaieut plus se justifier. L'écriture devait se poursuivre, mals pas dans les limites que lui imposait la situatien historique et politique. Il s'agissait uon ceulement de conquérir son public légitime, mais aussi d'éviter de s'installer dans le thème du passé. La recouversion fut difficile. Ecrire eu arabe

ne euftit pas, car la langue Uttérale, la langue classique, celle qui est écrite, n'est pas parlée par le penple. Le fait même de l'écriture est objet d'interrogation. En fait la reconversion va prendre les dimensions d'une midace, voire d'une révolution. L'écriture va devenir parole ; le texte écrit va devenir ebant, appel à la danse

appel à la création cellective, appel à une prise neuve eur le réel. C'est le cas de Kateb Yacine, la plus haute

où l'indifférence est impossible, où la vie est détournée vers la mémeire collective, où l'histoire, pas seulement d'un pays, pas seulement d'un peuple, mais de plusieurs continents diffé-rents et semblables, est récitée, réactealisée dens un monvement rapide où le rêve se moque de la chronelogie et de la vraisemblance. La guerre de deux mille ans est celle des peuples maghrèhin, vietnamien et palestinien. Le lan-gage est le même : celui de la résistance et de

Par TAHAR BEN JELLOUN

mémeire de la poésie maghréblue, la voix pui éciate comme un solell dans l'imaginaire teut un peuple. L'auteur de a Nedjma » (1) est en train d'opérer ce bonleversement sans rieu làcher, sans rieu perdre de l'empire des étoiles écrites qui peuplent sen œuvre. Depuis son retour à la terre natale (1970). U g'est mis à l'écoute de son penple. Il n'écrit pas seulement pour » mais aussi et surtent « avec a lui. La forme, c'est la réalité et ueu une quale théerie qui l'a désignée : le théâtre. Pas n'importe quel théâtre, pas le spectacle qui vient se plaquer sur le réel, pas la reproduction de l'apparence quotidienne, pas la mise en reprécentation de la osveholegie individuelle, pas même le rire enrobé de démagogie verbale. C'est plutôt le meuvemeut d'une mémoire en fête o La Guerre de 2 000 ans a (2) est une fresque créée par des travailleurs réunis autour de Kateb Yacine. Ce u'est peut-être pas du e théâtre », comme il l'a dit ; c'est autre chose, un combat

la révolte, puisque l'ennemi, l'agresseur, est l

Les anteurs se sont attaqués à la réalité qu'ils connaisseut le mieux, la leur. Le fauatisme religieux et la démagogie de la bourgeoisie locale (nationale serait un terme impropre) sont dénoncés avec violence et bumour. La caricature est rapide (presque un flash) et efficace. Quel-ques signes, quelques traits vite dessinés, et l'image famillère a'impose. On assiste ainsi, voire on participe, à la chute des masques portés par ceux qui, derrière l'immunité de la religion, eut vendu la terre de Palestine, comme ceux qui ent collaberé avec le celenialisme français au Maghreb. Les slegans ont longtemps vollé et mystifié la réauté arabe, comme la hourgeoiste a maintes fois essayé de « cacher le soleil avec un tamis » pendant que d'autres consentaient des sacrifices, Kateb Yacine et les travailleurs ont vôm! l'histoire mai racontée La fresque, qui débute evec l'Internationale

(en arabe), a pour objectif non ceulement la décolonisation de l'histoire, mais aussi le questiounement et la critique d'un présent annuel ou a pris l'habitude de ne pas toucher. Interroger la réalité actuelle par un théâtre de combat est une manière, comme dit Kateh Yacine, de « créer le débat idéologique sains lagual touts régulutien n'est qu'un example. militaire » (2). Dans le meme ordre de biéocon-jednel tonte réadintieu n'ast d'un exaccice racme ne a ciosa le depare insoloRidne sans pation, ce n'est pas un basard si les trente et une sequences tournent autour d'une voix, la voix des femmes (sawt nissa). On sait qu'aujourd'aui cette vois est rare, lointaine. Il semblo qu'elle n'est plus l'axe de la révelntion. Les volles de l'intolérance et de l'obscurantisme pinnent eur elle. Kateb Yacine lui redeune la parole, et c'est un acte politique. D'attlesse la parole, et c'est un acte politique. D'ailleurs, tout est politique deus cette fresque. Expressiou d'une rupture — rupture nvec l'ectit; rupture avec les formes théatrales de l'Occident, — cette création collective est révolutionnaire car elle à ses racines dans la vérité du peuple. Schematique sciemment, cette fresque a quelque chose de l'opera chinois dans la manifestation étourante des couleurs, des chants inluterrompus, des images et des drapeaux étalés.

in, le poète s'est foudn dans un ciel peuple d'images et de rèves. Sa voix n'est pas faite que de syllabes lisibles, elle l'est aussi de ce pain quotidien et de cette terre natale,

(1) Le Seuil. Paris, 1856.

[2) Créec par l'Antion culturelle des travailleurs d'Alger en Algérie d'abord, où elle a été vas par trente-cinq mille personnes, sur Bouffes du Nord ensuite pour le Festival d'automne, du 16 au 28 septembre 1975.

[3] Le Monde du 11 septembre 1975.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité: veto américain contre l'admission des deux Vietnams...

L'à conseil de sécurité a repris le 26 septembre, à la démande de l'Assemblée générale réunie pour sa trentième session, l'examen des demandes d'admission des deux États vietnamiens. Le Conseil ayant refusé d'inscrire à son ordre du jour une demande d'admission de la Corée du Sud, les États-Unis ont opposé une nouvelle fois, le 30 septembre, leur veto à l'admission des États vietnamiens. Cette fois, les quatorze autres membres du Conseil se sont tous prononcés en faveur de leur entrée à l'ONU.

... prolongation du mandat de la FUNU...

Le 23 octobre, le Conseil de sécurité a décidé, par treize voix sur quinze (l'Irak et la Chine ne participant pas au vote) de prolonger d'un an le mandat de la Force d'urgence des Nations unles dans le Sinal. Le secrétaire général a annoncé une augmentation probable des effectifs de la FUNU pour lui permettre de faire face à ses nouvelles tâches à la suite de l'accord de décacement israélo-ésvotien. cord de dégagement israélo-égyptien.

... admissinn des Comores...

L'admission des Comores aux Nations unles a fait l'objet d'une recommandation adressée le 17 octobre par le Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Quatorze des quinze Etats membres se sont prononcés en faveur de la demande d'admission des Comores, la France ne restriction et par au seté participant pas au vote.

...et problème du Sohora occidentol

Enfin, réuni à la demande de l'Espagne, le Conseil a terminé le 22 octobre son premier examen de l'affaire du Sahara occidental. Approuvant sans scrutin et sans opposition un texte présenté par son président, il a lancé un appel aux « parties concernées et intéressées pour qu'elles fassent preuve de retenue et de modération ». Le secrétaire général des Nations unles a été chargé d' « engager des consultations immédiates nrec les parties concernées et intéressées ».

intéressées ». La mission d'enquête des Nations unies, retour de son voyage au Sahara occidental, s'était prononcée dans son rapport, publié le 14 octobre, en faveur de l'autodétermination selon une proen laveur de l'autodetermination selon une pro-cédure sous les auspices des Nations unies. De son côté, la Cour de justire internationale a rendu son avis le 16 octobre sur la question (voir ci-dessous). M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'est rendu fin octobre suc-cessivement au Maroc, en Mauritanie, en Algérie et en Espagne, conformèment au mandat dont et en Espagne, conformèment au mandat dont l'avait chargé le Conseil de sécurité.

Les trovaux de l'Assemblée géné-

L'Assemblée générale des Nations unles, qui L'Assemblée générale des Nations unles, qui tient actuellement sa trentième session à New-York, a terminé son débat général le 9 octobre. Les travaux se sont poursuivis dans les différentes commissions. Le 10 octobre, l'Assemblée a approuvé unanimement la demande d'admission de la Papouasie-Nouvelle-Guinée: l'ONU compte désormals cent quarante-deux Etats membres. L'Assemblée a aussi procédé aux élections habituelles pour pourvoir les postes vacants au Conseil de sécurité et au Conseil conomique et social. Ont été élus comme économique et social. Ont été élus comme membres non permanents du Conseil de sécu-rité: la Roumanie, le Dahomey, Panama, la Libye et le Pakistan, qui remplaceront la Blélorussie, Costa-Rica, l'Irak, la Mauritanie et le

A LA SUITE DES EXECUTIONS EN ESPAGNE, le Mexique a last parvenir le 23 septembre une nate au Canneil de sécurité lui demandant de se réunir d'argence pour suspendre l'exercice des droits de l'Espegne, Le Canseil ne s'est pas jugé compétent. l'Espegne. Le Conneil me s'est pas jugé compétent.

DROITS DE L'HOMME AU CHILL — Chargé l'an dernier d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chil, un groupe de l'ONU dépendant de la Commission des droits de l'homme a publié le 14 octobre les conclusions de sa mission. Il déconce la « répression poutique systématique » et l'emploi de la torture, en jaisant remarquer que l'étai de siège sert actuellement de a prétexte à toutes sortes de mesures qui dérogeot à l'application cormule des lois et des droits de l'homme ». La mission des Nationa unies n'apalt pu se rendre en Chili, en raison du rejus du gouvernement de communications écrites qui lui avaient été adressées et de déclarations de témolns entendus à Genève, Caraces, Paris et Neu-York.

NAMIBLE — M. David Merero, président de l'Orga-

Caracas, Paris et New-York.

NAMIBIE. — M. David Merero, président de l'Organistico des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO), a évoqué le 16 verobre devant le conseil de la Namibia les méthodes de répression qui s'exercent dans ce pays contre les populations, et en particulier contre les responsebles de l'organisation dépuis le meurire du afantoche » Pilemon Ellphas, qui crait élé placé à la tête du Foyer national ocambo. M. Morero, qui avait quité la Namibia à peine un mois auparavant, a mis en garde contre la lournée entreprise par les trente-trois Namibiens qui acalent participé à une a prétendus conférence constitutionelle sur la Namibia ». Le conseil a alors publié un communiqué pour condamner leurs démarches à l'étranger.

REFIGIRS. — Le comité exécutif du haut commis-

marenes a l'etranger.

REFUGIES. — Le comité exécutif du hout commissertat des Nations unies pour les réjugiés a consacré se vingl-sixième session (tenue d'Genère du 6 au 14 voiobre) à taire la paint des activités dans la domaine de la protection internationale el de l'assirilance matérielle. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour que soient respectés les principes humanitaires réglementant la pro-lection des rélugiés.

Cour internationale de justice

Avis consultotif sur le Sohara occidental

occidental

A Cour internationale de justice a rendu
le 16 octobre l'avis consultatif que l'Assembiée des Nations unles lui avait demandé à
propos du Sahara occidental. La Cour estime
à l'unanimité que le Sahara occidental n'était
pas un territoire saus maître au moment de sa
colonisation par l'Espagne. En ce qui concerne
les liens juridiques de ce territoire avec le
METOC et l'ensemble mauritanien, la Cour
considère par quatorze voix contre deux qu'il
austait au moment de la colonisation par
l'Espagne des liens juridiques d'allégeance
autre le sultan du Maroc et certaines tribus
vivant sur le territoire du Sahara occidental,
et par quinze voix contre une qu'il existat
entre ce territoire et l'ensemble mauritanieu
des liens juridiques, y comoris des droits relatifs
à la terre.

à la terre. Le Cour précise cependant qu'il n'existe « cucun lien de souverameté territoriale entre



le Sahara occidental d'une part, le royaume du Marce ou l'ensemble mauritanien d'autre part », et que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies en matière de générale des Nations units du décolonisation s'applique au territoire, en parti-culier le principe d'autodétermination.

UNESCO

Au conseil exécutif : la participatinn d'Israël aux activités de la région Europe

région Europe

I. E. conseil exècutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réuni à Paris depuis le 15 septembre, a clos sa quatre-vingt-dixhuitième session le 10 octobre après avoir adopté, par vingt-trois voix contre trois et trois abstentions, une résolution prévoyant que la participation des Etats aux activités d'un groupe régional de l'Organisation sera décidée conformément aux vœux des Etats qui composent ces différents groupes. Cette résolution, si elle est adoptée par la conférence générale de l'Organisation en 1976, devrait empêcher les pays arabes de bloquer la participation d'Israël aux activités de la règion Europe, comme cela s'était produit en novembre 1974.

Une grande partie de la session a été consacrée à la situation budgétaire et à l'état de la trésorerie du Monde diplomatique), ainsi qu'à la préparation d'un plan à moyen terme pour 1977-1978 qui devrait marquer « l'adoption d'une orientation nouvelle dans le processus de conception des programmes de l'UNESCO, jondée sur une approche globule des problèmes mondiaux dans les domaines de su compétence ».

F. A. O.

Les banques et le crédit rural

P OUR la première fois, une conférence mondiale sur le crédit aux petits agricul-teurs dans les pays en voie de développement s'est reunie à Rome du 13 au 17 octobre, avec s'est réunie à Rome du 13 au 17 octobre, avec la participation des banques centrales et sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (P.A.O.). Les hanques centrales ont été invitées à prendre des dispositions pour développer cette facilité, notamment en créant des divisions spécialisées dans le crédit agricole pouvant mettre sur pied des programmes pour le développement d'organismes institutionnels de crédit et permettre à ces organismes roraux de satisfaire les besoins de crédit des petits agriculteurs. de crédit des petits agriculteurs.

VIANDE. — La production mondiale de la riande s'est sensiblement améliorée en 1974, mais le commerce de la viande à subi un important fléchissement en volume, surtout pour le bosuf et la veau. L'on s'attend à ce que les taux d'abattage restent élevés pendant tout le reste de 1975, mais les perspectives à court terme pour le commerce sont « décourageantes », surtout pour le bœuf, le veau, le moutan et l'agneou.

Telles ont été, entre autres, les conclusions de la rinquième session du groupe interpouvernemental sur lo viande, qui s'est tenue d Rome du 22 au 26 septembre.

CEREALES. — De son côté, le groupe interpou-rememental sur les céréales, réuni d Rome du 6 au 10 octobre, a concilu que les perspectivos pour les céréales, en 1975-1976, se sont quelque peu amé-liorées per rapport d la caison précédente, en raison d'une production plus importante, surtout en Amé-rique du Nord et en Asie, Mais les perspectives d long terme sont toujours incertaines eur les stocks

Groupe de la Banque mondiale

A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (BIRD ou Banque mondiale) a approuvé le 9 octobre l'octroi de deux prêts d'un montant total de 52 millions de dollars au Kenya et à l'Uruguay : un prêt de 35 millions de dollars aidera le Kenya à financer l'extension et l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de la ville de Mombasa et des récions chtières environnantes et un prêt de

régions côtières environnantes et un prêt de 17 millions de dollars a été accordé à l'Uruguay pour un projet de soutien du programme de développement de l'élevage (production de viande de bœuf et produits laitiers).

EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque mondiale et la Banque nationale de Yougaelavie ont signé le 24 septembre un accord par
lequel cette dernière prête d la BIRD un montant
de 50 militions de dollars pour ses opérations courantes. L'emprunt prend la jorme de bons portant
intérêt à 8.5 % par on payable semestriellement;
les bons seront remboursés en ciuq tronches de
10 militons de dollars chacune de 1978 à 1982.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (104), fitule de la Banque mondiale, a
approuré le 25 septembre un crédit de 5.2 millions
de dollars d'l'Office des ports de Somalie pour
contribuer d'l'extension des installations du pour
de Mogadiscin. Ce crédit est accordé pour cinquant
ans avec un délat de remboursement de dix ans;
il ne ports pas intérêt, mais est assort d'une
commission de 0,75 % par an pour couvrir les frais
administratifs de l'Association.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société jinancière internationale (S.F.I.), cutre jiliale de la Banque mondiale, a accordé le 24 septembre un deuxième prêt d'un montant de 1,6 mbiton de dollars à une usine turque de transformation de l'alumintum, la NASAS, que lo S.F.I. a atdé d'sinsteller en 1970; ce prêt contribuera d'la réglisation d'un projet d'expansion dont le coût est éculué à 3,7 millions de dollars.

— M. J.W. Strobl (Autriche) a été nommé la 17 octobre ou poste de représentont spécial de la

l'Uruguny

Prêts de lo BIRD au Kenya et à

restent faibles et la demands z'est accrue de le part des pays importateurs, surtout de l'U.R.S.S. part des pays importateurs, surtout de l'URSS.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Au
cours d'une réunion qui s'est lenue à Rome du
29 septembre au 3 octobre, l'ingane directeur du
PAM s'est l'isé un objectif de 750 millions de dollars
d'engagements en nourriture, espèces et services
pour aider les pays en développement pendant les
deux années 1977 et 1978. D'autre part, il a approuvé
une aide alimentaire de 165 millions de dollars
destinée d dis-huit projets de développement économique et social dans quinze pays.

Le PAM a annoncé quatre opérations, le mois
dernier, en javeur des pays suivants : Inde et Paleistan (aide alimentaire d'une valeur de 16 millions
de dollars en javeur des victimes d'inondations) :
Turquie (i28 350 dollars sous Jorme d'aide alimentaire pour secourir les victimes d'un récent (remblement de terre); République arabe du Yémen
(393 000 dollars pour des victimes d'inondations).

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Des représentants de trente-neuj pays ont assisté, le 30 septembre d Vienne, d la prantière réunion du groupe intergouvernement a consultatil sur les explosions nuclècires è des l'us pacifiques, créé en juin dernier pay l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). — La conférence générale de l'AIEA a approuvé, le 26 septembre, deux accords de coopération, l'un ares le Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), l'autre arec la Communoulé européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Ces accords prévoient une coopération en matière d'ulilisation pacifique de l'énergie atomique, des consultations sur les questions d'intrêt commun ainsi que des échanges de renseignements et des contacts entre les secrélariats.

• TRAVAIL — Le Bureau international du tra-

TRAVAIL. — Le Bureau international du traval (BIT) a organisé du 13 au 24 octobre d'Genève,
une conférence maritime technique consacrée aux
conditions de travail et de sécurité sur les baleaux
de la marine marchande, notamment sur les
bateaux butient pavillon de complaisance. Un
projet de enivention concernant l'application des
normes minimales d bord des navires marchands
a été élaboré.

a été élaboré.

e SANTE. — Cent vingt délégués venus do quarante-sis pous ont participé, à Genève, au début du
mois d'octobre, à une conjérence organisée par
l'Organisation mondiale de la santé (OMS.) qui
a recommandé l'adoption d'une neuvième révision
de la classification des maladies, ain de permettre
une opproche scientifique plus précise de l'étude
des maladies et de la mort.

— Les participonts à la conjérence de l'OMS.
sur la coordination de l'action sanitaire en Afrique,
qui s'est tenue à Vaoundé les 25 et 26 septembre,
ont souligné la nécessité de mieux coordonner
l'assistance étrongère au niveau national comme
au niveau international, et d'en assurer l'intégration dans les plans nationaux de développement
socio-économique.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organi-

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organi-sation des Nations unles pour le développement Industriel (ONUDI) a organisé à Lagos (Nigéria), du 15 au 18 seplembre, un colloque sur les méthodes de développement de la recherche industrielle et technologique, de la slandardisation et du contrôle de la qualifé dans tous les pays africains en role de dépeloppement.

de développement.

• NAVIGATION MARITIME. — La trenie-troisième session du comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de le navigation maritime (O.M.C.I.), dont les travaux es sont dépoulés à Londres au début du mois d'octobre, a été principalement consacrée au problème de l'antélioration des procédutes de contrôle visant à éliminer l'exploitation des navires qui ne répondent pas aux normes (ixées par les traités internationaux.

internationaux.

• UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — La République démocratique populaire de Corée est devenue, le 24 septembre, le cent
quaronte-einquième membre de l'Union internationoie des télécommunications 1U.I.T.).

— TELECOM 75, deuxième exposition mondiale
des télécommunications organisée par l'U.I.T.,
s'est tenue d Genève du 2 au 7 octobre. Plus d'un
millier de spécialistes venus du monde entuer onl
participé au forum mondial des télécommunications
qui était organisé au cours de cette exposition.

S.F.J. en Europe, en remplacement de M. Rolf Th. Lundberg.

été attribué le 2 octobre à cs pays pour le financement d'un projet de développement de l'industrie du jute. Enfin, un prêt de 20 millions de dollars (sur quinze ans et à 9.5 % par an) a aussi été accordé le 9 octobre à Hongkong pour l'achat de maté-riel et d'équipement destinés au projet d'usine de traitement des eaux usagées à Shatin.

Banque européenne d'investissement

Cinq prêts

L A Banque européenne d'investissement (BEL) à annoncé cinq opérations de financement eu faveur des pays et organismes sui-

cement eu faveur des pays et organismes suivants:

— 17.5 millions de livres (30 millions d'unités de compte), pour douze ans au taux de 9 1/2 % l'an, le 25 septembre, pour le développement des services téléphoniques en Triande;

— 17.5 millions de livres (30 millions d'unités de compte), le 30 septembre, au ministère britannique des postes pour la modernisation et l'extension du réseau des télécommunications du pays de Galles et de certaines zones limitrophes (pour dix ans au taux de 9 1/2 % l'an);

— Un prêt à l'Etat danois équivalant à 20 millions de couronnes danoises (2,3 millions d'unités de compte, pour une durée de dix ans, au taux de 9 1/2 % l'an), le 14 octobre, pour contribuer au financement d'initiatives industrelles de petite et moyenne dimension dans les régions moins développées du pays; les fonds seront mis à la disposition du conseil de développement régional qui sélectionnera les projets à financer, en accord avec la B.E.I.;

— Deux nouveaux préts à la Grèce, d'un montant total de 31,4 millions de dollars (27,2 millions d'unités de compte), le 15 octobre, dont 30 millions de dollars pour financer des travaux d'irrigation et de protection contre les crues dans la plaine de Serres, en Macédoine orientale

30 millions de dollars pour financer des travaux d'irrigation et de protectiou contre les crues dans la plaine de Serres, en Macédoine orientale (pour dix-sept ans au taux de 9 1/2 % l'an, mais une bonification d'intèrêt de 3 % octroyée par les six pays membres fondateurs de la C.E.E. ramène le taux d'intérêt net à 6 1/2 %). Le reste, soit 1.4 million de dollars, est destiné au financement d'une usine textile près de Salonique (pour une durée de neuf ans et demi au taux de 9 1/2 % l'an);

— Enfin des prèts d'une contre-valeur totale de 102 milliards de lires (128,6 millions d'unités de compte) accordés le 21 octobre pour des projets à réaliser dans le midi de l'Italie : assainissement du golfe de Naples, desserte en eau des Pouilles et de la Basilicate, industries chimique et sidérurgique.

RECENTE PUBLICATION

• L'activité de la Banque européenne d'inves-tissement en Turquie (1965-1974), 50 pages.

Banque interaméricaine de développement

Ostroi de huit prêts

A Banque interaméricaine de développement

A Banque interamericaine de développement a annoncé une série de prêts au cours des dernières semaines :

— 64 millions de dollars le 25 septembre, pour financer la construction d'une usine hydro-électrique sur la rivière Iguazu dans le sud du Brésil (pour vingt ans et à un taux d'intérêt de 8 % l'an);

— 35 millions de dollars le 2 octobre, qui aideront le Mexique à organiser une campagne nationale de marouage du bétail (pour vingt ans

ront le Mexique à organiser une campagne nationale de marquage du bétail (pour vingt ans à un taux d'intérêt de 6 %);

— 70 millions de dollars le 9 octobre, qui contribueront au développement de la capacité de production d'une usine d'acter de la province de Santa-Fé en Argentine (pour quinze ans à un taux d'intérêt de 8 % l'an);

— 9,7 millions de dollars le 9 octobre, pour la construction d'un système d'écoulement des eaux à Bridgetown à la Barbade (pour une durée de trente-cing ans à un taux d'intérêt

durée de trente-cinq ans à un taux d'intérêt de 2 % l'an ;

— 8,6 millions de dollars pour le développement de l'enseignement technique au Guatemala (pour quarante ans à un taux d'intérêt de 1 % l'an) ;

- 9 millions de dollars accordés le 9 octobre sur les ressources du fonds pour le progrès soclal, pour financer des programmes mis en œuvre par les fédérations nationales des organismes de crèdit de dix pays d'Amérique latine membres de la Banque (accordés pour trente ans sans intérét!

sans interet);

- 25 millions de dollars le 16 octobre pour aider Haiti à financer la construction de la section Aquin-Les Cayes de l'autoroute du Sud et d'un pont sur la rivière Momance (pour quarante ans à un taux d'intérêt de 1 % l'an); quarante ans à un taux d'interet de 1 % l'an);

— 14 millions de dollars le 16 octobre, destinés
au développement et à l'amélioration des services de santé au Honduras, en particulier dans
les zones rurales (dout 11.5 millions de dollars
accordés pour quarante ans à un taux d'intérêt
de 2 % l'an, et le reste pour treute ans au même
taux d'intérêt.

• FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. — Le Fonds monéture international (F.M.I.) a annonce que trous pays membres ont effectué le 29 septembre des achats au titre du « mécanisme pétroller » 1975 pour un montant intal équipalant d 108,67 mullons de droits de Itrace spécieux (D.T.S.); la République centrafricaine (1,69 multons de D.T.S.); les Philippines 196,87 millions de D.T.S.) te 15 octobre, trois autres pays ont fait la même opération, pour un montant équivalant à 1951 millions de droits de 11rage spériul x 310000 D.T.S. pour Granda, 24,83 millions de D.T.S.) pour Granda de 11rage spériul x 3 10000 D.T.S. pour Granda de 11rage spériul de D.T.S. pour le Kenya et 14,37 millions pour l'Uruquay.

— Le F.M.I. e approuvé la 29 septembre un accord de crédut « sland-by » qui autorise Grenada d'effectuer des achats de devises pour un montant équivalant à 500 000 droit de tirage spéciaix (D.T.S.) eu cours des douse prochains mois, Le 3 octobre, un accord du même genre a été conclu avec la Roumanie pour un montant équivalant à 95 millions de O.T.S. pour les deuxe prochains mois.

— La Pappuasse-Naurelle-Guiné est devenue le 9 octobre membre du F.M.J. et de la Bonque internationale pour la reconstruction et le développement.

OROUPE CONSULTATIP POUR LES PHILIP-PINES. — La cinquième réunion du groupe consul-talif pour les Philippines s'est déroulée d Paris les 1st et 2 octabre sous la présidence de la BIRD pour examiner la situation économique des Philippines en 1874-1975 et les perspectives pour 1976. RECENTE PUBLICATION o Développement rural, politique secturielle : 103 pages, Banque mondiale, 1975.

Banque asiatique

de développement

Quatre prêts

VINION NEW TENNING

LA Banque asiatique de développement a accordé le 18 septembre au Sri-Lanka un prêt de 30 millions de dollars (sur quarante ans et à un taux d'intérêt de 1 % par an) destiné à financer en partie la construction d'une usine d'engrais à Sapugaskanda.

d'engrais a sapugassanua.

Au débnt d'octobre, elle a aussi annoucé l'octroi au Népai d'un prèt de 10 millions de dollars (sur quarante ans et à 1% par an) pour l'amélioration des services de l'aéroport international de Tribhuvan près de Katmandou; un prêt complémentaire de 530 000 dollars (sur quarante ans et à 1% par an) a d'antre part

VIENT DE PARAITRE :

LES MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS DE PROVENCE ENTRE 1596 ET 1716

par Renà PILLOHGET Agrégé de l'Université - Docteur ès Lettres De nouvelles pages d'Histoire de Provence et d'Histoire de France. (Il y a une personnalité provençale, mais qu'elle est-elle?)

La Fronde.
 Les grands soulévements 1657-1659.
 Ins théorie des mouvements insurrectionnels.
Un volume de 1290 pages

EDITIONS A. PEDONE, 13, rus Soufflat, 75005 PARIS. Tél.: 033-05-97.

TOT TOMBA

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Renégociation de l'accord sur le

ES modalités de renouvellement de l'accord international sur le cacao qui, conciu sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), viendra à expiration le 30 septembre 1976, ont été définies au cours d'une conférence qui s'est déroulée à Genève du 22 septembre au 16 oc-tobre.

Le nouvel accord, qui s'appliquera à partir du 1° octobre 1976, fixe les prix minimum et maximum de la livre de cacao respectivement à 39 et 55 cents américains (au lieu de 32 et 38,5 cents pour l'accord actuellement en vigueur) et fixe entre 47 et 53 cents la zone dans laquelle les prix varieront sans intervention en fonction de l'offre et de la demande. Les Etats-Unis, premier importateur mondial de cacao, resteront vraisembliblement cette année encore en dehors de ce nouvel accord.

COMMERCE ENTRE PAYS EN VOIE DE HEVE-LOPPEMENT ET PAYS HEUROPE DE L'EST. — Organisé par la CNUCED, le premuer groupe d'étude international pour l'intensification du commerce entre les pays en voie da développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est s'est réuni du 6 nu 18 octobre à Varsovie.

PREPARATION DE LA QUATRIEME SESSION DE PREPARATION ILE LA QUATRILLA ESSISSION DE LA CNUCED, — Ayant pris commussonce des résul-tats de la seplième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, le Consel du commerce et du développement a adopté, au début du mois d'octobre, l'ordre du four provisoire de la quatrième session de la CNUCED qui se tiendra à Nairabi en mai 1976.

Système économique latino-américain

Signature du traité instituant la nouvelle organisation régionale

VINGT-TROIS pays d'Amérique latine et des Caralbes ont signé le 18 octobre à Panama le traité instituant le Système économique latino-américain (SELA), dont la création avait été décidée à Panama le 2 octobre dernier. Les Etats-Unis ne font pas partie de la nouvelle organisation, qui a pour vocation essentielle de faciliter la coopération économique régionale et coordonner les mécanismes d'intégration existant. En revanche Cuba est l'un des membres foodateurs. Le siège du SELA sera établi à

La Barbade et Grenada, qui oot participé à la cérémonie de signature, p'ont pas, pour des raisons juridiques, paraphé le traité, mais elles envisageaient de le faire dans les trente jours.

• GATT. — M. Frederick Dent, représentant spécial cu sein de l'accord général sur les tarifs douniers et le commerce (GATT) s'est entendu arec la Commission du Marché commun sur une procédure qui permettrait de débloquer la partie agricole des négociations.

Ce « pré-accord » doit encore être sommis aux cuires partenaires du GATT. Cependant, comme le différend Opposais principalement les Etats-Unis et la C.E.E. isur la manière de concilier les travaux du groupe agricole avec ceux des autres

raur du groupe agricole avec ceux des autres groupest, on espère que les négociations de Genève ront pouroir aller de l'avant.

O.C.D.E. — Le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. a réuni d'Copenhague du 8 au 10 octobre un groupe d'experts chargé d'étudier les aspects pratiques, opérationnels et institutionnels de l'unalysé des projets de développement, dans l'optique de l'évolution des relations entre partanaires en matière de coopération en javeur du étaclonguement.

1

P

reit ĊŢ

2 6:

M. A

3023 men: 25:3

directs faiseir

déreloppement.

Seinn le rapport annuel du comité du tourisme - Seinn le rapport annuel du comité du tourisme de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) publié d la fin du mois de septembre, le tourisme international et national connaitra vraisemblablement pour l'année 1975 une amélioration par rapport d'innée précédente, compte tenu des données disponibles pour le premier semestre et des estimations concernant l'épaluiton de la situation économique au cours du second semestre.

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. - Le Consell international de l'étain indique que les slocks régulateurs totalisaiens au 30 juin 1975 11 830 tonnes de mélal, contre 2893 tonnes au

e COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST. —
Le président tanzanien, M. Julius Nyerere, et le
maréchal Amin Dada, président de l'Ouganda, ont
approuvé au mois d'octubre la composition d'une
commission chargée d'étudier la révision du trailé
du 6 juin 1967 créant la Communauté de l'Afrique
de l'Est entre la Tanzania l'Ouganda et le Kenya.
La commission sera conduite par M. William Demas,

CE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès



On Palais des congrès ponvant 20 000 nersonaes :

ou personaes;

Vingt salies de capacités diverses;

Traduction simultanée;

Trois ceuts bôtels totalisant plus de dix mille chambres;

Prinnombrables possibilités d'excursions et de

 Junomorables possibilités d'excursions et de distractions.

An centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons lerroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales. EN TOUTES SAISONS

NICE FST LA VILLE IDEALE DES CONGRES OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE: Hôtel-des-Postes — Téi: 25-25-22/28. Tèlex: Actuell Nice: 460-42.

président de la Banque de développement des Caraîbes. La révision du traité avait été décidé ou mois d'août dernier par le conseil des ministres de la Communauté.

• GROUPE ANDIN. — Une délégation de la C.E.E., présidés par M. Christopher Soames, s'est entrete-nue avec les responsables du Groupe andin le 23 septembre à Lima. Les discussions ont porté notamment sur les investissements étrangers, l'aide financière et les échanges commerciaux.

• COMMUNAUTE DES CARAIBRS. - Les représentonts des pays membres de la Communauté des Caraībes se sont réunis à Saint-Johu's (Antigua), Caraibes se sont réunis à Saint-Johu's (Antiqua), les 3 et 4 octobre, pour mettre au point les accords spécifiques aux lermes desquels les pays producteurs de sucre de la région deuront assurer en priorité, et à des pris raisonnables, l'approvisionnement de leurs partenaires non producteurs. Ces accords, dont l'application devrait intervenir d la fin de l'année, sont considérés comme un test de la solidarité entre les Etats membres.

— La révision du protocole sur les marchés agri-coles a fait l'objet de la réunion d'un groupe de travail les 17 et 18 septembre dernier à Georgetoun-Ses propositions doivent être soumises au conseil des ministres avant la fin de l'année.

Marché commun

Nouveau report du débat sur le vin

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont à peine effleuré, le 14 octobre à Luxembourg, le dossier de la réorganisation du marché européen do vin qui figurait pour la septième fois depuis avril à leur ordre du jour, La discussion a tourné court dès que le président italien, M. Giovanni Marcora, a demandé qu'au marchele le le Peance d'agrees à surveinne de la leur de le président italien.

préalable la France s'engage à supprimer à brève échéance la taxe qu'elle applique depuis le 12 septembre sur les importations de vin italien à bas prix.

Le ministre français, M. Christian Bonnet, a souligné que l'objet de la discussion n'était pas la La réforme du règlement européen du marche du vin devrait permettre d'équilibrer durablement la production et la consommation pour éviter le retour des débordements que le marché a connus ces deux dernières années.

Les ministres de l'agriculture ont décidé d'autre part d'autementer les prix des produits.

Les ministres de l'agriculture ont décidé d'autre part d'augmenter les prix des produits agricoles en Grande-Bretagne et en Triande pour tenir compte de la dépréciation de la livre sterling. Ils ont également décide que la C.E.E. pourrait subveationner la vente de 80 000 tonnes de poudre de lait qui sera transformée en aliments pour animaux.

Réunis le 22 septembre à Bruxelles, les ministres des finances des pays membres du « serpeot » monétaire (Allemagne, France, Pays-Bas, Luxembourg et Danemark) ont exprime leur accord de principe quant à l'association éventuelle du france suites à ce système.

de flottement concerté. Mais cet accord est assorti d'une réserve. Le communiqué publié à l'issue de la réunion précise en effet : « Il est

apparu que certains problèmes techniques doivent être approjondis. Les gouverneurs des

banques centrales feront rapport à la prochaine réunion des ministres du « serpent » sur les

« Aucune decision n'a ete prise, a declare le ministre français des finances à l'issue de la réunion. Nous sommes tombés d'accord, en principe, pour que l'association du franc suisse renforce le système du « serpent ». Il reste des problèmes techniques à régler et la France veillera à ce que l'on ne se limite pas à résoudre des problèmes monétaires. Le franc suisse est une monnaie qui a certains éléments spéculatits.

Après quinze heures de discussions, les ministres des Neuf, réunis le 23 septembre à Bruxelles, sont parvenus à réduire de 0,40 franc français par habitant le « prix » du Marché

commun, dont les dépenses représentent environ 169 francs par an pour chacun des 260 millions d'habitants de la C.E.E.

Les Neuf ont raboté point per point le projet de budget de la C.E.E. pour 1976 proposé par la Commission de Bruxelles. Celui-ci atteignait

la Commission de Bruxelles. Celui-ci atteignait un total d'environ 44,3 milliards de francs français (soit 6 658 millions d'unités de compte y compris les dépenses de fonctionnement de toutes les institutions communautaires).

L'Allemagne fédérale avait engage la discussion en déclarant qu'elle entendait obtenir une réduction équivalant à au moins 11 % de cette dépense. Elle souhaitait aussi un débat politique général sur le volume des charges financières de la C.E.E. En fait, ce débat n'a pas eu lieu.

La Grande-Bretagne et le dialogue

A quelques jours de la reprise de dialogue Nord-Sud à Paris, la Grande-Bretagne a lancé une véritable bombe en annonçant, le 6 octobre, à Luxembourg, qu'elle ne voulait pas être représentée par la C.E.E. à la conférence sur la coopération internationale qui doit se tenir

la coopération internationale qui doit se tenir au mois de décembre à Paris.

Le ministre britannique des affaires étrangères, M. James Callaghan, a précisé à ses huit collègues que Londres n'avait jamais pensé laisser défendre ses intérêts par une délégation communautaire, quel que soit le mandat de négociation mis au point par les Neuf sur cette question.

cette question.

Les réactions des huit autres pays ont été brutales. L'Allemagne fédérale, en particulier, a réagi le plus vivement. Le réprésentant de la R.F.A. n'a pas hésité à qualifier de « catastrophe » pour la Communauté européenne une participation en ordre dispersé à une conférence chargée d'établir un pouvel ordre économique mondial. Si l'Europe p'arrius pas à so

mique mondial. Si l'Europe D'arrive pas à se mettre d'accord sur les problèmes primordiaux

de l'energie et des matières premieres, a estimé l'Allemagne fédérale, cela peut signifier à terme

un éclatement du Marché commun et réduire à néant toute tentative d'une politique énergé-

pas eu lieu.

cette question.

Nord-Sud

Le budget de la CEE.

Aucune décision n'a été prise, a déclaré le

problèmes monétaires en suspens, p

monétaire

eventu

Accord de principe sur l'associa-

tion du franc suisse au « serpent»

COMMUNICATION EUROPEANNA

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les ministres de l'économis des cinq pays du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont tenu leur quincième session ordinaire les 19 et 20 septembre à Gruatemala. Ils ont approuvé, en particulier, un accord sur la procédure de conclistion à suivre pour résoudre les conflits entre entreprises nés du jonctionnement de la zone de libre-échange. Une partie des trusquez a été consacrés à l'examen da projet de révision de la politique douanière des cinq pays.

projet de révision de la politique douanière des cinq pags.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIERE-COMMERCE. — Le protocole institutionnalisant le conseil des ministres des affaires étrangères des onze pags membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) est entré en riqueur le 27 septembre. L'ALÂLC est ainsi dotés d'une instance politique eu plus haut niveau où seront recherchées désormais les solutions aux problèmes de l'intégration régionale. Organe suprème, le conseil des ministres foutra des attributions qui, de ce titre, étalent du domaine de la conférence des parties contractantes. Celle-ci continuera cependant à être le cadre des décisions collectives dans les négociations du programme de libération des échanges. Quant au comité exécutif permanent, ses attributions, dont la principale est de veiller d'application des dispositions du traité de Montevideo, restent inchangées.

— Les chefs des services des impôts des pays membres de l'ALALC ond tenu leur sixième session à Montevideo du 8 au 12 octobre. Leurs travaux oni porté sur les problèmes posés par la refonte fiscale entreprise par les onze partenaires dans le codre du traité de Montevideo, notumment l'application de la taxe d la valeur apoutée (T.V.A.) et la suppression de la double imposition. D'autre port, des recommandations oni été approuvées concernant l'impôt sur les sociétés, l'harmonisation des législations l'iscales nationales, l'adoption d'un code des impôts et la création de services de statistiques nuprès des administrations.

Un échange de vues « très franc » et appro-fondi sur cette question a eu lieu lors de la réunion de concertation politique informelle des neuf ministres des affaires étrangères à Lucques les 18 et 19 octobre, a-t-on indiqué de source italienne à l'issue de la rencontre. Toutefois, ces entretiens n'ont abouti à aucune conclusion, ce qui signifie que M. James callaghan, tout en exposant la position de son gouvernement, est demeuré ferme quant à son intention de négocier individuellement lors de la conférence Nord-Sud.

Le conseil des ministres de la C.E.E. a

Le conseil des ministres de la C.R.E. a décidé le 6 octobre de consentir au Portugal une aide d'urgence de 150 millions d'unités de compte par l'intermédiaire de prêts de la Banque européenne d'investissement. Cette aide, étalée sur deux ans, sera consentie au taux normal de prêt de la B.R.I. est de 9,2 %. La différence de 6,2 % est constituée par une bonification d'intérêt payée par les Etats membres.

L'aide au Portugal

ment de 16 à 15 % Bu Japon. Paradoxe, ils ont même angmenté de 5 à 10 % en un an aux Etats-Unis! Selon Bruxelles, la très forte pression des fournisseurs étrangers (notamment japonais et espagnols) est la cause principale de l'effondrement des prix en Europe, qui menace gravement les entreprises. Car cette chute des tarifs aggrave la baisse des recettes due déjà à la diminution des ventes. Bien que des économies sévères solent faibles (les acièries et les laminoirs ont un rythme de production inférieur de 30 à 40 % à leur capacité), on pense maintenant que l'enrythme de production inférieur de 30 à 40 % à leur capacite), on pense maintenant que l'endettement record des acièries des Neuf laissers des traces sur leur trésorare pendant deux ou trois ans. Les sidérurgistes allemands sont obligés de faire face à une pénétration de leur marché national par des étrangers jamais vue dans leur histoire: 28 % du total. Quant aux Français, ils demandent une aide massive aux pouvoirs publics, faute de quoi ils procéderaient à des licenciements. Le mécontentement des sidérurgistes des Neuf devant l'attentisme de la Commission européenne est tel désormais qu'ils ont menacé de ne plus payer l' « impôt européen » qu'est le prélèvement opéré par la Commission de Bruxelles (0.29 % du chiffre d'affaires des charbonnages et de la sidérurgie).

Appui de Washington?

Quelles sont les chances de la dernière initiative de l'exécutif européen ? Il semble que les sidérurgistes américains, fort inquiets de la crise, alent évolué ces derniers mois et acceptent maintenant une certaine concertation mondiale maintenant une certaine concertation mondiale

naguère repousée — en matière d'investissements notamment. Washington aurait donc
leur accord pour accepter la demande de
concertation de Bruzelles. Mais les Japonais, les
Espagnols?... La Commission européenne, qui
se méfie, veut pouvoir vérifier que les promesses
d'autodiscipline qu'elle entend obtenir des
partenaires seront tenues. Elle proposera à cet
effet la mise en place d'un système de surveillance statistique des échanges, destine à fariliter la détection d'évolutions qui seraient de
nature à comprometire le redressement de la
situation. La Commission se réservera, bien
entendu, la possibilité de déclencher des procèdures anti-dumping contre les fournisseurs
extérieurs, dans le cas où les prix pratiqués
les justifieraient.
Sur le plan communautaire, la Commission,
qui continue à refuser les contingentements

sur le plan communautaire, la Commission, qui continue à refuser les contingentements de production qu'impliquerait la proclamation de l'« état de crise manifeste», déclare réfléchir à l'opportunité de fixer des prix minimaux pour la production des Neuf, formule autorisée par l'article 61 du traité. Mais, affirment les services bruxellois, l'application de tels prix minimaux n'irait pas sans inconvénients sérieux puisque rien n'autorise l'application de ces prix minimaux aux seders importés. De sérieux puisque rien n'autorise l'application de ces prix minimaux aux aciers importés. De plus, les exportations communautaires d'acier—sept fois supérieures aux importations—seraient gênées, dit-on à Bruxelles, puisque pour ne pas se voir reprocher de dumping, les pour ne pas se voir reprocher de dumping, les prix minimaux dans leurs contrats avec les clients des pays tiers, ce qui réduirait leur marge de manceuvre sur les marchés extèrieurs. PAS DE QUERELLE EUROPE-ETATS-UNIS SUE LE NUAFING. — Comme le souhaitait la Commission de Bruxelles, la Trésor américain a rejeté la plainte d'U.S. Steel concernent un dumping qu'auvaient pratiqué les firmes sidérurgiques européennes grâca au remboursement de T.V.A. pour les libraisons d'agler d'Pétranger. Washington a confirmé, en effet, que cette pratique de restitution fiscale était conforme aux réples du GATT. LES EXPORTATIONS D'ACIER DES NEUF VERS LES ETATS-UNIS ont augmenté de 72 % en 1974, pour atteinure 1548 000 tonnes; les Etats-Unis devienment ainsi le premier client extériour de la sidérurgie européenne, précédant de peu les pays communistes (4 300 000 tonnes).

LA CECA A LANCE UN EMPRUNT DE 80 MILLIONS DE PRANCS SUISSES d'une durée de quinze ans, d'7.75 %. C'était la tinquième émission de ce type en Suisse. Elle a porté le total dez emprunts contractés par la CECA à 2.36 milliards d'unités de comple européennes.

d'unités de comple européennes.

BILAN DES AIDES A LA READAFTATION PROFESSIONNELLE. — En quatorza aus, la CECA a accordé pour 227,7 millions d'unités de compte d'aides d la réadaptation, essentiellement aux mineurs de charbon (204,4 millions), le reste allant aux sidérargistes (13,5) et aux mineurs de fer (4,7). Par pays, c'est l'Allemagne qui en a été le principal bénéficiairs (35,2 millions), suivie de la France (55,2), des Pays-Bas (31,4) et de la Belgique (20,2).

Parlement européen

L'informatique. l'énergie et la situation sociale

L'INFORMATIQUE et les actions prioritaires à entreprendre dans ce secteur dans les neuf pays du Marché commun ont fait l'objet le 23 septembre d'un long débat devant le Parle-

membres. Outre l'aide financière d'urgence des Neuf, le Portugal recevra encore des aides blatérales des pays du Marché commun qu'on peut chiffrer aux alentours de 50 millions de dollars. Le conseil des ministres a décidé d'autre part de suspendre les négociations entre la C.E.E.,

ADE AUX REGIONS. — La Commission du Marché commun a annoncé, le 13 octobre, sa décicion d'accorder aux gouvernements des Neul une cide financiere de 160 millions d'unités de compte, portent sur six cent cinquante-cinq projets d'investissements à réaliser dans les régions défavorisées de la Communauté.

L'Italis est la plus grande bénéficiaire de cette première tranche d'intervention du Fonds régional avec 86,3 millions d'u.c. Viennent ensuite la France (apec 21,9), le Royaume-Uni (apec 21,2), l'Irlande

(apec 21,9), le Royaume-Uni (apec 21,2), l'Irlande (apec 14,2), l'Allemagne (apec 6,2), les Pays-Bas (apec 5,5), le Danemark (apec 3,8) et le Luzem-bourg apec 0,7 million d'u.c. La Belgique ne figura pas dans cette première liste. AIDE AU DEVELOPPEMENT.

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Les réserves soulevées par la France et l'Allemagne n'ont pas soulevées par la France et l'Allemagne n'ont pas soulevées aux ministres des Neuf, responsables de la coopération au développement, réunis à Luxembourg la 13 octobre, de s'engager sur la participation de la C.E.E. au Fonds international de développement agricole.

Ce fonds est destiné d aider les pays sous-développés d combattre la famine. Selon la F.A.O., une aide de 5 milliards de dollars par an permettrait à ces pays de se passer de toute aide alimentaire extérieure d'ici dix aus.

extérieure d'ici dix ans.

TRANSPORTS. — Les ministres des transports ont décidé, le 15 octobre à Luxembourg, que les pays de la C.E.E., qui se rallieraient dorénavant d'i'heure d'été (Grande-Bretagne, Irlande, Kalie et France) s'efforceraient de changer leurs pendules le même jour et à la même heure.

Les ministres ont eu, au outre, six heures de discussion sur la base d'un projet de « marché commun des transports » qui leur avait été soumis en octobre 1973 par la Commission européenne. INDUSTRIE AERONAUTIQUE. — La Commission européenue de Bruxelles a adopté, le mois dernier, un ambitieux programme d'action pour relancer l'industrie aéronautique européenne, comprenant la miss sous tutelle, par la C.B.E., de ce secteur industriel et la création d'une agencs commune d'équipement aéronautiques militaires.

CECA

Bruxelles appelle PO.C.D.E. an secours de l'acier européen

A bataille défensive que mène depuis juin la Commission européanne pour ne pas appliquer les dispositions du traité de Paris régissant la CECA en cas de crise économique grave n'a pas pris fin. Mais après les plans de rèduction voluntaire de la production proposés par Bruxelles en juin puis en septembre, la Commission suropéanne a été conduite en octobre à jouer ce qu'on peut appeler sa dernière carte avent l'application stricte des articles 58 à 61 du traité. Elle a, en effet, fait appel à l'O.C.D.E. pour essayer de trouver une solution mondiale concertée, qui, grâce à l'appui des Etats-Unis, du Japon et de l'Espagne, éviterait le pire aux sidérurgistes des Neuf... et la dispenserait du même comp d'appliquer les clauses dirigistes prévues pour l' « état de crise manifeste ».

La demande de la Commission européenne s'appute sur le « Trade Pledge », engagement soiennel pris par les pays de l'OCDE, en 1974 (et renouvelé en 1975) de se concerter afin d'écarter les risques de guerre commerciale et de recours à des mesures protectionnistes. Ce que Bruxelles demande à ses partenaires commerciaux, c'est d'imposer à leurs entreprises sidérurgiques une moindre agressivité commerciale, en matière de prix notamment.

Les experts européens ont en effet constaté que si la production a baissé sensiblement autant aux États-Unis et dans la CECA (— 16 % pour les huit premiers mois de l'armée par rapport à la même période de 1974, et — 25 % pour le trimestre allant de mai à juillet), les prix, eux, n'ont pas du tout suivi la même La demande de la Commission européenne

prix, eux, n'ont pas du tout suivi la même évolution ; ils ont fléchi de 35 à 45 % par rapport à l'an passé dans la CECA, mais seule-

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

l'énergie souriente d'une joune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son grenit



(Ph ATZINGER.)

LE PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et le changen : con hombreux édifices civils et religien; LES TRESCES DE SES MUSERS; DE MAGNIFIQUES EXCUESIONS À TRAVERS LA PROVENCE;

. SON FOLKLORE Idanses et visilles traditions).

UN PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 sout) Theatre, choregraphie, cinéma, mu-

elque; • DES SALLES DE REUNION; • CES SERVICES - RÉGULIERS DE TRAINS OES SERVICES - REGULIERS DE TRAINS : autos-couchettes » alies et retour au départ de PARIS STAPLES |Le Touquet), BOU-LOGNE LIEGE BRUXELLES AMSTERDAM, DUSSELDORF, BAMBOURG, KARLSRUHE; BON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS; DES SATISFACTIONS GASTRONDMIQUES et par de grande ortes (Châteauperf-de-

des vins de grands crus (Châteanneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.); LS PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son i mun a n a e parking.
Visites AVIGNON « La Sonnense de jule I... »

Benseionements . Maison du Tourisme,

مكدام ريومل

P--

ment européen. Dans une résolution, le Par-lement demande « des moyens étendus et une ferme détermination » si l'objectif d'une inforferme détermination » si l'objectif d'une informatique de souche européenne « viable et concurrentielle » d'ici à 1980 veut être atteint. A défaut,
s estimé le Parlement, cet objectif ne sera
jamais plus « qu'uns bonne intention dépourvue
de toute valeur ».

Les problèmes de la politique énergétique
commune ont été évoqués ensuite lors du débat
sur les propositions de la Commission de
Bruxelles dans ce domaine.

Le Parlement c'est proposé dans une vice

Le Parlement s'est prononcé dans une résolution pour la stabilisation des besoins énergétiques de la Communauté an niveau actuel de la consommation de pétrole brut, et pour la couverture des besoins futurs par d'autres sources d'énergie, a y compris l'énergie nucléaire indispensable.

Batin une résolution a émis des critiques assez sévères à l'égard des mesures prises l'année dernière par la Commission de Bruxelles en matière sociale, les jugeant « inadaptées à la gravité de la situation ».

gravité de la situation ».

Le Parlement a aussi adopté le programme d'action de la Commission européenne en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles. C'est la première fois dans l'histoire de la Communanté, ont révélé les parlementaires, que l'on s'efforce de définir un ensemble de mesures visant à éliminer les nombreuses discriminations d'ordre juridique est social dont sont victimes les fravailleurs wierents.

Examen du budget 1976

Après avoir débattu de la crise économique, le Parlement européen a examiné le 15 octobre, en première discussion, le budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1976, évalué à 7 milliards 456 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,20 dollar), sans préjuger un recours éventuel à des budgets supplémentaires.

Le montant global proposé est en augmentation de 15% par rapport au budget de 1975, et se caractérise à nouveau par l'importance accordée au éhapitre agricole, qui atteint à lui seul près de 64 % du total des crédita.

Le budget sera débattu définitivement an mois de novembre.

En outre, le Parlement européen a considéré que la décision de la Grande-Bretagne de se faire représenter individuellement à la conférence de Paris entre les pays industrialisés, les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement constitue « une menace pour l'avenir d'une politique communautaire de l'énergie ». Au cours du débat, Sir Christopher Soames (Royaumé-Uni), vice-président de la Commission des Communautés, a insisté sur l'importance de la conférence Nord-Sud et sur la nécessité d'une expression unanime des Neuf, même si les intérêts à défendre n'étaient pas identiques.

identiques.

Enfin, le Parlement suropéen a adopté deux résolutions portant sur l'application, pour 1976, des préférences tarifaires et sur les mesures de sauvegarde prévues par la convention de Lomé.

e ASSOCIATION EUROPERINE DE LIERE-ECHANGE — Les parlementaires des sept pays de l'Association européenne de tibre-dehange (ASLE.), réunis à Genère pour leur session annuelle les 13 et 14 octobre, ont lancé un oppel à leurs gouverne-ments et au conseil de l'Association pour qu'ils accordent uns eide économique rapide su Partugal. Face à l'agramation des problèmes de balance de poiements de la zone, ils ont exprimé leur trautétude devant les risques accrus de protectionnisme et réafrimé leur attachement au libre-dehange. Ils ont épalement souhaité l'établissement d'échanges avec le bassin médiciranéen et les pays de l'Europe de l'Est, et décidé d'établis un comid chargé d'exa-miner la rôle futur des parlementaires dans les activités de l'ASLE.

— La situation économique mondiale, et en parti-ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIERE

activités de l'A.S.L.E.

— La situation économique mondiale, et en parti-culter de le zone de l'A.S.L.Z., a été au centre des délibérations du comité consultatif de l'association qui g'est réuns d Reykjanik les 29 et 30 septembra.

OTAN

Hostilité devont le projet de réduction des forces navales néerlan-

T E comité des plans de défense du conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a vivement critique, dans un communiqué publié le 28 septembre, la décision des autorités néerlandaises de réduire leurs forces navales, et notamment de désarmer le croiseur lance-missiles De Zeren Provincien en octobre 1975 (soit deux ans plus tôt que prévu) et de retirer en janvier 1976 treize avions de patrouille maritime affectés à l'OTAN sans avoir pris de dispositions pour leur remulacement.

maritime affectés à l'OTAN sans avoir pris de dispositions pour leur remplacement.

Le comité considère que la mise en œuvre de ces mesures aurait des a répercussions dommagenbles sur les possibilités de défense de l'alliance a et rappelle que la sécurité de l'alliance ne peut être assurée que si tous les membres assument a une juste part du fardesu de la défense collective». Considérant que rien ne leur parait justifier une nouvelle réduction de la contribution néerlandaise aux moyens de défense de l'OTAN, les alliés demandent au gouvernement des Pays-Bas de revoir ses propogouvernement des Pays-Bas de revoir ses propo sitions.

Conseil de l'Europe

Session d'automne de l'Assemblée

ASSEMBLES du Conseil de l'Europe, réunie L'ASSEMBLES du Conseil de l'Europe, réunie en session d'automne du la au 9 octobre à Strasbourg, a adopté à l'unanimité une résolution invitant les gouvernements des dix-huit pays membres à apporter une aide économique, financière et technique au Portugal, qui pourrait contribuer à la mise en place d'un régime démomatique. Les débais ont également porté sur les relations entre l'Europe occidentale et les Stats-Unis, la situation économique du monde occidental, les progrès de l'union européenne, la torture dans le monde ainsi que les droits et la situation politique des femmes.

L'HOMME. — Au cours de sa cent dix-huitième session, qui s'ast dévoulée du 29 septembre au 10 actobre, la commission européenne des droits de l'homme a décidé de déférer d la Cour européenne l'affaire Schmidt et Dahlström, contre Suède (qui concerne le rafue d'accorder le bénéfice d'une augmentation de traitement pour des raisons d'appartenance syndicale et de participation d'un mouvement de grève).

Elle a déclaré recevable une partie de la requête introduite par Mus Marukz contre la législation belge en matière de staut des enfants naturels (et en particulier en matière de filiation, de droits de ruccession et de capacit de recevat des donations), ainsi que la requête X... contre Pays-Bas qui concerne le régularité de l'internement d'une personne considérée comme déficiente montale.

La commission a, d'autre part, déclaré irrecepables une quarentaine de requêtes, dont celle de Beèler contre Dansemark relative à l'admission, dans ce pays, de deux centre enfante victnomiene, et rayé du rôle les vingt-neuj requêtes présentées contre la Grande-Bretagne par des Ariatiques d'Afrique orientale.

Enfin la commission a adopté son rapport dans

la Granda-Bretagna par les Astatiques d'Afrique orientale.

Enfin la commission a adopté son rapport dans les affaires Muller contre Autriche (perie du droit d'une peusion d'assurance vieillesse) et Handyside contre Granda-Bretagna (publication d'un « petit livre rouge d'l'intention des écoliers ») et repris ses délibérations sur l'affaire interétatique Chypre contre Turquie.

contre Turquie.

REGIONS PERIPHERIQUES. — Deux cent craquants réprésentants élus des pouvoirs locaux des régions périphériques d'Europe, réunis à Galsony (Irlande) du 14 au 16 octobre, sous l'égide du Couseil de l'Europe, ont adopté une déclaration demandant, dans les plus bre/s délais, une relance des régions conternées, une politique régionale à l'échelon européen en mesure de supprimer les déséquilibres actuels entre régions developpées et sous-développées, un programme de développement des communications dans tes régions et une représentation de ces régions dans les instances de la G.E.E.

Croix-Rouge

Activités en Angola

T E Comité international de la Croix-Rouge C(LLCR.) poursuit en Angola ses activités de protection et d'assistance aux vietimes civiles et militaires du conflit : entre le 30 septembre et le 10 octobre. les trente délégués et médecins du CLCR. ont visité plus d'un millier de personnes, prisonnières des trois monvements de libération (MPLA, UNITA et F.NLA.) ou placées sous la protection des forces armées portugalses, et ont supervisé des opérations de transfert de huit cent quatre-vingt-dix-neuf personnes, dont trois cen, quatre-vingt-quatre personnes, dont trois cent quatre-vingt-quatre prisonniers libérés.

APPEL EN PAVEUR DES REFUGIES DE L'ILE DE TIMOR. — Les gouvernements et Croix-Rouges de vingt-trois pays ont reçu, au mois d'octobre,

un nouvel appel de jonds du C.J.C.R. en javeur des sictimes du conflit qui n éclaté au mois d'août dans la partie portugaise de l'UE de Timor. Cet appel est notamment destiné à couvrir le budget (environ E2500 francs suisses) d'un programme d'assistance aux quarante mille personnes qui ont jut le solonie portugaise et se sont réjugiées dans la partie indonésienne de l'UE.

ETUDE SUE LE ROLE DE LA CROIX-ROUGE, —Le C.J.C.R. et la Ligue des sociétés de le Croix-Rouge ont pris comaissance, dans le courant du mois de septembre, des conclusions d'une étude sur la révalorisation du rôle de le Croix-Rouge cott étude, réalisée par des personnalités extérieures au mouvement, camine le travall actuellement acoompit par la Croix-Rouge dans différents parties du monde et définit le rôle qu'elle pourrait jouer dans de nombreux domaines.

INTERVENTION AU TCHAD. — Un porte-parole du C.J.C.R. e indiqué, le 9 octobre, que des démarches ont été entreprises marbés du gouvernement tehedien, ain que des intermédiaires neutres puissent intervenir auprès de M. Hiseène Habri pour tenter d'obtentr le libération d'une française. Hme Claustre, retenue en otage dans le Tibesti depuis dez-huit mois.

Selon le rapport annuel: crois-

Transport aérien

sance nulle du trafic passagers

ELON le rapport présenté par M. Knut

Hammarskjoeld, directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA),
à la trente et unième assemblée générale
annelle qui e'est déroulée à Oslo du 29 septembre au 2 octobre, l'industrie du transport
aérien a enregistré pour la première fois en
1974 une croissance nulle du trafic passagers
international. L'augmentation de 5,2 % du
nombre de passagers-kilomètres sur les services
internationaux réguliers a en effet été compensée par une diminution de 11 % du trafic
d'affrètement passagers. Bien que le nombre
des passagers sur les services réguliers (intérieurs et internationaux) des membres de
l'IATA att atteint en 1974 le chiffre record de
317 millions, ce total ne représente qu'une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente, soit le taux de croissance le plus bas
dans l'histoire de l'Association. Certaines des
déficiences du trafic international régulier de
passagers peuvent être imputées, selon le rapcert au marable des recurres la traprocitional régulier de sance nulle du trafic passagers passagers peuvent être imputées, selon le rap-port, au marché des voyages internationaux des

Ftats-Unis. Le fret aérien international n'a pas été, ini non plus, épargné par la récession : l'accrois-sement de 11 % du nombre des tonnes-kilomètres réalisées par les services internationaux régu-liers des membres de l'IATA à été sensiblement inférieur à celui des deux années précédentes (18 %).

Le rapport conelut que les perspectives pour l'avenir immédiat ne laissent pas présager un retour aux taux de croissance du passé et que la manière dont le trafie s'est développé n'est adaptée ni aux conditions actuelles ni futures.

· ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. e ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE.

La commusion spéciale de conciliation, créée au sein
de l'Orponisation de l'unité airicaine (O.U.A.), a
achepé sa mission en Augola. Composée de représentonts du Ghana. du Burundt, du Maroc, de
l'algérie. de le Somalie, du Niger, du Lesotho et
du Ecnya, la commission recommande au Portugal,
dans ses conclusions, da remettre le pouvoir aux
trois mouvements de libération, sans exclusies. Elle
préconise en outre un cesses-le-seu et la formation
d'un gouvernement d'union nationale.

• ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. — Le comité militaire de l'Assemblée de l'Ailantique nord a adopté le 26 seplembre une résolution demandant eu Congrès américain de lever l'embaryo sur les armes décidé d'l'encontre de le Turquie, embargo qui « complique une oltustion déjà difficile ».

qui « complique une oltustion déjà difficile s.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La quariture conférence du Pacifique sud, qui s'est déroules d'Nauru du 29 septembre au 19 octobre, a fixé le budget de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) pour 1976 à 2,5 militons de dollars australiens et a réparit entre les page membres le déficit budgétaire de 1975 (environ 75 000 dollars australiens) propoqué par l'inflation et les fluctuations des taux de change.

La émférence a défini le programme de travall de la C.P.S. pour l'annés prochains et décidé d'économistr 99 600 dollars australiens sur les dépenses administratives de son secrétariat pénéral. Deux questions d'miérét régional ont rétenu l'attention: l'autonomise alimentaire des page et territoires insu-

l'avionomie alimentaire des page et territoires insu-laires de la zone ainsi que la formation spévialisée, les besoins de personnel et de main-d'œuvre et l'exode des compétences dans la région. Enfin le bonférence a étudié les possibilités de créer une bunque résionale de développement du Pacifique sud. Un comité chargé de la révision de la C.P.S. se réunius en mai 1976.

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE, — Le conseil de l'Avence spatiale européenne (ESA), véunt à Paris le 2 octobre, a examiné le problème de l'octrot d'une allocatron supplémentaire de 529 millions d'unités de comple (328 millions de francs) pour couvrir les dépenses de l'Agence jusqu'd le fin de l'année. L' a aussi étaité un ovenier profet de budget pour respecte 1976 et envisagé les pousblittés de financement du nouveau bâtiment dans lequel l'ESA dervait installer ses services avant le fin de l'année proch tier.

prochitar.

— M. Johan Berghuis a été nommé direcleur du Centre européen de recherche et de lichnologie spatrole de l'ESA d Noordwijk (Pays-Bas).

AUTHOUGHOL HOLLIGHT

Organisation des Etats américains

Les produits exclus du système américain de préférences généralisées

CONVOQUEE d'urgence par les représentants du Merique, du Pérou et du Venezuela, la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) de l'Organisation des Etats américains — qui sert de cadre, on le sait, à la discussion des problèmes que posent les relations commerciales entre les pays de l'Amérique latine et les Etats-Unis — s'est réunie à Washington les 14 et 15 octobre afin de considérer la question relative aux produits d'intérêt régional qui n'ont pas encore été inclus dans le système des préférences généralisées que les Etats-Unis mettront en vigueur le 1" janvier prochain d'après l'engagement pris à la tribume de l'Assemblée générale de l'ONU.

Dans la liste préliminaire arrêtée par le

Ponu. La liste préliminaire arrêtée par le président Ford, en mars dernier, nombre de produits d'intérêt régional présentés par les Latino-Américains n'avaient pas, déjà, été retenus. Et la forte opposition des milieux industriels des Etats-Unis fait craindre que d'autres produits portés sur cette liste ne soient aussi exclus.

D'après le représentant des États-Unis au sein de la CECON, la délégation qu'il présidait n'avait pas compétence pour faire des déclarations sur l'accueil que le gouvernement de

Les Latino-Américains ont saisi l'occasion pour rappeler les amendements à la loi sur le commerce extérieur des Etats-Unis, dout l'application permettrait à l'Equateur et au Venezuela de bénéficier des avantages du système de préférences généralisées. Ils en avaient été exclus à la suite de leur adhésion à l'OPEP.

DROITS DE L'HOMME. — La commission inter-américaine des droits de l'homme s'est à nouveau penchée sur le problème des libertés au Chül, lors de la session qu'elle a tenue à Washington du 8 au 24 octobre. Elle a aussi pris connaissance d'allégations de violations des droits de l'homme en d'autres pays de l'O.E.A.

REFORME DE LA CHARTE. — Un sous-comité spécialisé a approuvé, le 23 septembre, plusieurs

amendements aux articles 2 et 3 de la charte de l'O.E.A. portant notamment sur la reconnaissance du droit au piuralisme politique, la souveraineté populaire, la souveraineté des Etats sur leurs res-sources naturelles et leur droit d'en disposer libre-

BELATIONS ENTRE LE HONDURAS ET EL SAL-VADOR. — Ose commission consultative de l'O.E.A. a entendu le 3 octobre le ministre des affaires étrangères du Honduras qui a exposé les proposi-tions de son gouvernement en vue d'une normali-sation des relations avec El Salvador, rompues depuis 1955.

CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE. —
Le groups de troud permanent chargé, dans la cadre du Conseil interaméricain économique et social, de proposer des solutions sur problèmes posés par la crise économique actuelle dans les pays membres a examiné un projet nismit à criér un fonds spécial de financement des déjutit des balances des palements des pays membres. Il n aussi envisené l'établissement d'un système de garanties /inancières.

Ligue des Etats arabes

Appel à la sagesse dans le conflit au Liban

E conseil des ministres des affaires étran-Le conseil des ministres des atlaires enfan-gères des pays membres de la Ligue des Etats arabes a temi une session spéciale au Caire les 15 et 16 octobre, à la demande du Kowelt, pour examiner la situation au Liban. Let ministres des dix-huit pays représentés (la Syrie, la Libye et l'Organisation de libération de la Palestine ayant refusé de participer au conseil) se sont séparés sans formular de propo-sitions concrète. Ils se sont conteniés dans un conseil) se sont séparés sans formular de propo-sitions concrètes. Ils se sont contentés, dans un communiqué publié à l'assue des travaux, de lancer un appel « à la sagesse et à la modéra-tion» des parties en cause et d'affirmer que « toute agression contre le Liban servit consi-dérée comme une agression contre tous les pays arabes »; ils se sont engagés, dans l'esprit du pacte arabe de défense mutuelle, à « appuyer le Liban de toutes leurs possibilités en cas de tentative d'Israël d'exploiter directement ou indirectement la situation». Le communiqué demande sux pays membres de fournir an Liban un soutien financier afin de l'aider à supporter les pertes provoquées par les conflits armés. Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, a été chargé de prendre contact avec le gouvernement de Beyrouth et de préparer un rapport à l'inten-tion des pays membres.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

FINLANDE (Elections législatives

dn 21 et 22 septembre 1975) Nombre d'électeurs : 3 743 092 ; Combre de votants : 2 764 197, soit 79.8 %; bul-letins nuis : 12 000, soit 0,4 %. leting nuis: 13 000, soft 0,4 %.

Repartition des vois et des aièges entre les différents partis : parti accisi-démocrate: 686 394 voix, 54 sièges: ligue démocratique populaire: 528 026 voix, 40 sièges; parti du centre: 488 930 voix, 38 sièges; parti cumervateur: 513 213 voix, 35 sièges; parti suèdois: 141 323 voix, 16 sièges; parti suèdois: 121 722 voix, 9 sièges; ligue chrétienne: 92 108 voix, 9 sièges; ligue chrétienne: 92 108 voix, 9 sièges; parti rural: 100 771 voix, 2 sièges; parti do la cobésion nationale: 46 170 voix, 1 siège.

Calendrier des fêtes nationales 16-36 NOVEMBER Fête nationalo Augiversairo de

24 ZAIRE
25 LA BARBADE
28 MAURITANIE
29 ALBANIE
29 YOUGOSLAVIE
20 YOUGOSLAVIE
21 Indépendance
Fête nationale
Fête nationale
A universation la proclamation de la Rép. socia liste fédérative

1=-15 DECEMBER 1 RÉPUBLIQUE Fête de l'indépen-CENTRAPRI-CAINE 2 ESTRATS Fête nationale

ARABES UNIS
5 TRAILANDE Auni-ARABES UNIS
5 THAILANDE Auniversaire de S.M. le roi
6 FINLANDE Fête de l'indépendance
11 HAUTE-VOLTA Fête nationale
12 KENYA Auniversaire de l'indépendance

TRAN (22 septembre 1975)

Premier ministre : M. Amir Abbas Hovegde; ministre de l'intérieur et de la fonction publique : M. Désmohid Amouzegar : lustice : M. Désmohid Amouzegar : lustice : M. Sadegh Ahmal ; détense : général Reze Azimt : attaire étrangères : M. Abbar-Ait Ethalatbari ; économie et mances : M. Houchang Ansar : économie et mances : M. Houchang Ansar : économie et mances : M. Houchang Ansar : voles et communications : M. Djavad Charrasant : information et tourisms : M. Gholomreza Etanpour : logement et urbautsme : M. Homegona Djabar Ansar : industrie et mines : M. Farrokh Nadimobad: culture et arts : M. Mehrdad Pahlbod : griculture et ressources usturelles : M. Mansour Rouheni : éusrgis : M. Iradj Vahidi; commerce : M. Farrokh Codjaeddine Chepkh-Ol-Eslamzadeh : P.T.T. : M. Berm Motamedi : coopératives et attaires rurales : M. Bena Sadeghyani; travell : M. Gassem Motat : santé : M. Anouchivan Pouyan.

(gouvernement provisoire formé la 19 septembre)

Premier ministre: amiral José Pinheiro de Arevedo; affaires étrangères: major Meio Antunes; finances: M. Francisco Salgado Zenhe; commerce extérieur: M. Jorge Cempinos; commerce extérieur: M. Jorge Cempinos; commerce intérieur: M. Joaquem Magalhaes Mola; agriculture et pèche: M. Antonia Lopes Cardoso; transports et communications: M. Walter Rose: communication sociale: M. Antonio de Almeida Santos; affaires sociales: M. Jorge Sa Borges; équipement social: M. Alvaro Veige de Oliveira; industrie et zechnologie: M. Marques do Carmo; administration interne: commandant Almeide & Costa; travall: capitaine Tomas Rose; justice: M. Pinheiro Farinha; éducation et recherche scientifique: commandant Vitor Alves.

Dans les revues...

E Dans Jeur quêts pour une e école à portes ouvertes sur la société », les CARIERES PEDAGOCIQUES consecrent leur numéro 137 à l' « Esois en Chine après la révolution culturelle »: des documents expriment les tendances du discours officiel da l'été 1974 tandis que des témotjanges rendent compte de l'expérience pratique (Octobre 1973, menseel, 6 F. – C.E.L. » B.F. 282, 66403 Canues.)

E ERAMSIN, « revus des socialistes révolutionnaires du Proche-Orient », expose dans son deuxième numéro les différents aspects de la réalité palestimenne: avant la colonisation sioniste, dans la « dispersion » actuelle, dans les terrisoires occupés et à l'intérieur de l'Etat d'Israél. (N° 2, 1975, trimestriel, 12 F. – I, pl. Paul-Painisvé, Paris 5°.)

El Uce étude do Rashid Hamid sur l'OLP, se représentativité, ses structures ot ses options possibles en tocchon d'une conférence de la paix à Génère, parue dans le JOURINAL OF PALESTINE STU-OUES (u° 16), complète en quelque sorte la recherche précédente. La revue de l'Institut d'études palestiniennes de Beyrouth offre aussi un panorama des reisions entre la République fédérale allemande et l'Etst d'Israël depuis 1949, sous la signature de Kanneth M. Lewan, professeur à l'université de Munich. (Vol. IV, u° 4, été 1975, trimestriel, 3,75 dollars. - P.O.B. 11-7164, Beyrouth.)

E INTERROGATIONS, revue interna-tionale de recherche anarchiste (en quatre langues) poblie, entre autres, une étude sur l'Espagne (en espagnoi) de Ramon Pulg; et, en français, des extraits d'un livre d'A. Meister sur les sociétés transmationales. à paraître aux P.U.P. (N° 4, trimestriel, 18 F. - 12, passage du Désir, 75018 Paris.)

5 Dans LA REVUE POLITIQUE ST PARLEMENTAIRE, un intéressant témoi-gnage de E. Lacombe sur une expérience d'autogestion su Pérou. (N° 857, bimes-triel, 10 F. - 85 bis, rue Jouliroy, 75917 Paris.)

D Dans les ETUDES, uu exposé très informé et nuancé de Louie de Vancelles sur l' « Ostpolitik » du Vetican. (Octobre 1975, mansoel, 18 F. » 15, rue Monsleux, 75007 Paris.)

D Les ETUDES POLEMOLOGIQUES publient un petit essel d'Erle Muraise sur les relations de la polémologie, de la géopolitique et de la géostratégie. C Bonthoul, pour an part, distingue et anelyse quatre e eurchauffes e économique, démographique, psychologique, politique. (N° 18, trimestriel, 11 F. - 7, rue Gnicoberg, 75915 Paris.)

E Cest la quatrième numéro qu'EO-ROPE consacre au Vietnam, mais c'est le premier qui puisse s'intituier « Vietnem libre ». Recueil littéraire, sans doute, en ce que la parole y est donnée aux écrivains, mais tous sont des témoins de la lutte. D'autres témolgnages aussi : eeux de Pietre Gemarra, qui vient d'eccemplir no l'inéraire de Hanné à Saigon; de Jacques Modeule; un texte de Ho Chi Minh. (N° 558, mensuel, 20 F. abonuement \$00 F. - 21, rue de Riebellen, 75461 Pariz.)

ESOPS conserre son e spécial a du mois à la Côte-d'Ivoire, e pays en plein développement a. (N° 374, mensuel, exclusivement par abounement : 160 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris 2°.)

El Un gros cabler do MIGRANTS-FORMATION, établi à le demande de le commission Dijose sous l'égide du ministère de l'éducation, et qui constitue un doesier complet du problème sous ses divers aspects. (Sapplément an n° 19, mensnel, 18 F. - 4, rue de Stockholm, 75006 Paris.)

El L'Académie des sciences d'outre-mer a fait une véritable revus de sea COMPTES R É N II U S TRIMESTRIELS qu'elle diffuss desse le public et qui traiteot de tout ce qui concerne l' « outre-mer » — de l'économie à l'ethnographie, des littératures aux problèmes socio-

culturels — d'un point de vue ectuel on historique. (Trimestriel, abonuement 40 F. - 15, rue La Pérouse, 75116 Paris.)

E FRANCE-FORUM consaere un numéro double, présenté par son directeur, Eticone Borne, aux « au-delà » de la erise; ruces sur et pour un « nouvel ordre économique », on « nouveau plein emploi », etc. (Nº 141-142, reptembre-octobre 1975, mansuel, 6 F. - 6, rue P.-L.-Courier, 75007 Paris.)

E Le dernier CAHIER DU GRIF iGroupement de recherche et d'informa-tion téministes; est un « J'accuse » dirigé enurs l'Eglise, « pouvoir male ». Mais les hasards de la publication font qu'un article destiné au unméro précè-dent, eur les temmes et la politique, se trouve être, lui aussi, dans une certaine mesure. Un acte d'accusation: d'une mestire, uo acte d'accusation: d'une adhéreote du P.S. contre son propre parti, o béritier de le longue tradition patriarcale et misogyne du mouvement ouvrier français s. (N° 8, cinq numéros par an, 12 f. - 59, rue H.-van-Znylen, 1186 Bruxettes.)

Bruzelle.)

El L'APPEL revient sur e l'affaire ainoche » déclenchée par l'article qu'elle evait publié. Elle cite comme témoins — de le défense nu d'une actre accusation — Michel Debré. W. Jankélévitch. des lecteurs, dont l'un donne le ton : « Nous sommes reveous aux besux jours de la collaboration. Otto Abetz a décroché soo téléphone. Le gouvernement a proni le géoéral alnoche. » Pus serrin, celui-el n'en démund pas : « Hitier était, certes, un Allemand très survolté, mais il exprimeit de sa terrible maulère ce que tonte l'Allemagne a pansé et qu'elle pense, bélas : sucore aujourd'hui, de son voisin français. « Et il rappelle encore que le traité d'amittle qui « if pieurer de jois Français et Françaises » (n'est-ce pes un peu excessit?) (ut mai reçu de l'opinion publique d'Allemagne fédérale; d'où le présmbule sjouté au cootrat qui réduisait le maringe à une promesse conditionnette, à terme indéterminé. (N° 19, meusuel, 9 F. - S9, rue de Lille, 75007 Paris.)



Quand la science se fait instrument de domination

Par J. LEITE LOPES *

N a longtemps regerdá le processus de développement économique comme une sorie de compétition sporilve où ce seralent les hommes les plus Intelligents, les peuples les plus dynamiques et capables qui réussiraient. Dens cette optique, les peuples des pays pauvres sereient moins capables, moins Intelligents, voire paresseux... Msis on oublie que, pendent la période coloniale propramant dite, en Amérique latine, en Afrique, en Asle, les Européens lout d'abord, les Américains du Nord ensulte, sont intervenus, presque toujours par le force, pour modifier civilisations et cultures locales elin d'y réorgan:ser et d'y dominer les économies de menière é assurer le revitaillement de le métropole en matières premières minérales, végétales et enimales.

Peu é peu on a crée l'habitude de comparer les acquis des différentes civillsations et cultures eux valeurs dáveloppées par le système industriel capitalista, et il est aujourd'hul natural de considérer comme primitives celles qui ne

Au dix-neuvième siècle et dans le première moilié du vingtéme, le système Implanté en Europe eprès la révolution industrielle e structure una economie mondiale dans laquell l'élaboration des produits manufecturés et le développement de le technologie se concentraient dans les pays métropoliteins. Le reste du monde, colonies et pays dominés qui forment le périphérie du système cepitaliste, était censé foumir les metières premières nécesseires eux pays dominants, le centre du système. On e einsi assisté à l'implantation de cycles de production dens les peys sous-développes : einsi par exomple en Amérique latine sucre, caoutchouc, or, caté, fer eu Brésil; cuivre, eucre é Cube : étain en Bolivie ; nitrates, culvre eu Chill; cuivra, larine de poisson au

Professeur à l'université de Strasbourg. Ancieo titulairs de la chaire de physique théorique de l'université fédérale de Rio-de-Janeiro. Mis à la retraite par la junte militaire du Brésil en 1969.

Pérou ; bansnes, calé en Amérique centrale ; pétrole eu Venezuela, etc. En même lemps, on élablissait des Institutions économiques et politiques qui existent encore aujourd'hui, et dont la mutation demeure un enjeu essentiel dans lee luttes de libération.

ANS l'entre-deux-guerres s'esquissa une première modification du système des reletions économiques internationales, accélérée par la criez économique mondiale da 1929. On avait compria qu'il fallait produire sur place quelques-uns des blens manufacturés qui ne pouvaient être importes d'Europe ou des Etats-Unis pendant les grandes crises internationales : un nouveau système industriel — l' « industrialisation de substitution des importations» — tut mis en place dans les plus grands pays d'Amériqua latina é partir des

En mêma temps que ce processus aa déve-loppait, les Etats-Unis émergeelent, après le seconde guerre mondiale, comme le centre le plus puissant du monda capitaliste. Grace à la politique du New Deal de Franklin Rossevelt, é la production industrialla pour la guerre et é l'intervention croissanta de l'Etat dans l'économie eméricelna, des conditions furent créées aussi bien pour le croissance extraordinaire du complexe industriel que pour la science et la technologie aux Etats-Unis. Dès cette époque apparurent de nouvellee formes de grandes compagnies industrielles, affublées aujourd'hui d'un nouveau nom — les sociétés multinationales, ou tranenetionales, ou globales (1) -technologique. L'économiste chillen Oswaldo Sunkel (2) e einsi décrit leur etratégle : dès que des difficultés dans le balence commerciale des pays qui importent les produits de ces eociétés antraînent des mesures da protection contre les Importetions, les sociétés multinationales louent leurs brevets é des entreprises des pays sousdéveloppés pour permettre une fabrication locale de ces produits. Ensuite ces entreprises sont echetées per les sociétés multinationales qui les transforment en simples fillales.

Da cette tecon, en même temps qu'una campagne Intense est relancée périodiquement en leveur de la libre entreprise et de l'initietive privée, les compagnies industrielles importantes des pays en vole de développement sont absorbées per les sociétés multinationales. Et les politiques nationeles de développement économique de ces pays cont remplecées par des plans qui reflétent et défendent les intérêts et la politique globale de ces sociétés. Parallèlement, cas demiéres et le gouvernement du pays industriel euquel elles se rettachent donnent leur soutien politique eux groupes eoclaux dens le netion dominée evec lesquels elles sont associées, leurs partenaires mineure et représentants locaux. SI des conditions sont crèées pour l'Installation, dens un pays dominé, d'un gouvernement soucieux de mener une politique netionale comportant des rélormes sociales el économiques dens l'intérêt du peuple, les sociétés multinationales n'hésitent pas alors é appuyer des groupes militaires pour renverser ce gouvernement et installer une dictature plus favorable é leurs politiques (3).

La multiplication des dictatures militaires dans le tiers-monde semble mener à l'établiscapable de délendre des Intérêts globaux, le régime démocratique de certains pays du centre capitaliste foumissant une couverture é l'existence de ce pouvoir militaire. En même temps une pert importante de le bourgeoiste netionele dans les peys dominés - y comprie les professeurs et les hommes de science - deviendrait une branche d'une bourgeolsie transnationale et perdrait son identité en tant que « partie d'une clesse dominante nationale ».

UELLES cont les conséquences de cette évolution pour le développement de le racherche eclentifique et de l'éducation ecientifique dene les peys en voie de dévelop-

Dans les pays cepitalistes, la science a contribué é la transformetion de le relation entre les forces de production et eu développement de nouveaux moyens de production. Elle est pourtant présentée exclusivement comme la comme

de nos connaissances sur les phénomènes netureis. Elle serait ainsi neutre, indépendante des Intérêts de classe el des idéologies (4). En réalité, le science n'est point un ensemble passif et inerte de connaissances : elle est tout un processus dynamique qui englobe les mobvotions et les choix des sujets da recherche, les moyens pour chercher, acquérir el utiliser des connaissances nouvelles. Cette somme d'activités n'est pas neutre; elle est un rellet des intérêts et des idéologies de le société.

Il est cleir que le système industriel capiteliste a'est développé en Europe et eux Etats-Unie grâce aux Inventions techniques. Dans les laboratoires da recherche des universités ou des instituta scientifiques, des établissemants industriels et, finalement, des grandas sociétés multinationales ou des grandes univereités qu'elles financent, des équipes da scientifiques, ingénieurs et techniciens, conçoivent de nou-velles idées, et leurs epplications pretiques créent de nouveaux produits, de nouvelles machines, des techniques nouvelles.

En revanche, dans les pays dominés, l'établissement da filiales de sociétés multinationales n'Implique en eucune façon le création de leboratolres da recharche dans ces compagnies subsidialres (5). Car leur rôle est d'Importer, d'assembler ou de produire localement et de vendre des produits, de dominer le marché local. Comment perfectionner ces produits, modifier les techniques pour gagner la compétition evec d'eutres entreprises, ce n'est pas l'affeire des branches des eoclétés transnationales dane le tiars-monde. Ce rôle reviant aux leboratoires de recherche au elége central de le société eux Etats-Unis ou en Europe, qui transmettront les résultats de leurs recherches, les produits et instructions finales pour le mise nationales — et donc les économies qu'elles dominent - n'ont pas besoin des services des hommes de science et des universités nebonales des pays sous-développés où elles opérent. S'il arrive qu'elles alent des contrats de recherche avec quelque groupe ecientifique de quelque université de l'un de ces pays, c'est que les ectivités qui en découlent serviront

A U centre du système capitaliste, la science est un reflet des intérêts des sociétés qui le produisent ; dans les pays en vole de développement qui sont dens la sphère du monde capitalisle, elle traduit le ceractère de domination économique et politique qui cerectérise ces pays. La rereté des possibilités d'emploi offertes eux scientifiques loceux dans l'Industrie et la recherche Industrielle dens ces pays contribue é dissocier les universités et instituts de recherche netioneux du processus économique. Les hommes de ecience sont Incltés à regarder vers l'extérieur pour donner un contenu à leurs programmes de racherche, Empéchés de développer des méthodes simples et même quelquefols rudimentaires - le science n'est pas nécessairement grandiose et compliquée - parce qu'elles ne trouvent pas d'epplication chez eux contreirement é ce qui se passe en Chine (6), ils se toument alors vers le science de pointe, le big sciance cultivée aux Etats-Unis et qui n'est applicable é leurs borés et vendus par les eociétés multinetionales. La science - simple ou sophistiquée - epparait donc inutile é l'économie des pays en vole de développement dominés, c'est du moins ce que proclament certains technocrates de ces pays qui sont d'evie que la technologie doit être echetée à ces sociétés comme une sainte

VEC l'établissement de gouvernements A eutoritairee dans plusieura pays dominés, les sociétés multinetionales se sont mises é déplecer des usines vers ces pays où elles disposent des metières premières locales, d'une main-d'œuvre é bon marché et de diverses autres facilités grâce à la complicité des eutorités, telle l'absence de grèves et de revendications ouvrières, interdites ou réprimées.

Dans ce processus, les coclétés multinetionales apporient aux pays dominés non seulement du menagement, du design, du

marketing, et des moyens financiers, mais aussi tout ce qui se rélère à la technologie. Des bourses d'étude, des contrats de recherche scientifique et une eide linancière peuvent être eccordés é certains groupes spécifiques d'univereltés locales travaillant dans ceriains domaines tels que le physique de l'éta' sollde ou la science spallele. Leurs 'ravaux seron' alors lies oux programmes et intérêts des universités at des orgenismes officiels associes aux sociétés transnationeles au centre du mande capitaliste. La science ainsi conçue et pratiquée n'est évidemment pas un instrument de défense des Intérêts nationaux et de l'identilé culture le des peuples du tiers-monde.

Il est permie da croire, avec Jastrow e: Newell (7), qua le programme da recharche spatiale aux Etats-Unis e été conçu comme une prolongation de la « révolution de pensée commencée par Copernic et continuée par Newton et Darwin ». Il reste que, d'après ces mêmes auteurs. l'économie américaine réalise un profit annuel de plusieurs milliards de dollers, grâce aussi bian eux eatellites météorologiques qu'aux setellites destinés é le prospection des dépôts de minéraux : «The stakes are high in this game. . (- Dane cette partie, les enjeux sont élevés. -) Les progremmes de recherche epatiale eont aussi un outil de domination du marché international des communications, en même temps qu'ils conduisent é la découverte et à l'exploitation de gisements de minerals lels que ceux du bassin amazonique par exemple.

Quant à le recharche en physique de l'état solide, qui est en général coneidérée par le majorité des physiciens du tiers-monde comme le seul domaine qui doive être stimulé dans leur pays — pour être financiérement eccessible et potentiellement utile é leura économies, elle est essentiellement liée eux progremmes da recherche des laboratoires associés aux sociétés multinationales dans le centre capitaliste et devient donc un instrument aux mains des entreprises qui dominent les pays du tiers-

A notion classique de développement économiqua semble donc associée é l'idée de domination La division du monde en nations industrielles riches et nations dominées paraît evoir été essentielle pour l'idéologie du système capitaliste, une espèce de traité de Tordesilles sacré, signé non pas par le pape mels par Dieu lui-même, Mais le jour où une transformation radicale aure lieu, où un nouvel équilibre sera etteint non plus fondé sur la dominetion et l'injustice sociale, alors la science, la recherche scientifique et les méthodes d'éducetion changeront également. Pour le moment, si les hommes de eclence ne sont pas en mesura de modifier le monde, ils peuvent au moins - suriout ceux du tiers-monde contribuer à l'analyse de le situation où se trouvent leurs propres pays et essayer de comprendre la signification sociale de leurs

(1) Cette nouvelle terminologie pourrait faire croire que plusieurs nations, y compris les pays sous-développés où .lies s'installeot, sont propriétaires de ces sociétés. En réalité, elles oct des fillales dans plusieurs pays, mais leur contrôle, le pouvoir de décision sur leurs activités et leurs politiques — et sur leurs profits — sont habituellement concentrès cars un scul pays industriel.

(2) G. Sunkel, e Big business and e dependencie ». Foreim Affairs, vol. 50, page 517

dencte s, Foreign Affairs, vol. 50, page 517 (1972).

(3) Voir par exemple Richard E. Fagen, c The United States and Chile: roots and branches >, Foreign Affairs, vol. 53, page 297 (1973); H. Steiner and M.D. Trubek, c Brazil-all power

Foreign Aljairs, vol. 53, page 297 (1975): R. Steiner and M.D. Trubek, a Brazil-all power to the generals s. Foreign Aljairs, vol. 42, page 464 (1967); R. Rostzke, a America's secret operations s. Foreign Aljairs, vol. 53, page 334 (1975).

(4) C.L. B. Vitale, a Quesques considérations sur le rôle de la science dans le monde capitaliste s. Fundamenta Scientiae, nº 14. Université Louis Pasteur, Strasbourg (1974) et J.M. Lévy-Leblond, a L'idéologie dans la physique contemporaine s. Les Temps modernes, nº 337-338, Paris (1974).

(5) Cr. J. Lette Lopes, a Science for development - a view from Latin America s. Eulleing of the Atomic Scientists, vol. 22, page 7, Chicago (1966).

(6) Voir John Sigurdson, a China's autonomous development of technology and sciences s. Seminar on Science. Technology and Development in a changing world, Cle.C.D. (1975) (non publié).

(7) R. Jastrow and H.E. Newell, a The Space Program and the national Interest s. Foreign Alfairs, vol. 50, page 532 (1972).

Dans ce numéro :

P. 2 à 4: LES MINORITES NATIONALES EN

CHINE, par Roland Berger. Thallande : les Américains n'ont pas renoncé à leur emprise, par Marcel

(NOUVEAUTE) « Une réflexion au cœur même du dialogue Nord-Sud».

La force des faibles de PAUL-MARC HENRY

- Un réquisitoiro implacable;
- Un cri d'olorme devont une situation suicidaire;

 Un livre que tous les chefs d'État sont tenus de lire (26 F).
- Dana la même collection : VIVRE DEMAIN • BERNARD CARRERE : Portage ou châmage : le choix de l'in-
- JEAN GRAY et DANIEL CARRIERE ; Les misères du l'abon-
- dance sept questions sur lo croissance (22 F).

● HAROLD PORTNOY: L'orgent et l'imaginaire (22 F). Catalogue sur demande.

editions

CHICHIC 12, RUE HONORÉ-CHEVALIER, 75006 PARIS

Les incertitudes du nouveau régime au P. 5: Bangladesh, par Mohan Ram. — Mme Indira Ghandi, de la parole aux actes, par T.D. Allman.

L'OPPOSITION FACE AUX HERI-TIERS DE FRANCO : le pouvoir et la magie ; La voie la plus directe, par Felipe Gonzalez ; La crise ectuelle n'est pas encore révolutionnaire, par Fermin Ibanez: Sulte de l'article José Vidal-Beneyio. — Les tendances au sein de l'armée : quand le régime dévore son dernier soutien : Le rôle de l'Union démocratique militaire, par José-Ignacio Dominguez Martin-San-chez: Une longue tradition d'interven-

tion dans la vie politique, L. R. Lois du marché è l'Ouest, croissance planifiée à l'Est, par Nicolas Fakiroff.

P. 10 à 12 : ESPOIRS ET DIFFICULTES DU SO-CIALISME TANZANIEN, reportage de Christiane Chombean et Pierre Haski.

LES TROMPE-L'CEIL DU DESARME-MENT, par Michel Vincineau. - Suite de l'article d'Otto Eiselsberg sur la neutralité autrichienne.

CINEMA POLITIQUE : Le film publicitaire, par Ignacio Ramonet, Noglie de Chambrun, Jean-Paul Simon et Fred P. 15 à 18 : Qatar : le pétrole au service du néve-Carnet des ambassades. — Correspon-

P. 19: Les livres du mois.

Un projet pour développer le monde arabe, par Frédéric Langer. — Le parti P. 20: Baas et la tentation du pouvoir en Syrie et en Irak, par Jaan-Pierre

P. 21 à 30 : Venezuela : la conquête de la souve-raineté économique.

P. 31 à 36 : LA DIPLOMATIE DU VATICAN : Les concordats, nu les ambiguïtés d'une double mission, par Jecques Duquesne : Hésitations et maladresses à l'égard de la Chine, par Louis Wei Tsing-sing; Avec les pays communistes : de l'anathème à la coexistence, par Bernard Féron: Entre Israël, les pays arabes et les Lieux saints, par Aimé Savard : Un rôle discret dans les organisations internationales, par Robert Bosc. — La formation et le rôle des nonces, par Robert Solé: Paul VI et le mondo moderns, par Jacques Nobecourt: Survivance nu promesse? par Robert de

P. 37 à 39 : L'activité des organisations internationales. - Dans les revues.

Novembre 1975

EST SOF Inst ret; isu. "cg deni 2100 directe